

501

Comment déclarer vos revenus 1989 (pages 15 à 20)

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14015 4.50 F

SAMEDI 17 FÉVRIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

## Le modèle suédois malmené

DEPUIS quelques mois, grâce à la crise des pays de l'Est, si on peut dire, le modèle suédois avait retrouvé tout son prestige : n'aurait-il pas une solution crédible à des pays comme la Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, qui se trouvent aujourd'hui devant la délicate obligation de gérer le passage d'une économie étatisée et bureaucratique à une économie de marché ? Pas étonnant, dans ces conditions, si Stockholm était devenu depuis quelques mois le lieu de pèlerinage obligé de tout ce que les pays de l'Est comptent comme économistes.

Ils seront aujourd'hui déçus du voyage : depuis jeudi 15 février la Suède, en effet, n'a plus de gouvernement. Le premier ministre, M. Ingvar Carlsson a donné sa démission, le Parlement ayant refusé certaines mesures d'austérité présentées hâtivement pour tenter d'enrayer un phénomène de surchauffe de l'économie.

CELLES-CI étaient, il est vrai, particulièrement rudes pour le pays qui incarne la social-démocratie puisqu'elles prévoyaient notamment de bloquer les prix, les salaires, les loyers, les impôts communaux et même, à l'origine, d'interdire « de facto » la grève pour les employés du service public.

Bien qu'ayant assoupli ces dernières dispositions le gouvernement minoritaire de M. Carlsson - il ne contrôle que 158 des 349 sièges du Riksdag - a été incapable de rallier à ses vues les députés communistes, pourtant alliés traditionnels, ou les représentants des Verts. D'où la possibilité d'élections législatives anticipées car il est fort peu probable que les trois partis de l'opposition « bourgeoise » parviennent à s'entendre et à trouver les voix d'appoint nécessaires pour succéder à M. Carlsson.

ILS n'y ont d'ailleurs pas vraiment intérêt car la loi électorale prévoit explicitement que, même en cas d'élections anticipées, le pays doit retourner aux urnes au terme normal de la législature, c'est-à-dire en septembre 1991. La « sale travail », après toutes les consultations d'usage, risque donc de revenir à M. Carlsson qui devra dans cette hypothèse se séparer de son ministre des finances, l'impopulaire M. Kjell-Olof Feldt.

Quoi qu'il se passe maintenant, l'heure est grave pour un Parti social-démocrate au pouvoir depuis cinquante huit ans à l'exception de la période 1976-1982 : mis en minorité par une opposition certes hétéroclite, les dirigeants du parti n'en sont pas moins contestés par une base qui a l'impression de faire les frais du développement économique et qui ne comprend plus où on la conduit, tant les caciques qui prétendent la diriger sont divisés sur les grands dossiers, qu'il s'agisse de la politique énergétique, européenne, fiscale pour ne rien dire du projet de pont sur le détroit qui sépare la Suède du Danemark. Le modèle suédois va-t-il se perdre dans les brumes du Nord ?

Lire nos informations page 4

M 0147 - 2170 - 4.50 F



3790147004500 02170

Les entretiens entre M. Mitterrand et M. Kohl à l'Élysée

## La réunification de l'Allemagne risque de devancer le renforcement de la CEE

MM. Mitterrand et Kohl se sont mis d'accord, jeudi 15 février, à l'Élysée, pour tenir peu de temps après les élections du 18 mars en RDA un sommet des Douze consacré à l'unité allemande, mais le chancelier ouest-allemand a refusé de s'engager à avancer la date de la conférence sur l'Union économique et monétaire de la Communauté européenne, qui reste prévue pour décembre. Il apparaît ainsi qu'il sera difficile de faire progresser de pair l'unification de l'Allemagne et la construction communautaire, comme on le souhaite à Paris. Dans un discours prononcé à Ottawa jeudi, M. Chavchavadze, ministre soviétique des affaires étrangères, a demandé qu'il soit tenu compte des intérêts des autres pays européens.



Lire page 2 les articles de LUC ROSENZWEIG et de HENRI DE BRESSON

Lire également

### En URSS

- Débat au Soviet suprême sur le thème de la propriété privée.
- Le Parlement de la Lettonie s'est prononcé pour l'indépendance.
- L'hebdomadaire les Nouvelles de Moscou ravagé par un incendie.

page 3

### En Roumanie

- « L'agitation fait partie de la démocratie », nous déclare dans un entretien M. Petre Roman, le premier ministre.

page 4

## La grande peur des Afrikaners

Devant vingt mille personnes, le président du Parti conservateur a évoqué l'idée d'une partition du pays

PRETORIA

de notre envoyé spécial

Mary et Marinos Schoeman se sont fait une douce violence et ont été écoutés, jeudi après-midi 15 février, au City Hall de Pretoria, M. Andries Treurnicht, le président du Parti conservateur, qui y a dénoncé le « péril noir » devant près de vingt mille personnes. Professeurs à l'université, l'un de philosophie et l'autre de latin, à peine la quarantaine tous les deux, ils ne militent pourtant dans aucune organisation politique : ce n'est pas leur tasse de thé. Mais ils ont jugé « qu'il était grand temps d'élever la voix » après ces folles journées qui ont ébranlé leur pays.

Ils n'ont pas été les seuls, loin de là, au sein de la communauté blanche, à découvrir ahuris et inquiets, mardi sur leur écran de télévision, le spectacle de plus de cent mille Noirs en transes accueillant au stade de Johannesburg Nelson Mandela, « l'agitateur », de retour de prison. Cela leur a fait un peu froid

dans le dos, leur a donné le vertige. Beaucoup ont soudain réalisé que la loi du nombre leur était toute chance de gouverner très longtemps le pays à leur guise.

Même s'il nourrit les plus graves inquiétudes à l'encontre de la politique « suicidaire » du président Frederik De Klerk, Marinos estime que celui-ci « devait faire ce qu'il a fait au point où on en était », c'est-à-dire crever l'abcès. Il en est en effet arrivé à la conclusion que « l'apartheid est impraticable

dans le contexte actuel d'une population noire en pleine croissance ». Sa femme renchérit : « Nous sommes maintenant obligés de modifier notre stratégie en fonction de cette nouvelle donne ».

Un certain nombre de Blancs se réfugient donc aujourd'hui derrière une nouvelle ligne de défense. Puisqu'il leur paraît inimaginable de vivre dans une société multiraciale, ils caressent l'idée d'une partition du pays.

JACQUES DE BARRIN  
Lire la suite page 2

## Un entretien avec M. Michel Noir

Le budget ne permettra pas d'éviter une « explosion universitaire ». Il faut utiliser l'argent des sociétés nationalisées

M. Michel Noir, maire de Lyon et député RPR du Rhône, a transmis aux présidents d'universités et aux syndicats d'étudiants et d'enseignants du supérieur la lettre qu'il a adressée, le 29 janvier, au président de la République, lui demandant de ramener à 51 % la part de l'Etat dans le capital des entreprises nationalisées du secteur industriel pour dégager les sommes nécessaires au développement de l'enseignement supérieur. Il précise dans l'entretien qu'il nous a accordé (le Monde du 2 février) les raisons de cette proposition.

« Vous proposez de réduire à 51 % la part de l'Etat dans les entreprises nationalisées pour financer le développement de l'enseignement supérieur. Pourquoi cette initiative, qui n'est pas très orthodoxe sur le plan budgétaire ?

« Il y a une urgence civique et morale, dont dépend en grande partie l'avenir du pays. Nous sommes au bord de l'explosion universitaire. La nation ne répond pas aux besoins de formation, qui sont pourtant de sa responsabilité première. Or il est impossible de dégager les 30 milliards de francs nécessaires dans un laps de temps adapté et dans

le cadre de techniques budgétaires classiques. La meilleure preuve en est que dès le lendemain du vote du budget de l'éducation nationale, en décembre, il a fallu établir un « plan d'urgence ». Ce n'est pas à coups de 500 millions par plan d'urgence qu'on résoudra un problème de cette ampleur, ni en allant demander aux collectivités locales de fournir le complément. Il faut un changement d'échelle, rajouter un ou deux zéros à ce chiffre. A circonstances exceptionnelles, mesures exceptionnelles.

« Vous pensez qu'il faudrait appliquer cette méthode des 51 % à toutes les entreprises nationalisées ?

« Je suis très critique à l'égard du dogme du « ni-ni » (ni nationalisations ni privatisations), qui est inacceptable sur le

fond. Il est encore plus intolérable que sur une question qui touche à l'intérêt supérieur de la nation, on se réfugie derrière ce dogme, alors que son abandon permettrait de trouver une solution quasi-immédiate.

« Mais je respecte - même si je ne partage pas cette conception économique - le souci que l'Etat conserve la majorité, avec 51 % des parts, dans les entreprises publiques. Avec le système que je propose, il n'y a aucun risque de brader les entreprises publiques. A partir du moment où elles seront cotées à hauteur de 49 % du capital, elles auront même beaucoup plus de chances de trouver sur le marché les capitaux dont elles ont besoin pour leur développement.

Propos recueillis par  
FRÉDÉRIC GAUSSEN  
Lire la suite page 11

### SANS VISA

#### Piero d'Arezzo chez lui

Ce que Piero della Francesca a réussi à San Francesco d'Arezzo n'a pas souvent été égalé. Le sujet est l'Invention de la Sainte Croix. C'est simple, c'est à deux pas de la Piazza Grande. Il suffit d'entrer.

● Escalier ● La table ● Jeux  
pages 23 à 26 - section C

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 111 fr. ; Grèce, 160 pes. ; O.R., 60 p. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 2 400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Roumanie, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 F. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (internat.), 2 \$.



## ÉTRANGER

# Les perspectives de réunification de l'Allemagne et la visite de M. Kohl à l'Élysée

## Un débat agité au Bundestag

Tumulte, invectives et polémique musclée ont marqué la séance du Bundestag consacrée, jeudi 15 février, à la discussion de la déclaration gouvernementale du chancelier Kohl sur sa politique allemande.

BONN

de notre correspondant

Une telle agitation au Bundestag, plutôt inhabituelle dans un hémicycle généralement plus calme que les parlements d'autres pays européens, traduisait la nervosité de la classe politique allemande, maintenant vraiment entrée en campagne électorale.

A l'issue de ce débat, on constatait pourtant que polémique mise à part, les principaux partis de RFA étaient d'accord sur l'essentiel : l'unité du pays est possible dans un avenir très proche, l'union monétaire avec la RDA est l'instrument adéquat pour donner une base matérielle solide à cette union. Les reproches formulés par le chef de l'opposition social-démocrate, M. Hans-Jochen Vogel, portaient donc plus sur la manière de procéder du chancelier Kohl que sur le fond de sa politique : le SPD aurait souhaité qu'une aide immédiate soit accordée à la RDA pour faire face à ses problèmes, que le chancelier soit plus explicite sur le coût de cette union monétaire : « Les principes de la justice sociale doivent être respectés de notre côté et il faut éviter que certains profitent de l'unification alors que d'autres seraient dans des conditions de vie se dégradant », a-t-il déclaré.

Pour le chancelier, la République fédérale est tout à fait en mesure de relever le défi de l'unité et de supporter cet « effort de solidarité nationale, impératif dans la période qui s'ouvre », a-t-il rétorqué, avant d'assurer que « aucun retraité, aucun malade, aucun chômeur, aucun bénéficiaire

de l'aide sociale ne doit craindre une diminution de ses prestations ». Pour le chancelier, l'union monétaire ne serait-ce que d'une partie des énormes crédits communaux ouest-allemands (100 milliards de deutschemarks) dans l'économie est-allemande pourraient donner le coup de pouce décisif au redressement économique de la RDA.

### Avertissements des « sages »

Si l'idée de l'union monétaire fait l'unanimité de la classe politique, elle est accueillie avec une circonspection de moins en moins voilée par les milieux économiques et financiers. Le conseil central de la Bundesbank, réuni jeudi à Francfort, a confirmé le soutien apporté le semaine dernière par son président, M. Karl Otto Pöhl, à la politique engagée dans ce

domaine par le gouvernement, mais a tenu à faire valoir que l'union monétaire ne devait pas se réaliser « selon une procédure accélérée ». « Ceux qui voudraient tendre trop rapidement le territoire monétaire de la RFA à la RDA avant que ce pays n'ait réalisé les réformes économiques nécessaires prendraient le risque de conséquences négatives pour la RDA et la République fédérale », a déclaré le porte-parole de la Bundesbank.

Ces préoccupations avaient déjà fait l'objet d'une lettre adressée au gouvernement par les « cinq sages », une commission d'économistes indépendants dont le rôle est d'évaluer en permanence la politique économique du gouvernement. Ces sages, qui jouissent d'une autorité certaine, mettent en garde le gouvernement et l'opinion devant l'illusion consistant à penser que l'intro-

duction du deutschemark en Allemagne de l'est signifierait automatiquement l'alignement du niveau de vie des citoyens de la RDA sur celui de la RFA. A leur avis, les différences de productivité ne pourraient être compensées que par d'énormes subventions, qui sont de nature à augmenter de manière insupportable les budgets publics. Les sages rejettent par ailleurs l'argument selon lequel l'union monétaire favoriserait les investissements privés. Ceux-ci, estiment-ils, seraient plutôt découragés par la nature des réformes sur le plan de l'économie réelle. D'autre part l'absence de consommateurs au deutschemark aurait pour conséquence immédiate une ruée sur les produits de consommation importés de l'Occident, au détriment de l'économie locale.

Ce phénomène redouté par les « sages » peut être déjà constaté dans la vie quotidienne, comme le notait le représentant d'une grande entreprise automobile française en Allemagne de retour d'un « voyage d'exploration » en RDA. « Les gens qui attendaient un Trabant depuis plusieurs années ne vont même plus le chercher quand leur tour, enfin, est venu : ils préfèrent maintenant, en changeant leur argent en marks, acquiescer en RFA une voiture occidentale d'occasion, même ancienne ».

Mais le chancelier n'a que faire de ces propos de Cassandra : l'union économique et monétaire avec la RDA, il en a fait son affaire, et il entend bien qu'elle soit réalisée avant les élections fédérales de 1990. Il est persuadé que la République fédérale dispose des ressources et de l'énergie pour absorber le pays, qui, répète-t-il, n'est pas plus peuplé que la Rhénanie-Westphalie (17 millions d'habitants) et dont le produit national brut est équivalent à celui de la Hesse.

LUC ROSENZWEIG

## Le chancelier n'a pas voulu s'engager sur une convocation anticipée de la conférence sur l'union monétaire

Reçu dimanche soir par M. Mitterrand à l'Élysée, le chancelier Kohl s'est mis d'accord avec son hôte pour tenir rapidement un sommet des Douze sur l'unité allemande, mais il n'a pas voulu s'engager pour avancer la date de la conférence sur l'union monétaire de l'Europe.

Le président Mitterrand était plus pressant que de coutume. Interrogé sur l'avancement éventuel de la conférence intergouvernementale européenne sur l'union économique et monétaire, prévue en décembre après les élections allemandes, il a reconnu que cela pouvait poser problème aux Allemands, mais qu'il estimait néanmoins « souhaitable ». Le chancelier Kohl, venu discuter avec son « cher ami François » de la réunification, en était de bon cœur. « Soyons clairs, pour nous Allemands, ce serait un problème d'avancer ce rendez-vous de quelques semaines, (...) mais il ne s'agit que de quelques semaines », a-t-il dit, hilare, avant de conclure qu'on puisse en discuter une nouvelle fois, par exemple à l'occasion d'un conseil européen informel et extraordinaire qui serait convoqué par la présidence irlandaise après les élections allemandes du 18 mars pour discuter de l'unification.

L'accord du chancelier et du président de la République sur la convocation d'un tel sommet, semblable à celui qui avait déjà réuni les Douze en décembre dernier à Paris après l'ouverture du mar de Berlin, était le seul résultat tangible dont les deux dirigeants ont pu se prévaloir, jeudi

soir, après le dîner de travail pour lequel Helmut Kohl s'était rendu brièvement à Paris. Selon le chancelier, ce sommet pourrait se tenir en avril, une fois connue la composition du nouveau gouvernement allemand.

Pour Paris, l'alignement de la RFA à l'avancement de la conférence intergouvernementale sur l'union monétaire européenne serait un geste rassurant, montrant que la RFA est décidée à mener de pair l'unification allemande et la consolidation de la Communauté. M. Mitterrand n'a pas caché que, dans les circonstances présentes, une accélération du rythme de l'intégration européenne serait pour lui bienvenue.

Le chancelier a longuement réaffirmé que la question « de l'unification, de la réunification de Berlin, de la RDA et de la RFA » exigeait que l'on garde constamment à l'esprit le parallélisme entre ce qui doit être fait au niveau allemand et ce qui doit l'être au plan européen et international. Selon lui, il n'y a pas de raison que les Allemands ne respectent pas leurs engagements concernant aussi bien le grand marché de 1992 que la conférence sur l'union économique et monétaire. Mais il n'est pas question d'aller au-delà. Il n'y a pas eu le moindre geste concret, pas plus d'ailleurs que sur la question des frontières de l'après-guerre. « Il faut que la frontière à l'est de l'Allemagne (...) soit soigneusement confirmée. Nous en avons parlé », a dit le président Mitterrand. La question, a immédiatement rétorqué le chancelier, relève du Parlement et du gouvernement d'une Allemagne réunifiée.

H. DE B.

### Berlin-Est dénonce une tentative d'« Anschluss »

Le gouvernement est-allemand a vivement critiqué jeudi 15 février la politique de Bonn à l'égard de la RDA, dénonçant une tentative d'« Anschluss » (annexion) pure et simple de l'Allemagne de l'Est par la RFA.

Dans son point de presse hebdomadaire après le conseil des ministres, le porte-parole du gouvernement, M. Wolfgang Meyer, a souligné que l'union monétaire souhaitée par les deux gouvernements allemands « ne peut pas être considérée comme une mesure immédiate ». « Celui qui prétend le contraire (...) tente de tromper l'opinion publique », a ajouté M. Meyer au lendemain des deux jours de sommet interallemand à Bonn dont les résultats ont été jugés particulièrement décevants en RDA.

M. Meyer a défendu la politique du gouvernement est-allemand, affirmant qu'il agit avec « sang froid, circonspection, de façon raisonnée et publique ». « Ce n'est pas une tentative de freiner [le cours des choses], mais c'est une

façon d'agir responsable », a ajouté M. Meyer. L'autodétermination « doit être prise en compte (...) il ne peut pas s'agir d'un Anschluss ».

« Les gens de ce pays, a-t-il ajouté, sont descendus dans la rue en octobre pour obtenir la liberté, les droits de l'homme et le droit à l'autodétermination. Voulent-ils et veulent-ils maintenant, l'Anschluss, la livraison sans conditions de ce pays à la République fédérale ? » Une indication sûre ne pourra être donnée que par les élections du 18 mars, a poursuivi M. Meyer.

Le porte-parole a regretté « le refus de M. Kohl de la neutralité militaire de la RFA et de la RDA sur la voie d'une Allemagne unie ». A la veille d'une visite de M. Modrow à Varsovie, le porte-parole a également dénoncé la « non-disponibilité » de M. Kohl « à reconnaître le caractère définitif de la frontière Oder-Neisse, la frontière occidentale de la Pologne, alors que la RDA s'est fait depuis des décennies ».

(AFP)

## AFRIQUE

## La grande peur des Afrikaners

Suite de la première page

« C'est une véritable alternative à la politique de M. Klerk, une véritable raisonnable », assure M. Treurnicht. « Nous souhaitons nous installer dans des régions — le Transvaal, l'Etat libre d'Orange, et une partie de la province du Cap — qui étaient vides d'habitants lorsque nos ancêtres les ont occupées », explique Arthur Kemp, un porte-parole du Parti conservateur.

Dans cette hypothèse, le vieux schéma d'une Afrique du Sud dirigée par les Blancs et dans laquelle les Noirs étaient en principe parqués selon leur ethnie dans des bantoustans serait donc remplacé par un schéma inverse : une Afrique du Sud gouvernée par les Noirs au sein de laquelle serait créée une sorte de « homeland », « Chaque communauté pourrait ainsi vivre comme elle l'entend sans menacer la vie des autres comme c'est, hélas, le cas dans un état unitaire », souligne Arthur Kemp.

### « Le droit à la différence »

Ce « homeland » serait uniformément blanc. Pas question de laisser s'y installer des Noirs car tôt ou tard les mêmes revendications et les mêmes complications resurgiraient. « Nous n'avons besoin de personne, insiste Mary. Nous pouvons nous débrouiller tout seuls. Cette partition est-elle une vue de l'esprit ? Pas du tout, rétorque-t-elle, à cas particulier, solution originale. » Mary et Marinus se défendent énergiquement d'avoir un comportement raciste en imaginant pareille position de repli. « Nous voulons simplement préserver notre mode de vie européen, notre culture, sans

être noyés au milieu des Noirs », protestent-ils. Pour autant, ils n'ont pas l'impression de ramer à contre-courant de l'histoire. « Nous ne menons pas un combat d'arrière-garde, affirment-ils. Regardez ce qui se passe en Union soviétique, le réveil des minorités nationales qui revendiquent le droit à la différence. Et pendant ce temps-là, M. De Klerk parle de mettre en place ici un état unitaire... »

Leurs trois enfants en bas âge, Mary et Marinus les élèvent « à la manière européenne ». Ils leur apprennent « que les Noirs sont différents mais qu'on doit les respecter ». Connaissent-ils bien ce monde qui leur fait face ? « Oui, répondent-ils sans hésiter. Il nous est arrivé plusieurs fois de ramener notre bonne dans sa township ».

Etudiant en théologie à l'université de Pretoria, Deon Smyman, vingt-quatre ans, n'appartient pas à la génération de ceux qui ont créé le système de l'apartheid. A ses yeux, l'avenir est « prometteur » mais le projet de

partition est « ridicule ». Sympathisant du Parti national au pouvoir, il n'en soutient pas moins qu'il faut cesser de penser le futur en termes de groupes raciaux, car « cela est inacceptable pour les Noirs ».

Sur ce campus — le plus vaste d'Afrique du Sud — qui accueille vingt-trois mille étudiants, dont environ quatre cents Noirs, et où les Afrikaners se sentent chez eux et font un peu la loi, Deon a dit s'il a dit des choses qui n'étaient pas toutes plausibles à entendre. « Devenir membre du Congrès national africain (ANC) ? Pour quoi pas, réplique-t-il, si je peux préserver mon identité. »

### « On voudrait savoir très vite »

L'avenir, personne ne le voit encore très clairement. Quel qu'il en soit, les responsables du Parti conservateur ont entamé une campagne pour récolter d'ici au 26 mai un million de signatures au sein d'une communauté afrikaner qui compte quelque trois millions d'individus sur environ cinq millions de Blancs et dont ils se présentent comme les porte-drapeaux. Leur objectif est de contraindre M. De Klerk, en qui ils ont perdu toute confiance car « il leur a menti », à reculer ou à se démettre.

## M. Mandela est favorable aux « compromis »

M. Nelson Mandela est prêt à « des concessions », « On ne peut pas entrer dans des négociations lorsque l'on n'est pas prêt à faire des compromis » touchant inévitablement à « des points fondamentaux », a déclaré, jeudi soir 15 février, lors d'une interview à TFI, le leader historique de l'ANC.

Il a rappelé que l'objectif du Congrès national africain est de constituer un gouvernement où cohabiteraient les Noirs et les Blancs. « Nous ne sommes pas préoccupés par la couleur de la peau, a répété M. Mandela. Nous considérons que nous sommes tous des Sud-Africains... Les Blancs n'ont rien à craindre de la part des Noirs. Lorsque nous demandons une société non raciale, ce que nous voulons dire par là, c'est que tout Sud-Africain, quelle que soit la couleur de sa peau, sera autorisé à participer au processus politique du pays et à déterminer son propre avenir. »

A propos de l'ANC, M. Mandela pense qu'il n'y a pas d'« extrémistes » au sein de l'or-

ganisation, tout en admettant qu'il puisse y avoir des divergences d'opinion sur tel ou tel point. Mais, a-t-il ajouté, « nous n'avons aucune crainte, quelle qu'elle soit, sur le fait que le maintien de certaines opinions risquerait d'aboutir à une division de l'organisation ».

Lors d'une autre entrevue accordée à la télévision sud-africaine, le leader nationaliste a

□ M. Roland Dumas favorable à « un geste » vis-à-vis de Pretoria. Le ministre français des affaires étrangères a fait savoir à son homologue britannique, M. Douglas Hurd, que les Français et les autres membres de la Communauté européenne ne partageraient pas le point de vue selon lequel il fallait lever immédiatement les sanctions contre l'Afrique du Sud. Paris estime que la Communauté doit être unanime dans cette affaire et que la République sud-africaine a encore beaucoup de chemin à parcourir pour mériter

Mary et Marinus sont un peu dans le même état d'esprit. Instinctivement, ils se disent avec fierté descendants de pionniers, décidés à batailler dur pour demeurer sur une terre qui leur appartient. Ils ont bien conscience que les Anglais ont perdu sept fils pendant la guerre des Boers contre les Afrikaners au début de ce siècle », rappelle Mary.

Et puis, finissent-ils par avouer, « si la création d'un Etat blanc s'avère impossible, on reconsidèrera la situation pour assurer l'avenir de nos enfants ». Alors, en désespoir de cause, peut-être mettront-ils le cap vers la vieille Europe d'où leurs ancêtres sont venus. Mais ils y réfléchiront à deux fois avant de sauter le pas, s'assureront comme beaucoup d'autres que la « nouvelle Afrique du Sud » n'est pas aussi invivable qu'ils le redoutaient.

Pour Deon, la cause est entendue : « Avant cinq ans, l'ANC gouvernera le pays. » Mais cette perspective ne l'effraie pas outre mesure. « C'est cela, demandera beaucoup de sacrifices », il ne s'agit pas de se laisser décourager. « On voudrait savoir très vite où on va », s'insistent-ils. Qui peut aujourd'hui le lui dire ?

JACQUES DE BARRIN

Dans un discours de deux heures devant le parlement canadien

## M. Chevardnadze n'a pas évoqué la neutralité de l'Allemagne

Parlant à la Chambre des communes d'Ottawa, jeudi, avant son départ pour Moscou, M. Chevardnadze s'en est vivement pris « à certains hommes politiques qui alimentent l'opinion publique d'écarts rapides, en cinq minutes maximum » au moment où « la paix et la sécurité de toutes les nations sont en question », nous signale notre correspondant Martin Jacot. Le ministre soviétique des affaires étrangères a évoqué à la fois le droit de la RDA et de la RFA à l'autodétermination, que « personne ne met en doute », et « le droit » des voisins de l'Allemagne d'obtenir la certitude que les frontières actuelles seront maintenues et que l'ère du « nationalisme et du fascisme » ne renaitra pas. Rappelant qu'en RFA, le Parti républicain d'extrême droite n'est pas sans soutien parmi la population, M. Chevardnadze a suggéré à nouveau que les peuples des pays d'Europe, mais aussi d'Amérique du nord, soient consultés par voie de référendum sur la réunification de l'Allemagne, partant du principe « qu'il serait bon pour les Allemands de savoir ce que les autres peuples pensent » de leur désir de ne plus brandir qu'un seul drapeau.

### Un « statut spécial » au sein de l'OTAN ?

En revanche, le chef de la diplomatie soviétique n'a abordé à aucun moment, dans son discours de deux heures, la question de la neutralité d'une Allemagne réunifiée. Ceux qui attendaient des éclaircissements après les petites phrases prononcées la veille (la neutralité « solution idéale », mais dont on n'est pas sûr qu'elle soit « réaliste ») sont restés sur leur faim, conclut Martin Jacot.

A Bruxelles, le général John Galvin, commandant suprême allié en Europe, a estimé jeudi que l'alliance pourrait accorder un statut militaire spécial au territoire est-allemand dans une Allemagne réunifiée qui serait membre de l'OTAN. Parant devant les comités politique et de défense de l'Assemblée de l'Atlantique nord, il a souligné qu'il n'était « pas inhabituel » pour l'OTAN d'accorder des dispositions spéciales pour certains de

ses membres, citant notamment le refus du Danemark d'autoriser le déploiement de forces nucléaires sur son territoire et les décisions de la France et de l'Espagne de rester en dehors du commandement militaire intégré. L'OTAN prépare un rapport, qui sera présenté dans le courant de cette année, sur les conséquences de la réduction de la menace en Europe de l'Est sur le déploiement de ses forces, a indiqué le général Galvin. Mais, a-t-il ajouté, l'OTAN doit maintenir sa doctrine de « la stratégie en avant » — c'est-à-dire déployer en RFA des troupes américaines ou d'autres forces non allemandes, — ainsi que ses capacités de dissuasion nucléaire, qui resteront aux niveaux les plus bas possibles.

### M. Dumas à Londres

A Londres, où M. Dumas a eu des entretiens jeudi 15 février, le ministre français des affaires étrangères a trouvé les Britanniques ouverts à l'idée d'un sommet extraordinaire des Douze consacré à l'unité allemande, nous indique notre correspondant Dominique Dhombres. M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, a confirmé à son interlocuteur l'opposition absolue de Londres à tout financement par le budget communautaire de la remise en état de l'économie est-allemande. La position de M. Thatcher dans cette affaire est sans ambiguïté : la RFA peut payer. Est-ce que celle-ci pourra avoir recours au fonds régional de la communauté destiné à aider les zones défavorisées ? M. Dumas estime prudemment qu'il y a là un vrai problème qui convient de traiter.

MM. Hurd et Dumas ont également parlé de la demande des Polonais de participer à la réunion à six décidée à Ottawa. Les Britanniques sont particulièrement réceptifs à une telle demande. M. Dumas a indiqué que les Français « ont à l'esprit la préoccupation polonaise » mais que la participation directe de la Pologne pose un problème en raison du cadre juridique décidé à Ottawa, qui est de « quatre plus deux ». MM. Hurd et Dumas ont réfléchi, sans trancher, sur les moyens de satisfaire les Polonais.

سكراة الاصل



سكراية الامم

# EUROPE

URSS : au Soviet suprême

## Débat sémantique sur le thème de la propriété « privée »

Le Soviet suprême d'URSS poursuit vendredi 16 février ses travaux. Les débats de jeudi, principalement consacrés à la notion de propriété, ont pris un tour quasi sémantique. Aux termes de « propriété privée », les députés ont préféré ceux de « propriété du citoyen ».

MOSCOU

de notre correspondant

Certains mots choquent. En deuxième lecture, jeudi 15 février, du projet de loi sur la propriété, l'adjectif « privé » a donc été remplacé par une formule aussi lourde en russe qu'en français : « du citoyen ».

La propriété privée devrait donc entrer dans la législation soviétique sous le nom de « propriété du citoyen ». Le projet de loi a été adopté la semaine dernière par le comité central du parti, lui, de « propriété

individuelle » ; mais, quels que soient les mots, personne ne s'y trompe : ni les adversaires ni les partisans de ce changement tout aussi radical que l'abandon du rôle dirigeant du parti. D'où l'idée, avancée par plusieurs élus et reprise, vendredi matin, en première page de la Pravda, de procéder à une réforme monétaire avant tout changement du statut de la propriété.

Aux yeux des conservateurs, cela aurait, bien sûr, pour avantage de considérablement retarder l'entrée en vigueur d'une réforme si décisive que certains d'entre eux ont proposé, comme l'avait fait M. Ligatchev devant le comité central, de la soumettre à référendum. Pour une fois très

unis, les députés réformateurs ont fait front, repoussé l'idée de référendum, mis en avant, eux aussi, leurs ouvriers et fait valoir que l'unique forme de contrôle à imposer à cette « propriété du citoyen » était celle de la fiscalité, qui doit assurer les possibilités de redistribution de l'Etat.

« Personnelle, individuelle ou privée, cela ne change absolument rien au fait qu'il s'agit de la propriété », comme on l'entend à l'Ouest », déclarait pour sa part, dans les couloirs, l'un des élus les plus détestés des conservateurs, M. Tikhonov, le président de l'Union des coopératives, et de fait, entre la première lecture, à l'autonomie dernière, et cette semaine, le seul vrai changement est qu'on a voulu biter aux conservateurs la possibilité d'effets de manche faciles sur le retour des capitalistes ou la trahison des acquis de la révolution.

Maintenant que le comité central a, bon gré, mal gré, officiellement accepté le principe de l'entrée entre les différentes formes de propriété, le projet devrait passer — entre les couloirs d'un parlement

tarisme dont les conservateurs ne sont pas les derniers à apprendre et à utiliser les possibilités.

### Tempête apaisée

Le vote est prévu pour la semaine prochaine et, en attendant, les débats parfois vifs prennent jeudi un rythme de croisière, déjà souvent assez ennuyeux pour qu'on puisse se croire devant un Parlement aux traditions établies. Même la tempête provoquée la veille par la refus des députés de fixer la date à laquelle une session extraordinaire du congrès se prononcera sur l'instauration du régime présidentiel semblait largement apaisée.

Une fois manifestée leur indépendance vis-à-vis de M. Gorbatchev, les députés réformateurs se sont en effet employés à calmer le jeu en faisant savoir qu'ils attendaient maintenant de voir les projets pour se prononcer sur le fond. Une commission y travaille depuis mercredi. Plusieurs textes

devraient être proposés aux élus et la discussion sera, c'est certain, très serrée. Le retard pris sur le calendrier prévu par M. Gorbatchev devrait, cependant, être limité et ne pas l'empêcher d'avoir déjà fait adopter cette modification de la Constitution lorsque se réunira, sous un mois, le prochain plénum du comité central.

L'ensemble des réformateurs est en effet favorable au renforcement des pouvoirs de l'exécutif et les conservateurs sont, eux, liés par le feu vert qu'ils ont donné la semaine dernière au comité central. La difficulté pour M. Gorbatchev est de trouver une définition des futurs pouvoirs présidentiels acceptable à la fois par les conservateurs, qui comprennent bien que l'objectif est de marginaliser la direction du parti par les nationalistes des républiques périphériques, qui craignent que ce ne soit l'Union qui soit renforcée à travers la présidence et par les libéraux, enfin, qui ne veulent pas prêter la main à l'instauration d'un pouvoir personnel. D'où le vague dans lequel se

cantonne le chef de l'Etat et son désir d'aller vite — si vite qu'il avait braqué contre lui, jeudi, ce qui aurait pu être une majorité dans laquelle les réformateurs auraient assuré un succès des conservateurs. M. Gorbatchev avait toutefois su éviter l'échec d'un vote perdu en sachant reculer à temps et proposer qu'on ne fixe de date pour la convocation du Congrès des députés que lorsque le débat sur les amendements constitutionnels à lui soumettre aurait été suffisamment avancé.

En l'absence, les députés réformateurs auront, probablement réussi à obtenir que la définition des futurs pouvoirs présidentiels prévoit, sur le modèle américain, une procédure de destitution du président par le Parlement. On en parle d'ailleurs plus, dans les couloirs et les commissions du Soviet suprême, que des mérites comparés des constitutions françaises et américaines.

BERNARD GUETTA.

Accident ou malveillance ?

### « Les Nouvelles de Moscou » ont été ravagées par un incendie

MOSCOU

de notre correspondant

Incendie criminel ? Incendie tout court ? Très pâle et pressé de questions, Egor Iakovlev, le rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou*, s'excusait, jeudi 15 février, dans ses bureaux détruits, aucune des deux hypothèses. A la pointe de la perestroïka et honte des conservateurs de l'appareil comme de l'extrême droite russe, son hebdomadaire a en effet beaucoup d'ennemis.

Régulièrement, le téléphone et le courrier apportent leur lot de menaces, régulièrement aussi, des gens de l'opposition, l'organisation antisémite, principalement implantée à Moscou et à Leningrad, viennent jusqu'au sous les fenêtres du journal, place Pouchkine, dénoncer dans ce qu'ils appellent les *Nouvelles macaroniques* l'organe d'un complot international antisémite.

L'hypothèse de l'attentat n'a donc rien d'in vraisemblable mais il est tout aussi vrai que les escaliers des immeubles soviétiques sont traditionnellement des

fumoirs. C'est là qu'on va griller une cigarette en compagnie et là aussi qu'on écrase le mégot avant de recourir dans l'appartement ou le bureau interdit aux fumeurs. L'incendie s'étant déclaré dans l'escalier de service d'un immeuble mitoyen et un mégot en ayant été la cause, la seule malchance a parfaitement pu frapper les *Nouvelles de Moscou*.

Malchance ou malveillance, les résultats sont pourtant là : plus de chauffage, plus de circuit électronique et un bon tiers des bureaux détruits par les trombes d'eau que les pompiers ont dû déverser quatre heures durant, dans la nuit de jeudi à vendredi, pour venir à bout du sinistre. Les planifieurs tracent maintenant de s'écraser. Bref, il faut tout évacuer pour la durée de longs et coûteux travaux.

A la fin de sa conférence de presse, Egor Iakovlev en a appelé à la solidarité des journalistes soviétiques et étrangers, celle des autres journaux, d'URSS et du monde.

B. G.

### Le journal de la glasnost

par Daniel Vernet

QUELLES que soient les causes de l'incendie qui a détruit les locaux des *Nouvelles de Moscou*, il serait désastreux pour le débat en URSS que l'hebdomadaire dont Egor Iakovlev a pris la tête en 1988 soit empêché de paraître. Le misme forcé d'un journal est toujours regrettable mais, de plus, les *Nouvelles de Moscou* ont apporté une contribution particulière à la glasnost gorbatchévienne. Leur métamorphose depuis quatre ans a été spectaculaire.

Chargées jadis d'apporter dans le plus pur schablon (1) traduit en plusieurs langues la bonne parole du néostalinisme brejnévien, les *Nouvelles de Moscou* sont devenues de plus en plus un journal digne de ce nom. Vitrine du gorbatchévisme elles ont amplifié la voix du maître quand celui-ci a ordonné l'éclosion de la critique.

Mais, entraînés par leur élan ou grisés par une liberté réelle bien qu'octroyée, Egor Iakovlev et ses collègues ont proposé à leurs lecteurs des reportages sur des sujets gênants pour le pouvoir soviétique actuel, des débats en avance sur la perestroïka, des contributions d'intellectuels en rupture avec le parti. Le censeur qui siègeait toujours dans le bureau voisin du rédacteur en chef était soit circonvenu, soit ignoré.

La naissance d'une presse véritablement libre est un processus laborieux qui suppose à long terme l'existence d'institutions démocratiques. Nous n'en sommes pas là en URSS. Mais le silence des *Nouvelles de Moscou* serait un recul que la solidarité active des lecteurs et de tous les journalistes devrait empêcher.

(1) Cliché.

### EN BREF

■ BULGARIE : la construction d'une centrale nucléaire suspendue. — Les autorités bulgares ont suspendu, jeudi 14 février, la construction d'une centrale nucléaire, à proximité de Svichtov, ville située dans le nord du pays, à la suite d'une grève générale. Selon les habitants de Svichtov, qui ont formé une chaîne humaine et fermé les écoles et les magasins jeudi, le terrain choisi pour la construction de la centrale « est l'endroit le moins approprié possible ». Située dans une zone sismique, la ville a été gravement endommagée par un tremblement de terre en 1974. — (AFP, Reuters.)

■ RDA : Un réacteur de la centrale nucléaire de Lubmin arrêté. — Pour des raisons de sécurité, les autorités est-allemandes ont déconnecté le réacteur II de la centrale nucléaire de Lubmin près de Greifswald (Nord), a-t-on indi-

qué jeudi 15 février à Bonn. La centrale de Lubmin avait subi une série impressionnante d'avaries graves dont plusieurs auraient pu provoquer une catastrophe comparable à celle de Tchernobyl. Le ministre allemand de l'environnement, M. Klaus Töpper, s'est félicité de la décision de la RDA qu'il a qualifiée de « premier résultat de la coopération des experts pour la sécurité de RFA et de RDA ». — (AFP.)

■ RECTIFICATIF. — Dans le texte de présentation du point de vue de Lionel Stoléru « Un plan Mouge pour l'Est » (*Le Monde* du 16 février), le titre du journal tchèque qui, avec d'autres journaux des pays de l'Est, publiaient cet article, a été mal orthographié. Il convenait de lire : « *Hospodarske Noviny* ». Nous prions nos lecteurs de bien vouloir excuser cette erreur.

### Le Parlement de la Lettonie s'est prononcé pour l'indépendance

Le Parlement de la République soviétique lettone s'est prononcé jeudi 15 février en faveur de l'indépendance de la Lettonie, lançant un nouveau défi au président Mikhaïl Gorbatchev.

Le Soviet suprême lettone a décidé, par 117 voix contre 48, de tout faire pour obtenir l'indépendance et la transformation de la Lettonie « en un Etat libre », et dénoncé une résolution parlementaire de 1940 portant sur le rattachement de la Lettonie à l'URSS. Cette résolution, a souligné le Parlement lettone, ne peut servir de base pour l'avenir.

L'Etat lettone, ajoute le Soviet suprême de Lettonie, « suivra les traces du socialisme humaniste et démocratique et fondera ses relations avec les autres pays sur la base de traités ».

En condamnant le texte qui avait mis fin à vingt ans d'indépendance, la Lettonie a emboîté le pas à l'Estonie et à la Lituanie,



qui ont déjà dénoncé l'occupation simultanée de leur territoire par l'armée soviétique. En Asie centrale, un calme précaire et la confusion régnaient jeudi à Douchanbé, capitale du Tadjikistan,

aux chiffres antérieurement avancés par d'autres sources.

D'après le quotidien de Moscou *Izvestia*, les trois principaux dirigeants de la république qui ont démissionné n'ont pas encore été remplacés. L'un des vice-premiers ministres, M. Bourl Karimov, a pris la tête d'un « comité provisoire populaire », avec un groupe d'activistes et d'intellectuels qui s'est donné le nom d'« Unité » et revendique la direction de la république, a indiqué l'agence Tass.

« Les troupes de l'intérieur ont pratiquement perdu le contrôle de la situation et sont incapables d'assurer la sécurité du public ou d'empêcher les actes criminels de nombreuses bandes », écrivent les *Izvestia*. De son côté, le ministre de l'intérieur tadjik, M. Navrojanov, a remis en liberté treize « extrémistes » arrêtés durant les émeutes, affirmant qu'il agissait « sur instruction ». — (Reuters, UPI, AFP.)

### REPÈRES

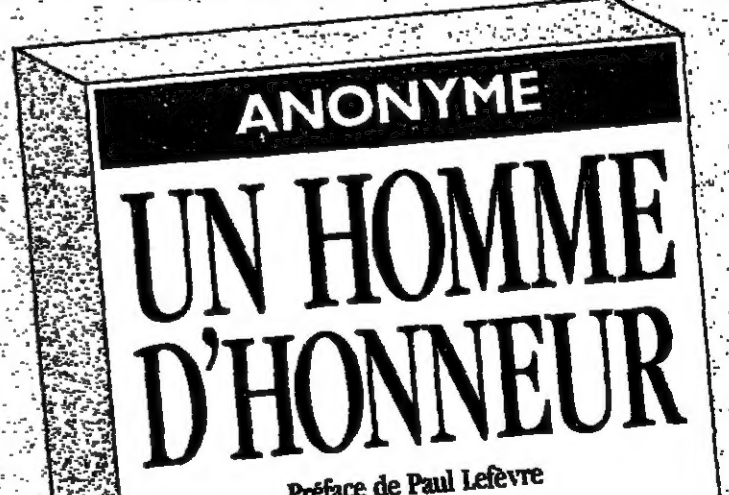
GRÈCE  
Le ministre de la défense est mécontent des Mirage-2000

Le ministère grec de la défense a confirmé, le 15 février, que le système radar des avions de combat Mirage-2000 achetés en 1985, par la Grèce à la firme Marcel Dassault-Breguet Aviation présentait des défauts. A ce jour, seuls vingt-huit des quarante chasseurs commandés ont été livrés à la Grèce qui avait fait savoir, en septembre dernier, qu'elle refuserait la livraison des derniers appareils si rien n'était fait pour les rendre conformes. Selon le ministère de la défense, des discussions seraient en cours pour résoudre ce problème avec la société Thomson, constructeur de ces radars. — (AFP.)

MADAGASCAR  
85 millions de dollars pour l'environnement

Réunie à Paris, au siège européen de la Banque mondiale, les 14 et 15 février, les bailleurs de fonds de plusieurs pays (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Norvège, RFA et Suisse) et organisations internationales (CEE, FMI, PNJ, UNESCO, UICN, WWF) se sont mis d'accord pour rassembler 85 millions de dollars (environ 500 millions de francs) afin de financer le plan d'action environnemental du gouvernement malgache. Ce plan, établi sur cinq ans, doit permettre de donner un coup d'arrêt à la dégradation dramatique de l'environnement à Madagascar, où la forêt disparaît au profit de l'élevage et où l'érosion a pris des proportions alarmantes. C'est la première fois qu'un plan gouvernemental de sauvegarde de l'environnement est ainsi aidé par la communauté internationale.

## UN TUEUR DE LA MAFIA PARLE



Les révélations d'un soldat de la MAFIA

« Moi, j'ai eu de la chance. La vie ne m'a laissé qu'une cicatrice et un ulcère. Parmi les gens que je connaissais, peu sont en prison mais ils n'en sortiront pas. Les autres ont été tués. Je suis resté seul. Vivant et seul. »

274 p. 95 F.

J. Clottès



## EUROPE

## Un entretien avec le premier ministre roumain

L'agitation « fait partie de la démocratie », nous déclare M. Petre Roman

Une nouvelle manifestation de quelques milliers de civils et de militaires en faveur de la démocratisation dans l'armée s'est déroulée dans la nuit de jeudi à vendredi 16 février devant le siège de la télévision à Bucarest. La télévision a un moment retransmis les images de manifestants criant « A bas Hiescu ! », le numéro un du régime. Dans un entretien accordé au Monde à la veille de sa visite à Paris, le premier ministre, M. Petre Roman, juge ces soubresauts naturels, évoque les difficultés économiques du pays et les problèmes suscités par l'intégration de 15 000 hommes de la Securitate dans l'armée régulière, et n'exclut plus sa candidature aux élections du mois de mai.

## BUCAREST

de notre correspondant

« Près de huit semaines après la chute de Ceausescu, votre gouvernement paraît plus fragile que jamais. Il y a des manifestations quotidiennes sous vos fenêtres et, maintenant, c'est l'armée qui s'agite... »

— Tout cela fait partie de la démocratie. L'essentiel est qu'il n'y ait aucune violence et, depuis le 26 décembre dernier, il n'y en a pas eu une seule. Pour ce qui concerne les militaires, la grève est terminée, ils sont tous rentrés dans leurs casernes en bon ordre. J'ai écouté toutes leurs revendications, qui, à mon avis, sont cohérentes. En revanche, ceux qui continueraient à manifester se mettraient dans l'illégalité.

— Bref, vous cédez encore une fois aux pressions ?

— Mais non. Je pense que la

démocratisation de l'armée est un prolongement naturel de la révolution. Ce n'est pas céder aux pressions que discuter avec ceux qui pensent que cette démocratisation doit aller plus loin.

— Tout de même, vous désavouez deux de vos ministres, celui de la défense et celui de l'intérieur ?

— Non, pas du tout. Je me suis engagé à étudier les observations des manifestants concernant ces deux personnalités et à leur dire d'ici deux semaines si nous acceptons ou non les demandes de mise à la retraite les concernant. Si c'est oui, on n'en parlera plus, sinon, on leur expliquera pourquoi. La cassette vidéo qui montrait par exemple le général Chitac (ministre de l'intérieur) participant à la répression de l'imisora en décembre est une invention pure et simple (le Monde du 16 février). Cela devient une folie, à la fin ! Cette cassette n'existe pas.

— Vous n'avez pas l'impression, comme le dit précédemment M. Chitac, que la Roumanie glisse doucement vers l'anarchie ?

— Je dirais que c'est là la réaction d'un militaire qui n'a jamais vu fonctionner une démocratie.

## Le problème de la Securitate

— Pourtant, Doïna Comea a demandé l'arrêt de l'aide économique à la Roumanie, pour vous obliger, dit-elle, à engager véritablement le pays sur la voie démocratique.

— Je me demande si ce n'est pas cela, le manque de patriotisme. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que représentons-nous, nous, ici ? Notre tâche n'est-elle pas de donner à ce peuple l'unité et le mieux-être ? La position de M. Comea est incompréhensible, voire inquiétante.

— Reste que l'armée bouge encore. Finalement, n'avez-vous

pas commis une erreur en y intégrant les membres de la Securitate ?

— Il y a eu trois étapes. D'abord, pendant les combats, nous avons appelé les gens de la Securitate à se solidariser avec le peuple. Une partie d'entre eux l'ont fait, et ceux-ci ont combattu avec nous contre les terroristes et les irréductibles de leur propre corps. Dans un premier temps, nous avons donc intégré à peu près 15 000 hommes. Ensuite, la Securitate, en tant que corps dépendant du ministère de l'intérieur, fut dissoute. Troisième étape, nous analysons cas par cas pour voir si ces gens sont capables de quoi que ce soit ou s'ils peuvent se reconverter dans le civil. Cela prendra énormément de temps. Mais, déjà, plusieurs centaines d'entre eux ont été éliminés et les premiers procès vont commencer incessamment.

— Vous pensez que votre gouvernement va tenir le choc jusqu'aux élections de mai ?

— Je suis ici pour cela. En fait, cela dépend de l'action politique. Le gouvernement provisoire ne peut pas endosser toutes les responsabilités vis-à-vis du pays. Il faut que le Conseil d'unité nationale (CUN), qui regroupe tous les partis) assume la sienne, c'est-à-dire la stabilité politique de la nation. Le gouvernement peut-il à lui seul l'assurer ? Non, c'est impossible.

— Pour l'instant, les files d'attente se sont à nouveau allongées sur les trottoirs.

— Honnêtement, je me demande pourquoi. L'approvisionnement alimentaire est nettement meilleur qu'avant la révolution. Il est même sensiblement meilleur qu'il y a un mois et il continue à s'améliorer. Nous avons fait un gros effort dans ce domaine, pour le seul premier trimestre. Mais, déjà, plusieurs centaines de millions de dollars en importations de produits alimentaires.

— Pour le reste, le pays ne s'est

pas encore entièrement remis au travail. Nous avons hérité de Ceausescu un grand sac vide. Nous n'avons pas les ressources suffisantes pour assurer le fonctionnement de nos entreprises. En janvier, par exemple, on a pu assurer au secteur primordial de la construction mécanique 60 % des matières premières dont il avait besoin. C'est pourquoi nous ne lançons aujourd'hui que ce que nous appelons des opérations de complémentarité. Des pays nous fournissent des matières premières et de l'énergie en échange de produits finis.

— Est-il vrai, comme on le dit à Bucarest, que vous avez repris les exportations de produits alimentaires vers Moscou ?

— Faux, archifaux.

— Serez-vous personnellement candidat aux élections du 20 mai ?

— Franchement, je n'en ai pas envie. Cela dit, j'ai un contrat avec une formation politique. Il s'agit d'assurer une continuité et d'honorer des engagements. Il est donc possible que je reconsidère ma position.

## Propos recueillis PAR PATRICE CLAUDE

Sept anciens membres de la police roumaine condamnés à Sibiu. — Sept anciens responsables de la Securitate ou de la milice roumaine, en service à Sibiu, la ville roumaine qui était sous le contrôle de Nicolae Ceausescu, le fils du dictateur, ont été condamnés à des peines de quinze à vingt ans de prison, a annoncé la télévision roumaine, mercredi 14 février. La répression du soulèvement de décembre a fait quatre-vingt-dix morts et trois cents blessés dans cette ville, a-t-on appris lors du procès. — (AFP, Reuters.)

## ESPAGNE : la contagion allemande

## Les Basques veulent exercer leur droit à l'autodétermination

Le droit à l'autodétermination n'est pas l'apanage de l'Est et du centre de l'Europe. On le revendique également en Espagne. Le Parlement autonome basque s'est prononcé en sa faveur le jeudi 15 février à l'issue d'un débat mouvementé et après deux mois d'une controverse qui a failli provoquer des élections anticipées dans la région.

## MADRID

de notre correspondant

Le texte que le Parlement basque a approuvé par 38 voix sur 75 avait été présenté conjointement après une longue négociation commune par le Parti nationaliste basque (PNV), qui partage le gouvernement régional avec les socialistes et deux autres petites formations nationalistes, Euzko Alkartasuna et Euzkadiko Eskerra. Il définit le droit à l'autodétermination du peuple basque comme celui de « décider librement et directement son statut politique, économique, social et culturel » soit « en partageant sa souveraineté avec d'autres peuples ». Non sans ambiguïté, le texte reconnaît la validité des institutions autonomes basques actuelles... tout en précisant qu'elles correspondent « à un moment historique déterminé ». Ce qui laisse entendre qu'elles pourraient ne plus être suffisantes à un moment ou un autre dans la future « construction nationale » du Pays basque, celle-ci étant d'ailleurs définie comme « dynamique et graduelle ».

## Vives réactions du gouvernement

C'est en décembre dernier qu'a été émise une polémique à ce sujet. Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, l'avait bien involontairement lancée en se prononçant à Strasbourg avec ses collègues de la Communauté en faveur du droit à l'autodétermination du peuple allemand. Le lendemain, les nationalistes catalans faisaient valoir qu'ils étaient habilités eux aussi à réclamer un tel droit et réussissaient à faire voter par le Parlement autonome à Barcelone une motion en ce sens. Vingt-quatre heures plus tard, le PNV annonçait à son tour qu'il présenterait un texte sem-

blable au Parlement basque. Cette initiative a provoqué de vives réactions du gouvernement de Madrid, et M. Gonzalez a dû lui-même monter au créneau pour affirmer avec force en janvier que « tant que les socialistes sont au pouvoir, l'unité de l'Espagne ne sera pas remise en cause ». Il a toutefois maladroïtement choisi pour faire cette déclaration le cadre d'une cérémonie militaire, ce qui a donné lieu à de vives critiques des nationalistes basques l'accusant de ne faire avant tout l'écho en la matière des préoccupations exprimées dans les casernes.

L'affaire a provoqué de vives tensions entre le PSOE et le PNV qui se partagent actuellement le gouvernement autonome basque et il n'en est pas allé de mieux pour leur coalition. Le premier accuse le second d'avoir artificiellement ressuscité un thème définitivement réglé depuis que les Basques ont approuvé par référendum leur statut d'autonomie, risquant ainsi de raviver de vieux affrontements. Pour le PNV, au contraire, il s'agit de raviver à l'ETA le monopole de l'exigence du droit à l'autodétermination, un thème auquel nombre de Basques sont toujours très sensibles, et de démontrer qu'une telle revendication peut parfaitement être défendue de manière démocratique et qu'elle ne se traduit pas forcément par l'indépendance. Conscience de l'enjeu, la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire — qui boycotte habituellement le Parlement basque — a, pour une fois, participé aux débats, s'abstenant toutefois au moment du vote.

Sans doute s'agit-il du texte le plus conflictuel jamais approuvé par le Parlement autonome basque. Sa valeur sera toutefois plus symbolique que réelle, toute modification du statut d'autonomie devant être approuvée par le Parlement de Madrid où les socialistes ainsi que l'opposition conservatrice sont bien décidés à y faire obstruction. Le vote de jeudi n'en est pas moins significatif et préoccupant pour Madrid venant d'une région où plus de deux électeurs sur trois votent habituellement pour les formations nationalistes.

THIERRY MALINIAC

## SUEDE : mis en minorité

## Le gouvernement social-démocrate de M. Carlsson a présenté sa démission

Par 190 voix contre 153, les cinq partis d'opposition ont rejeté, le jeudi 15 février, le plan d'austérité que le gouvernement social-démocrate avait présenté une semaine plus tôt. Le gouvernement de M. Carlsson a démissionné, mais il n'est pas exclu qu'un autre cabinet social-démocrate lui succède.

## STOCKHOLM

de notre correspondante

Six heures et demie de débat et un vote final auront donné au

gouvernement social-démocrate la mesure des erreurs accumulées qui ont conduit à sa défaite, le jeudi 15 février, dans l'enceinte parlementaire. Une appréciation négative d'un plan d'austérité bécoté au dernier moment dans la panique, mais aussi une condamnation sévère d'un pouvoir qui, inquiet de la baisse continue de sa cote de popularité depuis les dernières élections législatives de 1988, n'a pas voulu, par crainte de perdre encore davantage de sympathies, prendre à temps les mesures qui s'imposaient pour redresser une situation économique devenue de plus en plus problématique.

Alarmé par les proportions

qu'elle menaçait de prendre avec l'explosion de conflits sociaux, qui risquaient, en se multipliant, de tout paralyser et de plonger véritablement le pays dans la crise, le gouvernement a perdu le contrôle de la situation. Les mesures proposées — blocage des prix, des salaires et suspension du droit de grève — trahissaient, non seulement sa déstabilisation, mais aussi ses graves contradictions internes.

Rien d'étonnant, alors, que, devant le spectacle de désunion manifeste qu'il offrait, il ait été mis en minorité après avoir dû essuyer une salve de critiques virulentes et humiliaires. Aucun parti n'a voulu lui tendre la main secourable sur laquelle il avait certainement compté. Les Verts, mais surtout les communistes du VPK, les alliés traditionnels, lui ont tourné le dos malgré les efforts d'un « achat » de leurs voix.

Au président du Parlement de suivre une procédure de dissolution législative et de désigner, au terme de séries de consultations, celui qui lui semblera le plus approprié pour former un nouveau gouvernement. D'entrée de jeu, communistes et Verts ont déclaré qu'ils empêcheraient la mise en place d'un gouvernement non socialiste. Le prix à payer pour ce qui pourrait fort bien être un gouvernement Carlsson numéro deux risque d'être élevé.

Le premier en tout cas à avoir tiré les conclusions immédiates de la défaite, et de sa défaite personnelle, est le ministre des Finances, M. Kjell-Olof Feldt, l'ancien malheureux de la politique économique de la Suède depuis 1982. Isolé, critiqué, il devait, vendredi matin, annoncer officiellement qu'il quittait toutes ses fonctions et qu'il ne figurerait pas dans la composition d'un prochain gouvernement social-démocrate. Un coup particulièrement rude pour M. Carlsson, qui n'a pas eu donner à son ministère le plus précieux des soutiens qu'il lui aurait fallu pour manœuvrer comme il l'entendait. Au lieu de cela, M. Feldt a dû se résoudre à signer à contre-cœur, et à appliquer, des mesures auxquelles il était hostile. Depuis 1988 pourtant, il lançait des mises en garde contre les dangers qui menaçaient l'économie suédoise.

Celle-ci se portait bien, certes, mais elle montrait, à ce moment-là déjà, des tendances qui laissaient pressager une surchauffe prochaine. Il fallait y veiller. M. Feldt était véritablement l'homme fort du gouvernement, celui qui contribuait le plus à sa crédibilité. Mais aussi celui qui se singularisait le plus par une indolence mal dissimulée.

FRANÇOISE NIÉTO

« La pertinence des approches, la solidité des témoignages, la rigueur des mises en perspective permettent d'éclairer une actualité où le spectaculaire se conjugue avec le confus. »

Pierre Lepape  
Le Monde

## Les Temps Modernes

FONDATEURS  
Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir  
40<sup>ème</sup> ANNÉE JANVIER 1990 N° 523ROUMANIE  
POUR SERVIR  
A L'HISTOIRE  
D'UNE LIBÉRATION

nrf

GALLIMARD

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1983),  
Jacques Fauvet (1983-1985), André Laurens (1985-1986)  
Administrateur général : Bernard Woutet  
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Rédacteurs en chef : Bruno Freppet, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81 ; Telex : 650672 F MONDPAR

ADMINISTRATION :  
11, RUE JEAN-MAZET, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 48-60-30-00  
Télécopieur : (1) 48-60-30-10 ; Telex : 261311 F MONDSIR

## LE DERNIER ALBUM DE PLANTU

DES FOURMIS  
DANS LES JAMBES

En vente en librairie



La Découverte / Le Monde

Une coédition  
LA DÉCOUVERTE / Le Monde

سكنا من المرحلي



501

## AMÉRIQUES

COLOMBIE : fin du sommet de Carthagène

### M. Bush et les trois présidents andins ont jeté les bases d'une coopération contre la drogue

Le sommet anti-drogue qui réunissait, jeudi 15 février, les présidents américain, bolivien, colombien et péruvien s'est achevé par la signature du « document de Carthagène » qui jette les bases d'une coopération entre pays producteurs et pays consommateurs pour enrayer le trafic de cocaïne.

#### CARTHAGÈNE

de notre envoyé spécial

Le président colombien, M. Barco, est content. C'est un succès, dit-il. Son homologue péruvien, M. Alan García, l'est davantage. Il parle de « tournant historique » dans le « nouveau chapitre des relations entre l'Amérique latine et les États-Unis » parce que trois présidents latino-américains se sont assis à la même table que M. Bush pour traiter d'un problème « de façon multilatérale ». M. Paz Zamora, le chef d'État bolivien, n'est pas moins satisfait quand il évoque la « nouvelle façon » d'aborder la lutte anti-drogue, surtout de la part des États-Unis.

Cinq heures de tête à tête dans la Maison des hôtes illustres, au milieu d'une base navale située à l'entrée de la baie de Carthagène, ont abouti à une déclaration détaillant les mesures prises par les trois pays producteurs de cocaïne et par leur principal client, les États-Unis, pour mettre fin au trafic. Les planteurs de feuilles de coca, les fabricants de poudre blanche, les trafiquants et les vendeurs de narco-dollars et les « parrains » de la Mafia savent dorénavant comment ils seront traités.

#### la réduction de la demande

On avait remarqué le matin la poignée de main plutôt froide entre M. Bush et M. Alan García, qui avait confié quelques moments plus tôt « ne pas oublier » l'invasion du Panama. Mais à l'issue de la rencontre c'est le président péruvien qui a été le plus prolixe. « Peu importe que nous allions vite ou lentement dans la lutte contre la drogue », a-t-il dit. L'essentiel est que nous en ayons discuté ensemble avec les États-Unis. Et d'annoncer dans la foulée que cette façon de procéder — multilatérale, a-t-il insisté — pourrait s'appliquer à des problèmes tels que la dette extérieure ou le commerce.

M. Paz Zamora, lui, trouve que la rencontre n'aurait pas été possible sans M. Bush en qui il voit un « type bien » avec qui il est possible de discuter. Ce dont les présidents andins se réjouissent le plus, c'est d'avoir amené les États-Unis à reconnaître que la lutte contre la drogue passe par la réduction de la demande, qu'ils sont donc les premiers impliqués et qu'il faut abandonner une vision purement répressive de la

question. Toute la première partie du « document de Carthagène » a trait en effet aux conséquences économiques et sociales de la guerre contre le trafic. Le principe est admis par les Américains que la feuille de coca est une source de devises et d'emplois, qu'en supprimer la culture sans rien apporter en échange provoquerait l'effondrement des économies du Pérou et de la Bolivie.

Il existe dans ces deux pays des programmes visant à remplacer les plantations de coca par d'autres produits, mais, outre qu'ils sont chèrement subventionnés par les États-Unis, ils sont sans résultats. Pourquoi ? « Parce que la solution ne consiste pas à remplacer mécaniquement une culture par une autre, répond M. Paz Zamora, mais à substituer à une économie de la coca une autre économie, à la fois saine, efficace et compétitive. »

Autrement dit, la méthode consistait jusqu'à présent à proposer aux paysans de remplacer volontairement ces plantations par d'autres cultures mais comme celles-ci rapportent beaucoup moins que la feuille, « sacrée », les paysans ne se laissent pas convaincre. L'autre solution, c'était l'éradication forcée. « Une méthode odieuse, impopulaire, dit M. García. Là où elle a été appliquée au Pérou, nous avons livré les paysans à la misère et à la subversion. »

#### Plans sociaux d'urgence

Donc les Quatre sont convenus qu'il fallait opérer, non pas localement mais de façon globale, en attaquant le problème sur plusieurs fronts : par le développement de l'agriculture d'exportation et par de nouveaux investissements. Les États-Unis sont évidemment sollicités. M. Bush s'engage à demander au Congrès des rallonges budgétaires pour les quatre prochaines années afin de compenser les sacrifices demandés aux pays andins. Mais la déclaration précise qu'il appartient aussi aux organismes multilatéraux de financer cet effort de reconversion.

Autre point délicat : le temps forcément long qui s'écoulerait entre l'éradication de la coca et l'implantation d'une « nouvelle économie ». Là encore, pour éviter des bouleversements facilement imaginables dans des pays aussi pauvres que le Pérou et la Bolivie, les États-Unis prennent des engagements précis. Ils promettent de financer des « plans sociaux d'urgence », de « satisfaire les besoins en devises » des pays privés de narco-dollars, notamment en ouvrant davantage le marché américain à leurs exportations.

C'est là le chapitre le plus original du plan qui vient d'être adopté, celui qui montre le mieux le changement des perspectives et des mentalités — que les présidents andins perçoivent chez les Américains. M. Barco était plus

discret que ses homologues péruvien et bolivien, il est revenu à ces derniers de dire le fond de leur pensée : les changements en Europe de l'Est risquent de polariser les efforts et les crédits occidentaux ; le désarmement des grandes puissances libère des sommes énormes qui pourraient être utilisées en partie dans la région.

Les sceptiques ne manquent pas de remarquer que la déclaration ne contenant guère de chiffres, elle risque de se réduire à un catalogue de bonnes intentions. D'autant que M. Bush a des problèmes de déficit budgétaire qui lui valent, semble-t-il, des discussions serrées avec le Congrès : « Il a consacré une partie de la réunion à nous en parler », dit M. Paz Zamora. Mais les présidents bolivien et péruvien estiment que l'essentiel, dans un premier temps, a été atteint. M. Alan García affirme : « L'important n'est pas de savoir combien coûtera notre programme, mais ce qu'il en coûtera de ne pas le réaliser. »

Au chapitre de la répression, les quatre pays confirment leur intention de coopérer dans le contrôle des ventes d'armes et des composants chimiques sur la fabrication de la cocaïne. Ils se disent prêts à faire travailler ensemble leur armée, leur police et leurs services secrets, et à s'entraider pour empêcher le blanchiment de l'argent « sale ».

Mais ce que le document ne dit guère, c'est comment la « réduction de la demande » — présentée comme une priorité — sera assurée. Le programme des quatre vise essentiellement les pays andins et ne précise pas ce qui sera fait aux États-Unis. A Bogota, on dit volontiers que la Colombie paie en vies humaines le prix d'une guerre qui devrait surtout être livrée dans les grandes villes américaines, et qu'elle ne l'est pas, ou pas assez. « Que ferez-vous contre le cartel des consommateurs et celui des fonctionnaires américains qui se laissent acheter par les trafiquants ? », a demandé à M. Bush la directrice d'un hebdomadaire colombien. M. Bush a feint de ne pas comprendre en quoi les consommateurs pouvaient constituer un cartel.

Accueilli comme un « type bien » par ses interlocuteurs et salué dans son pays comme un « super-macho » pour avoir osé mettre les pieds en Colombie, ce qui a fait sourire ici, M. Bush a réussi en tout cas une belle opération. Moins de deux mois après l'invasion du Panama, il vient de lier d'amitié avec ses homologues andins une concertation longtemps désirée sur un problème qui les intéresse tous au premier chef.

CHARLES VANHECKE

► Lire également le numéro du Monde Dossiers et documents, de février consacré à l'économie de la drogue (16 p., 15 F.).

Huit ans après la guerre des Malouines

### Les gouvernements de Buenos-Aires et de Londres vont rouvrir leurs ambassades

En annonçant lui-même, jeudi 15 février, la reprise de relations diplomatiques complètes entre l'Argentine et le Royaume-Uni, huit ans après la fin de la guerre des Malouines, le président Carlos Menem soulignait ainsi l'importance qu'il attache à l'événement. Il est vrai que l'achèvement heureux de six mois de négociations à Madrid est sa seule victoire politique, à ce jour.

#### BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Lorsqu'il proposait de mettre de côté la question de la souveraineté des Malouines, initiative qui permettait d'ouvrir les négociations, le président argentin ne cachait pas que les grandes difficultés économiques que traverse

son pays avaient dicté son pragmatisme. Pour s'attirer les faveurs de l'Europe, sur lesquelles l'Argentine compte beaucoup, il fallait avant tout que soient normalisées les relations avec l'un de ses États membres. C'est désormais chose faite. Les ambassadeurs seront installés « le plus vite possible », a précisé M. Menem.

Le rétablissement des relations diplomatiques s'accompagne de la levée de la zone de « protection » définie par les Britanniques autour de l'archipel ; les navires et avions de guerre argentins pourront désormais s'approcher des côtes à condition d'informer les Britanniques quarante-huit heures à l'avance, ceux-ci se réservant en dernier recours un droit de veto. C'est très certainement pour minimiser l'effet de cette restriction que le ministre des affaires étrangères, M. Domingo Cavallo, a souligné l'aspect transitoire d'un accord — qui pourra être revu dans un an —

et l'active participation des militaires à sa négociation. Il a admis par ailleurs que le dossier de la pêche autour des îles reste épineux, « car, a-t-il précisé, la question est liée à celle de la souveraineté ».

Le ton choisi par le gouvernement Menem est celui de l'apaisement, particulièrement à l'égard des quelque deux mille habitants britanniques des Malouines qui voient d'un très mauvais œil la normalisation des relations entre Londres et Buenos-Aires. La volonté argentine d'un prompt rétablissement de liens directs entre les îles et le continent américain ne les enchanterait pas. Depuis la guerre, l'économie des îles n'a cessé de prospérer, notamment grâce aux ventes de permis de pêche, et ils souhaitent rester le plus éloignés possible des 5000 % d'inflation qui a connue l'Argentine l'année dernière.

EDITH CORON

## Océanie

### Australie

### M. Bob Hawke annonce des élections anticipées pour le 24 mars

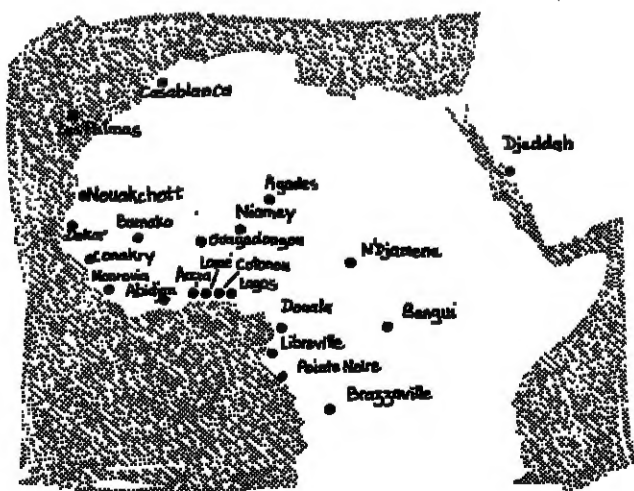
Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a annoncé, vendredi 16 février à Canberra, que les élections fédérales auront lieu le 24 mars, nous cible notre correspondant en Australie, Frédéric Bobin.

Les électeurs seront invités à renouveler les 148 députés de la Chambre des représentants et la moitié du Sénat, qui compte soixante-quinze membres. Les travaillistes disposaient des trois cinquièmes des sièges à la Chambre mais n'avaient pas la majorité au Sénat. La partie promet d'être

particulièrement serrée entre les travaillistes, qui, au pouvoir depuis 1983, sont en perte de vitesse, et les conservateurs, dont le crédit n'est guère plus reluisant dans l'opinion publique.

Les élections étaient à l'origine prévues pour le 12 mai, mais le premier ministre a préféré ne pas attendre jusque-là et profiter d'une conjoncture qui lui reste relativement favorable : les derniers sondages donnent en effet au Labor Party une avance de 3 % sur la coalition du Parti libéral et du parti national conduite par M. Andrew Peacock.

Reliez ces points entre eux. Vous verrez que ça ne représente rien si ce n'est la densité de notre réseau en Afrique.



Avec ses liaisons inter-continents, AIR AFRIQUE est aujourd'hui le moyen le plus simple pour relier entre elles les principales villes africaines et pour servir la mobilité de son voyageur vers l'Europe ou les U.S.A. Vous voyez, même si nous sommes la première compagnie du continent noir africain, cela ne nous empêche pas d'en faire chaque jour un peu plus.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

ÉTATS-UNIS : sur le « front intérieur »

### Le maire de Washington a été inculpé d'usage de stupéfiants et de parjure

#### WASHINGTON

de notre correspondant

Les insinuations du piège se sont encore resserrées sur le maire de Washington, M. Marion Barry, arrêté en janvier dernier en flagrant délit de consommation de cocaïne, au cours d'une opération montée par le FBI avec le concours d'une « amie » du maire. Jeudi 16 mars, M. Barry a été inculpé pour usage de drogue — en cinq circonstances différentes — et, ce qui est beaucoup plus grave, pour trois cas de parjure : il est accusé d'avoir menti à plusieurs reprises à des jurys qui l'interrogeaient sur des incidents où il était impliqué.

Par une heureuse coïncidence, l'inculpation a été prononcée le jour même où se tenait à Carthagène le sommet « anti-drogue » ; les deux événements ont donc tout naturellement fait l'ouverture des journaux télévisés de la soirée. Pouvait-on rêver meilleur exemple de la détermination des autorités américaines à lutter sur le « front intérieur » ?

Le maire a immédiatement réagi en affirmant qu'il plaiderait non coupable. « Cette inculpation représente la poursuite d'une opération de lynchage politique », a-t-il déclaré, tentant une nouvelle fois de se présenter en victime d'un complot « blanc » contre lui-même et la ville qu'il représente. Mais la culpabilité de M. Barry est devenue trop évidente pour que celui-ci puisse se

protéger derrière le rempart naturel qu'a longtemps constitué pour lui la communauté noire de Washington (les trois quarts de la population de la capitale fédérale).

Mais il est également vrai que la mise en scène qui a permis de « piéger » le maire était particulièrement sordide, à peine différente des opérations montées — au cinéma et dans la réalité — par les services secrets de pays totalitaires. Mais le FBI et la justice fédérale, qui s'épuisent depuis des années à tenter en vain de confondre M. Barry, ont apparemment considéré que la fin justifiait les moyens. De très fortes pressions ont été exercées sur des « témoins » des activités répréhensibles de M. Barry pour qu'ils acceptent de coopérer avec l'accusation. Et le sol qui prend le procureur fédéral, M. Jay Stephens, à assurer sa publicité personnelle, grâce à cette affaire, contribue à la rendre encore plus déplaisante.

#### Démission prochaine ?

Cela n'empêche pas que le sort — politique — du maire apparaisse comme désormais scellé. Il continue à affirmer hautement qu'il ne songe même pas à démissionner (en cas de condamnation pour parjure, il y serait contraint par la loi). Mais il se trouve depuis quatre semaines dans un centre de désintoxication en Floride, officiellement pour y subir

un traitement anti-alcoolique puisque c'est la seule dépendance qu'il ait clairement admise. Il n'est pas exclu qu'il finisse par se démettre au terme d'un arrangement avec la justice : celle-ci a évité de l'inculper de crimes trop graves, comme la distribution de drogue, alors qu'il aurait apparemment été possible de le faire, et elle garde en réserve un certain nombre de dossiers portant sur des « faveurs » financières que le maire aurait accordées à des amis ou amies.

En tout état de cause, il est à peu près inimaginable qu'il puisse espérer se faire réélire en novembre prochain. Sa présence paralysait encore la campagne électorale, mais déjà certains de ses propres amis souhaitent aller de l'avant. Deux influents leaders de la communauté noire qui comptent parmi ses principaux soutiens politiques ont décidé de promouvoir la candidature de M. Walter Fauntroy, actuel représentant du District de Columbia au Congrès. Quant au pasteur Jesse Jackson, qui n'a toujours pas dévoilé ses intentions, il est pour l'heure très loin et très au-dessus des turpitudes washingtoniennes : il milite en Afrique du sud pour la bonne cause et a été reçu aussi bien par le président De Klerk que par M. Nelson Mandela.

JAN KRAUZE



هكذا بين الامم



150

## POLITIQUE

Le Monde • Samedi 17 février 1990 • 7

La préparation du congrès socialiste de Rennes

### M. Jean Poperen raille le « cheval fourbu de la rénovation »

M. Jean Poperen confirme, dans un entretien publié par *Libération* du vendredi 16 février, que « si un large accord se réalisait » au congrès de Rennes en faveur de sa motion, « il serait logique » qu'il soit « prêt » à assumer la fonction de premier secrétaire. Le ministre des relations avec le Parlement précise qu'il n'accepterait pas de redevenir numéro deux du PS, fonction qu'il avait quittée au congrès de Lille, en avril 1987, à la suite d'un désaccord avec M. Lionel Jospin.

M. Poperen se montre sévère avec M. Laurent Fabius, en affirmant que « quand on sort le cheval fourbu de la rénovation, c'est,

en général, qu'on n'a rien à dire sur le fond ». Il reprend à son compte, toutefois, le thème de la rénovation lorsqu'il déclare que « Pierre Mauroy devait admettre qu'il faut vivre avec le parti de la politique d'aujourd'hui ».

M. Fabius demeure, d'autre part, la cible des attaques de M. Mauroy et des alliés de ce dernier. « Quand on n'a pas d'idées, on ne se compte pas, on fait tout pour la synthèse, on fait tout pour se rassembler », a déclaré le premier secrétaire, jeudi soir, devant quelque trois cents militants réunis à Aix-en-Provence.

Cette réunion donne lieu à une polémique locale. M. Yves Vidal,

premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, a accusé les fabusiens d'avoir fait mettre au pilon « douze mille exemplaires [du journal *Libération*] annonçant la venue de Pierre Mauroy et Louis Mermaz à Aix ».

De son côté, M. Jean-Pierre Chevènement, qui s'adressait à environ cent cinquante militants socialistes, jeudi soir, à Bordeaux, a expliqué que « le Parti socialiste ne doit pas se confondre avec l'action d'un gouvernement, qui, si méritoire qu'elle soit, est forcément limitée ». Pour le ministre de la Défense, « les gouvernements passent, le Parti socialiste a pour lui la durée ».

### Les militants parisiens débattent du droit de vote des immigrés aux élections locales

Les militants socialistes de la fédération de Paris ont participé, jeudi 15 février, à la Maison de la Chimie, à une réunion d'information sur les sept motions en présence dans la perspective du congrès de Rennes. Le droit de vote des immigrés aux élections locales a été l'occasion d'un débat entre M. Jean Poperen et les représentants des autres textes.

M. Poperen a indiqué, d'autre part, qu'il allait saisir la direction du parti de la querelle portant sur les mandats.

M. Poperen s'est interrogé sur la compatibilité de l'intégration et de ce éventuel droit de vote. « Il ne s'agit pas de vouloir l'intégration, il faut en créer les conditions », a-t-il estimé. « Est-ce que le droit de vote aux élections locales favorise ou contrarie l'intégration ? », s'est-il demandé, s'opposant à ce que la mise en place d'un tel vote crée une situation « intermédiaire », une France à trois niveaux ». M. Poperen a redouté que certains prennent prétexte de ce droit pour refuser de passer à l'étape suivante qui consiste à

« devenir citoyens à part entière ». M. Poperen a jugé « pas sérieuse » la proposition de création d'un ministère de l'intégration. Proposition qu'a défendue avec force M. Marie-Noëlle Lienemann qui a fait pour sa part référence à la *Lettre aux Français* de M. Mitterrand pour défendre « une pédagogie de l'acceptation ».

Il faut préparer l'opinion. Le parti a un rôle à jouer », a-t-elle estimé avant de recevoir le renfort de M. Laurence Rossignol, pour la Nouvelle République Socialiste, qui a plaidé pour la multiplication des expériences des conseils associés, lamelles de la formule expérimentée à Mons-en-Barœul. M. Lienemann a critiqué la motion rocardienne qui présente, selon elle, le droit de vote comme « l'aboutissement de l'intégration », alors qu'il pourrait agir fortement en faveur de l'émancipation. Elle n'a pas craint de faire référence au droit de vote des femmes.

M. Tony Dreyfus, au nom des rocardiens, a répliqué à la critique en indiquant que le droit de

vote ne pouvait être que le moyen, en terme, d'une intégration réussie.

MM. Denis Bauvallet (motion Fabius) et Jean-Marie Leguen (motion Mauroy et Jospin) ont estimé, quant à eux, qu'il n'était pas question « de reculer sur le droit de vote aux élections locales ».

M. Bauvallet a cependant indiqué qu'en matière d'intégration, « le droit de vote ne [réglerait] pas tout », et qu'il fallait également tenir compte des conditions économiques et sociales.

La querelle sur les mandats

### Le président du conseil général de l'Hérault accuse la mairie de Montpellier de « fraude »

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Rien ne va plus à l'intérieur de la fédération socialiste de l'Hérault. À quelques semaines du congrès de Rennes, la guerre est déclarée entre ceux qui, autour du président du conseil général, M. Gérard Saumade, député de la deuxième circonscription, soutiennent la motion Fabius et les tenants de la ligne Mauroy-Jospin regroupés autour du maire de Montpellier, M. Georges Frêche, député de la quatrième circonscription.

Jeudi 15 février, M. Saumade a tenu une conférence de presse pour dénoncer la « fraude » qu'aurait organisée les amis de M. Frêche en faisant procéder directement à Paris à l'achat de six cents cartes d'adhérent, (le PS héraultais compte 5 140 militants « encartés »). Le président du conseil général a parlé de méthodes « totalitaires, cyniques et brutales ». Il a annoncé que tant que les instances nationales du PS n'auraient pas réglé ce conflit, lui et ses amis, parlementaires, conseillers régionaux ou généraux, suspendraient leur appartenance au groupe socialiste.

« Il faut savoir dire non ! a affirmé M. Saumade, entouré de ses amis. Il s'agit de six cents « vraies-faussettes » cartes acquises au mépris de toutes les questions de fonctionnement du parti qui exigent de passer par la fédération. Cette fraude sur un nombre si important de cartes peut modifier le véritable rapport de forces

sur l'Hérault », nous a-t-il déclaré. En début de semaine, l'un des proches du président de l'Assemblée nationale, M. Claude Bartolone, député de la Seine-Saint-Denis, avait déjà contesté cet achat massif de cartes (*Le Monde* du 14 février).

#### « C'est le voleur qui crie au vol... »

Le bras de fer qui s'est ainsi engagé en public n'est que le prolongement d'une très dure bataille menée depuis plusieurs mois entre les partisans de la ligne Fabius et ceux de la ligne Mauroy-Jospin. Dans la perspective du congrès, les deux pôles politiques forts de l'Hérault (le conseil général et la capitale départementale, Montpellier) se disputent depuis longtemps le leadership socialiste sur le terrain. Du côté du président du conseil général, on dénonce depuis longtemps les tentatives « hégémoniques » du maire de Montpellier, tandis que, du côté de M. Frêche, on accuse M. Saumade et ses amis d'avoir raté le train du modernisme.

Dans sa mairie de Montpellier, M. Frêche prend les choses avec calme, mais il riposte. Le litige ne porterait, selon lui, que sur quatre cents douze cartes. Cet afflux d'adhérents serait tout à fait normal : c'est « le résultat d'une campagne de recrutement lancée il y a plusieurs mois », explique-t-il. Les secrétaires ont donc demandé des cartes, mais elles ne sont pas arrivées. Le secrétaire général de la mairie, qui dirige l'une des sections montpelliéraines, M. Michel Belorgeot, est donc allé directe-

ment à Paris pour les obtenir et contourner ainsi la mauvaise volonté supposée des responsables fabusiens locaux.

Pour M. Frêche, tout ceci est clair. En revanche, les décomptes d'adhérents de M. Saumade et de ses amis ne le seraient pas : « C'est le voleur qui crie au vol ! Les sections bourrées sont celles de M. Fabius », explique-t-il, tableaux à l'appui. Une analyse comparative des progressions d'adhésions dans les cantons tenus par M. Saumade et ses proches et dans ceux de Montpellier montre, selon M. Frêche, des progressions anormales dans le premier cas. « Qui pourrait croire qu'à Saint-Mathieu-de-Tréviers (ville dont M. Saumade est le maire), presque 5 % de la population aurait adhéré au PS tandis qu'à Montpellier il n'y en aurait que 0,5 % », demande M. Frêche.

PIERRE SERVANT

M. Mitterrand décore la veuve de Coluche. M. Véronique Colucci, veuve du comédien Coluche, a reçu, jeudi soir 15 février à l'Élysée, des mains de M. François Mitterrand, les insignes de chevalier de l'Ordre national du mérite. Le président de la République a souligné les qualités de « caractère » et de « dévouement » de la jeune femme, dont la ténacité a contribué à l'adoption par le Parlement des dispositions législatives accordant des exemptions fiscales aux donateurs de « Restaurants du cœur ».

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

## Pasqua

PASQUA fait neuf, Chirac fait vieux. Impitoyable télévision, qui nous montre pratiquement au même instant sur la même chaîne, mardi sur Antenne 2, M. Chirac pour être l'ornement du Journal du soir, M. Pasqua pour être la vedette de « L'heure de vérité ». Le respect de « l'ob-

jectivité ».

L'un apparaît tout épuisé et impatient de mourir sur l'écran ; l'autre ne cesse de remâcher son passé ou du moins d'en donner l'impression. Le premier a beau être de cinq ans l'aîné du second, c'est le cadet qui semble dépassé et, pour tout dire, usé ; épuisé de succès inachevés et de victoires à la Pyrrhus.

Deux fois candidat à l'Élysée, deux fois premier ministre, deux fois faiseur de pape, la première à la hussarde, en 1974, au profit de M. Giscard d'Estaing ; la seconde en 1981, à l'hypocrite, contre le même et, conséquemment, pour le bénéfice de M. Mitterrand. M. Jacques Chirac présente y compris après les assises du Bourget, le spectacle d'un homme qui ne sachant plus que faire ne sait plus que dire, et réciproquement. S'il veut encore « y aller », n'est-ce pas pour habitude et presque par obligation, pour ne pas déchoir et choir encore ?

Si tel n'était pas son diagnostic, M. Charles Pasqua se serait-il lancé dans une bataille où il n'a d'autre issue que de valancer ou de mourir ? En politique, on ne sort que par le haut, ou les pieds devant. A plus forte raison lorsque l'assaut est lancé contre le chef de son propre parti.

Car il n'y aura personne pour croire que M. Pasqua est allé faire compter ses voix au Bourget dans la seule intention de révéler M. Chirac et de le remettre en selle. Tant d'abrégeation tirerait des larmes du plus endurci, mais ce serait les gaspiller. La désintégration n'a rien à voir là-dedans, pas plus que le dévouement au RPR et aux idées dont il serait porteur. Le RPR n'a, sur ce point, rien à envier au PS ; ils n'ont pas plus d'idées l'un que l'autre. Sinon, ça finirait bien par se savoir. Tous deux ne sont plus que des machines à conquérir le pouvoir. Ce aussi, c'est le consensus et c'est un motif supplémentaire d'y voir un piège mortel pour la démocratie.

C'était donc une belle erreur d'avoir supposé, ici, la semaine dernière, que M. Pasqua pourrait aller fonder son propre parti. Quelque nom qu'il lui aurait donné, quels qu'auraient été ses compagnons de route, l'ancien ministre de l'Intérieur n'aurait jamais créé qu'un mouvement de la renouveau, un rassemblement de mauvais joueurs, un syndicat d'altruisme et, plus platement encore, le parti de Pasqua : rien.

La technique du coucou, qui n'a pas si mal réussi à M. Michel Rocard lorsqu'il a débarrassé au Parti socialiste en 1975, est d'une poignée de militants PSU, avec le projet bien arrêté de s'en rendre maître en récupérant le travail d'un autre, cette technique-là est d'un bien meilleur rendement.

Puisque le nid existe et qu'il est pourvu de tout le confort moderne, y compris l'argent, mieux vaut en prendre le contrôle que d'aller, comme gâcher, en bâtir un autre.

Parler au nom du RPR, c'est-à-dire, quasiment, du général de Gaulle qui n'est plus là pour protester, cela vous a tout de même

plus d'altitude que de brandir, pour tout étendard, les fiches de police et le pastis.

Avec 32 % des voix, l'affaire n'est pas mal engagée. Surtout si l'on tient compte que, dans son propre score, M. Chirac a profité d'une manière de raccourci provenant du réflexe de légitimité consenti à l'homme en place, sinon même d'une pincée de pitié qui aurait pu retener jusqu'à M. Pasqua. Son résultat peut être considéré comme un maximum, cependant que celui du féal devenu rival serait un minimum. Pour parler comme les gens de la Bourse, le titre « Chirac » n'a pas fini de dégraisser alors que le « Pasqua » a un petit côté valeur de croissance. Attendons ce que donneront les prochains coups.

INDIVIDUELLE ou collective, la mémoire étant ce qu'elle est, M. Pasqua peut se présenter comme vierge en politique. Il fut un grand prêtre du SAC ? Qui se rappelle ce qu'était le SAC et le rôle qu'il y joua ? Il usa sans retenue des mille et un moyens, sans reculer devant les plus condamnables, que procure la fonction de ministre de l'Intérieur ? Les Français ne sont pas tous disposés à lui en tenir grief, les électeurs du RPR encore moins et la droite en général pas davantage. L'histoire du vrai-faux passeport de M. Chirac ? Fadaïsses qui ne retiennent pas l'attention et qui seront dégluties avec l'absorption de M. Christian Nucci bientôt déporté du Carrefour du développement.

M. Pasqua parle clair, il parle net et ne ressent aucune vergogne à s'affirmer de droite. Bien au contraire, et il a raison. Au moins, avec lui, sait-on à qui l'on a affaire.

Il ne fait pas partie de cette décadente génération d'hommes politiques qui veulent séduire à gauche en se faisant dire à droite (type rocardus) ou qui flattent la droite en cherchant une investiture à gauche (variété rocardus). Il n'est pas homme à légaliser l'avortement après s'être fait plébisciter par les socialistes ; il ne courtise pas le patronat en sollicitant les suffrages des ouvriers. M. Pasqua n'est pas un schizophrène politique. Il est à droite et il y campe, occupant une place qui est électoralement bonne et dont le vacancier depuis des dizaines d'années reste un mystère de la vie politique française.

ROITE et gauche s'étant, durant cette période, contaminées (ou influencées, ce qui est plus neutre), sans que l'on sache si l'une ou l'autre en a tiré profit, ou même la démocratie, au point qu'un cochon n'y retrouverait pas ses petits, M. Pasqua, aujourd'hui, renverse la vapeur et restaure la politique dans ce qu'elle doit avoir d'immédiatement compréhensible, de limpide et de précis ; ce qui ne veut pas dire, théoriquement, simpliste ni abêtissant.

Lorsqu'il dit que « les électeurs du Front national sont des Français comme les autres » (et c'est vrai même s'il faut s'employer à les faire changer d'avis), il rap-

pelle aussi que ce n'est pas avoir le vérole, ou quelque sida mental, que d'être à droite, que la droite n'a pas à s'excuser d'être ce qu'elle est en se maquillant sans y croire d'un zeste de gauche. Il affranchit la droite d'un sentiment de culpabilité qui n'explique pas peu la succession de ses revers électoraux.

Le temps d'une émission télévisée, M. Pasqua reprend tout le discours de M. Le Pen en le purifiant de ce qu'il a d'universellement inacceptable, désormais, dans la République : le racisme et la xénophobie. Il résume ce détail pour s'écarter tout le reste. Il n'étudie pas la question, il la vide de son contenu. Non sans rappeler les termes d'une équation politico-psychologique qui tourne autour de la gauche qu'elle exaspère à droite : étranger - délinquant - xénophobie - racisme.

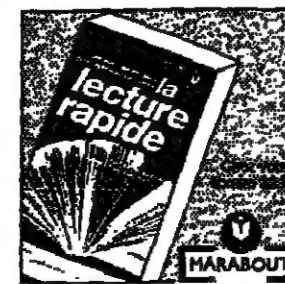
Mais la droite de M. Pasqua n'est pas l'importe laquelle ; c'est celle de Napoléon III, celle qui marie l'ordre dans la rue, dans les usines et dans les têtes avec l'extinction du paupérisme. C'est la droite populiste, celle qui bouffe du patron plus qu'elle ne dine avec lui. C'est la droite du Père, autrement dit du Guide, selon un raccourci qui vaut bien des mécomptes à Charles de Gaulle lorsqu'il en énonça le principe.

C'est la droite qui se méfie des riches si leur fortune est récente (il vaut donc mieux hériter de son grand-père que monter sa propre entreprise), qui ne déteste pas les monarches s'ils ne sont pas chiches de leurs invitations (faisant Hassan II du Maroc, ce brave homme), qui réunit en un couple naturel le salariat et l'expansion, qui peut donc déplorer, sans paraître faire risette à la gauche, que l'on ait, en 1986 (qui se sent morveux se mouche), « cédé trop facilement aux sollicitations du patronat » en supprimant l'impôt sur la fortune.

Cette droite-là, c'est celle qui sait parler de l'étranger en parlant des intérêts de la France, donc des soucis des Français, qui ne les étourdit pas de visions trop lointaines et qui donc les rassure ; qui maintient la France au premier plan de son propos et ne la ramène pas au rang d'un partenaire parmi d'autres de la vie internationale. C'est la droite qui sait ce qu'elle aime et qui sait quand il s'agit de faire le plein des voix.

L'OUP devenant amite, s'installent à son compte maintenant qu'il a congédié son maître, M. Charles Pasqua peut déplorer pieusement et sans ciller : « L'avenir de l'opposition est hypothéqué par les ambitions présidentielles ». C'est évidemment lever l'hypothèque que d'y ajouter les siennes.

P.S. — « Je me sens moins Cassandre que Galilée », déclare M. Léotard au cours d'un entretien avec le *Figaro*. Après M. Giscard d'Estaing qui se supposait une parenté avec Blaise Pascal, la science marque un nouveau point sur le terrain de la politique, sinon du phantasme. Mais M. Léotard fait moins sourire quand il observe : « Le désarroi des Français provient notamment du fait qu'ils n'ont ni vraie majorité ni vraie opposition. »





## POLITIQUE

Après la réunion du comité central du PCF

## M. Marchais affirme qu'il n'y a pas de « chasse à l'homme »

« C'est un fait que la grande majorité des membres du comité central ont critiqué les idées exposées par Charles Fiterman, et que quelques autres ne l'ont pas fait. Cela ne veut pas dire qu'il existe au sein de notre direction, ni au sein du parti, deux clans soudés, monolithiques et hostiles l'un envers l'autre », a déclaré M. Georges Marchais, jeudi 15 février à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), au cours d'un meeting où il a réaffirmé l'opposition de son parti au « Livre blanc » du gouvernement sur le réaménagement de la région parisienne.

Evocant la dernière réunion du comité central, le secrétaire général a ajouté : « Je me suis félicité d'entendre Charles Fiterman se prononcer en faveur d'une amélioration de la vie démocratique de notre parti, car c'est le souci de tous le comité central et de tous les communistes ». Selon M. Marchais, le « mode de fonctionnement démocratique permet

à chaque communiste de parler de sa propre voix et non pas d'être le porte-parole d'un leader qui pense pour lui ». « Voilà ce qui se passe au comité central. Chasse à l'homme ? C'est stupide. Combat de chefs ? Qu'on aille voir du côté du RPR et du PS. Pas de classification en fonction d'un homme, mais débat d'idées », a-t-il assuré.

Invité jeudi du journal de 13 heures sur A 2, M. Fiterman a jugé « immérité » et « un peu contradictoire » le reproche de M. Marchais affirmant, la veille, que l'ancien ministre des transports avait une vision « excessivement optimiste » de la situation

en France et dans le monde. « Le communisme est en train de poser les bases d'un nouvel avenir, d'une renaissance », a-t-il dit, en affirmant que « la perestroïka constitue un état réel des sociétés des pays de l'Est » et que « la découverte, pour le communiste que je suis, est dure ».

Les reconstituteurs communistes ont estimé, le même jour, qu'« au-delà des mots et des affirmations, la dernière réunion du comité central du PCF témoigne des verrouillages qui bloquent toujours la discussion » et qu'« un débat ouvert et tolérant demeure une exigence ».

A Strasbourg au Parlement européen

## Nouveaux échanges aigres-doux entre le Front national et les autres groupes

STRASBOURG de notre envoyé spécial

Les échanges aigres-doux entre l'extrême droite et les autres forces politiques ne cessent pas à l'Assemblée européenne. Quand ce ne sont pas les amis de M. Jean-Marie Le Pen qui cherchent, à tout prix, les moyens de se différencier en se présentant comme les seuls vrais contestataires de l'institution qui leur a procuré un tremplin parlementaire, ce sont leurs adversaires qui leur offrent, à bon prix, l'auréole des martyrs dont les élus du Front national sont, bien entendu, trop heureux de se parer.

En déposant, lundi dernier, une motion visant à censurer la Commission de Bruxelles (le Monde du 15 février), M. Le Pen savait qu'il ne se ferait que des adversaires chez tous ceux qui ne pouvaient qu'être furieux de voir ainsi gaspiller une arme dont ils espéraient bien pouvoir se servir un jour, de façon plus efficace. Effectivement, le vote de cette

motion jeudi 15 février, a confirmé qu'elle n'était approuvée que par les députés du Front national et des Républicains d'Allemagne fédérale. Les élus du MSI italien, qui n'appartiennent pas au groupe technique des droites européennes, se sont contentés de s'abstenir.

La fréquentation des amis de M. Le Pen semble, de toute façon, être devenue insupportable aux responsables des autres groupes du Parlement de Strasbourg. Ceux-ci, par exemple, ont décidé de créer une commission spéciale chargée d'étudier les conséquences qu'aurait, sur le fonctionnement de la Communauté européenne, la réunification allemande. Seulement, sous le prétexte que, pour bien travailler, il faut être peu nombreux, les démocrates-chrétiens et les socialistes, c'est-à-dire les deux groupes qui, par leurs effectifs, dominent le Parlement, ont décidé que cette instance ne compterait que vingt membres. Conséquence : par application de la règle de la proportionnelle corrigée, qui régit le fonctionnement

de l'Assemblée, les petites formations en sont exclues. Durant toute la journée de jeudi, l'extrême droite a livré une série de batailles de procédure pour tenter de s'opposer à cette discrimination.

Sans succès. Pourtant, constatant que le PS avait cédé un de ses sièges aux communistes français et proposé un siège de suppléant aux régionalistes de l'ARC, qui l'ont refusé, M. Bruno Gollinisch, député du Front national, a pu lancer, à l'intention de tous ceux qui « disent combattre les communistes et leurs alliés sociaux », « Comment pouvez-vous prêter la main à une telle infamie ? »

En certaines circonstances, la droite française ne refuse pas le renfort de l'extrême droite. Ainsi, jeudi, pour empêcher le vote d'une résolution de M. Djida Tazdalt (Verts français) qui condamne l'action de la police et de la justice françaises à propos de « crimes racistes », le RPR et les libéraux se sont appuyés sur le Front national afin d'obtenir une vérification du quorum.

THIERRY BRÉHIER

Un colloque au Sénat

## M. Strauss-Kahn favorable à une réforme de la fiscalité sur les droits de succession

Le Club Vauban a organisé, jeudi 15 février au Sénat, un colloque consacré à la justice sociale. A cette occasion, le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Dominique Strauss-Kahn, a plaidé pour un impôt progressif sur le patrimoine à partir d'une réforme de la fiscalité des droits de succession.

Créé en 1984 par M. Antoine Veil, le Club Vauban se présente comme un lieu de réflexion, « à

l'écart des entrecroisements de l'actualité ». Son objectif est de permettre à des personnalités politiques appartenant à la majorité comme à l'opposition de se rencontrer hors « du carcan produit par les institutions et du manichéisme » pour définir « des convergences ».

Ainsi en a-t-il été sur la question de la justice sociale, sujet des débats du 15 février, auxquels ont participé plusieurs ministres « d'ouverture », MM. Jean-Pierre Soisson et Lionel Stoléru, et des représentants de l'opposition, M<sup>me</sup> Simone Veil, MM. Jean-Pierre Fourcade (UDF), Jacques Barrot (CDS), Bernard Stasi (CDS), Bruno Durioux (CDS), Jacques Godfrain (RPR), Jean Cluzel (Union centriste), M<sup>me</sup> Hélène Misset (RPR) et M. Jean de Lipkowski (RPR).

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, a ouvert la discussion en rappelant un paradoxe : « Les revenus des ménages se sont mieux portés pendant la période de crise que pendant la période de redressement ». Les inégalités sociales avaient tendance à se réduire au cours des années 70, mais la riposte économique décrétée en 1983 a provoqué un véritable basculement.

## « Le temps des rentiers »

« Voici revenu le temps des rentiers », s'est exclamé M. Stoléru. En effet, au cours des années 80, les revenus du capital ne sont « emballés », du fait des hausses de la Bourse, des taux d'intérêt, des prix du logement, et de la baisse de la fiscalité sur les revenus du capital. Dans le même temps, la tendance longue qui était à « la fermeture de l'éventail des salaires » s'est inversée.

Le partage des revenus de la décennie 90 fait apparaître trois problèmes : le hiatus entre capital et travail ; le déphasage entre les revenus actifs et les revenus passifs, puisque « les 3 % de croissance que nous connaissons depuis 1985 ne se retrouvent que pour 0,33 dans la croissance de la masse salariale » ; le conflit de générations latent entre les « jeunes », qui subissent la précarité aussi bien pour l'accès à l'emploi que pour le niveau de vie, et

des « vieux », qui bénéficient de bonnes retraites et de prestations sociales. A partir de ce constat, M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales du Sénat, ont présenté leurs propositions, traitant, malgré d'indéniables divergences, le cadre d'une politique plus incisive de réduction des inégalités.

## Un préalable indispensable

M. Fourcade a plaidé pour une mise à plat des mécanismes de l'Etat-providence. L'ancien ministre a proposé ainsi de « transférer à l'Etat la responsabilité de la politique familiale, d'en décharger les entreprises » et de rétablir « la séparation financière des autres risques et accroître la responsabilité des partenaires sociaux dans la gestion des grandes branches ». M. Fourcade a indiqué que ces mesures constituaient un préalable indispensable à l'ouverture d'un débat sur la contribution sociale généralisée.

M. Strauss-Kahn s'est prononcé pour sa part en faveur d'une fiscalité des patrimoines qui prendrait le relais de celle des revenus. Il a ainsi critiqué « notre fiscalité du patrimoine qui n'a ni queue ni tête : un impôt sur la fortune qui taxe les millionnaires en épargnant les milliardaires (...), un impôt sur les plus-values plus faible que partout ailleurs » et « un impôt sur les successions » qui effraye les salariés et qui frappe moins les grosses fortunes que chez nos voisins.

A ce propos, M. Strauss-Kahn a souhaité une réforme qui puisse « favoriser la transmission des petites et moyennes entreprises tout en luttant contre la reproduction des inégalités ». Il a ainsi proposé d'imposer les legs successoraux non pas en fonction de l'importance du legs lui-même mais en fonction du patrimoine après transmission. « On aboutit alors à une sorte d'impôt progressif sur le patrimoine », a conclu M. Strauss-Kahn.

G. P.

**490E**

**205 JUNIOR**

**ENCORE UN SACRÉ NUMÉRO A SON CRÉDIT !**

Jusque dans ses offres de financement, la 205 le montre incontestablement, un sacré numéro. Avec ses 1000 km de consommation moyenne, elle vous offre à vous par le biais d'une location avec option d'achat, sur 60 mois, un véhicule pour 48 750 F TTC (prix de vente de 73 750 F TTC) de plus, soit 14 000 F TTC de moins que le prix de vente de la 205 Junior. Ou encore, vous pouvez la louer pour 48 750 F TTC par 12 mois de 775 F TTC, soit de 25 à 26 km de 1 082 F TTC. L'option d'achat vous permet de la racheter à 9 140 F TTC. Contactez en ces coordonnées : 09 41 11 11 11. Une assurance facultative est proposée.

**PEUGEOT 205**

CREDIPAR CHEZ PEUGEOT. TOUS LES FINANCEMENTS SUR PLACE, IMMÉDIATEMENT.



551 000 000



150

10 Déluges d'eau et de neige en Europe  
M. Michel Picard, gendarme des mers

11 No-de-France : le Livre bleu des élus de droite  
La grève des avocats

20 Non-lieu requis en faveur de Michel Droit  
Athlétisme : la fin de l'ère d'or en FFA

## Minitel : les autoroutes électroniques

Dix ans après le lancement, 5 millions de Français sont équipés  
Un succès industriel en attendant des prolongements européens

Des cinquante-cinq premiers cobayes de l'annuaire électronique à Saint-Malo, en 1980, aux cinq millions de minitels installés aujourd'hui dans les foyers et les entreprises françaises, la télématique est passée de l'avant-garde au quotidien. Prophétisé par le rapport Nora-Mine, cet hybride des télécommunications et de l'informatique a donné naissance à une industrie dynamique, et trouvé des usages sociaux inattendus, déclenchant au passage des polémiques. Devenues familières, la petite boîte accrochée au téléphone doit maintenant consolider son utilité professionnelle en se diversifiant, et inventer un langage commun avec ses homologues européens, comme l'explique dans l'entretien qu'il nous a accordé M. Jean-Paul Maury, directeur du programme Télétel à France Télécom.

### Décoder le jargon

**KIOSQUE :** Dans ce système, la consommation est payée à la durée, et répercutée sur la facture du téléphone par France Télécom, qui en reverse une partie aux serveurs. Il existe plusieurs paliers de kiosque.

**SERVEUR :** Société équipée d'ordinateurs et qui héberge un ou plusieurs services télématiques.

**SERVICE :** Ensemble d'informations mises en forme par un éditeur et disponibles avec un code d'accès sur un serveur. De la diététique à l'art du zen ou aux motocyclettes, en passant par les réservations de spectacles ou de transports et la vente à domicile, les 12 000 services français couvrent une large gamme de sujets, de l'utile au futile.

**MINITEL :** Nom des terminaux télématiques français.

**TELÉTEL :** Nom du programme français de télématique lancé par France Télécom, et, par extension, nom de la norme française.

**MESSAGERIE :** Permet à un ou plusieurs utilisateurs d'échanger, anonymement ou non, des messages écrits, en direct ou non.

**PALIER :** Les tarifs de la télématique varient selon les numéros d'appel et les paliers choisis par les services. Pour l'utilisateur, le 36 15 est gratuit (minitel vert), le 36 13 et le 36 14 (en général destinés à des applications professionnelles) coûtent de 7,30 francs à 21,90 francs de l'heure, le kiosque s'étage de 50 francs à 543 francs de l'heure, du 36 15 au 36 29 (avec une taxe de mise en relation de 12 centimes), quel que soit le lieu d'appel.

**TRANSPAC :** Il s'agit du réseau de transport de données par paquets qui achemine le trafic de Télétel. Il est facturé indépendamment de la distance, à la différence du téléphone.

**36 15 :** Premier numéro d'appel du kiosque, au départ réservé à la presse. Par extension, désigne depuis le kiosque grand public. Après une forte expansion, notamment grâce aux messageries, le trafic du 36 15 marque le pas, à moins de 3 millions d'appels mensuels.

**DURÉE :** Chaque minitel est utilisé en moyenne environ quarante-cinq minutes par mois, soit moins qu'en 1987 (113,3 minutes). Selon France Télécom, cela correspond à une plus grande habitude des utilisateurs et à l'évolution vers des services pratiques en déclinant des jeux et messageries.

« La télématique existe, mais est-elle rentable pour votre administration ? La Cour des comptes, notamment, semble en douter... »

« France Télécom a investi près de 10 milliards de francs en dix ans pour créer ce nouveau marché, en fournissant les terminaux, en construisant le réseau adapté et l'annuaire électronique qui, avec 500 millions d'appels par an, est la plus grosse base de données mondiale. L'effort de lancement est derrière nous, et depuis 1989 nos recettes équilibrent nos dépenses. Le retour sur investissement devrait être atteint dès 1993. »

« Donc la télématique est rentable pour nous. Mais il faut aussi apprécier l'impact plus général sur l'économie : avec les serveurs et les éditeurs de services privés, les dépenses induites en matière de publicité ou d'édition papier, la valeur ajoutée de la télématique atteint près de 6 milliards de francs, et cette nouvelle filière a créé plus de 10 000 emplois. »

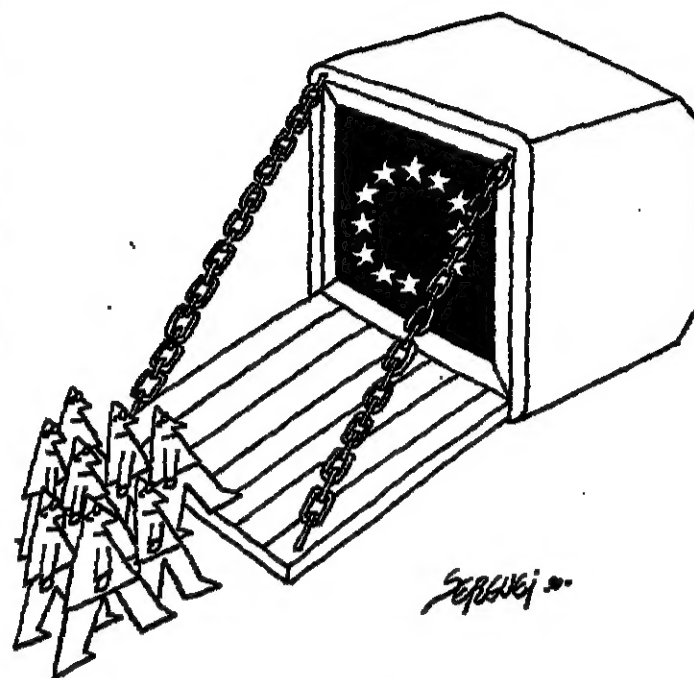
« Enfin, toutes les enquêtes montrent que les entreprises jugent majoritairement rentables les applications télématiques qu'elles multiplient. »

« Pourtant, on parle périodiquement d'un fin avec le grand des terminaux, en instaurant une redevance mensuelle ? »

« Sur les 5 millions de minitels installés, près de 400 000 sont loués. Car, avec la « maturité » du marché, les utilisateurs sont prêts à payer les terminaux plus performants dont ils ont besoin. Et ces locations nous rapportent déjà 350 millions de francs annuels, qui s'ajoutent aux recettes de la publicité de l'annuaire (150 millions) et celles liées au trafic (1,15 milliard). Il est clair que la demande s'oriente de plus en plus vers des terminaux sophistiqués et donc payants, comme le minitel M12 (avec répondeur télématique intégré) ou le M5 (portable). Mais dans l'immédiat il n'y a pas urgence à faire payer le minitel de base. »

« Nous préférons une dynamique de croissance à un regard sur le passé, même si la CEE nous incite »

	1983	1984	1985	1986	1987
Minitels (en millions)	1,305	2,237	3,373	4,228	5,062
Services	1,899	4,152	7,085	9,578	12,377
Appels (en millions)	155,4	464,2	887,9	1,018,8	1,243
Heures de connexion (en millions)	13,8	37,3	62,4	73,7	86,5
% de trafic professionnel	36,3	28,5	32,1	46	52
Investissement aux fournisseurs de services « Kiosque » (en MFR)	278,4	822	1,264	1,358	1,778



à ne pas lier indéfiniment les revenus au trafic, car les terminaux sont dans le domaine de concurrence communautaire.

« Comment souhaitez-vous faire évoluer votre offre ? »

« Nous devons l'adapter à un contexte de diversification et d'utilisation accrue dans un cadre professionnel. Concrètement, cela veut dire une grande souplesse, avec tous les modes d'accès possibles, et une gamme de 15 tarifs, du 3605 gratuit aux plus hauts paliers du kiosque : la pratique du « reroutage » entre les services, qui permet de passer d'un serveur à l'autre sans interrompre la communication ; l'extension nationale de la messagerie télématique Minicom, actuellement testée dans 6 départements ; l'amélioration des vitesses de transmission. »

« Enfin, nous expérimentons actuellement, avec les entreprises concernées (banques, EDF, SNCF...), les techniques de paiement à distance sécurisées (avec lecteurs de cartes à mémoire par exemple), qui donneront une nou-

velle impulsion au commerce et aux services à domicile. »

« La télématique grand public existe pourtant, avec ses excès. Que répondez-vous à ceux qui parlent d'un Etat proxénète ? »

« Nous ne sommes pas la police »

« Qui songe à accuser le péage d'une autoroute quand un conducteur qui roule trop vite a un accident ? Nous ne sommes pas la police, nous transportons des informations sur les autoroutes électroniques... Les conventions que nous passons avec les services ont déjà beaucoup amélioré le système. »

« Quel jugement portez-vous sur la qualité des services ? »

« Techniquement, les serveurs ont fait de grands progrès et maîtrisent maintenant bien leurs outils. Sur le plan des contenus, l'expérience acquise depuis dix ans, l'apparition de systèmes experts - comme celui de votre journal pour les annonces d'emploi - et la floraison de plus de 12 000 services rendent nettement plus conviviales et interactives les consultations télématiques. »

« Observez-vous une concentration des serveurs ? »

« Effective en 1987 et 1988, elle s'est stabilisée. Les 10 plus gros serveurs représentent, comme

en 1988, 27 % du trafic. C'est-à-dire qu'ils progressent comme le marché - de 30 % par an. On observe en revanche des mouvements divergents dans la concentration verticale, entre éditeurs et serveurs. Cette différence des fonctions s'accentue pour les services grand public, et l'inverse est vrai en professionnel : dans ce dernier cas, on commence par tester un service sur les ordinateurs d'un serveur avant de s'équiper. »

« La France n'est-elle pas isolée dans sa course à la télématique ? Le minitel peut-il s'exporter ? »

« La prise de conscience de l'existence d'un marché du vidéotexte existe partout. Les différences techniques qu'on a connues s'estompent avec la mise en place de passerelles entre les normes. Et la CEE recommande des terminaux multimodaux, comme ceux que les Italiens installent, comme le seront bientôt les terminaux allemands ou espagnols. Parce que les usagers ignorent les frontières, il nous faut construire un espace européen du vidéotexte, avec un réseau et un kiosque compatibles, sinon unifiés. L'accord que nous signons avec l'Italie va dans le bon sens : un usager italien peut dorénavant accéder au kiosque français de façon transparente. »

« Aux Etats-Unis, nous avons créé une filiale avec la société Infonet, Minitel Services, passé des accords avec des sociétés de téléphone régionales, et des expériences se poursuivent à Houston et Omaha. »

« Comment la télématique a-t-elle transformé France Télécom depuis dix ans ? »

« Les leçons sont multiples. Télétel a d'abord été la première illustration concrète du passage de

l'ère du téléphone à celle des télécommunications. En second lieu, la télématique nous a imposé de travailler avec des partenaires, les éditeurs, sans lesquels le système ne fonctionnerait pas. Enfin, dans le domaine professionnel, nos commerciaux doivent vendre la télématique, ce qui est aussi nouveau. Diversification, partenariat, attitude de vendeur et pas seulement de fournisseur, sont autant d'apports en profondeur à la culture de l'entreprise. J'y ajoute l'occasion de pénétrer des pays à forte technologie, comme les Etats-Unis, alors que les ventes françaises de centraux téléphoniques sont plutôt faibles. Si France Télécom veut maintenir ses parts de marché en France, il faut aussi qu'elle apporte ses compétences à l'étranger. »

« Et, sur la société en général, quel est l'impact de la télématique ? »

« Elle a favorisé l'émergence d'une industrie des terminaux qui peut maintenant exporter, suscitant une industrie périphérique dynamique : il était par exemple impensable de fabriquer des imprimantes en France il y a dix ans, ce n'est plus le cas. Quant à nos sociétés de services informatiques, elles ont renforcé leur position sur le marché des transactions électroniques de masse. Est-ce un hasard si tous les grands constructeurs d'informatique sont présents en France pour observer ces progrès ? »

« Sans nuire à la micro-informatique, la télématique joue un rôle formateur en profondeur pour une génération. Il suffit de voir des élèves de collège ou de lycée bricoler des micro-serveurs... »

Propos recueillis par MICHEL COLONNA D'ISTRIA

### Les grandes dates d'une petite boîte

**Juillet 1980 :** Cinquante-cinq habitants de Saint-Malo sont les premiers usagers de l'annuaire électronique.

**Février 1984 :** Ouverture du kiosque réservé à la presse.

**Mai 1985 :** L'annuaire électronique devient national.

**Juillet 1985 :** A Vélizy, l'expérimentation de Télétel est lancée auprès de deux mille cinq cents utilisateurs, avec le concours d'entreprises pour les services.

**Octobre 1985 :** Ouverture du premier accès professionnel 36-13. Ouverture du service Gritel des Dernières Nouvelles d'Alsace, où seront « invitées » les messageries en direct.

**Décembre 1984 :** Le cap des 500 000 minitels est franchi.

**Mai 1986 :** L'annuaire électronique devient national.

**Juin 1986 :** Le réseau Transpac « saute » devant l'afflux du trafic des minitels.

**Septembre 1986 :** Le kiosque grand public 36-15 ouvre tout le territoire.

**Octobre 1987 :** La télématique se diversifie avec les kiosques professionnels 36-16 et 36-17. Fin 1988 : Plus d'un milliard d'appels annuels.

### Babel technique

Si tous les télématiciens d'Europe veulent communiquer, encore faut-il qu'ils parlent le même langage, c'est-à-dire utilisent des normes techniques communes et compatibles. C'est encore loin d'être le cas.

Trois normes de vidéotexte se partagent le continent : le Télétel français, le Bildschirmtext allemand (BTX), et le Prestel britannique. Si la Grande-Bretagne pratique un certain isolement, les autres pays commencent à ouvrir des passerelles entre normes, ou à accepter différents types de terminaux. Ainsi, la Finlande a des passerelles avec huit pays, l'Irlande accepte toutes les normes, le Luxembourg peut communiquer avec la France et l'Allemagne.

Pour sa part, la France s'efforce de développer des passerelles avec d'autres pays, et d'intéresser des opérateurs publics ou privés à l'utilisation de sa norme. On en est encore loin du boom à l'exportation que certains attendaient... Mais des projets sont en cours en Espagne (avec la Banque de Santander), en Irlande ou au Portugal.

Avec l'Italie, un accord global va assurer l'interconnexion des deux systèmes Télétel et Vidétel, qui s'accompagne de la vente de minitels.

Fort de leur expérience, les fournisseurs de services français s'implantent aussi à l'étranger. Ainsi, Pressinvest (du groupe Perdrelet-Nouvel Observateur) a des filiales à New-York, Milan et Bruxelles, et vient de signer un accord avec la compagnie des téléphones danoise, CTL, est aussi présent outre-Atlantique, et offre aux Américains et Canadiens des passerelles vers la France.

Mais les espoirs placés dans le Canada francophone comme tête de pont de la télématique française ont plutôt fondu, face à la concurrence d'Alex, terminal aux normes américaines NAPLPS lancé par Bell-Canada (le Monde du 5 mai 1989). Restent les expériences menées, directement aux Etats-Unis, par US Videotel à Houston et US-West à Omaha, avec des concepts proches de Télétel.

M.C.

### Racolage sur voie télématique

Le minitel rose a des excès que la police et la justice ignorent largement. Le garde des sceaux s'est pourtant dit conscient, le 11 décembre 1988, des dévoiements de certaines messageries conviviales. Et M. Pierre Arpeltange s'est déclaré favorable à ce que le Parlement adopte, lors de la discussion du projet de réforme du code pénal, toute disposition qui permettra d'établir la responsabilité du directeur de ces messageries télématiques en cas d'outrages aux bonnes mœurs.

Quant aux policiers, ils n'ont guère eu à traiter ce genre d'affaires que de manière indirecte, au détour d'enquêtes sur des délits commis au moyen du minitel. Pour la seule année 1988, une vingtaine de cas d'infractions pénales de ce genre ont été recensés. Les plus nombreuses concernent le proxénétisme (huit cas) ; viennent ensuite les violences et voies de fait (deux cas), les vols (deux), la diffamation (deux), le vol aggravé (deux), l'homicide volontaire (un), l'incitation de mineurs à la débauche (un cas). Mais c'est impossible de mesurer précisément l'ampleur du phénomène, a commenté le commissaire Hubert Martinez, chef de

l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains, qui a collecté ces données auprès de l'ensemble des services de police français.

Par souci de discrétion, plus d'une victime évite en effet de porter plainte quand elle a eu à pâtir d'un rendez-vous avec un inconnu rencontré par le biais d'une messagerie rose. Il reste que, pour l'essentiel, les enquêtes policières ne sont entreprises qu'à l'occasion de crimes et délits particulièrement graves. Le 7 février dernier, par exemple, devant le cour d'assises du Rhône, un couple de parents inculpés de « viols aggravés et excitations de mineurs à la débauche ». L'homme et la femme se livraient à des ébats avec leurs trois garçons ; faisant commerce de cassettes vidéo filmées dans ces conditions, ils faisaient rendez-vous à leurs clients par minitel.

Les investigations des policiers dans ce type de dossier sont longues et difficiles, aux dires de ces derniers. Comment identifier et poursuivre l'auteur d'un message portant atteinte aux bonnes mœurs, ou appelant des mineurs à la débauche ? L'anonymat et

l'usage de pseudonymes assurent une relative impunité aux auteurs des messages. Et comment sanctionner un service spécialisé dans les relations avec les mineurs, pudiquement nommés « adolescents » ou « jeunes gens » ?

C'est aux responsables des services, à l'Etat proxénète, et à France Télécom que s'en prennent les associations familiales qui ont fait de la lutte contre le minitel rose leur cheval de bataille. La Fédération des familles de France et la Confédération nationale des associations de familles catholiques ont ainsi porté plainte contre X... le 18 avril 1989 devant le tribunal de Paris, pour « complicité d'incitation à la débauche ou de proxénétisme » par « fourniture de moyens ». Le parquet a déclaré cette plainte irrecevable, au motif notamment que les associations concernées n'ont pas pour objet statutaire la lutte contre le proxénétisme. Aussi les requérants ont-ils décidé de demander à des associations spécialisées dans la lutte contre le proxénétisme - La nid et Les équipes d'action - de déposer le même type de plainte.

ERIC INCYAN



## SOCIÉTÉ

## INTEMPÉRIES

Avalanches, inondations, pluies diluviennes et vents violents

## Importants dégâts dans plusieurs régions d'Europe

La Bretagne, la Franche-Comté, l'Alsace sous l'eau. La Savoie et la Haute-Savoie sous la neige. Les mauvais temps qui ont sévi sur la France mercredi 14 et jeudi 15 février ont mis en situation dramatique ou du moins difficile, d'autres pays d'Europe, dont l'Italie et l'Allemagne fédérale, ont subi eux aussi de gros dégâts.

Dans le nord des Alpes, où récemment encore on se plaignait de l'absence de neige, les avalanches dévalaient de partout. Le tunnel du Mont-Blanc a dû être fermé une partie de l'après-midi du 15 février à la suite d'une coupure de la voie d'accès sur le côté italien. Dans les zones de basse altitude, ce sont les déluges d'eau qui ont fait déborder les cours d'eau ou provoqué des coulées de boues dans l'Ain, dans les vallées alpines, coupant les routes et les voies ferrées. Le trafic de l'aéroport de Genève a dû être détourné sur Lyon pendant quelques heures.

Péago  
inondé

Dans l'Est, où tous les cours d'eau dépassent leur cote d'alerte, le mauvais temps a provoqué la mort de quatre personnes dans le Haut-Rhin : un automobiliste a disparu dans sa voiture entraînée par une rivière en crue près de Masevaux, et une autre personne est partie disparue près d'Ingersheim. En outre, un employé municipal de Belfort qui avait pu être rattrapé de justesse alors qu'il essayait de déboucher la grille d'un collecteur est décédé peu après d'un accident cardiaque. A Housen un habitant a été noyé dans sa cave, et à Cernay, un agent de l'équipement a été emporté par les eaux. Un bûcheron de l'ONF a été blessé par la chute d'un arbre due à une violente rafale de vent dans le Bas-Rhin.

Dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin, le Doubs, le Jura, les Vosges, la Moselle, la Meurthe-et-Moselle, le Territoire de Belfort-le-Rhône, de

nombreuses localités sont inondées, et bien des routes coupées. Un automobiliste a disparu près de Lyon dans sa voiture emportée par le Rhône en crue. Ce fleuve commence à monter dangereusement dans les Bouches-du-Rhône. Quinze mille ouvriers de Peugeot à Sochaux ont été mis en chômage technique, les ateliers ayant été envahis par les eaux le 15 février.

En Bretagne, en Basse-Normandie aussi, les cours d'eau étaient en crue le 14 février, obligeant à évacuer un certain nombre d'habitants, notamment dans les bassins de l'Orne, de la Vire, de l'Orne, de la Dive, de la Touque et de l'Eure. Un peu partout en France, d'ailleurs, d'autres crues se sont produites.

Au large d'Arcachon, l'équipage de douze ou treize hommes d'un cargo maltais, le *Scandrad*, qui avait fait naufrage le 12 février, est porté disparu.

Quant à la Corse, elle a subi, depuis le 14 février, une très violente tempête avec des rafales dépassant 150 kilomètres à l'heure dans le nord de l'île. Le car-ferry de Bastia a dû être détourné sur Ajaccio ; un cargo a été déversé sur un quai de Bastia ; les panneaux publicitaires, les réseaux électriques et téléphoniques ont été endommagés. Pendant ce temps, au-dessus de Bastia, deux feux allumés par des bergers et attisés par le vent ont pu être éteints par les pompiers.

Dans le nord de l'Italie, des chutes de neige très importantes ont provoqué des avalanches et des vents très violents ont fait s'envoler des toits, ont arraché des remontrées mécaniques et endommagé des lignes électriques.

En Allemagne fédérale, au moins deux personnes ont été noyées dans le Land de Bade-Wurtemberg. On craint aussi deux autres disparitions. Tout l'ouest de la RFA, de la Forêt Noire à Stuttgart, a vu ses cours d'eau déborder, des vents très violents arracher les arbres. Des écoles ont été fermées. Et le trafic fluvial a été interrompu sur le Neckar de Stuttgart à Heidelberg. — (AFP, AP, UPI)

## Vacances perturbées dans les Alpes

## CHAMBERY

de notre correspondant

Malgré la prévision du retour d'une accalmie après les importantes chutes de pluie, les préfectures de Savoie et de Haute-Savoie ont maintenu leur « cellule de crise », à la veille du premier chassé-croisé des vacanciers sur la route des stations des Alpes. Il a même été recommandé à ceux-ci de différer leur départ de quarante-huit heures, jusqu'à dimanche.

Deux personnes ont trouvé la mort dans la journée de jeudi. L'une d'elles a été emportée par la crue d'une rivière près de Chambéry, tandis qu'une dame âgée a été prise dans un éboulement près d'Albertville. Près de Chamoni, le village de Vellorcin, avec ses trois cents habitants, était toujours isolé du côté français et suisse.

Quant aux stations de Tignes et de Val-d'Isère, elles sont bloquées depuis la succession d'avalanches qui ont conduit à dévaler au pied de la station. Dans l'impossibilité de pouvoir franchir le « verrou », les touristes en attente ont été hébergés dans la vallée, à Bourg-Saint-Maurice.

Dans plusieurs villages et stations de Savoie et de Haute-Savoie, des centaines de personnes ont dû être évacuées d'urgence des immeubles ou des centres de

vacances. Dans la crainte d'accidents, des routes d'accès aux stations ont été fermées, comme à Valmorel, Pralognan (Savoie) ou encore dans la vallée de Thônes (Haute-Savoie), menacée par le débordement du ruisseau du Nant, celui-là même qui avait causé la mort de dizaines de personnes le 14 juillet 1987 au Grand-Bornand.

Plus de deux mille pompiers, dont certains venus en renfort de Brignolles (Bouches-du-Rhône), des militaires, des secouristes et agents de l'équipement s'emploient à rétablir la circulation là où la route a été coupée, ou à prévenir tout risque éventuel par des déclenchements d'avalanches préventives.

Le trafic ferroviaire a été, lui aussi, sérieusement perturbé après les coupures sur la ligne TGV Paris-Genève, entre Culoz et Ambérieu.

Jeudi, alors que la voie était recouverte par un mètre d'eau au bout du lac du Bourget, les TGV vers Annecy et Chambéry, ainsi que les trains vers Turin et Saint-Gervais ont été détournés par Lyon, provoquant d'importants retards.

Les préfets de Savoie et de Haute-Savoie prévoient des conditions de circulation particulièrement difficiles ce week-end avec le croisement des touristes qui, en période normale, provoquent d'innombrables bouchons dans les vallées.

MICHEL DELBERGHE

## Trois morts dans le déraillement du Paris-Milan

L'express Paris-Milan a déraillé, le vendredi 16 février, à une heure du matin sur la ligne du Simplon, dans le Valais (Suisse), à la suite d'une collision avec un convoi de travaux ferroviaires. Les sauveteurs ont relevé trois morts, dont le conducteur de la locomotive, et neuf blessés. Sous la violence du choc, survenu alors que l'express

roulait à 120 kilomètres à l'heure, la locomotive et six voitures ont déraillé, provoquant un début d'incendie. Les blessés ont été hospitalisés à Martigny et à Sion. Les quatre cent vingt voyageurs indemnes ont été acheminés par train spécial pour prendre la correspondance du premier TGV en partance pour Paris.

## MÉDECINE

L'accès au système de santé

## L'abbé Pierre et M. Evvin critiquent les propositions des syndicats médicaux

Le ministre de la santé, M. Claude Evvin, s'est déclaré jeudi 15 février « étonné, pour ne pas dire scandalisé » par la proposition de trois syndicats médicaux (CSMF, FMF, SML) de créer une carte de santé (remboursement à 100 % pour les plus démunis). « Je crois profondément, a-t-il dit sur RTL, qu'une telle proposition serait une remise en cause de la sécurité sociale, qui est fondée sur le droit donné à tous les Français, quels que soient leurs revenus, d'avoir accès à un bon système de santé. » Demander aux assurés sociaux de présenter une carte en fonction de leurs revenus serait revenir au siècle dernier, a-t-il ajouté.

Pour leur part, l'abbé Pierre et le conseil d'administration du mouvement Emmaüs ont adopté le texte suivant :

« Permettre aux plus défavorisés ou aux personnes de revenus modestes de se soigner est une nécessité.

Nécessité humaine mais aussi nécessité sociale car la santé est un préalable à toute démarche d'insertion et de réadaptation.

Des obstacles financiers ne doivent pas se surajouter aux obstacles culturels qui privent bien souvent des populations des bénéfices de l'excellent système de santé dont nous bénéficions en France.

## Pas de « carte du pauvre »

Un progrès considérable a été fait en faisant bénéficier les titulaires du RMI d'une couverture sociale maladie. Mais ce progrès serait ruiné si les tarifs réellement pratiqués étaient systématiquement différents des tarifs normaux de sécurité sociale par l'extension

des dépassements d'honoraires (secteur II).

Maintenir un bon niveau de remboursement des honoraires médicaux est aussi un élément essentiel de toute politique d'insertion. Ce bon remboursement ne doit pas s'accompagner d'un dispositif ségrégatif, il serait intolérable que les « plus défavorisés » soient contraints d'afficher leur niveau de ressources pour bénéficier des tarifs de la Sécurité sociale. Toute « carte du pauvre » serait une insulte à la dignité de ces personnes. Qui peut croire que l'on favorisera ainsi l'accès aux soins ?

Seul le maintien d'une convention garantissant en tout lieu et pour toute spécialité la possibilité d'accéder à des médecins pratiquant le tarif normal de sécurité sociale est conforme à l'éthique et à notre conception de la sécurité sociale fondée sur la solidarité.

Les négociateurs de la convention médicale, caisses de Sécurité sociale et syndicats médicaux, ont en ce domaine une responsabilité majeure.

L'exclusion c'est aussi l'exclusion du système de santé. L'insertion c'est tout d'abord la possibilité de se soigner.

□ Poursuite de la grève des internes et des chefs de clinique. — Les internes et les chefs de clinique ont décidé jeudi 15 février de poursuivre leur mouvement de grève des soins jusqu'au mardi 20 février, date de leur prochaine assemblée générale nationale. Les internes et les chefs de clinique considèrent que la « déclaration d'intention » rédigée pendant la conférence avec les syndicats médicaux représentatifs (CSMF, FMF et SML) « ne leur donne aucune garantie quant à la satisfaction de leurs revendications ».

## FAITS DIVERS

## Démantèlement d'un réseau franco-espagnol de trafic de drogue et de blanchiment d'argent sale

## BAYONNE

de notre correspondant

Un important trafic de stupéfiants et de blanchiment d'argent a été démantelé, mardi 13 février, dans le sud de la France et aux environs de Barcelone (Espagne). A la tête du réseau, Ivan Manoukian, cinquante-sept ans, fiché au grand banditisme et plusieurs fois condamné. Depuis cinq ans, il avait quitté Toulouse pour une résidence plus discrète dans les environs de Barcelone. C'est de là qu'il dirigeait le réseau dont les ramifications s'étendaient en Aquitaine et dans le Midi-Pyrénées. La drogue arrivait du Maghreb était acheminée, via la frontière du Perche, vers Toulouse, qui servait de centre de « fret ». Le magasinier chef, Luc Van de Sompele, travaillait sous les ordres de Jean-Pierre Cuado, quarante-deux ans, de Biarritz, qui réceptionnait la marchandise (haschisch ou héroïne) avant de l'expédier vers Bordeaux, Montpellier ou Biarritz. Le trafic durait depuis de nombreuses années et les enquêteurs estimaient à plus d'une tonne la quantité totale ainsi écoulée.

Voilà plus d'un an que, agissant sous les ordres du juge d'instruction de Bayonne, M. Christian Lax-

qué, les policiers du SRPJ ont multiplié les surveillances autour des lieux de rendez-vous, notamment à Biarritz, de petits revendeurs. De filature en filature, les enquêteurs, dirigés par le commissaire Passoni, ont abouti chez les dirigeants du trafic. Une longue enquête à laquelle ont été associés le SRPJ de Toulouse, l'Office central de répression du banditisme et l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (OCCRTIS). La police espagnole a également prêté son concours.

Finalement, mardi 13 février, Ivan Manoukian est venu à Toulouse pour superviser une livraison de 27 kilos de haschisch arrivée d'Espagne. Une vingtaine de personnes ont été interpellées dans le sud de la France ainsi qu'en Catalogne.

Grâce aux documents saisis, les enquêteurs ont aussi mis au jour tout un réseau de blanchiment de l'argent provenant de ces trafics utilisant plusieurs comptes courants ouverts en Espagne ainsi qu'un système de rachat de billets de PMU à des gagnants pour ensuite justifier des dépôts importants dans des banques françaises.

PHILIPPE ETCHEVERRY

## POLICE

## M. Pierre Quilici à la tête de la Sûreté publique à Monaco

Deux policiers français, MM. Pierre Quilici et Maurice Albertin, ont été détachés à Monaco par le ministre de l'Intérieur pour y prendre la direction de la Sûreté publique en remplacement de M. Yves Majard. Depuis plusieurs semaines, ce dernier était vivement critiqué à la suite d'une recrudescence de la criminalité et de la délinquance dans la Principauté.

M. Quilici sera secondé par M. Albertin au poste de directeur de la Sûreté publique de la police monégasque. Ce poste est confié à un haut fonctionnaire français en

vertu d'une convention franco-monégasque en 1962.

En 1962, le 22 juin 1932, M. Pierre Quilici commence sa carrière de commissaire en 1964 à la police urbaine de Saint-Denis de la Réunion. Il occupe ensuite successivement les postes de commissaire central à Lorient (Morbihan) en 1976, directeur des polices urbaines à Saint-Denis de la Réunion en 1979 et chef de cabinet du préfet délégué pour la police à Ajaccio, M. Robert Brossard, en 1983. Directeur départemental des polices urbaines de Marseille de 1984 à 1987, M. Quilici était, depuis cette date, adjoint au directeur central de la Police de l'air et des frontières.

La visite du premier ministre au Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage de Corsen

## M. Rocard en gendarme des mers

Venu en Bretagne récompenser les responsables du sauvetage en mer pour leurs interventions pendant les dernières tempêtes, M. Michel Rocard a annoncé, jeudi 16 février, plusieurs mesures destinées à renforcer la lutte contre les pollutions maritimes.

## BREST (Finistère)

de notre envoyé spécial

Il y avait, sur l'écran-radar, ce navire battant pavillon libérien, égaré dans la zone interdite. Paniché sur la carte lumineuse de la salle obscure, M. Michel Rocard regardait ce point fixe coupable, encadré, comme par une armée, des chiffres informatiques de sa position.

Le premier ministre avait tenu à rendre visite, jeudi 15 février, aux hommes du CROSS de Corsen, le Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage, installé à la pointe nord-ouest de la Bretagne, et à les remercier de leurs interventions en mer pendant les tempêtes des dernières semaines. Il était venu aussi tester auprès des « signaleurs maritimes » quelques décisions gouvernementales concernant le trafic et l'environnement marin. Et voilà que ce bateau narguait, au large, les règles du droit, trop loin de son « couloir », illicite par choix ou par nécessité. « Au moins celui-là a bien voulu entrer en contact avec nous », précisa le serveur du radar. D'autres, non repérés, s'évanouissaient sûrement

en aveugle, chargés de pétrole ou de produits chimiques.

« Peut-on le sanctionner ? », demanda le premier ministre. Le délinquant libérien promettait de rejoindre Dunkerque, et pour celui-là, la justice française allait pouvoir suivre son cours. Mais, pour les autres ? Ceux qui se cachent dans un trafic de 5 000 passagers mensuels, et dont M. Michel Rocard suivait, soucieux, la trace sur la constellation du radar ? Cela devait n'être qu'un hommage au centre névralgique de la surveillance d'un coin du globe plus encombré que l'autoroute et le ciel réunis. Le CROSS, pourtant, ne connaît aucune journée de répit, et pour ne pas inquiéter ses visiteurs, le préfet maritime, le vice-amiral d'escadre Lefebvre, se limita à l'actualité de la semaine en cours.

Quelques heures plus tôt, avant l'aube, un cargo avait failli s'échouer sur Ouessant. Un autre était toujours porté disparu, malgré les recherches, peut-être renversé par des crues de 15 mètres. Le *Dylos*, un navire chypriote avait perdu dix-huit containers sous les yeux d'un équipage d'hélicoptères de la marine, et on cherchait toujours à connaître, auprès de l'armateur, la nature exacte du chargement passé par-dessus bord. Tous les moyens civils et militaires étaient sur le pied de guerre depuis le début de l'hiver. L'*Abaila-Flandres*, le remorqueur-chien Bernard, ne comptait plus ses sorties périlleuses ni les équipages les héraldiques de marins époués. En

janvier, un céréalier en feu avait été ramené vers Brest. Le remorqueur d'une barge panaméenne bourrée de 600 tonnes de fuel avait laissé quelques sœurs froides parmi le personnel de l'observatoire côtier.

C'était là le tout-venant d'une semaine ordinaire, et on n'avait pas forcé le trait pour le premier ministre. Simplement, les hommes du CROSS, les commandants de remorqueurs, les officiers de la marine, les équipages d'hélicoptères regrettaient de n'avoir pas pu retrouver le *La Fayette*, ce chalutier disparu avec cinq marins à son bord. A ces cinq-là, Michel Rocard dédia indirectement son intervention, un point bref sur les mesures gouvernementales, soumises d'abord aux sauveteurs, à ces contrôleurs, devenus, par la pression de l'époque, les spécialistes de la lutte contre les pollutions maritimes.

La plus grande  
fermeté

Le premier ministre leur demanda de réprimer « avec la plus grande fermeté (...) certains comportements inadmissibles en mer ». Il leur en fournissait les moyens juridiques, par la présentation prochaine d'un projet de loi « étendant aux rejets de substances toxiques les sanctions pénales déjà prévues pour les rejets d'hydrocarbures à la mer ». Un autre projet de loi allait étendre au-delà des eaux territoriales la zone de répression, en vertu du droit international. Dunkerque allait recevoir un autre remorqueur de type

Abella. L'Etat s'engageait, par l'intermédiaire de M. Jacques Mellick, ministre chargé de la mer, à multiplier les démarches auprès de l'Organisation maritime internationale (OMI), afin d'obtenir un contrôle plus strict des armements de cargaisons. Une décision de sévérité était d'ores et déjà prise pour les ports français.

M. Michel Rocard annonça aussi aux hommes du CROSS qu'ils avaient quelques chances, dans l'avenir, et toujours par pression sur l'OMI, de connaître enfin ce que trop d'armateurs, de capitaines cachaient au large d'Ouessant : les positions des navires, leur route, et surtout la nature de leur cargaison. Récemment, un cargo chargé d'ammunition avait emprunté un couloir trop proche des côtes. Heureusement, il avait eu la courtoisie de signaler sa présence par radio...

Il fut aussi question des activités nautiques de loisir en Méditerranée. Trois cent mille embarcations ou engins non immatriculés s'étaient égarés l'été dernier. On ne reprendrait pas un tel pari sur l'absurde. Une campagne d'information allait être lancée, et, là aussi, l'heure d'une plus grande sévérité approchait. Mais, pour les hommes du CROSS de Bretagne, c'étaient là brouillures de mer ou de ciel. Ils tenaient leur projet de loi sur les bateaux à produits toxiques et ils laisseront donc repartir le premier ministre, pour suivre sur l'écran-radar l'errance fautive du cargo libérien.

PHILIPPE BOGGIO

سكنا من الاموال



## SOCIÉTÉ

### ILE-DE-FRANCE

#### Dans un Livre bleu

## Les élus de droite mettent en cause le rôle de l'Etat

Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, le président du conseil régional de l'Ile-de-France, M. Pierre-Charles Krieg (RPR) et les cinq présidents de conseils généraux de droite de la région parisienne — dont M. Charles Pasqua (Hauts-de-Seine) — ont présenté, jeudi 15 février, un document qu'ils ont signé ensemble : le Livre bleu de l'Ile-de-France, en réponse au Livre blanc publié récemment (le Monde du 1<sup>er</sup> février) que des experts avaient rédigé à l'initiative du premier ministre.

Le Livre bleu est une défense et illustration de la région parisienne qui, depuis le premier schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de 1965, a accompli des progrès considérables. Ses auteurs ressentent l'analyse du « mal vivre » dans l'agglomération exposée par les experts comme une accusation. Ils mettent en exergue les bénéfices apportés en vingt-cinq ans aux Français qui disposent aujourd'hui de « l'un des meilleurs réseaux de transport du monde ». Deux millions de logements ont été construits pendant cette période. La situation des lycées est « enfin redressée » grâce aux trois milliards que le conseil régional a consacrés à ces établissements scolaires chaque année. La politique des villes nouvelles a réussi.

Certes, admet le Livre bleu, des difficultés subsistent. Elles apparaissent dans les domaines « qui, précisément, restent de la compétence de l'Etat : logement, universités, autoroutes, cohésion sociale et immigration ». Pour tout dire, les problèmes ont leur origine dans « l'action de l'Etat devenue progressivement inefficace ».

Pour que l'Ile-de-France retrouve toutes ses chances de devenir l'une des « toutes premières régions économiques européennes », le Livre bleu énonce les mesures à prendre : simplifier les règlements et procédures à l'usage des entreprises ; multiplier les sites

d'accueil pour les activités économiques « à l'est sans pénaliser l'ouest » et sans « dégrader l'Ile-de-France » ; créer un téléport régional, c'est-à-dire un ensemble de sites d'activités dotés d'un équipement en télécommunications particulièrement sophistiqué et performant. Mais le Livre bleu n'en indique pas la localisation.

#### Un « investissement massif »

La vie quotidienne des habitants de la région parisienne ne sera pas améliorée sans un « investissement massif » pour les routes et les transports en commun. Le Livre bleu évalue à 10 milliards de francs

par an le montant de l'effort nécessaire pendant vingt ans. Autoroutes à péage, réseau souterrain routier pour les véhicules légers, projets Météor et Eole de transports en commun ferroviaires et lancement d'une grande rocade en proche banlieue : les projets du Livre bleu et ceux du Livre blanc se ressemblent. La différence est ailleurs. Le Livre bleu réclame qu'une autorité unique — la région — soit chargée d'organiser les transports en Ile-de-France. La construction de 600 000 logements espérée en dix ans et la réhabilitation d'un nombre équivalent, exige que le gouvernement, « qui a souhaité conserver la responsabilité de la politique du logement, dégage les crédits nécessaires ». La région, les départements et les communes de l'Ile-de-

France consacrent actuellement 2 milliards de francs par an aux logements sociaux, souligne le Livre bleu, et « ils continueront ». Mais les signataires demandent le relèvement du plafond des ressources pour bénéficier de l'aide au logement ; ils veulent aussi, pour les opérateurs privés, la garantie d'un cadre fiscal « stable et incitatif ».

S'il s'aventure ainsi à quelques propositions sans localisation précise — respect des élus obligés — le Livre bleu n'est pas un document d'urbanisme. L'idée qui le traverse se résume à celle-ci : le rôle des collectivités locales doit être renforcé, celui de l'Etat sinon effacé du moins atténué.

CHARLES VIAL

## Un acte politique

par CHARLES VIAL

FRONT du refus, « amical de ceux qui veulent que rien ne change », selon le propos de M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste au conseil régional, ou simples « réflexions sur le Livre blanc de l'Ile-de-France » comme l'intitulent modestement ses auteurs, le Livre bleu est d'abord un acte politique.

Ce n'est pas M. Jacques Chirac qui dira le contraire. En présentant ce document à la presse, le maire de Paris n'a pas mâché ses mots pour réaffirmer la « mystification romanesquement orchestrée par M. Rocard et le Parti socialiste » sur ces problèmes de la région parisienne. L'attitude « trompeuse et irresponsable » du gouvernement depuis qu'il a ouvert le chantier Ile-de-France, la « description dramatisée de la situation actuelle » contenue dans le Livre blanc qu'il a commandé, auraient accablé les élus de droite à la riposte. La volée sous la forme du Livre bleu.

Les élus de droite ? Pas tous cependant. Le premier vice-président du conseil régional, M. Jean-Pierre Fourcade (UDF) a publiquement désavoué l'initiative de ses amis politiques, et souhaité

que, pour préparer l'aménagement de la région parisienne « l'on sorte du climat de guerre civile qui caractérise trop souvent les rapports entre majorité et opposition ».

Cette défection, et quelques autres plus discrètes mises à part, le droit a choisi son cri de guerre, qu'on pourrait décliner en quelques formules : moins l'Etat s'occupe de la région parisienne, mieux ce sera. Ou bien : il faut encore plus de décentralisation. En si l'on préfère résumer par un proverbe : charbonnier est maître chez soi.

Une telle revendication transcende au-delà des clivages strictement politiques. Il n'est pas indispensable d'être dans l'opposition pour se méfier de l'Etat et pour estimer que, plus les décisions sont prises par les élus les plus proches des citoyens, mieux cela vaut. Toutefois, la droite étant largement majoritaire dans la région, puisqu'elle détient Paris et cinq des sept départements, le couple Etat-région est aussi, sous un gouvernement socialiste, tenu d'antagonismes politiques. Et la bataille que mène le maire de Paris, le président RPR du conseil régional, les deux

présidents RPR du conseil général et les trois UDF pour défendre leur territoire, a pris, avec le Livre bleu, l'allure d'une dénonciation de la méthode Rocard. A leurs yeux, la méthode Joxe ne veut d'ailleurs guère mieux, et c'est un euphémisme, après les déclarations du ministre de l'Intérieur au colloque de Créteil le semaine dernière, évoquant les « maffieux », qui séviraient dans certaines communes de la région parisienne (le Monde du 14 février).

Passé les coups de menton et les invectives clameurs, les élus de l'Ile-de-France n'en devront pas moins travailler ensemble. M. Chirac ne voudrait-il pas que le gouvernement dépose un projet de loi désignant la région non pas seule responsable de la préparation du nouveau schéma directeur mais corresponsable avec l'Etat ? Nuance. La droite qui a elle-même commis des erreurs dans la rédaction du Livre blanc ne peut aujourd'hui se tenir à l'écart du débat sur l'avenir de la région parisienne. A deux ans des élections régionales, l'enjeu est de taille et l'Ile-de-France ne peut être abandonnée ni aux techniciens ni aux socialistes...

— A quels domaines devrait s'étendre ce transfert de compétences ?

— Il doit porter sur l'investissement, mais aussi sur la partie de programmes de recherche et d'enseignement à définir avec les partenaires économiques : l'entente d'ailleurs par là plus filiales que programmes. La gestion des entreprises ou la biologie doivent enseigner à peu près partout de la même façon pour la théorie. L'important est de déterminer où on va les enseigner et comment. C'est-à-dire avec quelle participation des acteurs économiques dans les conseils d'administration et l'enseignement lui-même, avec quelle coopération entre les laboratoires de recherche industrielle et la recherche universitaire.

#### Le risque électoraliste

— N'y a-t-il pas, malgré tout, un risque que les besoins économiques régionaux passent de façon excessive dans les décisions ?

— Il y a effectivement deux écueils, pour lesquels il faudra des garde-fous. Le premier est la tentation de ne répondre qu'à des besoins économiques immédiats, au détriment des disciplines fondamentales et de la qualité de l'enseignement. Le second est le comportement électoraliste, « arrondissementier », qui consiste à vouloir implanter une antenne universitaire dans chaque chef-lieu de canton, avec des collèges universitaires de premier cycle dans le support de deuxième, et surtout de troisième cycles de recherche. L'Etat devra jouer là tout son rôle.

— C'est à la fois pour une raison d'échelle et pour éviter ce second écueil que je crois que la région est le bon niveau de décentralisation, plutôt que le département : on prévient ainsi la pression excessive des débouchés locaux, aussi bien que l'investissement de sommes considérables dans des équipements voués à être sous-utilisés.

— Il y a aussi un risque d'accroître les inégalités entre les régions.

— Il suffit pour cela, dans le cadre d'un transfert des ressources de l'Etat aux régions, de prévoir un système de péréquation, comme cela se fait pour la taxe professionnelle.

— Comment accroître l'autonomie des universités ?

— Grâce à une véritable autonomie financière avec des budgets globaux pluriannuels. Il faut aussi réfléchir à la possibilité pour les universités, à côté du recrutement national, d'embaucher des professionnels ou des universitaires étrangers comme enseignants associés, en leur offrant un traitement convenable. Il faut aussi encourager la qualité de l'enseignement et de la recherche par des primes versées par les universités, en fonction de critères définis par elles. Dans le contexte européen concurrentiel de demain, nous devons savoir garder les meilleurs de nos enseignants-chercheurs.

— A Lyon, comment comptez-vous mettre en œuvre la décentralisation et l'autonomie ?

— En tant que président de la communauté urbaine de Lyon, je vais acheter la Manufacture des Tabacs, qui va apporter 45 000 mètres carrés de plus aux trois universités publiques. J'ai dû bagarrer avec le ministre... pour ce cadeau fait aux universités. Leurs trois présidents sont en train de travailler, en équipe et en toute liberté, avec le recteur d'académie à la définition d'un projet pédagogique d'utilisation des locaux. L'Etat ne donnera que 20 % de la somme totale. Ce qui est frustrant pour nous, c'est de voir le rôle de la communauté urbaine réduit à celui de régisseur d'immeubles. Ce n'est pas là l'esprit d'une décentralisation bien comprise.

J'ai écrit à François Mitterrand parce que, dans les grandes crises, l'Etat doit remplir sa mission à son niveau, qui est le plus élevé. Mais pour le quotidien, il faut faire confiance aux villes et aux régions de France.

Propos recueillis par FRÉDÉRIC GAUSSEN

### JUSTICE

#### La grève des barreaux pour la réforme de l'aide légale

## Un mouvement très diversement suivi

Les avocats des cent quatre-vingts barreaux français étaient en grève jeudi 15 et vendredi 16 février, à l'appel de la conférence des bâtonniers, afin de protester contre le système actuel de l'aide légale, qui s'adresse aux plus démunis des justiciables. Les barreaux de Paris, Marseille et Lyon, qui disent « s'associer » au mouvement, avaient cependant décidé de ne pas se joindre à la grève.

Les avocats avaient promis deux jours d'absence. Deux jours d'une grève à modalité variable, votée par barreau, dans toute la France. Les plus déterminés avaient fait le choix d'une grève « totale », refusant de plaider leurs dossiers, sauf « urgence » ou « cas particulier ». A 10 heures, jeudi 15 février, dans tous les tribunaux français, le bâtonnier est venu remettre au chef de juridiction une lettre expliquant les motifs de ces deux journées de protestation. « Les avocats ont une haute idée de leur mission et considèrent qu'il n'y a de justice que si son accès est possible aux plus démunis », expliquent-ils. Or aujourd'hui, de nombreux domaines sont exclus de l'aide légale, surtout le conseil et la prévention, de nombreux justiciables n'ont pas accès en raison d'un plaidement inadéquat, et les indemnités versées sont inférieures au coût d'exploitation du cabinet le plus modeste et à une défense au rabais.

Le système, il est vrai, fonctionne fort mal. Le budget de l'aide légale — qui regroupe l'aide judiciaire au civil et les commissions d'office au pénal — a atteint 434 millions de francs en 1988. Une misère, disent les avocats : moins de 3 % des dépenses de la chancellerie... Cette aide aux justiciables les plus démunis est allouée avec une grande parcimonie : pour bénéficier d'une prise en charge totale, il faut disposer de moins de 3 465 francs par mois, majorés de 390 francs par enfant en charge. Une misère de deux enfants touchant un salaire net mensuel de 6 200 francs ne peut donc y avoir accès.

#### « La méthode de la commission »

La rémunération des avocats est, elle aussi, dérisoire : 1 060 francs pour un dossier d'assises, 290 francs pour un dossier de correctionnelle. Quelles que soit la complexité et l'importance de la procédure, l'indemnité horaire de ces dossiers d'aide légale varie ainsi entre 56 et 74 francs de l'heure, disent les avocats. Une somme dont il faut déduire les charges du cabinet, qui représentent souvent la moitié du chiffre d'affaires. Les avocats supportent ainsi la charge d'un système d'aide aux plus démunis. Ce qui n'est pas le cas des experts et des huissiers qui sont, eux, rétribués « normalement » lorsqu'ils travaillent.

ANNE CHEMIN

#### Pour 4,3 millions de francs « prélevés » puis remboursés

## L'ancien maire (CDS) de Salon-de-Provence inculpé d'abus de confiance

#### CANNES

de notre correspondant régional M. Jean Francou, soixante-dix ans, ancien sénateur et ancien maire de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), a été inculpé mercredi 14 février à Lyon d'abus de confiance, par un conseiller de la chambre d'accusation de Lyon, chargé de l'instruction. Dans un communiqué publié mercredi, M. Francou affirme que « cette affaire était de nature strictement politique et [n'enchaînait] en rien [son] honneur. Je réserve à la justice, a-t-il ajouté, les explications que je lui dois. Elles aboutiront à écarter les soupçons que mes adversaires, à des fins électoralistes, auraient voulu faire peser sur moi ».

Peu après sa défaite aux élections municipales de mars 1989, M. Francou avait fait une étonnante confession en reconnaissant avoir épongé sur ses deniers personnels un « trou » de 4,3 millions de francs apparu dans les comptes de deux associations paromunicipales, à la suite d'erreurs de gestion, dont il aurait été comptable en tant que maire (le Monde du 26 mai 1989). En réalité, les fonds manquants correspondaient à des prélèvements, en espèces, qu'il avait effectués entre 1975 et 1988, auprès du bureau économique et, surtout, du comité d'action sociale du personnel de la commune. L'argent lui avait été

remis contre des reçus signés de sa main, sous forme d'avances au profit d'associations de membres du personnel ou d'œuvres humanitaires non nommément désignées. Soit directement, soit par l'intermédiaire de M. Christian Kert, son premier adjoint, aujourd'hui député (CDS) des Bouches-du-Rhône, à qui il a également signé des reçus. M. Francou, qui a ensuite justifié ces prélèvements par la nécessité de financer ses campagnes électorales, s'était effectivement acquitté de sa « dette », par trois chèques émis entre le 28 avril et le 17 mai.

Tout en s'abstenant de déposer plainte, le nouveau maire (PS) de Salon-de-Provence, M. André Vaillet, avait cependant informé les pouvoirs publics de l'affaire et avait été entendu par le procureur de la République d'Aix-en-Provence, M. Robert Magnier. Peu après celui-ci avait décidé l'ouverture d'une information judiciaire qui a abouti à l'inculpation de M. Francou.

Parallèlement, M. Vaillet a fait procéder par un cabinet privé à un audit critiquant sévèrement la gestion de l'ancienne équipe municipale et a saisi la chambre régionale des comptes. Le maire de Salon-de-Provence a aussi été autorisé par son conseil municipal à se constituer partie civile dans l'instance pénale engagée contre M. Francou.

G. P.

### ÉDUCATION

## Un entretien avec M. Michel Noir

Suite de la première page

Qu'a obtenu Roger Fauroux en leur faveur ? Cinq milliards de dotation publique, alors que la recette nette, pour l'Etat, des entreprises publiques est de 15 milliards de francs : c'est là un mode de traitement très « capitaliste » !

— Appliquer cette méthode aux entreprises industrielles — Rhône-Poulenc, Pechiney, Thomson et Renault — rapporterait à l'Etat 34,7 milliards. Mais on peut l'étendre aux assurances (UAP, GAN, AGF) et aux banques (BNP, Crédit lyonnais), ce qui permettrait de dégager 36,5 milliards supplémentaires.

— Quels seraient à vos yeux les investissements prioritaires ?

— Il faudrait consacrer deux tiers des 30 milliards ainsi dégagés à l'investissement « pur » : remise en état des locaux, étant donné les retards pris, et construction de nouveaux locaux — extension des universités — ou création de nouvelles antennes universitaires. La création d'une place nouvelle étant évaluée à 120 000 F, on pourrait ainsi accueillir 85 000 étudiants supplémentaires, ce qui correspond aux flux attendus pour les deux années à venir. Et l'on viendrait, d'un seul coup, à bout du passif accumulé, de façon à accueillir convenablement l'ensemble du personnel et des usagers.

— Mais faire du mètre carré ne suffit pas. Il faut aussi, avant de retomber dans la logique budgétaire normale, prendre de grandes initiatives en matière d'accroissement de l'équipement des bibliothèques et des laboratoires de recherche et de construction de places nouvelles dans les restaurants et les cités universitaires. Les problèmes

qualitatifs et quantitatifs sont intrinsèquement liés, même si c'est l'explosion des effectifs qui a posé plus spectaculairement les questions de fond.

#### « C'est la région qui doit décider »

— Un débat s'est instauré sur la décentralisation des universités. Comment vous situez-vous à ce sujet ?

— Qu'on le veuille ou non, il faudra décentraliser l'enseignement supérieur. La loi de l'histoire et celle de l'efficacité nous l'imposent. Les universités ont besoin d'autonomie et de partenariat avec l'environnement socio-économique, comportements qui ne peuvent se déployer dans un univers centralisé. La professionnalisation des filières, comme le maintien d'un haut niveau de recherche au sein de pôles d'excellence régionaux rassemblant des universités dynamiques, le commandent également.

— L'Etat doit continuer à jouer un rôle de régulateur. La définition des programmes nationaux, l'évaluation de l'enseignement et la collation des grades doivent continuer à relever de lui. Mais il doit, chaque fois que c'est possible, ne pas être administrateur ou gestionnaire et encore moins seul décideur. Il faut donc un transfert de compétences, par l'établissement de schémas régionaux de formation sur une durée de trois à cinq ans, comme cela se pratique pour la formation professionnelle, sur une base tripartite : Etat, région, universités. L'Etat doit jouer tout son rôle dans les négociations, avoir un droit de seconde lecture, voire de veto sur certains sujets. Mais c'est la région qui doit décider.



## THÉÂTRE

## « La langue plus longue que le nez »

Quand une vedette populaire, Belmondo, rencontre le rôle le plus célèbre du répertoire : Cyrano

Comme *Cyrano de Bergerac* a été un triomphe, comme cette pièce est restée très « populaire », en France comme partout dans le monde (en Chine, de 1985 à 1989, au Théâtre national du peuple de Shanghai, *Cyrano* a provoqué des ovations chaque soir), et comme aussi cette pièce en France depuis sa création a souvent été jouée dans des décors académiques, dans des mises en scène vaines, nous avons tendance à voir dans *Cyrano* un brillant exercice d'acrobatie, plutôt cocardier (« *Sommes clairs, chantez coucou, voici les cadets de Gascogne* »), et dans Rostand un rimeur radieux.

L'élite a fait grise mine à Rostand. Il faut dire que le triomphe de la première de *Cyrano* a eu lieu le 28 décembre 1897, or les bons théâtres avaient joué, ces temps-là, des choses magnifiques de Strindberg, Ibsen, Molière. Même des pièces plus rares, comme *Les Cenci*, de Shelley, le *Faust*, de Marlowe, une sublime pièce indienne, le *Chariot de terre cuite*.

Le grand public, lui, et plusieurs écrivains moins chevronnés restent à la création de *Cyrano* enthousiaste. Une enquête est lancée par un quotidien, *Le Journal*. Les femmes doivent dire quel est le héros littéraire qu'elles aiment le plus, les hommes quel est celui qu'ils voudraient être. Les deux listes diffèrent, les femmes citent Werther, Don Quichotte, Alice, des Grioux, les hommes préfèrent Sherlock Holmes, Robinson Crusoe, Roméo et, curieusement, Alceste. Mais les femmes comme les hommes citent en tête de liste, avec une énorme avance, *Cyrano de Bergerac* (bien sûr celui de Rostand, pas l'écrivain du XVIII<sup>e</sup> siècle dont Rostand s'est inspiré). (Accord des hommes et des femmes aussi sur le deuxième de la liste : Jean Valjean.)

Mais, bon public, spectateurs de bonne volonté comme privilégiés boudeurs refusent étrangement de voir ce qu'est, sans mystères, *Cyrano* : l'histoire d'un raté, d'un vaincu, d'un homme incapable de réaliser les choses, de les vivre. L'Algon lui aussi aura, sera un impuissant, et Chantecler dira : « Je ne pourrai pas ! Je ne vais pas pouvoir ! Je ne pourrai jamais ! Je suis au désespoir ! ».

Edmond Rostand lui-même était un homme timide, empêché, solitaire, et deux ans après ce triomphe de *Cyrano* qui le dépassa, qui l'angoissa, il tombe dans une maladie de l'esprit, pas une psychose maniaco-dépressive mais quelque chose de cet ordre. Il fuyait la ville, restait dans sa maison du Pays basque, enfermé dans une chambre, les volets clos, refusant de voir personne, de manger...

## Mangeaille et poésie

A propos d'alimentation, l'une des bizarreries de *Cyrano de Bergerac* est que cette pièce pourrait s'appeler « *La Grande Bouffe* ». Au premier acte, le décor du Théâtre de Bourgogne comprend un buffet, avec vins fins, fruits, gâteaux, et la « distributrice » propose tout un repas à *Cyrano* qui n'accepte qu'un grain de raisin, un seul, et un verre d'eau et un demi-macaron. Mais nous voyons aussi des spectateurs qui ont apporté leurs « provisions de bouche » : « *Lorsqu'on est en avance, on est bien pour manger* », disent-ils. Enfin apparaît dès cet acte I le cuisinier Ragueneau, qui nous dit que ses clients lui paient en odelettes et tricotés ses tartes et ses pains au lait.

L'acte II se passe tout simplement dans la « rôtisserie-pâtisserie » de Ragueneau, dans un

décor d'oies, de canards, rôties, gibiers, jambons, « *quinquante de broches* » et « *villages de petits fours* ». Nous assistons à une valse endiablée de mangeaille et de poésie. Là encore, *Cyrano* ne touche à rien.

L'acte III, c'est la célèbre scène du balcon, la nuit. Il est tout de même difficile de casser là des vitraux, mais, contre toute attente, l'acte IV, qui nous transporte au siège d'Arras, n'est que faim, appétit, et arrivée de Ragueneau, dans les lignes de combat, avec galantines, gigots, ortolans, vins de Bourgogne, sanctions d'Arras, etc. « *Vous ne pensez qu'à manger* », dit *Cyrano*, pas content.

L'acte V, la mort de *Cyrano* dans un convent, serait banal si les acteurs s'y baignaient, mais une saur accusée une autre d'avoir « *repris un pruneau de la tarte* ». Il est question aussi d'une « *bonne trise gourmande* », et pour nous dire comme elles prennent soin de *Cyrano*, vieux et souffrant, qui va avouer : « *J'aurai tout mangé, même ma mort* », des religieuses murmurent :

« *Nous fabriquerons pour lui des pâtes d'angelique.* »

Mais enfin ce n'est pas un très bon catholique... Edmond Rostand, par cette obsession de la nourriture, a-t-il voulu souligner, en regard, la préoccupation de *Cyrano* ? M. Patrick Beaulieu, qui a annoté sa remarquable édition de *Cyrano de Bergerac* dans la collection « Folio » de Gallimard, pense que *Cyrano* ne mange pas parce qu'il parle sans cesse, et qu'il ne peut parler la bouche pleine. C'est drôle, mais l'idée de Rostand est sûrement plus grave.

Jean-Paul Belmondo joue à présent *Cyrano*, la pièce est mise en scène par Robert Hossein. Belmondo est très aimé du public, à juste raison, il est très sympathique,

et la mise en scène de son copain Robert est tumultueuse et abondante, et toutes les places sont louées d'ici ou ne sait quand.

Dans la pièce, Rostand fait dire à *Cyrano*, à propos de l'acteur Montfleury : « *C'est un acteur déplorable, qui guille et qui soulève avec des « han ! » de porteur d'eau les vers qu'il faut laisser s'envoler.* »

Bon, jamais nous ne dirons, nous n'avons pensé pareille chose de Belmondo, mais tout de même il serait meilleur s'il disait son texte moins vite, moins crié, plus senti. Cela dit, il est évident que Belmondo est extrêmement gêné, pour jouer, par le nez monstrueux, immonde, qui lui a été collé. Les photos montrent que le nez de Depardieu, pour le *Cyrano* qu'il joue au cinéma, est très réussi, une augmentation légère du vrai nez de Depardieu, ça suffit. Comme dit Jules Renard dans son *Journal* : « *Si la langue est plus longue que son nez.* » Ce qui est stupide, c'est que cet énorme nez public vient voir Belmondo tout autant que *Cyrano*, c'est sûr, or avec ce nez répugnant Belmondo est méconnaissable, ce n'est plus lui du tout. Il n'y a qu'une chose à faire, qui est simple : changer ce nez. Nous verrons à ce moment-là comment Belmondo joue *Cyrano*.

Bonne interprétation de Béatrice Agenin (Roxane), Michel Beaune (Le Bret), Antoine Niozel (Christian), Lucien, Pascal (le coquin), Pierre Vernier (de Guiche), Jean-Pierre Bernard (Carbon de Castel Joloux), mais ils sont une foule sur le plateau, impossible de citer tout le monde.

MICHEL COURNOT

► Carré Marigny. Du mardi au samedi à 20 h 15. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-04-51. Durée : 3 heures. De 25 à 350 F.

## DANSE

## Désastre à Garnier

« *Peer Gynt* » avec John Neumeier et son Ballet de Hambourg : calamiteux

La saison 89-90 n'est qu'à mi-cour, mais elle tient déjà un de ses navets majeurs avec ce calamiteux *Peer Gynt* apporté par John Neumeier et son Ballet de Hambourg. Mieux vaut oublier ici la pièce d'Ibsen dont il prétend s'inspirer, sa fantaisie souveraine, sa poésie flamboyante et son mystère, car on ne retrouve rien de tout cela sur le plateau. On n'en voit qu'une paraphrase laborieuse, confuse et éprouvante, la laideur des décors et costumes de Jürgen Rose n'ayant de rival que celle de la musique, tonitruante et vulgaire, du compositeur soviétique Alfred Schnittke.

Après une sorte de prologue montrant la mère Aase qui accouche de « sept visages de Peer » (l'enfance, l'envol, l'érotisme, etc. : sept danseurs se tortillant comme des vers), on suit tant bien que mal les aventures du héros — ou de l'anti-héros — norvégien. La rencontre avec Solveig, l'enlèvement d'Ingrid le jour de ses noces, la fuite dans la montagne et l'épisode chez les trolls forment le premier acte : on est sidéré par le cafouillage et le bafouillage de la chorégraphie, dont le néoclassicisme exagéré cherche dans l'agitation et l'éclatement un surcroît de vitalité. Pas une ligne claire, pas une architecture ou un détail lisible.

## Retire l'oeuf

Les choses empirent encore, s'il se peut, dans le second acte, qui s'achève au premier. Les aventures africaines de Peer sont transposées dans le monde du spectacle : l'idée n'était pas du tout mauvaise, sa réalisation est un désastre. Peer fait carrière successivement dans la danse, au music-hall et au cinéma, dans un embrouillamini de girls, de figurants, d'invités à la « party » d'Anitra, d'esclaves et de contorsionnistes. Il finit chez les fous — et nous, épuisés, au bar du palais-Garnier pour un long entracte.

La seconde partie est un peu moins pénible — ne serait-ce que parce qu'elle se cantonne dans les



Un tableau de « Peer Gynt ».

gris — mais tout aussi ennuyeuse. On peut sauver une image, celle de Peer rentrant au pays dans sa barque, seul sur l'océan. Et peut-être celle des dizaines de Peer tous semblables qui envahissent le plateau, foule anonyme à la Folon, assez angossante. Solveig devient aveugle y reconnaît son homme. Le déshabillé. Manquait un prétexte à la sur la relire, bien au chaud chez soi, son lieu d'aller à l'Opéra.

SYLVIE DE MUSSAC

► Palais-Garnier, jusqu'au 18 février. Tél. : 47-42-53-71.

## NOTES

## La collection de Marin Karmitz

Marin Karmitz, producteur et distributeur (MK 2), distribue *Maman, de Romain Goupil* (le Monde du 16 février). En ce mois de février, il lance, sous le sigle « MK 2 Découvertes », une collection de films d'auteur, de films rares qui ont besoin d'un traitement particulier pour toucher leur public potentiel. Le principe de « MK 2 Découvertes », c'est une sortie par mois à Paris, dans une seule salle, la meilleure salle de Marin Karmitz, le 14 Juillet Odéon. Tout a commencé avec la sortie, le 7 février, de *Let's Get Lost*, film américain de Bruce Weber (le Monde du 14 février). A partir du 7 mars, on pourra voir *Pourquoi Bodhi-Dharma est-il parti vers l'Orient ?*, œuvre coréenne de Yong Kyun-bae, présentée, l'an dernier, dans la section officielle d'un certain regard au Festival de Cannes. Et, à partir du 28 mars (pour avril), *Mona et moi*, de Patrick Grandperret.

## La Chine à Paris

L'association Voyageurs en Chine (anciennement Carrefour de la Chine), organise le samedi 17 février une journée sur la « Richesse infinie de la civilisation chinoise », au centre de conférences Pantheon, 16, rue de l'Éstrapade, Paris-5<sup>e</sup>. Parmi les thèmes abordés : la musique régionale, les grandes tendances de l'art, les contes et légendes ainsi que deux films, l'un sur l'Opéra de Pékin et l'autre qui a pour origine la traduction en chinois de l'essai de Roland Barthes, *Fragments de discours amoureux*. Des artistes chinois feront aussi des démonstrations de calligraphie et de gravure de sceaux. (Voyageurs en Chine, 48, rue Sainte-Anne, 75001 Paris. Tél. : 42-61-60-26 ou 42-60-32-90.)

► Rectificatif. — C'est par erreur que nous avons écrit dans l'article consacré à l'exposition Soliman le Magnifique au Grand Palais (*Le Monde* du 16 février), que le grand vizir Ibrahim avait été assassiné en 1556 : il l'a été en 1536.

## CINÉMA

## La mémoire affective de Michel Drach

Film sur son enfance, « *les Violons du bal* » aura été son plus grand succès

Le cinéaste français Michel Drach est mort le 15 février d'un cancer au poumon. Il était âgé de cinquante-neuf ans (voir dernières éditions du 16 février).

Né à Paris, le 18 octobre 1930, Michel Drach fait des études de peinture à l'Académie des beaux-arts. Mais son cousin, Jean-Pierre Melville, l'orienta vers le cinéma et, à dix-sept ans, il est assistant sur *le Silence de la mer*. A partir de 1951, Michel Drach réalise quelques courts métrages. Il a créé, pour cela, sa maison de production, Port-Royal Films. A l'école de Jean-Pierre Melville, il a appris les méthodes de production et de tournage qui vont être celles de la « nouvelle vague » et c'est poussé par elle, qu'il réalise son premier long métrage. On n'enregistre pas le dimanche (budget de 25 millions d'anciens francs, cinq semaines de tournage, décors naturels, acteurs inconnus), qui reçoit le prix Louis Delluc 1959 devant *A bout de souffle* de Godard, mais Michel Drach n'en devient pas pour autant célèbre. Il renonce au style « nouvelle vague » pour *Amélie ou le temps d'aimer* (1961), film d'amour romantique d'après un roman de Michèle Augot, remarquable par son réalisme psychologique et l'interprétation de Marie-José Nat, épouse du réalisateur. Les distributeurs n'en voulaient pas. Quand le film sort enfin, en 1963, c'est un échec. Michel Drach accepte, alors, des besognes commerciales : *la Bonne Occase* (1965), *Safari diamants* (1966). Et réagit, pour la télévision, une feuilleton historique d'après Alexandre Dumas : *les Compagnons de Jésus* (1968).

Il revient au cinéma en 1970, avec *Elise ou la vaine vie*, très belle adaptation d'un roman de Claire Etcherelli. (Prix Femina 1967), histoire d'amour entre une jeune fille de province et un ouvrier d'usine algérien, en 1953, en pleine guerre d'Algérie. L'œuvre, interprétée par Marie-José Nat et Mohammed Choukri, fait un certain bruit dès sa présentation officielle.

JACQUES SOLER

## Sauvagerie ordinaire au Festival de Berlin

## BERLIN

## de notre envoyé spécial

Au cœur bouillonnant du festival, la cafeteria, c'est peu dire que l'on se croise : il n'y a jamais eu autant de monde, on se bouscule, on se pousse, mais il y a une sorte d'ambiance ambiante, en dépit de la foule, en dépit des films. On est résigné. Il y a eu les jours tristes. Ainsi celui avec les Anges, film suisse de Jacob Berger, parlé anglais, tourné à Barcelone avec en « guest stars » Angèle Molina et Cristina Oyos patronne de bordel esquissant un pas de flamenco. Exemple type d'« Europudding ». Évidemment, ça ne pouvait pas être bon, on aurait pu espérer moins lourdement poétique que les aventures de cet Américain rival d'un gamine des rues pour l'amour d'une jolie Noire, sorte de Schéhérazade qui n'arrête pas de raconter des belles histoires.

Le film suivant, *Silent Screem* de David Heyman était la biographie éclatée d'un Anglais, Larry Winters, emporté pour avoir tué un barman. Il a pris beaucoup de pilules — il en est mort — et écrit son journal. Le style de récit et de jeu rappelle furieusement les années 70, il est vrai que ça se passe à l'époque des cheveux longs, du zen et des pantalons pattes d'eph.

## Les affres de la promiscuité

On a quand même vécu des jours plus froids. Par exemple, quand on a la *Vengeance d'une femme* de Dillton (bizarrement mal accueilli à cause des sous-titres croix-ou) et ensuite la *Garde*, du Soviétique Alexandre Rogochkine. Un film très dur, en noir et blanc. Des blancs livides, des noirs écarlates. Des jeunes visages dans la lumière malsaine, dans

l'atmosphère confinée d'un vieux train qui, à travers des paysages neigeux et désolés, transporte des droits communs. Le voyage est long, les soldats n'ont rien d'autre à faire qu'à surveiller. Et se prouver leur supériorité. Les prisonniers ne sont rien pour eux. La promiscuité exacerbe les comportements, le bzu-tage de deux nouveaux tourne à la cruauté. Cruel comme un viol — il y a d'ailleurs une violence sexuelle dans l'acharnement à humilier.

Un rien, et le drame éclate, irrémédiable. L'épilogue se perd dans l'ornière surréaliste (en couleurs cirées) mais on sort de là suffoqué au bord de la claustrophobie. Le film se passe entièrement dans les couloirs étroits, les wagons exiguës, avec pour seul horizon le blanc funèbre de la neige. Pourtant la virtuosité d'intervient jamais sur l'émotion. Une émotion pure, qui ne doit rien à la psychologie, à une quelconque morale. Ce n'est pas un film à message. Il y a seulement des faits, des gens dont on ne sait rien, qu'on ne peut pas juger. Ils vivent.

« *Le film ne va pas pour l'Amérique* », a-t-on entendu à la sortie. C'était comme une condamnation sans appel. Pourquoi peut-on montrer mille fois les horreurs du Vietnam, les massacres d'Améri- que latine et pas cette description écorchée de la sauvagerie ordinaire ?

La présentation de la *Garde* a été précédée d'un court-métrage d'animation tchèque. Une merveille : la fabrication pièce par pièce d'un corps humain en terre glaise, dans une chambre de poupée qui finit par ressembler à la cabine des Marx, et dans laquelle le corps, formidablement fatout, s'entroule et s'endort.

COLETTE GODARD

1550 1550



# AGENDA

**VENDREDI 16 FÉVRIER**

## CINÉMA

## LA CINÉMATHEQUE

**Naissance d'une nation (1915),** de David W. Griffith, 16 h ; **La Lotta dell'uomo per la sua sopravvivenza (1967-1971, v.o. 1<sup>a</sup> partie),** de Roberto Rossellini, 19 h ; **India (1959, v.o. salle Eisner),** de Roberto Rossellini, 15 h.

**CENTRE  
GEORGES POMPIDOU**

**(42-78-37-29)**  
Le Cinéma cubain : la Bataille du Châti (1973-1975, v.o. s.t.f. -3<sup>e</sup> partie), de Patricio Guzman ; Jibaro (1986, v.o. s.t.f.), de Daniel Díaz Torres, 17 h 30 ; Assemblée générale (1960, v.o. s.t.f.), de Tomas Gutierrez Alea ; Historias de la Revolución (1960, v.o. s.t.f.), de Tomas Gutierrez Alea, 20 h 30.

**VIDÉOTHÈQUE  
DE PARIS**

**2, grande galerie,  
porte Saint-Eustache,  
Forum des Halles  
(40-28-34-30)**

**Les Maîtres de Paris : Théâtre :**  
Soufflante (1868) de Joazeiro Leão  
**Entrée des artistes (1938) de Marc Allégret,**  
14 h 30 ; **Policiera : Appelée à 17**  
**(1957) d'Edouard Molinaro, Fête divers**  
**(1982) de Raymond Depardon,**  
18 h 30 ; **Cover-Girls : Accusé de**  
**Gaumont, Tu seras certainement gentille**  
**(1967) de Dirk Sanders, 18 h 30 ; Minions**  
**de Vie d'un bouze (1931) de**  
**J. Lode, L'Assieme (1934) de Jean Vigo,**  
20 h 30.

## PARIS EN VISITES

**SAMEDI 17 FÉVRIER**

« L'œil de Minot, 10 h 30 et 14 h 30, rue Léo-Bollu (1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> métros). »

« Le Nouvel univers du quartier Pénance », 10 h 30, métro Pénance (V. de Anglade).

« Les Impressionnistes au Musée d'Orsay », 10 h 30, 1<sup>er</sup> rue de Beaubien, Métro République (M. Poirier).

« Le réfectoire gothique de l'ancienne abbaye de Saint-Marthe-des-Champs », 1 heures, 232, rue Saint-Marthe (Boulevard).

« Rodin et Camille Claudel », 1 heures, entrée du Musée Rodin (M-C. Lescaut).

« Arts charnels, Charbonniers de Chine » (cinéma péruvien), 13 h 30, 6 place de la République (M. Poirier).

« Promenade dans le quartier chinois à Paris : le troisième arrondissement », 14 h 30, métro Pontoise-de-Chioisy, sortie par la rue de Valenciennes (M. Poirier).

« Les Invalides, institution de Louis XIV », 15 heures, cour d'honneur, musée de l'Histoire (Monuments historiques).

« Paris vu par les peintres du XVIII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècles », 14 h 30, Paris et le

## LES EXCLUSIVITÉS

[illegible]

« La naissance de Paris à la crypte chalcédienne », 15 heures, entrée de la crypte, parvis de Notre-Dame, côté présidence de police (Monuments historiques).

« La Grande Arche et le quartier Défenses », 14 h 30, RER La Défense, arrêt L.M.-C. Lasserre.

« Cours et passages du vieux faubourg Saint-Antoine », 15 heures, sortie métro République-Chaligny (Résurrection du passé).

« 600 mètres sous terre dans l'aqueduc médiéval de Belleville », 14 h 45, Tour Télégraphe. Lampe de poche obligatoire.

« L'Hôtel de Camondo. Les fastes du Roi Monceau », 15 heures, 63, rue de Camondo (J. Haubert).

« L'Institut de France, la coupole, les escaliers », 15 heures, 23, quai Conti (Touraine culture).

« Le drame de Port-Royal dans son cadre du dix-septième siècle », 15 heures, 122, boulevard de Port-Royal (J. Haubert).

« La crypte archéologique », 15 h 30, entrée de la crypte, parvis de Notre-Dame (E. Roman).

## CONFÉRENCES

**SAMEDI 17 FÉVRIER**

270, rue Saint-Jacques, 14 heures :  
« Les croisades et les chrétiens d'Orient », par J.-C. Gaudon ; 18 heures :  
« La fondation de l'empire ottoman », par J.-P. Rouzet (Clio Les Amis de l'histoire),  
6, place d'Alsace, 15 heures : « L'art du Tibet », par G. Buguin ; 17 heures : « La nude vie instrument : privilège de la musique moderne de l'Inde ancienne », par M. Buguère (Musée Guimet).

116, quai de Jemmapes, 14 h 30 :  
« Viesilles physiques et psychiques », par J.-P. David.

Saint-Omer, maison d'éducation de la Légion d'honneur, 15 heures : « Jardins de rue : naissance et développement de l'anglais et parcs à « fabriquer » au dix-huitième siècle en Angleterre et en France », par D. Bouchard (Office de tourisme).

62, rue Saint-Armain, 18 h 30 : Les  
Templiers : histoire épique des moines chevaliers », par M. Lalong (Monuments historiques).

47, rue Raymond, 17 h 30 : « Les premiers français sur les pontons anglois pendant la guerre napoléonienne », par P. Masson (Les armées de la Maison de Balzac).

**DIMANCHE 18 FÉVRIER**

60, boulevard Latorou-Maubourg, 14 h 30 : « L'inde au quatuor » ; 15 h 30 : « L'Inde au quatuor » ; 16 h 30 : « Florence » ; par M. Bréville (Rencontre des peuples).

6, place d'Orléans, 15 heures : « Les sciences dans les tombes astrologiques de l'Inde » ; par K. Riboud (Musée Guimet).

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « L'ambassadeur Gréif Durchein, diplomate et prophète » ; par M. Jodin ; « Saint Magloire et la spiritualité celtique » ; par M. Jodin.

18, rue de Varenne, 14 h 30 : « Egypte » ; 16 heures : « Mexique » ; 17 h 30 : « Afrique interdite » ; films présentés par C. Courin.

7, rue de Solferino, 14 h 30 : « Pelagos et le grand hôtel de la Côte d'Azur » ; Nice, 15 h 30 : « L'Inde au quatuor » ; 16 h 30 : « L'Inde au quatuor » ; par M. Bréville (Rencontre des peuples).

62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « La spiritualité de Chénier et son désor de l'Inde » ; par M. Jodin ; « L'Inde au quatuor » ; par M. Bréville (Rencontre des peuples).

## LES FILMS NOUVEAUX

LA BAULE - LES BAINS. Film français de Claude Kury : Gaumont Les Indes, 1<sup>re</sup> (40-28-12-20) ; Rex, 2<sup>e</sup> (42-33-53-43) ; Ciné Studio-Baur, 3<sup>e</sup> (42-33-53-43) ; Gaumont Les Indes, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassadeur, 8<sup>e</sup> (43-59-13-45) ; UGC Cinéma, 8<sup>e</sup> (45-32-20-40) ; UGC Opéra, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; UGC Lyon Beaulieu, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; UGC Ulysse, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Mistinguo, 14<sup>e</sup> (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 15<sup>e</sup> (43-20-12-20) ; 14 Juillet, 15<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Les 18<sup>e</sup> (45-78-78) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; UGC Marlier, 17<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; UGC Marlier (en intégral), 17<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (40-35-10-36).

LES ENSCORCELÉS. Film américain de Vincente Minnelli : Gaumont Les Indes, 1<sup>re</sup> (40-28-12-20) ; Gaumont Les Indes, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Les Trois Rois, 8<sup>e</sup> (45-81-10-60).

QUEZAC, LE FILS DE GILLES. Carte : Lucernaire, 6<sup>e</sup> (45-44-57-34).

JOHANNA ET LA SORCIÈRE. Film français de René Nadjari : Forum Orient Express, 1<sup>re</sup> (42-33-52-28) ; Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-42-47) ; La Barre Zénon, 11<sup>e</sup> (43-37-42-47) ; L'Entrepreu, 14<sup>e</sup> (45-43-41-83).

MAMAN. Film français de Roméo Gual : Forum Horizon, 1<sup>re</sup> (45-08-22-22) ; Les 18<sup>e</sup> (45-78-78) ; 72-62) ; 14 Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (43-25-10-30) ; Georges V, 8<sup>e</sup> (43-59-13-45) ; Concordia, 9<sup>e</sup> (43-59-13-45) ;

14 Juillet Beaulieu, 11<sup>e</sup> (43-57-80-81) ; Les Nivaria, 12<sup>e</sup> (43-42-04-67) ; Favartta, 13<sup>e</sup> (43-31-56-86) ; Mistinguo, 14<sup>e</sup> (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-20) ; Epée de Bois, 15<sup>e</sup> (43-20-12-20) ; 14 Juillet Beaulieu, 15<sup>e</sup> (45-75-75-75) ; Pathé Cinéma, 15<sup>e</sup> (45-22-46-01).

OUBLIER PALERME. Film italien-français de Francesco Rosi, v.o. : Gaumont Les Indes, 1<sup>re</sup> (40-28-12-20) ; Gaumont Odéon, 2<sup>e</sup> (47-42-60-33) ; UGC Danton, 6<sup>e</sup> (25-10-30) ; Les Publicités, 6<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Les 18<sup>e</sup> (45-78-78) ; UGC Barrio, 11<sup>e</sup> (45-74-94-94) ; Gaumont Aléa, 14<sup>e</sup> (43-27-34-50) ; v.o. : Favartta Sa, 13<sup>e</sup> (43-31-56-86) ; Gaumont Les Indes, 14<sup>e</sup> (43-35-40-40) ; Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (43-20-12-20) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (45-28-42-42) ; Pathé Cinéma, 15<sup>e</sup> (45-28-46-01).

LE RENDE-VOUS DES DUMES. Film français de Paul Carpis : 14 Juillet Odéon, 1<sup>re</sup> (43-57-80-81).

LE SILENC D'AILLEURS. Film français de Guy Mounéy : Forum Orient Express, 1<sup>re</sup> (42-33-52-28) ; Epée de Bois, 5<sup>e</sup> (43-37-42-47) ; La Barre Zénon, 11<sup>e</sup> (43-37-42-47) ; L'Entrepreu, 14<sup>e</sup> (45-43-41-83) ; Pathé Français, 9<sup>e</sup> (47-70-33-88) ; Pathé Wexler, 11<sup>e</sup> (43-31-56-86).

SOLOVIOV, LE PREMIER GOULAG. Film soviétique de Marina Goltzinskaya, v.o. : Cosmos, 6<sup>e</sup> (45-44-25-25) ; La Triomphe, 9<sup>e</sup> (45-74-94-94).

## THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE

15 RUE MALTE BRUN 75006 PARIS M<sup>°</sup> GAMBETTA  
43 66 43 60

EN RAISON DU SUCCES  
PROLONGATION JUSQU'AU

**4 MARS**

**AVANT  
LA RETRAITE**

DE THOMAS BERNHARD

mise en scène de Claudia Stavisky

avec **VICTOR GARRIVIER,  
DENISE GENCE, ELEONORE HIRT**

coproduction Théâtre National de la Colline / Claude Mondon

**SARAH SEEDY**

**OPÉRA**, pp. (47-42-66-31) : UGC Gobelins, 12° (45-81-94-98) ; Pathé Cinéma, 18° (46-22-80-81).

**OLIVIER ET COMPAGNIE** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1° (42-23-36-83) ; UGC Montparnasse, 9° (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8° (41-74-53-53) ; UGC Lyon Bastille, 12° (44-52-43) ; Grand Pavlov, 15° (42-32-81) ; UGC Wappler, 15° (41-45-22-45) ; UGC Conception et Les Imagiers, 19° (45-22-47-94).

**OPÉRATION CRÉPUSCULE** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1° (42-23-42-26) ; George V, 9° (46-62-41-46) ; Pathé France, 9° (47-30-33-98).

**OUTRAGES** (G. de Sade, v.o.) : UGC Blériot, 9° (45-62-20-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31).

**PALOMINELLA ROSSEA** (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts 1, 9° (43-26-14-14).

**PAS NOUS, PAS NOUS !** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1° (42-23-42-26) ; Pathé Mangan-Concorde, 9° (43-59-82-82) ; v.f. : Pathé France, 9° (43-59-82) ; Fauvencis, 13° (43-31-36-36) ; Pathé Monnaie, 9° (47-43-20-20) ; v.f. : UGC Blériot, 9° (45-62-20-40) ; UGC Lyon, 12° (40-10-20) ; Pathé Cinéma, 18° (46-23-46-01) ; La Gambetta, 20° (44-38-10-96).

**LE PETIT DIABLE** (It., v.o.) : République, 14° (43-05-51-53) ; Denfert, 14° (43-21-41-01).

**LA PETITE VERVE** (Sov., v.o.) : Clichés, 9° (46-33-10-62).

**QUAND HARRY RENCONTRE GALLY** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1° (42-51-42-51) ; UGC Montparnasse, 9° (45-74-94-94) ; UGC Emittage, 9° (44-33-16-16) ; Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12° (44-52-43) ; UGC Gobelin, 13° (45-62-41-46).

**RETOUR VERS LE FUTUR 2<sup>e</sup> PARTIE** (A., v.o.) : George V, 9° (45-82-41-46) ; v.f. : Rex, 9° (42-38-83-93) ; Sept Passions, 14° (43-20-32-20).

**LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TERRIBLES** (Fr.) : George V, 9° (45-82-41-46).

**LA RÉVOLUTION FRANÇAISE : LES ANNÉES TERRIBLES** (Fr.) : George V, 9° (45-82-41-46).

**RIPOUX CONTRE RIPOUX** (Fr.) : Forum Horizon, 1° (43-06-87-87) ; Gaumont Les Halles, 1° (45-12-12-12) ; Gaumont Opéra, 9° (47-42-56-31) ; Bretagne, 6° (42-22-57-87) ; UGC Denton, 5° (42-25-10-30) ; Pathé Mangan-Concorde, 9° (43-59-82-82) ; Rex, 9° (42-38-83-93) ; UGC Norderm, 13° (45-61-94-95) ; UGC Gobelin, 13° (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 13° (45-74-74-74) ; La Juliette Beugnotière, 15° (45-74-74-74) ; Gaumont Convention, 15° (45-74-74-74) ; Mollat, 7° (40-59-00-16) ; Pathé Wappler, 18° (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20° (44-38-10-96).

**LES FANTÔMES** (A., v.o.) : UGC Emittage, 9° (45-63-15-16).

**SEA OF LOVE** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1° (40-28-12-12) ; Gaumont Ambassade, 9° (42-59-19-08) ; UGC Montparnasse, 9° (45-63-15-16) ; Miramar, 14° (45-24-50-33) ; Gaumont Opéra, 9° (47-42-56-31).

**SEXE, MENSONGES ET VIDÉO** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36) ; Utopie Champignon, 4° (43-28-26-26) ; UGC Montparnasse, 9° (45-74-94-94) ; v.f. : Miramar, 14° (45-24-50-33).

**SHOCKER** (A., A., v.o.) : Forum Orient Express, 1° (42-23-42-26) ; UGC Norderm, 13° (45-61-94-95) ; UGC Montparnasse, 9° (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31) ; Pathé Wappler II (ex-imagerie), 18° (42-47-94-94).

**SIMONE** (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1° (42-23-42-26) ; George V, 9° (45-82-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31) ; Fauvencis, 13° (43-31-58-86) ; Pathé Monnaie, 9° (47-43-20-20).

**SWEETIE** (A.-Austr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36) ; Laternette, 6° (45-44-67-34) ; UGC Denton, 5° (42-25-10-30).

**LES DES GITANS** (Yug., v.o.) : Pathé Houffouille, 9° (43-59-79-38) ; Elysees Lincoln, 9° (43-58-36-14) ; La Bestie, 11° (43-07-48-80) ; Gaumont Parisenne, 14° (43-30-33-40).

**THE GREAT ESCAPE** (Angl.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1° (42-23-42-26).

**TOTOM ET LOLA** (Fr.) : Sept Passions, 14° (43-20-32-20).

**TRAIN OF DREAMS** (Can., v.o.) : Utopie Champignon, 4° (43-28-26-26).

**L'UN AMOUR DE TROP** (Fr.) : Épée de Bois, 9° (43-37-57-47).

**L'UN MONDE SAN'S PITRÉ** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36) ; UGC Denton, 5° (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 9° (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8° (41-74-53-53) ; UGC Gobelin, 13° (45-61-94-95) ; Mistral, 14° (45-39-39-39) ; UGC Conception, 15° (45-74-94-94) ; UGC Emittage, 9° (45-63-15-16).

**LUNE GAISON BLANCHE ET SÈCHE** (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 9° (46-33-97-77).

**(VALMONT)** (Fr., v.o.) : Brezange, 9° (42-52-12-87) ; UGC Ambassade, 9° (43-59-82-82) ; Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-84) ; Gaumont Convention, 15° (45-22-46-01).

**LA VENGEANCE D'UNE FEMME** (Fr.):  
Paté Maurelle, 6 (48-33-79-38);  
Paté Maurelle-Concorde, 8 (48-58-  
32-32); Sept Parassies, 14 (48-32-  
32-20).

**LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRAN-  
QUILLE** (Fr.): Cinoche, 6 (48-33-  
10-21).

**LA VIE ET RIEN D'AUTRE** (Fr.): Le  
Triomphe, 8 (45-74-93-50); UGC  
Opéra, 9 (45-74-85-40).

**LE VOLEUR DE SAVONNETTES** (It.,  
v.o.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-  
97-77); Bienville Montparnasse, 15 (45-  
44-25-02).

## LES GRANDES REPRISES

**BEL AMI** (A., v.a.): Action Christine, 6° (43-22-11-30).  
**BRAZIL** (Braz., v.a.): Studio Galante, 6° (54-54-72-71).  
**CHÉRIE JE ME SENS RAJAVEIN** (A., v.a.): Action Ecluse, 6° (43-25-72-07).  
**DROLE DE DRAME** (Fr.): Action Ecluse, 6° (43-25-72-07).  
**DRÔLE DE FÊTE** (Fr.): Le Champo - Espace Jaz, 14° (53-54-51-60).  
**MON ONCLE** (Fr.): Le Champo - Espace Jaz, 14° (53-54-51-60).  
**MORT À VENISE** (It., v.a.): Reflet Logos, 1° (53-54-54-32-34).  
**MOURIR À MADRID** (Fr.): Les Trois Lieuxborn, 6° (46-33-97-77). Les Trois Lieuxborn, 6° (46-33-97-77).  
**LES NUITS BLANCHES** (It., v.a.): Reflet Logos, 1° (53-54-54-32-34).  
**LES NUITS BLANCHES** (It., v.a.): Reflet Logos, 1° (53-54-54-32-34).  
**LE PRIVÉ** (A., v.a.): Action Rue Gauthier, 6° (43-29-44-00).  
**LA RONDE** (Fr.): Le Champo - Espace Jaz, 14° (53-54-51-60).  
**LA SOULE** (Fr.): L'Entropie, 14° (43-41-63-3).  
**STRANGER THAN PARADISE** (A.-All., v.a.): Utopie Champillon, 6° (43-26-84-85).  
**TEMOIN À CHARGE** (A., v.a.): Action Christine, 6° (43-22-11-30).  
**LA 317. SECTION** (Fr.): Les Trois Lieuxborn, 6° (46-33-97-77).  
**TROP BELLE POUR TOI** (Fr.): Gaumont Ambassade, 6° (43-59-18-09). Les Montpernes, 14° (43-27-62-37).

## LES FESTIVALS

**CASPER, UN GUEULE.** Les Trois Loups (19-46-33-97-77). Tous les jours au gré du vent. 14 h, 18 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**HOMMAGE À ANATOLE DAUMAIN** (v.o.), Studio 28, 19 (46-05-36-07). Pick up your car, sam., à 19 h, 21 h. Les vacances de l'été, à 15 h, 17 h, 19 h, 21 h. L'Anafra Savoye, sam., Tokyo-Ga, sam., à 15 h, 17 h, 19 h, 21 h; Damesin la petite fille sera en retard à l'école, L'Empire de la nuit, à 15 h, 17 h, 19 h, 21 h; L'Anafra Savoye, mar., à 19 h, 21 h.

**HOMMAGE À AVA GARDNER** (v.o.), Action Christine, 9 (43-29-31-20). Paroisses, adresses à 14 h, 18 h, 30 h, 19 h. The last man apes.

**JEAN-JACQUES MARTEL**, Grand Prieur, 15 (45-84-44-85) L'Ours, ven. 15 h 40.

**LA NUIT DU CINÉMA 1990** (v.o.), Kinopanorama, 18 (36-08-50-00), Festival de Cannes, 19 (36-08-50-00), Béziers, 19 (36-08-50-00), 19 h, 21 h, 23 h, 14 h 15, 16 h 30, 19 h, 21 h 15. Réserv. et tarif : 47-70-32-85.

**LITTÉRATURE ET CINÉMA** (v.o.), Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40).

Le cœur est un chasseur solitaire, ven. à 14 h, 16 h, 17 h 15, 18 h 30, 19 h, 21 h.

20 h 30 Attractions à l'adresse de la nuit d'I P I 30 ; La Taverne de la Jamaïque, sam., adresses à 12 h (20 F), 14 h 10, 16 h 30, 18 h 30, 20 h 30. Tress dim.

Jeunesse à 14 h, 17 h 20, 20 h 30. Les chiens de Dublin, art., adresses à 12 h (20 F), 14 h, 15 h 40, 16 h, 17 h 20, 19 h, 20 h, 22 h, 23 h; L'Amphibie Now, ven., adresses à 12 h (20 F), 15 h, 18 h, 20 h.

**ROBERTO ROSELLINI** (v.o.), Action Christine, 9 (43-29-31-20). Rome vif, adresses à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h. 20 h 30 Allemagne, 19 (43-29-31-20). Les h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h.

20 h 30 Stomboli, art. à 14 h, 18 h, 18 h, 20 h, 22 h, 23 h; Amore, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

**RÉTROSPECTIVE RENÉ FÉRET**, Gautier-Parnasse, 14 (43-35-30-40). Héros de Paris, ven.; Baptême, sam., 19 (43-35-30-40). Le mariage de Figaro, ven., (horaires non établis, se renseigner le samedi). Signature du livre du réalisateur et défilé sans à 18 h.

THEATRE  
MONTPARNASSE

CLAUDE  
RICH

CLAUDE  
BRASSEUR

UN TRIOMPHE  
150'

LE  
SOUPER

JEAN-CLAUDE BRISVILLE  
MUSIQUE DE  
JEAN-PIERRE MIQUEL

LOC. 43.22.77.74







# DOSSIER

## La déclaration de vos revenus de 1989



Vous avez déjà reçu ou vous allez prochainement recevoir les imprimés nécessaires à la déclaration de vos revenus de 1989. En effet, l'administration envoie à domicile entre le 22 janvier et la mi-février :

- la déclaration des revenus aux contribuables qui ont déjà souscrit ce formulaire l'an dernier : la plupart des salariés et retraités reçoivent un formulaire simplifié en quatre pages cette année (n° 2042 S) au lieu de six pour la déclaration normale (n° 2042 N) ;
- la déclaration n° 2044 (feuille bleue) aux propriétaires fonciers ayant déclaré l'an dernier des loyers, des fermages ou d'autres revenus des immeubles (redevances d'affichage) ;
- la déclaration n° 2047 (feuille rose) aux personnes encaissant des revenus hors de France ;
- la notice n° 2041-AM sur la détaxation « Monory » ou la déclaration n° 2048 sur le « CEA » (compte d'épargne en actions) aux contribuables qui ont déclaré les années passées des achats d'actions à ce titre ;
- les déclarations spéciales professionnelles.

Si vous ne recevez pas ces imprimés, vous pouvez les demander à partir du 19 février dans les centres des impôts. Dans les communes

où ces services ne sont pas installés, les mairies distribuent des déclarations de revenus (seulement le modèle normal), et des annexes n° 2044 pour la déclaration des revenus fonciers. Enfin, si vous avez réalisé des plus-values sur la vente de valeurs mobilières ou d'immeubles, les déclarations n° 2074 et 2049 correspondantes doivent être retirées dans les centres des impôts.

Les contribuables qui ont reçu la déclaration simplifiée et qui auraient en 1989 des revenus ou des charges autres que ceux qui sont prévus sur ce formulaire ne doivent pas l'utiliser mais se procurer un imprimé de déclaration normale n° 2042 N (après de leur centre des

impôts ou, éventuellement de leur mairie) sur lequel ils indiqueront l'ensemble de leurs revenus et de leurs charges.

La déclaration, que vous devez souscrire pour le 12 MARS 1990 au plus tard, a subi, par rapport à l'an dernier, des modifications pour tenir compte des mesures nouvelles. Celles-ci seront examinées au fur et à mesure de l'exposé des différentes rubriques et signalées par l'adjectif « NOUVEAU ».

Vous êtes dispensés de tout calcul, abatement, déduction ou limitation, qui seront automatiquement effectués lors de l'exploitation informatique de votre déclaration. Nous publions toutefois les barèmes vous permettant de calculer vous-même votre impôt à payer, et ainsi de vérifier, lorsque vous serez adressés par l'administration, votre avis d'imposition. En outre, la direction générale des impôts met à nouveau le service de calcul de l'impôt à la disposition des possesseurs d'un minitel (code « IR SERVICE », numéro d'appel : 36-14).

N'oubliez pas de conserver le double de votre déclaration et toutes les pièces justificatives pendant trois ans, car vos déclarations peuvent être contrôlées pendant cette période.

## Comment remplir votre formulaire

### Qui doit remplir la déclaration ?

**CAS GÉNÉRAL.** — La déclaration doit être souscrite par tout foyer dont l'un quelconque des membres perçoit des revenus imposables.

Toute personne disposant d'une résidence principale doit faire sa déclaration. Les personnes qui ne sont pas imposables y ont tout intérêt : l'administration leur adressera automatiquement un avis de non-imposition, qui est utile lors de certaines démarches (ouverture d'un livret d'épargne populaire) ou de demandes à caractère social pour justifier de leurs ressources.

**COUPLES MARIÉS.** — Ils souscrivent une seule déclaration pour les revenus du ménage. Toutefois les époux mariés sous le régime de la séparation de biens et qui ne vivent pas ensemble font l'objet d'une imposition séparée (chacun en qualité de célibataire).

De même, il y a lieu à déclaration distincte (en qualité de séparé) :

- en cas d'abandon du domicile conjugal pour méconnaissance et si les époux ont, chacun, des revenus ;
- en cas d'instance de divorce ou de séparation lorsque les époux ont obtenu l'autorisation de vivre séparément.

**MARIAGE EN 1989.** — Les couples qui se sont mariés en 1989 devront procéder ainsi :

- chacun souscrit, à son nom comme *célibataire* (éventuellement *divorcé* ou *veuf*) et sur le formulaire reçu à domicile, une déclaration de ses propres revenus et, le cas échéant, de ses enfants à charge, pour la période antérieure au mariage (remplir le cadre A, case C (éventuellement D ou V), et ligne X, de la déclaration) ;
- les deux époux déposent, en outre, une déclaration des revenus du ménage et des personnes comptées à charge pour la période postérieure au mariage (remplir le cadre A, case M, et ligne X).

**DIVORCE OU SÉPARATION EN 1989.** — Comme pour le mariage, les époux doivent déposer une déclaration (en qualité de mariés) pour la période de vie commune antérieure à la séparation ou au divorce (si un des époux ne la signe pas, elle lui est néanmoins opposable) : remplir le cadre A, case M, et ligne Y.

D'autre part, chaque ex-époux souscrit, comme divorcé ou séparé, une déclaration personnelle de ses revenus postérieurs au divorce (ainsi que les revenus des enfants dont il a la garde et qu'il compte à charge) en remplissant le cadre A, case D, et ligne Y de la déclaration.

**DÉCÈS D'UN CONJOINT EN 1989.** — Quel que soit le conjoint qui est décédé, les conséquences sont les mêmes : deux déclarations sont établies.

Pour les revenus du ménage antérieurs au décès, la personne qui souscrit la déclaration doit remplir le cadre A (M et ligne Z) ;

Pour les revenus personnels de l'époux survivant, postérieurs au décès, celui-ci doit remplir le cadre A (V et ligne Z).

Bien qu'ayant servi la case V (veuf), le conjoint survivant bénéficie pour cette année du nombre de parts correspondant à la situation d'un contribuable marié (toutefois, la 1/2 part dont pouvait bénéficier le conjoint décédé s'il était invalide n'est pas reportable sur le survivant).

**DÉCLARATION SOUSCRITE PAR UN ENFANT À CHARGE.** — Le contribuable dont un enfant à charge possède des revenus propres peut demander l'imposition distincte de cet enfant. Dans ce cas, il cesse d'être considéré comme à charge pour le calcul de l'impôt dû par ses parents.

L'imposition distincte est généralement la plus avantageuse, excepté lorsque le revenu de l'enfant ne représente qu'une faible fraction du revenu des parents.

**REMARQUE.** — Union libre : chacune des deux personnes doit souscrire une déclaration comme célibataire (ou veuve ou divorcée). Si elles ont un enfant, celui-ci ne peut être compté à charge qu'une fois.

### Où envoyer la déclaration ?

Adressez votre déclaration au service des impôts mentionné sur la déclaration, en tête de la première page, même si vous avez déménagé (ce service la transmettra alors au centre des impôts de votre nouveau domicile). Si vous envoyez votre pli par la poste, n'oubliez pas d'affranchir l'enveloppe. N'adressez pas votre déclaration au percepteur, il est seulement chargé du recouvrement de l'impôt.

Si vous n'êtes pas en possession de tous les éléments nécessaires à l'établissement de votre déclaration, vous devez souscrire une déclaration provisoire en précisant les raisons pour lesquelles vous n'êtes pas en mesure de satisfaire à vos obligations.

Si vous souscrivez plusieurs déclarations (mariage, séparation...), envoyez-les ensemble au centre des impôts du domicile conjugal.

## Identification et adresse

1) **Etat civil.** — Outre les rectifications ou compléments à apporter aux informations préidentifiées, l'indication de la date de naissance est très importante pour l'application automatique de certains abattements.

En effet, si vous êtes âgé(e) de plus de soixante-cinq ans ou invalide (titulaire d'une pension d'invalidité de guerre ou d'accident de travail d'au moins 40 % ou titulaire de la carte d'invalidité), vous bénéficiez d'un abatement de 3 300 F si le revenu net global de votre foyer n'excède pas 51 400 F ; il est de 4 150 F si ce revenu est compris entre 51 400 F et 83 000 F ; il est doublé si votre conjoint répond aux mêmes conditions. L'ordinateur déduira automatiquement cet abatement.

2) **Adresse.** — Si vous avez déménagé en 1989, précisez votre nouvelle adresse au cadre 3 de la déclaration. En cas de déménagement après le 1<sup>er</sup> janvier 1990, indiquez votre nouvelle adresse page 6 de la déclaration normale ou page 4 de la déclaration simplifiée. Si vous souscrivez la déclaration au nom d'une succession, indiquez vos coordonnées.

3) **Signature.** — Il faut prendre soin de signer la déclaration. Chaque époux doit signer.

4) **Profession.** — L'emplacement réservé, sur le formulaire simplifié, à cette mention étant assez limité, en particulier si vous avez plusieurs sources de retraite, indiquez les sigles des organismes payeurs.

## Situation de famille

La situation qui a été retenue pour votre dernière imposition est préimprimée page 1, dans le cadre 4 de la déclaration que vous avez reçue à domicile. Si votre situation ne s'est pas modifiée en 1989, vous ne devez porter aucune mention spéciale sur votre déclaration. En particulier, vous n'avez pas à remplir le cadre A (page 2). Si, au contraire, votre situation s'est modifiée ou si la situation préimprimée est fautive ou incomplète, cochez la case A du cadre 4 de la page 1 et remplissez le cadre A de la page 2, intitulée « situation de famille en 1989 », il en est ainsi, notamment, en cas de mariage, séparation, divorce ou décès du conjoint en 1989 (n'oubliez pas d'inscrire la date correspondante, ligne X, Y ou Z, qu'il s'agisse de la déclaration antérieure ou postérieure à ces événements).

Les célibataires, veufs ou divorcés invalides ayant des charges de famille bénéficient d'une demi-part supplémentaire de quotient familial.

Les ménages ont droit à une demi-part supplémentaire lorsque l'un des conjoints remplit une des conditions suivantes :

- il est titulaire, pour une invalidité d'au moins 40 %, d'une pension militaire d'invalidité ou de victime de guerre ;
- il est titulaire d'une pension d'invalidité pour accident du travail de 40 % ou moins ;

— il est titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale.

Les ménages où les deux conjoints sont invalides bénéficient d'une part supplémentaire.

Si la carte d'invalidité a été demandée à la mairie avant le 1<sup>er</sup> janvier 1990, mais n'est pas encore attribuée, inscrivez la date de la demande à l'emplacement prévu pour le numéro et la date de la carte.

Une demi-part supplémentaire est accordée aux ménages lorsque l'un des conjoints a plus de soixante-cinq ans et est titulaire de la carte du combattant. Cet avantage ne peut se cumuler avec les majorations de quotient familial prévues en cas d'invalidité.

Les personnes de plus de soixante-cinq ans, célibataires, divorcées ou veuves n'ayant pas d'enfant à leur charge ont droit à une part et demi de quotient familial au lieu d'une part si elles sont titulaires de la carte du combattant ; le même avantage est octroyé aux veuves âgées de plus de soixante-cinq ans des personnes mentionnées ci-dessus.

Attention ! Une personne seule n'ayant pas de charge de famille a droit, au maximum, à une part et demi (les demi-parts supplémentaires ne se cumulent pas).

### Personnes à charge

L'administration imprime, dans le cadre 5 de la 1<sup>re</sup> page, les personnes à charge déclarées l'an dernier, à l'exception des enfants qui ne sont pas à charge et qui doivent souscrire une déclaration de rattachement, auquel cas il y a lieu de remplir le cadre B de la deuxième page.

Vérifiez scrupuleusement les mentions préimprimées dans ce cadre 5, et en cas d'erreur, omission, ou si un enfant n'est plus à charge, cochez la case B et remplissez le cadre B, page 2, pour indiquer la situation qui doit être retenue : vous devez obligatoirement mentionner dans les cases appropriées le nombre des personnes à votre charge qui remplissent les conditions énumérées face à ces cases et appelées ci-après, et indiquer les deux derniers chiffres de leurs années de naissance.

Pour le calcul de l'impôt, vos charges de famille sont appréciées au 1<sup>er</sup> janvier (ou au début de la période d'imposition s'il est postérieur au 1/1) ou au 31 décembre 1989 (ou à la fin de la période d'imposition si elle se situe avant le 31/12) selon la solution la plus avantageuse.

Si vous souscrivez une déclaration pour la première fois et si vous avez des personnes à charge, remplissez le cadre B. Faites de même si, ayant reçu une déclaration simplifiée, vous devez utiliser un imprimé de déclaration normale n° 2042 N parce que vous avez des revenus ou des charges correspondant à des rubriques n'existant pas sur le formulaire simplifié.

### LES ENFANTS À CHARGE

Tout enfant né en 1989, enregistré à l'état civil, est compté à charge même s'il est décédé en cours d'année.

Vous bénéficiez d'une part entière, au lieu d'une demi-part, pour chaque enfant à charge à partir du troisième enfant.

Vous pouvez compter à charge vos enfants ou ceux de votre conjoint, légitimes ou naturels, adoptifs ou recueillis à votre foyer au cours de leur minorité (s'ils sont, dans ce dernier cas, à votre charge effective et exclusive) :

#### 1) VOS ENFANTS CÉLIBATAIRES

a) **ENFANTS AGÉS DE MOINS DE DIX-HUIT ANS.** — Les enfants âgés de moins de dix-huit ans au 1<sup>er</sup> janvier 1989, ainsi que les enfants nés en 1989 et les infirmes, quel que soit leur âge, peuvent être comptés à charge (les enfants infirmes titulaires de la carte d'invalidité donnent droit à une demi-part supplémentaire ; ils comptent donc pour une part ou une part et demi, si vous avez au moins trois personnes à charge). S'ils ont perçu des revenus, ceux-ci doivent alors être ajoutés aux vôtres.

Cas des parents divorcés ou séparés. — L'enfant est considéré à la charge du parent qui en a la garde (soit par décision judiciaire, soit de fait lorsqu'il n'y a pas eu de jugement).

Le parent qui n'en a pas la garde ne peut pas le déclarer à charge, mais peut déduire de ses revenus la pension alimentaire qu'il verse pour lui.

En cas d'exercice conjoint de l'autorité parentale, l'enfant est à la charge du parent chez lequel il réside habituellement, conformément à la décision du juge. En l'absence de cette indication, si les enfants sont hébergés alternativement par chacun des parents, ces derniers doivent alors désigner d'un commun accord celui d'entre eux qui doit les compter à charge et qui bénéficie ainsi de la majoration du quotient familial. L'autre parent peut déduire de ses revenus le montant de l'obligation alimentaire. Si vous êtes dans ce cas, joignez une note explicative à votre déclaration.

b) **ENFANT AYANT ATTEINT L'ÂGE DE DIX-HUIT ANS EN 1989.** — Vous pouvez le compter à charge tout en déclarant seulement les revenus qu'il a perçus avant la date de sa majorité.

L'enfant, de son côté, déclare les revenus qu'il a perçus depuis la date de sa majorité.

c) **ENFANTS AGÉS DE PLUS DE DIX-HUIT ANS.** — Ils sont, en principe, imposés à leur propre nom. Ils peuvent toutefois demander à être rattachés au foyer fiscal de leurs parents s'ils remplissent l'une des conditions suivantes :

- être âgés de moins de vingt et un ans ;
- être âgés de moins de vingt-cinq ans pour les étudiants ;
- effectuer leur service militaire légal, quel que soit leur âge.

### L'OPTION POUR LE RATTACHEMENT

Cette option, annuelle, est irrévocable. Pour formuler cette option, utilisez la demande de rattachement figurant dans le cadre inférieur de la page 2 de la déclaration normale ou simplifiée.

● L'accord du parent est considéré comme établi dès lors qu'il a déclaré l'enfant à charge et a joint à sa déclaration l'option pour le rattachement.

Le contribuable qui accepte le rattachement bénéficie d'une demi-part supplémentaire ou, dans certains cas, d'une part.

● Le rattachement entraîne, pour le ou les parents, l'obligation d'inscrire dans leurs revenus ceux perçus par l'enfant pendant l'année entière.

— Cas des parents divorcés ou séparés. — Le rattachement peut être demandé à l'un ou l'autre des parents, mais jamais aux deux à la fois.

#### 2) VOS ENFANTS MARIÉS OU CHARGÉS DE FAMILLE

Lorsqu'ils remplissent les conditions suivantes :

- être âgés de moins de vingt et un ans,
- être âgés de moins de vingt-cinq ans lorsqu'ils sont étudiants,
- effectuer leur service militaire quel que soit leur âge,

Ils peuvent opter pour le rattachement au foyer des parents (ou de l'un d'eux si ces derniers sont séparés).

● Ce rattachement est global : il s'applique au jeune ménage, même lorsqu'un seul des époux remplit les conditions pour être considéré à charge et, le cas échéant, à leurs enfants.

● Il peut être demandé à la famille de l'un ou l'autre des conjoints (jamais aux deux).

● L'avantage accordé au parent bénéficiaire de ce rattachement prend la forme d'un abatement sur le revenu de 20 780 F par personne prise à charge.

● Les revenus du jeune ménage sont imposés avec ceux du foyer de rattachement.

En cas de mariage en cours d'année d'un enfant âgé de plus de dix-huit ans, un même contribuable ne peut, à la fois, bénéficier d'une majoration du nombre de parts et d'un abatement.

#### 3) VOS ENFANTS INFIRMES

Ils peuvent être comptés à charge quel que soit leur âge (ils donnent droit à une part s'ils sont titulaires de la carte d'invalidité). Mais pour un enfant infirme majeur, vous pouvez renoncer à le compter à charge et déduire la pension alimentaire que vous lui versez (dans la limite de 20 780 F). Cette pension n'est pas soumise à l'impôt au nom de l'enfant s'il s'agit de frais de séjour payés à un établissement hospitalier.

#### 4) VOS ENFANTS EFFECTUANT LEUR SERVICE MILITAIRE

Ils peuvent demander à vous être rattachés, quel que soit leur âge (pour l'option, voir plus haut).

Le service national au titre de l'aide technique ou de la coopération technique équivaut fiscalement à un service militaire.

**REMARQUE.** — POUR LES ENFANTS MAJEURS : il est possible de déduire une pension alimentaire au lieu de les compter à charge. Cette mesure est surtout intéressante lorsqu'il n'est pas possible de compter un enfant à charge (étudiant de plus de vingt-cinq ans ou enfant de plus de vingt et un ans à la recherche d'un premier emploi). Elle permet également, en cas de divorce ou de séparation, au parent non bénéficiaire du rattachement et versant une pension à son enfant majeur de la déduire de ses revenus.

Les modalités et limites de déduction sont exposées plus loin sous le chapitre « Charges à déduire - Pensions alimentaires ». Si vous déduisez une telle pension, vous ne devez pas compter l'enfant à charge.

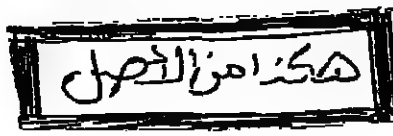
### LES PERSONNES INVALIDES (AUTRES QUE VOS ENFANTS)

Il est possible de compter à charge toute personne invalide recueillie à votre foyer, sans qu'il soit nécessaire qu'il existe un lien de parenté entre elle et vous-même et sans exclusion en fonction du montant des ressources (elle donne droit à une part, ou une part et demi si vous avez au moins trois personnes à charge). Les conditions sont les suivantes :

- la personne doit obligatoirement vivre en permanence sous votre toit ;
- elle doit être titulaire de la carte d'invalidité d'au moins 80 % (carte prévue par l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale).

Bien entendu, vous devez, en contrepartie de cet avantage, déclarer ses revenus avec les vôtres, dans la catégorie correspondante (par exemple « Pensions, retraites, rentes... »).

Pour vos revenus et vos charges, ne portez jamais les centimes. Arrondissez au franc.





## DOSSIER

## 1. — Traitements, salaires et pensions

Doivent être déclarés les rémunérations principales (salaires, primes, traitements, soldes, gages, indemnités) et les gratifications et pourboires notamment.

## a) SALAIRES.

## AVANTAGES EN NATURE ET INDEMNITÉS JOURNALIÈRES.

Si vous ne percevez que des salaires qui ne donnent pas lieu à une déduction supplémentaire, vous n'avez que cette colonne à remplir, la déduction de 10 % pour frais professionnels étant calculée et déduite directement par l'ordinateur (pour chaque bénéficiaire, le minimum de déduction pour frais professionnels est de 1 800 F, sans toutefois pouvoir excéder le montant brut des salaires encaissés).

Cette déduction de 10 % est limitée à 64 870 F. Elle couvre les frais professionnels courants (trajet du domicile au lieu de travail, frais de repas, de vêtements spéciaux, de documentation, etc.) dont le remboursement constituerait une allocation imposable.

Vous devez ajouter à votre salaire les avantages en nature si votre employeur vous loge, vous nourrit, vous fournit des prestations ou des marchandises (eau, gaz, chauffage, électricité...) ou met une voiture à votre disposition. Ces avantages doivent être évalués pour leur montant réel. Toutefois, pour la nourriture et le logement, et si votre salaire n'a pas dépassé 125 280 F en 1989, vous pouvez les évaluer d'après le tarif prévu en matière de sécurité sociale.

## b) CAS PARTICULIERS.

Salaires versés aux apprentis munis d'un contrat régulier d'apprentissage. Ne déclarez que la fraction du salaire excédant 38 000 F.

Service national. Les sommes et avantages en nature dont bénéficient les militaires non officiers pendant la durée légale du service national ou la durée correspondante à ce service national pour les engagés ne sont pas imposables. Il en est de même des indemnités perçues par les jeunes gens affectés au service de l'aide technique et de la coopération.

Étudiants. En dehors des indemnités des stages obligatoires (n'existant pas trois mois) des bourses des écoles techniques, qui sont exonérées, les rémunérations perçues par les étudiants qui travaillent pendant la période des congés scolaires sont imposables selon les règles du droit commun.

En revanche, les bourses versées aux étudiants en fonction de critères de ressources pour leur permettre de poursuivre leurs études lorsqu'ils appartiennent à des familles modestes ne sont pas imposables.

Travailleurs privés d'emploi. Toutes les allocations de chômage versées par les ASSÉDIC ou le FNE sont imposables.

REMARQUE. Les allocations versées avant le 15 juillet 1987 par les ASSÉDIC employées pour l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative ouvrière de production en constitution et pour les quelles le report d'imposition avait été demandé doivent être comprises dans les revenus imposables de 1989 si les parts ainsi acquises ont été cédées ou rachetées en 1989.

Les allocations versées entre le 15 juillet 1987 et le 31 décembre 1989 pour créer ou reprendre une entreprise, quelle que soit sa nature, ne sont imposables au titre de 1989 que si, au cours de cette année :

vous avez cessé totalement et définitivement votre activité ;

vous avez créé votre entreprise ou les actions ou parts de la société créée ou reprise.

Par exception, les allocations versées entre le 15 juillet 1987 et le 31 janvier 1988 sont exonérées d'impôt si vous avez cessé votre activité.

Travaux d'utilité collective (TUC). L'indemnité versée par l'organisateur des travaux est exonérée, ainsi que la rémunération versée par l'Etat.

Dirigeants de société. Les allocations forfaitaires pour frais d'emploi doivent être ajoutées au salaire dans tous les cas, ainsi que les remboursements en cas d'option pour la déduction des frais réels ou de déduction supplémentaire.

L'administration admet qu'une allocation de frais de déplacements calculée en fonction du barème kilométrique qu'elle publie chaque année ne revêt pas un caractère forfaitaire s'il est justifié du nombre de kilomètres parcourus, mais constitue un « remboursement ». Toutefois, il est indispensable de préciser la date, l'objet et l'importance des déplacements (arrêté du Conseil d'Etat du 14 décembre 1984), à défaut de quoi il s'agirait d'allocations forfaitaires imposables.

Parmi les remboursements de frais exonérés — sauf option pour les frais réels ou une déduction forfaitaire supplémentaire — le fisc admet : les frais de déplacements professionnels autres que les trajets du domicile au lieu de travail (restauration, transport, hôtel), les invitations professionnelles au restaurant, les cadeaux offerts aux relations professionnelles, à condition qu'ils soient appuyés de justificatifs.

Déduction des intérêts d'emprunts contractés pour souscrire au capital de sociétés nouvelles ou pour participer à des opérations de rachat d'entreprises. — Peuvent être déduits du salaire les intérêts des emprunts contractés à partir de 1984 :

— pour souscrire au capital d'une société qui se crée (ou d'une SCOP issue de la transformation d'une société précédente) dans laquelle l'intéressé sera salarié ;

— pour racheter l'entreprise dans laquelle le contribuable exerce un emploi salarié.

Le montant déductible ne peut excéder 50 % du salaire versé par la société nouvelle ou rachetée, ni la somme de 100 000 F.

Ces limites sont portées à la totalité du salaire versé par la société rachetée et à 150 000 F pour les intérêts des emprunts contractés à compter du 15 avril 1987 pour le rachat d'entreprise par leurs salariés.

La déduction n'est autorisée que si des titres sont conservés cinq ans au moins et si des justificatifs nécessaires sont joints à la déclaration.

Indemnité de départ à la retraite ou en pré-retraite.

En cas de départ volontaire, l'indemnité est exonérée dans la limite de 20 000 F.

En cas de mise à la retraite sur décision de l'employeur, l'indemnité est exonérée à hauteur du montant de l'indemnité de mise à la retraite prévue par la convention collective de branche (avec minimum de 20 000 F).

Le surplus est imposable, mais peut donner lieu à l'échelonnement sur 1989 et les trois années antérieures (1986 à 1988). Il faut en faire la demande par note jointe à la déclaration.

Au lieu de cet échelonnement, il est possible de demander que la fraction imposable de l'indemnité de départ volontaire en retraite ou de mise en retraite perçue en 1989 soit répartie pour sa taxation par quarts sur l'année 1989 et les trois années suivantes (1990 à 1991). Il faut en faire la demande par note jointe à la déclaration. Une fois exercé, le choix pour cet étalement sur les années à venir est irrévocable. Son application est exclusive de celle de l'échelonnement sur les années antérieures.

Primes de départ volontaire. — Elles sont imposables et peuvent donner lieu à l'échelonnement sur l'année de leur perception et les trois années antérieures sur demande du contribuable.



Toutefois, les indemnités de départ volontaire versées dans le cadre d'un plan global de réduction d'effectifs sont exonérées à concurrence du montant de l'indemnité qui aurait été perçue en cas de licenciement.

Indemnité de licenciement. — Elle n'est pas imposable s'il s'agit de l'indemnité légale ou de l'indemnité prévue par une convention collective de branche, qui représente des dommages-intérêts. Quant aux indemnités allouées en application de clauses spéciales du contrat de travail ou d'accords particuliers avec l'employeur, elles ne sont imposables que pour la partie qui excède l'indemnité légale ou conventionnelle.

La fraction imposable de l'indemnité de licenciement peut, à la demande des intéressés, être répartie sur 1989 et les trois années antérieures.

Délat-congé. — Lorsque le délat-congé se répartit sur plus d'une année civile, l'indemnité compensatrice due en application du code du travail peut être déclarée par le contribuable en plusieurs fractions correspondant respectivement à la part de l'indemnité afférente à chacune des années considérées.

Exemple : l'écoulé le 1<sup>er</sup> décembre 1989, et percevant une indemnité compensatrice de délat-congé de six mois, le contribuable pourra rattacher :

— à ses revenus de 1989, la fraction de l'indemnité afférente au mois de décembre 1989 (soit un mois) ;

— à ses revenus 1990, la fraction de l'indemnité afférente aux mois de janvier à mai 1990.

Rémunérations versées en cas de maladie. — Les indemnités journalières versées par les organismes de Sécurité sociale et de la Mutualité sociale agricole ou pour leur compte sont soumises à l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que les salaires.

Sont exonérées les indemnités journalières :

— d'accidents du travail ;

— de repos, versées aux femmes pendant leur congé de maternité ;

— de maladie, versées aux assurés reconnus atteints d'une maladie comportant un traitement prolongé et des soins particulièrement coûteux.

Les rémunérations qu'une entreprise verse en sus des prestations journalières de Sécurité sociale sont imposables (à déclarer dans la colonne « salaires »). Il en est de même si ces sommes sont payées par l'intermédiaire du comité d'entreprise ou versées par un organisme de retraite ou d'assurance directement au bénéficiaire pour le compte de l'employeur.

Lorsqu'un salarié se couvre personnellement du risque de perte de salaire en cas de maladie, auprès d'une compagnie d'assurances, les primes versées ne sont pas déductibles. Corrélativement, les sommes reçues en exécution du contrat ne sont pas imposables.

Enfin les sommes versées en cas de maladie ou de maternité par les régimes spéciaux qui assurent le maintien du salaire sont toujours imposables (par exemple le régime des fonctionnaires).

## c) FRAIS RÉELS JUSTIFIÉS.

Vous avez la possibilité, si vous estimez que la déduction forfaitaire pour frais de 10 % est insuffisante en regard des frais que vous avez engagés au cours de l'année 1989, de demander que vos frais réels soient retenus, à la condition de fournir un état détaillé dans le cadre « autres renseignements » (page 6 de la déclaration normale ou page 4 de la déclaration simplifiée) et de conserver les justificatifs que le service des impôts peut exiger.

Vous devez alors ajouter à vos salaires les indemnités forfaitaires ou les remboursements de frais qui vous ont été alloués par votre employeur et, si ce dernier met une voiture à votre disposition pour vos déplacements professionnels, la valeur correspondant à cet avantage en nature.

Dépenses de mobilier, matériel et outillage pour les besoins de la profession. — Vous pouvez déduire les matériels et les meubles de bureau ainsi que les matériels et outillages dont le prix d'achat n'excède pas 1 500 F hors taxes. Au-delà de ces limites, seule la dépréciation annuelle est déductible.

Frais d'études et d'examen. — Ils sont déductibles à titre de dépenses professionnelles lorsque les diplômes recherchés permettent l'amélioration de la situation professionnelle ou l'accès à une autre profession.

Frais supplémentaires de repas. — Si vous n'avez pas conservé les justificatifs précis, ils peuvent être évalués à une fois et demie le montant du minimum horaire garanti par repas, soit en moyenne pour 1989 de 22,32 F à 23,15 F. Bien entendu, vous devez justifier de la réalité et du nombre de repas pris à l'extérieur.

Frais de transport du domicile au lieu de travail. — La déduction est admise lorsque la distance entre le domicile et le lieu de travail ne présente pas un caractère anormal. A titre de règle pratique et compte tenu de la jurisprudence du Conseil d'Etat, cette distance est présumée normale jusqu'à une trentaine de kilomètres.

Il n'en suit que, dans le cas où le contribuable réside à une distance plus importante de son lieu de travail, il lui appartient d'établir que cette circonstance n'a pas un caractère anormal, compte tenu du lieu où il exerce son activité et des circonstances propres à son cas particulier. Il est notamment tenu compte de l'importance de la réglementation ou du Conseil d'Etat, de la situation de logement. Ainsi, pour les grandes villes, il est admis, d'une manière générale, que les salariés habitant en banlieue puissent déduire, dans le cadre des frais réels, leurs frais de transport.

En revanche, si c'est pour des raisons de convenances personnelles que vous avez fixé votre habitation loin de votre lieu de travail, vous ne pouvez prétendre à la déduction des frais de transport.

Pour évaluer vos frais de voiture dans le cas où vous ne disposez pas de la totalité des justificatifs, l'administration publie, à titre indicatif, un tableau des prix de revient kilométrique suivant la puissance du véhicule, le nombre de kilomètres parcourus pour la profession qu'il vous appartient de justifier.

A noter qu'à la différence des années antérieures, il n'y a plus à distinguer selon la nature des parcours (ville ou route).

Par ailleurs, il n'y a pas de réflexion à opérer sur ces prix de revient lorsque le véhicule est ancien ou a été acheté d'occasion.

Locaux professionnels. — Les loyers de ces locaux sont déductibles s'ils ne sont pas à usage mixte (habitation et profession).

Les personnes propriétaires de leurs locaux professionnels ne peuvent déduire un loyer fictif ou leur valeur locative. Seule est déductible, pour ces personnes, la dépréciation effectivement subie par les locaux au cours de l'année d'imposition ; cette dépréciation étant exceptionnelle, l'administration demande des justificatifs précis aux contribuables qui pratiquent une telle déduction.

Voyageurs représentants de commerce. — Les dépenses occasionnées par les relations avec la clientèle (correspondances, invitations, cadeaux...) peuvent être évaluées, en cas d'impossibilité de fournir les justificatifs, à 2 % des commissions avec un maximum forfaitaire de 3 500 F.

Cotisations syndicales. — Les cotisations versées par les salariés sont entièrement déductibles en cas d'option pour la prise en compte de leurs frais professionnels réels.

Mais, dans ce cas, ces salariés ne peuvent bénéficier de la nouvelle déduction d'impôt relative à ces cotisations (voir paragraphe g).

## d) DÉDUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES.

L'exercice de certaines professions ouvre droit à une déduction supplémentaire pour frais. Vous devez indiquer le montant de votre revenu qui y correspond, ainsi que le taux admis pour en permettre le calcul (vous devez ajouter vos indemnités de frais à votre salaire). Cette déduction est limitée à 50 000 F.

Une déduction supplémentaire de 25 % est accordée aux écrivains et compositeurs pour les droits d'auteur intégralement déclarés par des tiers et soumis au régime fiscal des salaires. Elle est limitée à 50 000 F (si vous percevez d'autres salaires ouvrant droit également à une déduction supplémentaire, indiquez, dans le cadre « autres renseignements » de la déclaration, par taux de déduction, le détail et la nature des sommes bénéficiant des déductions).

## e) PENSIONS, RETRAITES ET RENTES VIAGÈRES À TITRE GRATUIT.

Il faut entendre par rentes viagères à titre gratuit celles dont le paiement n'est pas effectué en contrepartie du versement d'un capital en argent ou de l'aliénation d'un bien meuble ou immeuble.

Principales exonérations. — Sont exonérées de l'impôt sur le revenu :

— les pensions de retraite versées par les caisses de Sécurité sociale, l'allocation aux adultes handicapés, l'allocation supplémentaire allouée par le Fonds national de solidarité, la pension versée aux victimes militaires ou civiles de la guerre, les rentes viagères servies à titre de dommages-intérêts en vertu d'une condamnation judiciaire pour la réparation d'un préjudice corporel entraînant une incapacité permanente totale, les pensions et les rentes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, la pension alimentaire versée, pour un ascendant disposant de faibles ressources, directement à une maison de retraite ou à un établissement hospitalier.

Doivent être déclarées sous cette rubrique : — les pensions de vieillesse et de retraite servies par le régime général de la Sécurité sociale ou les autres régimes, par les régimes complémentaires de retraite et de prévoyance, pensions des fonctionnaires civils et militaires ;

NOTER. Si le paiement de votre pension a été mensuel en 1987, des aménagements ont été prévus pour que l'imposition ne porte chaque année que sur douze mensualités. Les calculs sont effectués par votre organisme payeur. Vous faites figurer sur votre déclaration la somme indiquée par cet organisme.

— les pensions d'invalidité (sauf : les pensions d'assurance-invalidité dont le montant n'excède pas l'allocation aux vieux travailleurs et si les ressources de l'intéressé ne dépassent pas le plafond prévu pour l'attribution de cette allocation ; les pensions allouées en vertu du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre) ;

— les pensions alimentaires ou assimilées (rentes versées en cas de divorce) servies en exécution des obligations résultant des dispositions du code civil ;

— l'allocation de garantie de ressources servie aux travailleurs en préretraite, ou à ceux qui cessent volontairement leur activité professionnelle dans les conditions prévues par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977 ; les allocations servies en vertu de conventions du Fonds national de l'emploi après l'âge de 60 ans ;

— les rentes constituées à titre gratuit dont le régime d'imposition est identique à celui des pensions.

Le plafond maximum de l'abattement de 10 % dont bénéficient les pensions et rentes est fixé à 27 500 F. Il s'apprécie par foyer. En revanche, l'abattement minimum reste fixé à 1 800 F par bénéficiaire. Lorsque le plafond doit jouer (foyer percevant des pensions dont le montant est supérieur à 275 000 F), il est, pour le calcul de l'abattement de 20 % (cf. § f, ci-après), réparti au prorata des pensions de chacun.

REMARQUE. — Rachats de cotisations de retraite (joignez dans tous les cas une note justificative à votre déclaration) : ils sont déductibles des salaires ou, le cas échéant, des pensions de la personne qui a personnellement effectué les rachats.

Si le bénéficiaire ne dispose pas de salaires ou pensions, les rachats doivent être portés dans la rubrique des charges déductibles « Déductions diverses ».

Sommes retirées ou pensions perçues au titre d'un plan d'épargne-retraite (PER). — Les retraits effectués sur un PER ainsi que les arrérages perçus au titre de ce plan sont imposables comme des pensions, sauf lorsqu'ils ont été soumis au prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu. Les personnes concernées peuvent se procurer dans les centres des impôts l'imprimé spécial n° 2 043 qui leur permettra de déterminer les sommes à déclarer. La fraction du prélèvement de 10 % sur les retraits effectués ne bénéficiant pas des abattements de 10 % et 20 % applicables aux pensions doit être indiquée au § f, ligne n case 1.

## f) ABATTEMENT DE 20 %

## SUR LES SALAIRES ET PENSIONS.

Cet abattement ne s'applique qu'à la fraction des salaires et pensions nets de chaque bénéficiaire n'excédant pas 588 000 F. Il est donc limité à 117 600 F. Son taux est ramené à 10 % pour la fraction comprise entre 413 200 F et 588 000 F de salaires nets versés à des dirigeants par des sociétés dans lesquelles ils comptent plus de 35 % de droits sociaux. Cette limite de 413 200 F s'applique à l'ensemble des rémunérations en cause et non plus à leur montant unitaire.

## g) COTISATIONS SYNDICALES VERSÉES PAR LES SALARIÉS ET PENSIONNÉS.

NOUVEAU. Les cotisations versées en 1989 par les salariés et les pensionnés à un syndicat représentatif de salariés ou de fonctionnaires auront droit à une réduction d'impôt.

Cette réduction d'impôt est égale à 20 % du montant des cotisations versées, limitée toutefois à 1 % des salaires, pensions ou rentes viagères, à titre gratuit (déduction faite des cotisations sociales). Le plafonnement est effectué directement par l'ordinateur.

Les personnes qui demandent à bénéficier de cette réduction d'impôt doivent obligatoirement joindre, à leur déclaration de revenus, le reçu qui leur a été adressé par le syndicat.

REMARQUE. — Les salariés qui optent pour la prise en compte de leurs frais professionnels réels n'ont pas droit à cette réduction d'impôt (voir § c).

## h) RENTES VIAGÈRES À TITRE ONÉREUX (en contrepartie de l'aliénation d'un capital ou d'un bien meuble ou immeuble).

Utilisez une colonne pour chaque rente et inscrivez le montant brut annuel de vos rentes et l'âge que vous aviez au moment de l'entrée en jouissance. Désormais, la fraction imposable de ces rentes est calculée par l'ordinateur. Elle est égale à : moins de 50 ans : 70 % ; 50 à 59 ans : 50 % ; 60 à 69 ans : 40 % ; plus de 69 ans : 30 %. Si vous percevez une rente viagère en vertu d'une clause de réversibilité, inscrivez l'âge que vous aviez au moment du décès du précédent bénéficiaire. Si elle a été initialement constituée au profit d'un ménage, c'est l'âge du conjoint le plus âgé au moment de l'entrée en jouissance qui peut être retenu.

Prix de revient kilométrique (1989, frais de garage exclus).

Le tarif à retenir est celui du kilométrage qui se rapproche le plus de la distance professionnelle parcourue annuellement	Kilométrage professionnel-type	
	5 000 km	10 000 km
3 CV	1,79	1,21
4 CV	2,03	1,35
5 CV	2,37	1,54
6 CV	2,54	1,65
7 CV	2,64	1,72
8 CV	2,85	1,85
9 CV	2,92	1,92
10 CV	3,08	2,03
11 CV	3,13	2,09
12 CV	3,36	2,24
13 CV et au-dessus	3,42	2,29

**REVENUS 1989**

**CALCULEZ VOS IMPÔTS**

AVCC

**Le Monde**

sur microfilm  
36.17 code IMP

5000 من المليون



4200000

# DOSSIER

## 2. — Revenus des valeurs et capitaux mobiliers

Un abattement unique s'applique globalement sur les revenus d'obligations d'actions. Son montant, fixé à 8 000 F, est porté à 16 000 F si vous êtes marié.

a) Revenus de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants (ligne AB).

Doivent notamment être déclarés sous cette rubrique, pour leur montant brut et lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les recettes provenant d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale, non commerciale ou agricole, les produits :

- des créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires ;
- des dépôts à vue ou à échéance fixe ;
- des cautionnements en numéraire ;
- des comptes courants ;
- des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition des sociétés par leurs associés ;
- des bons de capitalisation d'une durée inférieure à six ans, sauf option pour le prélèvement libératoire.

Pour les bons de caisse, il faut ajouter au produit perçu le montant du crédit d'impôt, ce dernier étant par ailleurs porté ligne EY.

● Sont exonérés d'impôt les intérêts du livret A de caisse d'épargne, du livret bleu d'une caisse de crédit mutuel, du compte épargne-logement (ou d'un plan), du livret d'épargne du travailleur manuel, du CODEVI ou du livret d'épargne d'entreprise.

b) Revenus de valeurs mobilières (lignes DE, FG, HF et JK).

● Il s'agit :

- des intérêts, arrérages et produits de toute nature des obligations, effets publics et autres titres d'emprunts négociables ;
- des revenus des actions et paris sociaux distribués par des personnes morales soumises ou non à l'impôt sur les sociétés, à l'exception des sommes distribuées aux associés en nom ;
- Les revenus suivants sont exonérés :
  - les intérêts de l'emprunt 4,5 % de 1973 ;
  - les produits des parts des nouveaux fonds communs de placements à risque, sous certaines conditions ;
  - les produits des titres déposés sur les engagements d'épargne à long terme.

● En dehors des jetons de présence et des distributions n'ayant pas le caractère de dividendes, les revenus des valeurs mobilières peuvent avoir supporté soit une retenue à la source (obligations, titres d'emprunts), soit l'impôt sur les sociétés ou le précompte en tenant lieu, soit un impôt étranger éventuellement imputable en France. Tout ou partie de cette retenue ou de cet impôt constitue un crédit d'impôt (valeurs à revenu fixe ou valeurs étrangères) ou un avoir fiscal (50 % des dividendes nets des actions françaises).

● Pour déclarer ces revenus, conformez-vous aux indications figurant sur les justificatifs qui vous sont remis par les établissements payeurs et qui doivent, obligatoirement, être joints à votre déclaration : la somme à déclarer comprend le revenu net perçu auquel s'ajoute le montant du crédit d'impôt ou de l'avoir fiscal. Le montant du crédit d'impôt ou de l'avoir fiscal, arrondi au franc supérieur, doit être déclaré ligne EY : il sera déduit du montant brut de l'impôt et, s'il est supérieur à ce dernier, restitué. Ne déclarez pas le crédit d'impôt se rapportant à des revenus mobiliers exonérés, il n'est pas déductible.

● L'abattement mentionné plus haut vous est accordé automatiquement. Vous ne devez pas le déclarer.

Un abattement supplémentaire de 1 000 F est accordé pour les intérêts de l'emprunt 4,5 % de 1973 (ligne DE).

● Vous pouvez déduire, ligne CA, les frais de garde de vos valeurs.

En raison de l'abattement commun aux revenus d'obligations et d'actions, vous pouvez avoir opté pour le prélèvement libératoire sur vos produits d'obligations alors que cette option vous a été défavorable. Dans cette situation, déclarez ligne FZ le montant des revenus d'obligations que vous avez soumis au prélèvement libératoire (il figure sur le justificatif de la banque, sous l'avis fiscal). L'ordonnateur imputera l'abattement, d'abord sur vos revenus d'actions, puis sur vos revenus d'obligations, et s'il apparaît que vous ne profitez pas à plein de l'abattement en raison de votre option, le trop versé sera automatiquement calculé et déduit de votre impôt, voire restitué.

● Si votre impôt est au moins égal à 400 F, vos revenus de valeurs et capitaux mobiliers déclarés au §2 supportent un impôt complémentaire de 1 %.

## 3. — Revenus fonciers

Les contribuables qui perçoivent les revenus ou plus-values énumérés ci-après ont dû en principe recevoir un formulaire simplifié et qui seraient néanmoins concernés n'utiliseront pas cet imprimé mais une déclaration normale n° 2042 N qu'ils se procureront auprès de leur centre des impôts ou, éventuellement, de leur mairie.

● Ne sont à déclarer ici que les revenus des immeubles bâtis ou non bâtis *donnés en location* et les revenus des immeubles dont le contribuable se réserve la jouissance, mais qui ne sont pas affectés à l'habitation (terrains non cultivés réservés à la chasse...), ainsi que les revenus accessoires qui ont leur origine dans le droit de propriété ou d'usufruit (droit d'affichage, droit de chasse...) et qui proviennent de propriétés dont vous vous réservez la jouissance ou que vous donnez en location. Il en est ainsi par exemple des sommes perçues en contrepartie de la location, à un particulier ou à une société, de panneaux ou d'emplacements publicitaires situés sur un terrain ou une maison vous appartenant.

ATTENTION ! — Les entreprises ou les professionnels de la publicité déclarent à l'administration fiscale les sommes versées au titre du droit d'affichage.

Les dépôts de garantie sont déclarés, le cas échéant, au départ du locataire.

● Si vous louez un appartement meublé ou des locaux nus mais à une personne ou à une société de gestion qui les destine à la location meublée et si la location présente un caractère commercial en raison des modalités du bail, reportez-vous au § B « Locataires en meublé non professionnels » du chapitre 4.

Vous devez joindre à votre déclaration l'annexe bleue n° 2044. Si vous ne l'avez pas reçue, demandez-la à votre centre des impôts (ou dans certaines mairies), ainsi que la notice explicative dans laquelle vous trouverez notamment la liste des travaux déductibles (réparations, entretien, amélioration de l'habitat - chauffage, sanitaire... à l'exclusion des travaux de construction ou d'agrandissement, - travaux sur des bâtiments ruraux).

A NOTER. — Le taux de 15 % de la déduction forfaitaire applicable aux loyers des propriétés urbaines au titre de l'amortissement, des frais de gestion et d'assurances « frais divers » sur l'imprimé de déclaration est ramené à 10 %.

● Copropriétaires : pour être déductibles, les provisions pour travaux avancées au syndicat doivent avoir été reversées en 1989 par ce dernier aux entrepreneurs (conservez l'attestation du syndicat).

● Sort des déficits fonciers.

1) En principe, ils ne peuvent s'imputer que sur d'autres revenus fonciers réalisés la même année, ou les cinq années suivantes s'il s'agit d'immeubles urbains ou les neuf années suivantes pour des propriétés rurales.

2) Exceptionnellement, des déficits fonciers peuvent être admis en déduction des autres revenus (ils doivent alors être détaillés sur la page 4 de l'annexe n° 2044) : c'est le cas des déficits :

- provenant d'immeubles classés monuments historiques (les loyers sont inscrits page 4 de l'annexe) ;
- subis par les nus-propriétaires tenus d'effectuer les travaux de grosses réparations (art. 605 du code civil) ou résultant de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière (et non pas d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat) ; les travaux réalisés par un seul propriétaire agissant isolément ne sont pas imputables sur le revenu global mais doivent être déduits page 2 de l'annexe : arrêt du Conseil d'Etat du 22 juin 1983).

3) En pratique, pour les déficits subis en 1989, il vous suffit de les reporter sur la ligne CE de la rubrique « Revenus fonciers » de la déclaration ou sur la ligne CH dans les cas exceptionnels visés ci-dessus. L'administration fera les calculs.

Si des déficits des années antérieures n'ont pu encore être imputés, vous les mentionnez sur la ligne CF de la rubrique REVENUS FONCIERS ou, s'il s'agit de déficits exceptionnels cités ci-dessus (immeubles historiques...), à la rubrique DEFICIT GLOBAUX, rubrique 6, ligne JU.

Si vous avez demandé à bénéficier en 1986, 1987, 1988 ou 1989 d'une réduction d'impôt pour la construction ou l'acquisition d'un logement neuf situé en France, vous vous êtes engagé(e) à le louer ou meublé à l'usage d'habitation principale pendant une durée de neuf ans (achat avant le 1-6-1986) ou six ans (achat à partir du 1-6-1986). Vous devez alors inscrire sur l'annexe n° 2044 les noms et prénoms du ou des locataires. D'autre part, pour un achat ou une construction d'un logement neuf réalisé à partir du 1-6-1986, vous bénéficiez pour les loyers des dix premières années de location d'une déduction forfaitaire au taux de 15 % au lieu de 10 %. Si l'engagement de louer le logement à usage d'habitation principale pendant six ans n'est pas respecté en 1989, vous devez réintégrer le supplément de déduction (20 %) obtenu en 1986, 1987 et 1988. Portez le montant de ce supplément sur la ligne 35 de l'annexe n° 2044.

## 4. — Revenus des professions non salariées

Si vous relevez du régime du bénéfice réel ou de la déclaration contrôlée, reportez vos résultats et plus-values éventuelles à la rubrique 4 en distinguant selon qu'ils proviennent ou non d'une activité relevant d'un centre ou d'une association agréés.

### a) BÉNÉFICES AGRICOLES

Est exploitant agricole tout contribuable (propriétaire exploitant, métayer ou fermier) qui tire un revenu régulier de la vente des produits qu'il récolte (même s'il exerce une autre activité). Il en est de même si vous êtes membre d'une société de personnes ayant pour objet l'exploitation d'une propriété agricole ou forestière, d'un GAEC ou d'un groupement forestier.

#### ● Régime du forfait.

Vous devez souscrire une déclaration spéciale n° 2342 avant le 1<sup>er</sup> avril. Si vous n'avez pas d'autre revenu, vous disposez pour souscrire votre déclaration d'ensemble d'un délai allant jusqu'au dernier jour du mois suivant celui de la publication des bénéfices forfaitaires au Journal officiel.

Mais si vous avez d'autres revenus, vous êtes tenu de souscrire la déclaration générale des revenus dans le délai normal, en inscrivant une croix dans la case de la ligne E, F ou G, colonne 5 (forfait non encore fixé).

Si vous avez une activité de tourisme à la ferme ou si vous effectuez des travaux forestiers pour des tiers, et si vos recettes correspondantes n'excèdent pas 100 000 F, vous pouvez inscrire le montant brut de ces recettes commerciales accessoires colonne X du § A : dans ce cas, un abattement de 50 % vous sera automatiquement accordé.

REMARQUE. — Les revenus accessoires (location du droit d'affichage, de chasse, d'exploitation de carrières, redevances trifoncières...) perçus par les propriétaires exploitants agricoles sont des revenus fonciers (déclaration n° 2044), sauf lorsque les terres sont inscrites à l'acte d'une exploitation soumise au régime du bénéfice réel. Dans ce dernier cas, ces produits sont imposables dans la catégorie des bénéfices agricoles.

#### ● Régime transitoire.

Ce régime s'applique aux exploitants individuels dont la moyenne des recettes des deux années précédentes (1987-1988) est comprise entre 500 000 F et 750 000 F et qui ne sont pas déjà soumis à un régime réel d'imposition. Les exploitants peuvent opter pour le régime transitoire. Les exploitants ne peuvent relever de ce régime pendant plus de cinq ans. Il se caractérise par des obligations comptables réduites. Vous devez alors souscrire la déclaration spéciale n° 2136 et la déclaration d'ensemble des revenus le 2 mai 1990 au plus tard.

#### ● Régime du bénéfice réel simplifié.

Ce régime est applicable soit sur option, soit obligatoirement lorsque les recettes de l'exploitation sont comprises entre 500 000 F et 1,8 million de francs pendant deux années consécutives (1987 et 1988).

Vous devez alors souscrire la déclaration spéciale n° 2139, un bilan simplifié n° 39 A et la déclaration d'ensemble des revenus au plus tard le 2 mai 1990, quelle que soit la date de clôture de l'exercice.

#### ● Régime du bénéfice réel normal.

Si la moyenne de vos recettes de 1987 et 1988 excède 1,8 million de francs, vous êtes de plein droit sous ce régime. Vous pouvez également opter pour ce régime si vous relevez du forfait ou si vos recettes sont comprises entre 500 000 F et 1,8 million de francs. Dans ce cas, vous devez déposer la déclaration spéciale n° 2143 et la déclaration des revenus au plus tard le 2 mai 1990, quelle que soit la date de clôture de l'exercice.

#### ● Déduction des déficits.

Ils ne peuvent donner lieu à imputation sur le revenu global lorsque le revenu net d'autres sources dont dispose le contribuable excède 100 000 F.

### b) BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

En dehors des personnes qui exercent leur activité à titre professionnel, soit personnellement, soit comme associé d'une société de personnes, des particuliers peuvent être imposables dans cette catégorie de revenus lorsqu'ils réalisent certaines opérations :

- achats et reventes d'immeubles soit à titre d'intermédiaire, soit à titre personnel mais habilité de la location d'établissements industriels ou commerciaux munis du matériel ou du mobilier nécessaires à leur exploitation ;
- location en meublé ; toutefois, les personnes qui louent ou sous-louent en meublé une ou plusieurs pièces de leur habitation principale sont exonérées pour les produits de cette location, à la double condition que les pièces louées constituent, pour le locataire, sa résidence principale et que le prix de location demeure fixé dans des limites raisonnables. Les locations de chambres d'hôtes n'excédant pas 5 000 F par an sont également exonérées.

#### ● Régime du forfait.

C'est le régime normal des petites entreprises dont le chiffre d'affaires n'excède pas 500 000 F (150 000 F pour un prestataire de services). Il faut alors déposer une déclaration spéciale n° 951 au plus tard le 15 février 1990 pour les entreprises dont le for-

fait est renouvelable en 1990 et au plus tard le 2 mai 1990 pour celles dont le forfait a été fixé en 1988 pour la période 1988-1989. Dans ce dernier cas, vous devez reporter le chiffre sur la déclaration des revenus, colonne 1. Si, au contraire, le bénéfice de 1989 doit être fixé avant 1990, il convient de cocher la case correspondante de cette colonne.

#### ● Régime simplifié d'imposition des petites et moyennes entreprises.

La loi fixe à 3 millions (900 000 F pour les prestations de services) la limite d'application de ce régime (dont peuvent également bénéficier, sur option, les forfaits).

Vous devez établir la déclaration de vos résultats sur le formulaire 2031 et reporter le bénéfice (ou le déficit) sur la déclaration des revenus. Le délai de déclaration est fixé au 2 mai.

#### ● Régime du bénéfice réel pour les entreprises les plus importantes.

Vous devez établir la déclaration de résultats n° 2031 et les tableaux comptables annexes ; le délai de déclaration est fixé au 2 mai.

Les résultats sont reportés sur la déclaration d'ensemble.

#### ● Locuteurs en meublé non professionnels.

Si le montant total des loyers que vous avez perçus en 1989 n'excède pas 25 000 F (100 000 F pour la Guyane, 49 000 F), vous pouvez vous dispenser de la déclaration n° 951. Joignez simplement à votre déclaration une note donnant le montant et le lien de vos locations et portez, colonne V du § A, le montant brut des recettes. L'abattement de 50 % avec minimum de 2 000 F sera calculé par l'ordonnateur.

ATTENTION. — Si vous avez opté pour un régime de bénéfice réel, vous ne pouvez déduire vos déficits éventuels que des bénéfices retirés de l'activité de location (portez vos résultats colonne A ligne D du § D s'il s'agit d'un bénéfice, ligne E s'il s'agit d'un déficit).

### c) REVENUS NON COMMERCIAUX

● Déclaration contrôlée (n° 2035). — Ce régime est obligatoire pour les titulaires de charges et offices et pour les personnes ayant réalisé en 1989 plus de 175 000 F de recettes brutes (non compris les gains exceptionnels et les honoraires rétrocedés déductibles). Toutefois, les contribuables dont les recettes n'excèdent pas 175 000 F en 1989 sont autorisés à demeurer soumis au régime de l'évaluation administrative pour la fixation du bénéfice de cette année. Les adhérents des associations agréées et les associés d'une société civile de moyens ont jusqu'au 2 avril 1990 pour déposer la déclaration 2035.

#### ● Évaluation administrative (n° 2037). — Ce régime est applicable aux personnes non soumises obligatoirement (ou qui n'ont pas opté) au régime de la déclaration contrôlée.

REMARQUE. — Les contribuables imposés dans cette catégorie (quel que soit le régime) peuvent déterminer leurs frais professionnels d'automobile par application du barème forfaitaire publié pour les salariés (voir chapitre 1 « Traitements et salaires »). Il s'agit, bien entendu, d'une simple option, les intéressés conservant la possibilité de se conformer aux règles habituelles.

● Revenus non commerciaux accessoires. — Si vous avez des revenus non commerciaux accessoires n'excédant pas, remboursement de frais compris, 21 000 F et intégralement déclarés par des tiers (partie versante), vous pouvez les porter directement à la colonne W du § A « Régime du forfait ». Il convient de les inscrire pour leur montant brut : l'abattement de 25 % avec un minimum de 2 000 F sera calculé par l'ordonnateur.

● Activités lucratives non professionnelles dont les déficits ne sont déductibles que des revenus de la même activité (certains droits d'auteur ou produits d'inventeur, gains de professionnels des jeux et courses) : déclarez les résultats obtenus colonne B du § D, ligne D pour les bénéfices ou ligne E pour les déficits.

#### CAS PARTICULIERS :

Ont le caractère de revenus non commerciaux :

- les profits réalisés par les peintres et sculpteurs ;
- les revenus des photographes de mode non journaliers ;
- les droits d'auteur, intégralement déclarés par les tiers, lorsque l'écrivain, ou le compositeur, opte pour le régime des revenus non commerciaux ;
- les produits perçus par les héritiers des écrivains et compositeurs ;
- les produits perçus par les inventeurs : en principe, les produits provenant de la cession de brevets ou concession de licences d'exploitation sont imposables au taux proportionnel de 16 % (les inscrire dans la ligne 1) ou 11 % si l'activité d'invention est exercée à titre principal. Les déficits subis par les inventeurs ne peuvent être déduits que des produits de même nature réalisés la même année ou les cinq années suivantes. Ils doivent être inscrits ligne E, colonne B du § D. L'inventeur doit attendre la réalisation de bénéfices pour imputer les déficits antérieurs. Toutefois, lorsqu'un inventeur expose des frais pour prendre un brevet ou en assurer la maintenance sans

percevoir des produits imposables, ou lorsqu'il perçoit des produits inférieurs à ces frais, le déficit correspondant est déductible du revenu global de l'année de la prise du brevet et des neuf années suivantes : l'année de sa réalisation, ce déficit est reporté colonne D du § Joignez alors à votre déclaration une note dans laquelle vous justifiez bénéficier de ce régime spécial d'imputation des déficits.

### d) ADHÉRENTS DES CENTRES DE GESTION OU ASSOCIATIONS AGRÉES

Vous n'avez pas à calculer l'abattement auquel vous avez droit. Ne le déduisez pas, l'administration le calculera automatiquement.

Les adhérents des centres de gestion ou associations agréées, qui sont placés de plein droit sur option sous un régime réel d'imposition, bénéficient d'un abattement de 20 % de leur bénéfice imposable pour la fraction n'excédant pas 413 200 F et de 10 % au-delà de cette limite jusqu'à 588 000 F. Pour bénéficier de cet avantage, l'adhésion au centre ou à l'association doit être antérieure au 1<sup>er</sup> avril 1989.

#### REMARQUE :

● Déduction du salaire du conjoint participant effectivement à l'exploitation. — Ce salaire peut être déduit des résultats professionnels dans la limite de 89 900 F (douze fois le montant du SMIC mensuel pour un travail effectif pendant l'année 1989 entière) si vous êtes adhérent d'un centre de gestion ou association agréés (cette limite demeure à 17 000 F si vous n'êtes pas adhérent).

### e) PLUS-VALUES PROFESSIONNELLES

1. Si vous êtes industriel, commerçant, artisan ou agriculteur et que votre chiffre d'affaires dépasse la limite du forfait, les plus-values à court terme que vous avez réalisées doivent être incluses dans le revenu courant, tandis que les plus-values à long terme sont inscrites au § B de la rubrique 4 de la déclaration (taux 16 % ou 26 %).

Si vous exercez une profession libérale et si vos recettes dépassent 175 000 F, le régime est le même, excepté que le taux relatif à vos plus-values à long terme est égal à 11 %.

2. Si vous êtes depuis au moins cinq ans commerçant, artisan, agriculteur ou membre d'une profession libérale et que vos recettes n'excèdent pas la limite du forfait ou de l'évaluation administrative, vos plus-values professionnelles sont exonérées sauf pour :

- les plus-values de cession de terrains à bâtir ;
- les plus-values de cession d'immeubles loués meublés si vous n'êtes pas inscrit au registre du commerce ou si, y étant inscrit, votre activité de loueur en meublé représente moins de 50 % de votre revenu global et moins de 150 000 F de recettes annuelles.

Si l'activité est exercée depuis moins de cinq ans, vous relevez du régime décrit au § 1 ci-dessus, sauf pour la vente de terres agricoles ou forestières qui suivent les règles des plus-values particulières décrites au chapitre 5, § 1. Joignez alors une note annexée à votre déclaration spéciale faisant apparaître le détail de vos plus-values professionnelles.

### f) REVENUS DES GÉRANTS ET ASSOCIÉS

Les rémunérations des gérants majoritaires des SARL et des exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) pluripersonnelles et non familiales, ainsi que celles des membres des sociétés de personnes soumises à l'impôt sur les sociétés doivent être inscrites à la rubrique spéciale prévue au § C (colonnes E et F).

Ces rémunérations bénéficient de l'abattement de 20 % accordé aux salariés. L'abattement est égal à 20 % de la rémunération nette de frais professionnels qui n'excède pas 588 000 F, lorsque le contribuable détient au plus 35 % du capital de la société qui le rémunère. Si cette participation est supérieure à 35 % du capital, l'abattement de 20 % s'applique à la fraction de la rémunération nette n'excédant pas 413 200 F ; il est de 10 % pour la partie de cette rémunération nette comprise entre 413 200 F et 588 000 F.

Le calcul de l'abattement est effectué par l'ordonnateur. Il suffit de mentionner les rémunérations nettes colonnes E ou F du § C selon l'importance de la participation au capital.

REVENUS 1989

CALCULEZ VOS IMPÔTS

avec

Le Monde

sur minutel

36.17 code INP



## DOSSIER

## 5. - Les plus-values et gains divers

## a) LES IMMEUBLES

• Certaines ventes d'immeubles sont exonérées :

- la résidence principale, pourvu que vous l'avez occupée pendant au moins cinq ans, ou depuis la date de l'achat, ou que vous soyez contraint de la vendre pour des impératifs d'ordre familial ou professionnel nécessitant un changement de résidence ;

- la première cession d'un logement (qu'il s'agisse d'une résidence secondaire ou d'un immeuble donné en location) lorsque le cédant ou son conjoint n'est pas propriétaire de sa résidence principale directement ou par personne interposée et que la cession est réalisée au moins cinq ans après l'acquisition ou l'achèvement. Toutefois l'exonération n'est pas applicable lorsque la cession intervient dans les deux ans de celle de la résidence principale. Ces délais de cinq ans et de deux ans ne sont pas exigés lorsque la vente est motivée par un impératif familial ou un changement de résidence ;

- les cessions inférieures à 30 000 F ;
- les cessions de terrains à bâtir ou des autres immeubles détenus depuis au moins vingt-deux ans ;
- les ventes de terrains agricoles, non exploités par le propriétaire, pour un prix d'excédent pas 5 F le mètre carré (11 F pour les cultures maraîchères, fruitières et pépinières ; 33 F pour les vignobles à appellation contrôlée et cultures florales ; 9 F pour les vignobles V.D.Q.S. ; 6 F pour les autres vignobles) ;
- les expropriations consécutives à une déclaration d'utilité publique sous condition de remploi, dans les six mois, dans l'achat de biens de même nature ou la construction d'un immeuble.

• En outre, quand le total des immeubles que vous possédez n'excède pas 400 000 F (plus 100 000 F par enfant à charge à partir du troisième), les plus-values immobilières réalisées ne sont pas prises en considération. De même, sont exonérées les ventes effectuées par des retraités non imposables à l'impôt sur le revenu.

**ATTENTION.** - Hormis les cas ci-dessus, lorsque vous réalisez une plus-value sur la vente d'un immeuble ou d'un logement, vous devez souscrire une déclaration spéciale n° 2049 de couleur verte. Réclamez-la à votre centre des impôts, avec la notice explicative n° 2049 bis qui vous permettra de déterminer votre plus-value, après application des coefficients

d'érosion monétaire et des réductions et abattements auxquels vous avez droit lorsque vous déterminez votre bien depuis plus de deux ans (plus-value à long terme).

• La plus-value réalisée est soumise à l'impôt, mais avec application, si elle est à long terme, d'un système de quotient destiné à atténuer la progressivité du barème.

## b) LES MÉTAUX ET OBJETS PRÉCIEUX

## 1) OR ET AUTRES MÉTAUX PRÉCIEUX.

Les ventes par des particuliers sont soumises à une taxe forfaitaire de 7 % tenant lieu d'imposition de la plus-value. Cette taxe est perçue notamment sur les ventes de lingots et de pièces. Aucune autre imposition n'est applicable.

## 2) OBJETS PRÉCIEUX (bijoux, objets d'art, de collection ou d'antiquité).

En principe, les ventes que vous avez effectuées pour un montant supérieur à 20 000 F ont été soumises à une taxe forfaitaire de 6 % s'il s'agit d'une transaction privée et de 4 % s'il s'agit d'une vente publique.

Toutefois, si vous possédez des pièces suffisantes pour justifier de la date et du prix de l'acquisition, vous avez pu, au moment de la vente, opter pour le régime général des plus-values des particuliers (prise en compte de l'érosion monétaire, inclusion de la plus-value dans les bases de l'impôt sur le revenu). Le service des impôts dont vous relevez vous a alors notifié son acceptation. Vous devez donc maintenant remplir la déclaration n° 2049.

## c) GAINS DE CESSON DE VALEURS MOBILIÈRES, MATIF ET MONEP

• Pour les gains de cession de valeurs mobilières, vous devez souscrire une déclaration n° 2074 que si vous avez effectué, directement ou par personne interposée, pour un montant excédant 298 000 F :

- des opérations de Bourse au comptant ou sur le marché à règlement mensuel ;
- des cessions de gré à gré, à titre onéreux, de valeurs mobilières cotées ou négociées sur le marché

hors cote, de droits portant sur ces valeurs ainsi que de titres représentatifs de telles valeurs (actions de SICAV, parts de fonds communs de placement quel que soit le nombre de porteurs de parts).

Les plus-values sont imposables au taux de 16 %.

**REMARQUE IMPORTANTE.** - Lorsque tous les titres que vous et les membres de votre foyer fiscal possédez sont réunis en un seul compte déposé chez un intermédiaire et lorsque celui-ci détermine lui-même le montant des gains réalisés, vous pouvez vous dispenser de remplir une déclaration n° 2074 : le gain net doit être reporté directement au § 3 de la déclaration n° 2042 N à laquelle devra être joint le document fourni par l'intermédiaire.

Dans ce cas, l'option afférente au prix d'acquisition des titres acquis avant le 1<sup>er</sup> janvier 1979 devra être exprimée dans une note jointe à la déclaration n° 2042 N, à moins que l'intermédiaire n'ait prévu de la faire figurer sur le document qu'il vous a adressé.

Si l'intermédiaire ne peut faire apparaître les usures le formulaire n° 2074, afin de justifier du détail de l'imputation de ces pertes et ainsi de la différence avec le chiffre reporté sur la déclaration, rubrique 5, ligne K (colonne M ou N).

• Profits sur MATIF. - Les profits sur MATIF qui sont réalisés à titre occasionnel dans le cadre de contrats se référant à des emprunts obligataires ou à des actions sont imposables à 16 %. Ils doivent être déclarés sur le formulaire n° 2074 et reportés sur la déclaration d'ensemble à la rubrique 5, ligne K (colonne M ou N).

Pour les profits sur MATIF autres que ceux définis ci-dessus, l'imposition est de 32 %. Le résultat figurant sur le formulaire 2074 doit être reporté sur la déclaration d'ensemble (rubrique 5, ligne K, colonne P).

• Profits sur marchés à terme de marchandises ou sur marchés d'options négociables HAUT : 1319... SURF : 552. N° : 1100.5008 (MONEP). - Les profits réalisés à titre occasionnel sur ces marchés, taxables à 16 %, sont portés à la ligne K du § 5, colonne M.

Les gains et pertes réalisés sur ces marchés et sur le MATIF ne se compensent pas. Par suite, les pertes sur marchés à terme de marchandises ou sur marchés d'options négociables ne doivent pas être mentionnées sur la déclaration 2042 N.

## d) PLUS-VALUES DE CESSON DE DROITS SOCIAUX

Déclarez ligne K, colonne S, le montant imposable des plus-values réalisées lors de la cession de droits sociaux de sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés, à dont vous avez obtenu directement ou indirectement, à un moment quelconque au cours des cinq années précédentes, plus de 25 % des droits dans les bénéfices sociaux.

Le taux d'imposition est de 16 %. Les cessions à un membre de la famille sont imposables lorsque les titres sont conservés dans la famille moins de cinq ans, c'est-à-dire lorsque le cessionnaire, membre de la famille, revend les droits à un tiers.

## e) DISTRIBUTIONS DES SOCIÉTÉS A CAPITAL RISQUE

Elles sont imposables au taux de 16 % et doivent être portées sur la ligne K, colonne T.

## f) LEVÉE D'OPTION DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS PAR LES SALARIÉS

L'avantage réalisé lors de la levée d'option d'achat d'actions de leur société par les salariés est exonéré, mais à condition que les intéressés conservent ces actions pendant les cinq ans qui suivent l'attribution et, en outre, pendant l'année qui suit la levée d'option. Si ces conditions ne sont pas remplies et sauf cas de mise à la retraite, invalidité, décès, licenciement, l'avantage est imposable, après abattements spécifiques aux salariés (10 % et 20 %), selon le système du quotient qui est fonction du temps écoulé entre l'option et la levée d'option ou la cession des titres, décompté en années entières (le quotient peut donc être de 1, 1/2, 1/3 ou 1/4 : dans le premier cas, l'avantage s'ajoute purement et simplement aux salaires ; dans les trois autres cas, l'impôt est calculé sur l'avantage divisé par 2, 3 ou 4, puis le résultat est multiplié respectivement par 2, 3 ou 4).

## 6. - Charges à déduire du revenu

## a) PENSIONS ALIMENTAIRES.

Vous devez pouvoir justifier cette déduction. Indiquez les nom et adresse des bénéficiaires.

## 1) PENSION VERSÉE A UN ENFANT MAJEUR.

Est admise en déduction la pension alimentaire versée à un enfant majeur, célibataire ou marié, ne disposant pas de ressources suffisantes et auquel, par conséquent, ses parents doivent venir en aide (enfant sans emploi, étudiant de plus de vingt-cinq ans, enfant majeur non compté à charge par un parent divorcé ou séparé...).

Ainsi, vous pouvez porter ligne MG :

- la pension versée à un enfant majeur célibataire : elle sera admise dans la limite de 20 780 F par enfant (indiquez le nombre dans la case MH) ;

- la pension versée à un enfant majeur marié (ou chargé de famille) : la limite est de 20 780 F si les beaux-parents de votre enfant participent également à l'entretien du jeune ménage (portez alors le chiffre 1 dans la case MH) ; cette limite est portée à 41 560 F si vous assurez seul l'entretien du jeune couple ou de votre enfant chargé de famille ; dans ce cas vous devez indiquer le chiffre 2 dans la case MH et justifier que vous participez seul à l'obligation alimentaire en joignant à votre déclaration une note annexée où vous mentionnez les nom et adresse des beaux-parents de votre enfant ou de votre ex-conjoint si vous êtes séparé.

**A NOTER.** - Si la pension alimentaire déduite est versée à un enfant majeur inscrit dans l'enseignement supérieur, vous avez droit à un avantage minimal en impôt au titre de cette déduction.

Cet avantage minimal est égal à 4 000 F par enfant concerné. Mais il ne peut excéder 35 % des sommes versées.

Vous n'avez aucun calcul à effectuer vous-même, l'avantage minimal étant déterminé automatiquement par l'administration.

Pour bénéficier de cette mesure, vous devez indiquer aux lignes MJ à ML la part des pensions inscrites à la ligne MG versée à des enfants inscrits dans l'enseignement supérieur. Vous devez également préciser à la page 6 de la déclaration le nom et l'adresse de l'établissement d'enseignement supérieur où sont inscrits ces enfants majeurs pour lesquels vous déduisez une pension alimentaire.

**ATTENTION.** - La déduction n'est possible que si vous ne comptez pas cet enfant parmi les personnes à charge. En effet, sous certaines conditions (voir rubrique « Enfants à charge »), vous avez peut-être intérêt à opter pour le rattachement de votre enfant à votre foyer. Il vous ouvre droit, si tel est le cas, à une majoration de votre nombre de parts s'il est célibataire. L'option pour l'une ou l'autre formule dépend de chaque situation particulière, et notamment du montant des revenus perçus par l'enfant en dehors de la pension alimentaire et du nombre de vos enfants (souvenez-vous qu'à partir du 3<sup>e</sup> enfant vous avez droit à une part par enfant).

Si vous déduisez une pension alimentaire, celle-ci est imposable au nom de votre enfant à concurrence de ce qui est admis en déduction.

Dans le cas du rattachement, vous ne pouvez pas déduire de pension alimentaire mais vous devez ajouter à vos revenus ceux qui ont été perçus par votre enfant (s'il a travaillé) ou par le jeune couple s'il est marié.

## 2) AUTRES PENSIONS ALIMENTAIRES (ligne MZ de la déclaration).

Sont déductibles les pensions alimentaires versées aux ascendants et descendants (sauf en ce qui concerne les enfants majeurs : voir § 1 ci-dessus) en vertu de l'obligation alimentaire édictée par le code civil (à la condition de correspondre aux besoins de celui qui reçoit et aux ressources de celui qui donne) ou versées, entre époux séparés ou divorcés, en vertu d'une décision de justice lorsque le conjoint est imposé séparément.

Si aucune clause d'indexation n'a été prévue par le juge, vous pouvez revaloriser la pension que vous versez pour l'entretien des enfants mineurs dont vous n'avez pas la garde ou pour votre ex-conjoint. Utilisez à cette fin l'indice INSEE du coût de la vie.

Si vous vous acquittez en nature de l'obligation alimentaire en recueillant sous votre toit un de vos ascendants sans ressources suffisantes, vous pouvez déduire de votre revenu, sans avoir à fournir de justification, une somme correspondant à l'évaluation des avantages en nature retenus pour les cotisations de Sécurité sociale. En 1989, cette évaluation s'élève à 14 970 F.

Les pensions alimentaires, même en nature, doivent être déclarées par les bénéficiaires sous la rubrique « Pensions... » (lorsqu'elles ne sont pas déductibles, il est admis qu'elles ne soient pas imposables).

Rentes en capital prévues en cas de divorce.

La pension alimentaire due en cas de divorce, pour l'entretien d'un enfant mineur, peut être remplacée par le versement d'argent entre les mains d'un organisme agréé chargé de verser à l'enfant une rente indexée. Dans ce cas, vous pouvez déduire une somme égale au montant du capital versé divisé par le nombre d'années au cours desquelles la rente doit être servie.

La déduction ne peut excéder 18 000 F par an pour un même enfant, cette limitation n'étant toutefois pas applicable pour un enfant infirme.

Vous devez joindre à votre déclaration, la première fois que vous pratiquez cette déduction, une attestation de l'organisme agréé chargé du versement de la rente.

## b) PLAN D'ÉPARGNE EN VUE DE LA RETRAITE.

- Vous pouvez déduire de votre revenu imposable le montant de vos versements effectués en 1989 sur un (ou plusieurs) plan d'épargne en vue de la retraite.

La déduction est limitée à 16 420 F pour les contribuables mariés, soumis à une imposition commune et à 8 210 F pour les autres contribuables (célibataires, veufs, divorcés ou séparés). Ces plafonds sont majorés de 4 110 F pour les contribuables qui ont au moins trois enfants comptés à leur charge pour l'impôt sur le revenu, à l'exception des enfants majeurs rattachés au foyer fiscal.

Les personnes qui, après l'âge de soixante ans, ont effectué des retraits sur le PER ou perçu un arriéré de pension au titre de leur plan ne peuvent pratiquer aucune déduction.

A noter que le montant de la prime d'assurance vie pour lequel est demandée une réduction d'impôt vient en diminution du plafond de déduction au titre du PER.

La déclaration de revenus sera complétée, ligne BA (rubrique 6), selon les indications figurant sur le ou les états réunis par le ou les gestionnaires du PER. Ces états doivent être joints à la déclaration de revenus.

## c) FRAIS D'ACCUEIL D'UNE PERSONNE DE PLUS DE 75 ANS.

Une déduction est accordée aux contribuables qui accueillent sous leur toit une personne de plus de soixante-cinq ans (non parente en ligne directe) ayant pour 1989 moins de 34 890 F de ressources (plafond porté à 60 990 F si cette personne est mariée). Il n'est, bien entendu, pas possible de cumuler cette déduction avec la prise en compte dans le nombre de parts s'il s'agit d'une personne de plus de soixante-cinq ans ayant la carte d'invalidité. La limite de déduction est fixée, pour l'année, à 14 970 F par personne. Contrairement aux principes habituels, cet avantage ne constitue pas un revenu imposable pour le bénéficiaire dès lors qu'il ne résulte pas d'une obligation alimentaire, comme c'est le cas entre ascendants et descendants. Vous devez mentionner en annexe le nom de la personne accueillie et être en mesure de justifier de ses ressources.

## d) PERTES EN CAPITAL.

Les personnes physiques qui ont souscrit au capital de sociétés créées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1987 et le 31 décembre 1988 peuvent déduire les pertes en capital subies en cas d'échec de la société. Il en est ainsi à la condition que la société soit soumise à l'impôt sur les sociétés, exerce une activité industrielle ou commerciale et se trouve en état de cessation de paiement dans les cinq ans qui suivent sa constitution.

La perte, qui est égale au montant de la souscription diminué des sommes éventuellement récupérées, est déductible dans la limite de 200 000 F pour les contribuables mariés et 100 000 F pour les autres contribuables.

Cette perte doit figurer à la rubrique 6, ligne CB. Il faut joindre à la déclaration une attestation de souscription et une copie du jugement concernant l'entreprise.

## e) DÉDUCTIONS DIVERSES.

Il s'agit des :

- rentes payées à titre obligatoire et gratuit et constituées avant le 2 novembre 1959 ;

- versements effectués pour la constitution de la retraite mutualiste des combattants et destinés à la constitution d'une rente donnant lieu à majoration de l'Etat (le montant maximum de cette rente a été porté de 5 600 F pour 1989) ;

- intérêts payés, au titre des prêts de réinstallation ou de reconversion, par les Français rapatriés ou rentrant de l'étranger ;

- fraction des charges foncières relative aux monuments historiques ne procurant aucune recette à leurs propriétaires et en réservant la jouissance ;

- versements obligatoires ou volontaires de cotisations ouvrières de Sécurité sociale qui n'ont pas été déduits d'un revenu particulier ; ne sont pas déductibles les charges sociales afférentes aux rémunérations versées aux employés de maison. Il est rappelé que, les cotisations ouvrières (maladie, retraite, chômage...) ayant déjà été déduites du salaire, il n'y a pas lieu de les déduire une deuxième fois.

## f) LA DÉTAXATION DU REVENU INVESTI EN ACTIONS.

Si vous (ou votre conjoint) êtes né avant 1932 et si vous avez bénéficié d'une déduction entre 1978 et 1981, vous pouvez déduire les sommes consacrées à de nouveaux achats d'actions de sociétés françaises ou de valeurs assimilées (SICAV). Cette déduction porte

sur l'excédent des acquisitions sur les cessions réalisées au cours de l'année 1989.

Toutefois, si vous avez cédé de telles valeurs après le 1<sup>er</sup> juin 1978, la déduction est limitée au montant de l'excédent des acquisitions sur les cessions réalisées depuis cette date.

Deux autres conditions sont encore exigées :

- vous ou votre conjoint devez être en activité au 1/1/1989 ;
- vous ne devez pas avoir ouvert un CEA.

La déduction est automatiquement limitée à 6 000 F, augmentée de 500 F pour chacun des deux premiers enfants à charge et de 1 000 F par enfant à partir du troisième.

**CETTE DÉDUCTION PEUT ÊTRE CUMULÉE** avec l'abattement sur les revenus d'obligations et sur les dividendes.

• Normalement, vous avez dû recevoir une notice spéciale n° 2041 AM (qui est également disponible dans les centres des impôts), sur laquelle vous trouverez le détail des opérations ouvrant droit à déduction et les conditions de dépôt des valeurs et de conservation.

Si vous vendez des valeurs pour vous procurer des disponibilités, sauf licenciement, invalidité ou décès, les sommes décaissées devront être ajoutées au revenu. En effet, les valeurs doivent être conservées pendant les quatre ans qui suivent l'année de la dernière déduction.

Toutefois, si vous n'avez pas bénéficié de la détaxation à partir de 1984, vous n'avez aucune somme à ajouter à votre revenu en cas de cession de vos valeurs en 1989.

Si vous n'avez pas respecté l'obligation de conservation indiquée ci-dessus, vous devez réintégrer à votre revenu imposable (ligne DG) l'excédent de cessions réalisées (dans la limite des déductions précédemment obtenues et non encore réintégrées) ; pour calculer cet excédent de cessions, utilisez la fiche de calculs qui figure dans la notice spéciale n° 2041 AM. Vous pouvez d'ailleurs joindre, si vous le désirez, cette fiche de calculs à votre déclaration afin d'éviter toute demande d'explications.

Votre obligation de conservation peut prendre fin le 31 décembre de l'année de départ en retraite.

• Pour bénéficier de la détaxation, vous devez joindre à votre déclaration de revenus les états annuels remis par les intermédiaires et mentionner dans la case appropriée le nombre de ces intermédiaires.

## g) SOUSCRIPTIONS EN FAVEUR DU CINÉMA OU DE L'AUDIOVISUEL.

Une déduction est octroyée aux contribuables qui souscrivent en numéraire (espèces ou chèque) au capital agréé des sociétés (SOFICA) qui ont pour activité exclusive le financement d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, à condition que ces œuvres aient reçu l'agrément du ministère de la culture.

La déduction est limitée à 25 % du revenu net global (mais il n'y a pas de plafond en valeur absolue) ; la limitation sera faite par l'ordinateur. Les actions des SOFICA ne peuvent être prises en compte également pour la détaxation « Monory » ou pour le CEA. Elles doivent être conservées au moins cinq ans.

**ATTENTION :** vous devez obligatoirement joindre à votre déclaration un relevé délivré par la SOFICA.

En cas de revente de titres achetés en 1985, 1986, 1987 ou 1988, vous devez réintégrer à vos revenus de 1989 la déduction correspondante en mentionnant cette reprise ligne GH.

محكمة العدل



# DOSSIER

## 7. — Charges ouvrant droit à des réductions d'impôt

### a) DONS AFFECTÉS A LA FOURNITURE GRATUITE DE REPAS ET AU LOGEMENT DES PERSONNES EN DIFFICULTÉ

Les dons versés aux associations qui fournissent gratuitement des repas en France aux personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement ouvrent droit, dans la limite annuelle de 500 F (au lieu de 400 F l'année passée) à une réduction d'impôt égale à 50 % de leur montant.

Les contribuables qui ont versé à ces associations des dons d'un montant supérieur à 500 F peuvent bénéficier de cette réduction d'impôt pour 500 F (ligne HS) et de la nouvelle réduction d'impôt relative aux dons (sous réserve de l'application des plafonds) pour la fraction de leurs versements qui excède 500 F (à inscrire ligne HU ou HV selon le cas).

La réduction d'impôt est subordonnée à la production des reçus délivrés par les associations bénéficiaires des dons.

### b) DONS AUX ŒUVRES (AUTRES QUE CEUX VISÉS AU § a)

**NOUVEAU.** — A compter de l'imposition des revenus de 1989, les dons versés aux œuvres, et organismes d'intérêt général, reconnus d'utilité publique ou non, ne sont plus déductibles du revenu global mais ouvrent droit à une réduction d'impôt. Celle-ci est égale à 40 % du montant des dons, plafonnée à 5 % du revenu net imposable si l'association bénéficiaire des dons est reconnue d'utilité publique ou assimilée et à 1,25 % de ce revenu dans le cas contraire.

Ouvrent ainsi droit à la nouvelle réduction d'impôt, sous réserve de la production des reçus délivrés par les associations bénéficiaires des dons :

- les versements à l'ensemble des œuvres ou organismes d'intérêt général de caractère philanthropique, éducatif, scientifique, social, familial ou culturel ainsi qu'aux organismes de caractère humanitaire, sportif ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique, à la défense de l'environnement naturel ou à la diffusion de la culture, de la langue et des connaissances scientifiques françaises (non reconnus d'utilité publique) (indiquez leur montant ligne HV) retenus dans la limite de 1,25 % du revenu net imposable ;
- les versements au profit de fondations ou associations reconnues en outre d'utilité publique retenues pour un supplément de 3,75 % (s'ils sont effectués en totalité à ces dernières, le plafond est ainsi de 5 %). Cette limite majorée de 5 % s'applique également aux versements effectués au profit des associations cultuelles ou de bienfaisance autorisées à recevoir les dons et legs et du Comité d'organisation des 16<sup>es</sup> Jeux olympiques d'hiver d'Albertville et de la Savoie. Mentionnez-les à la ligne HU.

Pour les dons affectés à la fourniture gratuite de repas et au logement des personnes en difficulté, voir le § a.

**REMARQUE :** les limites de 1,25 % et 5 % des dons ouvrant droit à la nouvelle réduction d'impôt se calculent sans tenir compte des dons affectés à la fourniture gratuite de repas et au logement des personnes en difficulté.

### c) FRAIS DE GARDE DES ENFANTS

Les dépenses exposées pour faire garder les enfants âgés de moins de sept ans au 31 décembre 1989 ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 25 % du montant de ces dépenses, limitée à 13 000 F (au lieu de 13 000 F auparavant) pour l'année et par enfant.

La réduction d'impôt est accordée aux contribuables seuls et aux couples mariés lorsque les deux conjoints travaillent au moins à mi-temps ou ne peuvent exercer une activité en raison d'une longue maladie ou d'une infirmité ou de la poursuite d'études dans un établissement d'enseignement supérieur. Indiquez les nom et adresse de la gardienne ou de l'établissement d'enseignement supérieur en cas de poursuite d'études.

### d) SOMMES VERSÉES A UNE AIDE A DOMICILE

Les sommes versées à une aide à domicile ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 25 % de ces sommes, limitée à 13 000 F par an.

Vous pouvez bénéficier de cette réduction d'impôt si :

- vous avez plus de soixante-dix ans et vivez seul, ou avec votre conjoint si vous êtes marié, sous votre propre toit ;
- vous (ou votre conjoint) êtes titulaire de la carte d'invalidité d'au moins 80 %, quel que soit votre âge ;
- vous avez à charge un enfant handicapé ouvrant droit au complément de l'allocation d'éducation spéciale (article L.541-1 du code de la Sécurité sociale).

Il s'agit, par exemple, des sommes versées à une aide à domicile, à une association d'aides ménagères ou à une personne chargée de vous assister dans l'accomplissement des actes de la vie quotidienne.

Il faut porter ces sommes rubrique 7, ligne FY. Utiliser le cadre « Justificatifs de vos charges » pour préciser les nom et adresse des bénéficiaires de ces sommes.

**NOUVEAU.** — A partir de l'imposition des revenus de 1989, le bénéfice de cette réduction d'impôt est étendu aux couples mariés dont l'un des conjoints, âgé de plus de 70 ans, se trouve en raison de son état d'invalidité ou de son état de handicap dans un établissement de long séjour, pour les frais de séjour payés à ce titre (logement, repas, entretien).

Le plafond de 13 000 F s'applique globalement aux dépenses d'aide à domicile et aux frais de séjour dans un établissement médical.

### e) CEA

Les achats nets d'actions effectués à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989 dans le cadre d'un compte d'épargne en actions n'ouvrent plus droit à réduction d'impôt.

Toutefois, les personnes ayant bénéficié de réductions d'impôt au titre du CEA pour leurs investissements réalisés en 1984, 1985, 1986, 1987 ou 1988 restent soumises à deux obligations :

- elles doivent maintenir en dépôt leurs valeurs chez un ou plusieurs intermédiaires agréés pendant cinq ans après la dernière réduction d'impôt. A défaut, les réductions d'impôt accordées sont remises en cause, dans la limite de la prescription ;
- en cas d'excédent des cessions sur les acquisitions au cours d'une année, il y a lieu à reprise dans la limite des réductions d'impôt accordées et diminuées en fonction de leur ancienneté.

Ainsi, en cas d'excédent de cessions en 1989, un reversement d'impôt doit être calculé selon les modalités indiquées page 2 de la déclaration n° 2048 M (cette reprise d'impôt est reportée ligne HG de la déclaration des revenus).

**ATTENTION !** — Joignez à votre déclaration de revenus la déclaration spéciale n° 2048 ainsi que les états délivrés par les établissements gérant vos comptes. Si

vous n'avez pas reçu cette déclaration spéciale, demandez-la au centre des impôts. Elle comporte une notice explicative donnant le détail des opérations à effectuer.

A noter que les contribuables qui n'ont eu de réduction d'impôt pour le CEA qu'au titre de l'année 1983 n'ont pas à souscrire cette déclaration spéciale car cette réduction n'est plus susceptible de reprise pour les opérations effectuées en 1989. Egalement, l'obligation de dépôt chez un intermédiaire agréé avait cessé, pour ces contribuables, au 1<sup>er</sup> janvier 1989.

### f) FRAIS DE COMPTABILITÉ ET D'ADHESION A UN CENTRE DE GESTION AGRÉÉ (ligne FH)

Une réduction d'impôt pour frais de comptabilité et d'adhésion est accordée afin d'inciter les artisans, commerçants, agriculteurs et membres des professions libérales (dont les recettes n'excèdent pas les limites du forfait) à adhérer à un centre de gestion agréé ou à une association agréée.

Le plafond de la réduction d'impôt est fixé à 4 000 F. Il est de 5 000 F pour les agriculteurs la première année d'imposition selon un régime de bénéfice réel.

### g) SOUSCRIPTIONS AU CAPITAL DE SOCIÉTÉS NOUVELLES (ligne GF)

**NOUVEAU.** — Les personnes qui ont souscrit en numéraire au capital de sociétés nouvelles créées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1988 et le 31 décembre 1989, ayant une activité industrielle, commerciale ou artisanale et remplissant les conditions d'exonération de l'impôt sur les sociétés, bénéficient d'une réduction d'impôt égale à 25 % du montant de leur souscription en numéraire, limitée à 20 000 F pour les couples mariés et à 10 000 F pour les contribuables célibataires, veufs, divorcés ou séparés.

Cette réduction d'impôt s'applique également pour les souscriptions au capital de sociétés créées avant le 31 décembre 1982 et dont le statut n'est pas modifiable et représentée à hauteur de 75 % au moins de titres souscrits en numéraire de sociétés créées entre le 1<sup>er</sup> janvier 1988 et le 31 décembre 1982 et remplissant les conditions requises pour bénéficier de l'exonération d'impôt sur les sociétés.

Les versements ouvrant droit à réduction d'impôt sont exclusivement les apports en numéraire au capital initial et aux augmentations de capital intervenant dans les trois ans de la création de la société.

Cet avantage ne peut cumuler pour une même souscription avec la déduction des emprunts contractés par les salariés pour souscrire au capital d'une société nouvelle (voir § 1 « Travaux, salaires, pensions ») ou avec celle des pertes en capital, des versements sur le PER (voir § 6), ou encore avec les réductions d'impôt au titre des investissements dans les DOM-TOM (cf. § m).

Les contribuables qui désirent bénéficier de cette réduction d'impôt doivent joindre à leur déclaration l'état qui leur est remis par la société nouvelle.

### h) VERSEMENT A UN FONDS SALARIAL (cases EF à EH)

Une réduction est accordée aux salariés qui participent au financement d'un fonds salarial. Le taux est de 25 % sur le montant des versements, plafonné à 5 000 F par bénéficiaire. Les intérêts qui seront servis sur ces sommes bénéficieront du régime des produits d'obligations.

En cas de retrait en 1989, les réductions correspondantes obtenues précédemment doivent être ajoutées à l'impôt : mentionnez-les à la rubrique 8, ligne N, case M.

### i) DÉPENSES AFFÉRENTES A L'HABITATION PRINCIPALE

Vous devez remplir le cadre « Justificatifs » de votre déclaration donnant le détail des justificatifs de vos dépenses.

#### 1) INTÉRÊTS DES EMPRUNTS ET RAVALEMENT (lignes KG à KU)

**SI VOUS ÊTES PROPRIÉTAIRE DE VOTRE HABITATION PRINCIPALE,** une réduction est accordée sur les dépenses ci-après dont le montant est plafonné par l'ordonnance.

- Les intérêts des emprunts.

Il s'agit des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition, la construction ou des grosses réparations de votre habitation principale (c'est-à-dire le logement où vous résidez habituellement).

Les intérêts des emprunts contractés à partir de 1984 sont pris en compte au taux de 25 % (pour les cinq premières années) et les intérêts des emprunts antérieurs au taux de 20 % pour les dix premières années.

La base de calcul de la réduction est plafonnée à 9 000 F + 1 500 F par personne à charge pour les emprunts antérieurs à 1985. Ce plafond a été relevé à 15 000 F + 2 000 F par personne à charge pour les intérêts des emprunts contractés à partir de 1985. Ce plafond est commun aux intérêts et au ravalement. Il ne peut être cumulé avec le plafond particulier aux emprunts antérieurs à 1985.

Si vous êtes marié et si vous avez contracté un emprunt depuis le 1<sup>er</sup> juin 1986 pour l'achat ou la construction d'un logement neuf, le plafond a été porté à 30 000 F + 2 000 F par personne à charge, ou à 2 500 F pour le deuxième enfant, ou à 3 000 F par enfant à partir du troisième.

**Définition des grosses réparations.** Ce sont les travaux d'entretien et de réparation et consistant en la remise en état, la réparation, voire le remplacement d'équipements qui, au même titre que les gros murs, les charpentes et les couvertures, sont essentiels pour maintenir l'immeuble en état d'être utilisé conformément à sa destination : remplacement d'un ascenseur devenu vétuste, d'une chaudière de chauffage central ou d'un système de ventilation, d'une installation sanitaire (remplacement des tuyauteries et de l'ensemble des appareils sanitaires).

En revanche, les opérations courantes d'entretien et de réparation d'un immeuble ne peuvent être considérées comme des travaux de grosses réparations, ni les travaux d'amélioration tels que l'installation d'un ascenseur, d'une salle de bains ou du chauffage central dans un immeuble qui en était dépourvu.

La base de la réduction comprend les intérêts et la prime de l'assurance-décès ou de l'assurance « perte d'emploi » liée au prêt (et l'année de la signature du contrat, les frais de constitution du dossier). Ne sont pas pris en compte : le remboursement du capital, les honoraires du notaire et les frais d'acquisition.

- Les dépenses de ravalement (remise en état des façades : crépis, peintures).

Le plafond de calcul de la réduction, égal à 15 000 F + 2 000 F par personne à charge, est commun avec le plafond des intérêts d'emprunts. Le taux est de 25 %.

Ces dépenses peuvent être portées sur la déclaration une fois tous les dix ans pour un même immeuble et doivent être imputées sur une seule année. Aussi, si vous ne devez régler le solde de ces travaux qu'en 1990, vous pouvez attendre jusqu'en 1991 pour faire état de l'intégralité des sommes versées en 1989 et en 1990. Si les façades de votre immeuble sont en bois, la réduction peut être accordée tous les cinq ans.

**REMARQUES.** — Si vous n'habitez pas encore votre logement, vous pouvez tout de même bénéficier de la réduction : vous devez prendre l'engagement, par lettre jointe, de l'occuper avant le 1<sup>er</sup> janvier de la troisième année suivant celle de la conclusion du prêt ou du paiement des dépenses pour l'habitation principale.

— La réduction est possible, en cas de changement de domicile, même si vous avez déjà bénéficié de cet avantage pour votre précédente habitation.

— L'acquisition par un contribuable d'un deuxième appartement situé à proximité de son habitation principale, laquelle est assez vaste pour accueillir l'ensemble des personnes du foyer, ne peut être regardée comme



une extension de cette habitation et ne peut donc être admise (arrêt du Conseil d'Etat du 14 octobre 1983).

— La circonstance que la résidence principale d'une personne impossible en France soit située à l'étranger ne s'oppose pas à ce que l'intéressé puisse faire état des intérêts de l'emprunt contracté pour l'achat de cette résidence (arrêt du Conseil d'Etat du 14 octobre 1983).

#### 2) DÉPENSES DE GROSSES RÉPARATIONS (lignes KV et KW)

Une réduction est accordée (jusqu'en 1989) aux propriétaires qui réalisent des travaux de grosses réparations dans leur habitation principale, à condition que celle-ci soit située en France et que l'immeuble soit achevé depuis plus de quinze ans (pour la définition des grosses réparations, voir ci-dessus, § 1, « Intérêts des emprunts »).

La réduction est de 25 % des dépenses, plafonnées pour l'ensemble de la période 1985-1989, à :

- 8 000 F pour une personne célibataire, veuve, divorcée ou séparée ;
- 16 000 F pour un couple marié.

Cette limite est portée de 2 000 F par personne à charge (de 2 500 F pour le deuxième enfant et 3 000 F pour le troisième). Toutefois la base annuelle de calcul de la réduction ne peut dépasser la moitié du plafond global défini ci-dessus, l'excédent éventuel étant reportable l'année suivante. Si vous êtes dans ce cas l'an dernier, reportez-vous à votre avis d'imposition (colonne 57c) pour connaître la somme à reporter cette année ligne KV.

Si vous avez contracté un emprunt pour financer ces grosses réparations, vous ne pouvez cumuler les deux réductions. Vous pouvez opter pour l'une ou l'autre : soit la réduction au titre des intérêts (pendant cinq ans au maximum), soit la réduction au titre des dépenses elles-mêmes. Bien entendu, le cumul est possible avec la réduction pour un emprunt contracté pour acheter votre résidence principale.

Vous devez joindre les factures détaillées (ou la copie de l'acte de prêt) à votre déclaration.

#### J) ASSURANCE-VIE

La réduction est égale à 25 % de la part de la prime représentative de l'opération d'épargne (cette part doit être obligatoirement mentionnée sur le certificat de la compagnie : c'est ce montant qu'il faut inscrire ligne HV).

Il doit s'agir de contrats comportant la garantie d'un capital en cas de vie et d'une durée effective au moins égale à six ans, ou bien comportant la garantie d'une rente viagère avec jouissance effectivement différée d'au moins six ans. Sont assimilés les contrats d'assurances mixtes ou combinées sur la vie, les contrats d'assurance décès-vie entière, les opérations de prévoyance collective, ainsi que les versements opérés dans le cadre de livrets de Caisse nationale de prévoyance. La base de calcul de la réduction est limitée à 4 000 F + 1 000 F par enfant à charge.

**REMARQUE.** — Le montant de prime d'assurance-vie ouvrant droit à réduction d'impôt vient en diminution du plafond de réduction applicable aux versements effectués sur un plan d'épargne en vue de la retraite (voir § 6).

Vous devez annexer à votre déclaration les certificats de déductibilité fiscale.

#### k) RENTES SURVIE ET CONTRATS D'ÉPARGNE-HANDICAP (ligne HZ)

Les primes versées dans le cadre d'un contrat de rente-survie (contrat d'assurance-décès garantissant le versement d'un capital ou d'une rente viagère pour un enfant atteint d'une infirmité l'empêchant d'avoir une activité professionnelle rentable ou d'acquiescer une formation d'un niveau normal) ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 25 % de leur montant, limitée à 7 500 F, plus 1 500 F par enfant à charge.

La réduction d'impôt s'applique également à la partie de la prime représentative d'épargne versée dans le cadre d'un contrat d'épargne-handicap. Il s'agit de contrat d'assurance-vie, d'une durée d'au moins six ans, garantissant le versement d'un capital ou d'une rente viagère à l'assuré atteint, lors de la conclusion du contrat, d'une infirmité l'empêchant d'avoir une activité professionnelle rentable. Le plafond de 7 500 F, plus 1 500 F par enfant à charge, s'applique globalement pour les primes de contrats de rente-survie et pour la part représentative des primes de contrats d'épargne-handicap. Les certificats établis par les assureurs doivent être joints à la déclaration de revenus.

#### l) ACHAT D'UN LOGEMENT EN VUE DE SA LOCATION

Le contribuable qui fait construire ou achète un logement neuf situé en France et destiné à la location à usage d'habitation principale bénéficie d'une réduction d'impôt de 10 % du prix de revient de ce logement à condition qu'il s'engage à le louer pendant six ans au moins. La

base de calcul de la réduction est plafonnée annuellement à 400 000 F pour un couple marié, 200 000 F dans les autres cas. Il en est de même pour celui qui souscrit à la constitution ou à l'augmentation du capital des sociétés immobilières d'investissement (SII) ou des sociétés civiles de placements immobiliers (SCPI) : la réduction de 10 % (calculée sur les trois quarts du montant de la souscription) n'est accordée que si le souscripteur s'engage à conserver les titres pendant au moins six ans et si la société destine les sommes en cause à l'acquisition ou à la construction d'immeubles localisés situés en France et affectés, aux trois quarts au moins, à l'habitation principale.

Pour les souscriptions au capital de SII ou de SCPI, le plafond de 400 000 F ou de 200 000 F est annuel.

Vous devez obligatoirement joindre à votre déclaration l'engagement de location (ou de conservation) pendant six ans et les justificatifs d'achat (ou attestation de la société).

### m) INVESTISSEMENTS DANS LES DOM-TOM

Ils ouvrent droit à une réduction d'impôt. Sont visés, non seulement les souscriptions au capital des sociétés de développement régional des DOM et des sociétés exerçant leur activité dans les DOM-TOM et collectivités d'outre-mer, mais également les achats de logements neufs occupés ou loués à usage de résidence principale, ainsi que les souscriptions au capital de sociétés ayant pour seul objet la construction de logements neufs loués comme habitation principale.

La réduction est étalée sur cinq ans. Le taux est de 50 % de ce plafond annuel (soit, en fait, pour 1989, un taux de 10 %). Vous devez joindre à votre déclaration l'engagement d'affecter le logement pendant cinq ans à l'habitation principale ou de conserver les titres pendant cinq ans (et, dans ce cas, l'attestation de la société).

n) Cotisations syndicales se reporter aux explications données au § 1 « Traitements, salaires et pensions », § g.

### SI VOUS ÊTES DOMICILIÉ (E) A L'ÉTRANGER

— **Délais spéciaux.** Selon le pays, vous disposez des délais suivants pour le dépôt de votre déclaration de revenus :

- Europe, pays du littoral méditerranéen et de la mer Noire, Turquie : 30 avril 1990.
- Afrique (sauf pays du littoral méditerranéen), Amérique du Nord : 15 mai 1990.
- Amérique centrale et Amérique du Sud : 31 mai 1990.
- Asie, Océanie, autres pays : 30 juin 1990.

— **Lieux de dépôt.** Adressez votre déclaration au Centre des impôts des non-résidents, 9, rue d'Uzès, 75084 Paris Cedex 02.

Toutefois, si vous résidez à Monaco, vous devez l'adresser au Centre des impôts de Menton, Le Triton, 7, rue Victor-Hugo, 06507 Menton.

— **Distribution des imprimés.** Elle est assurée par les services consulaires français à l'étranger.

— **Personnes concernées.** Les mesures ci-dessus sont applicables :

- aux personnes qui n'ont pas leur domicile en France mais y possèdent une ou plusieurs résidences ; elles sont imposables sur un revenu forfaitaire égal à trois fois la valeur locative réelle de ces habitations ou sur les revenus de source française s'ils sont plus élevés ;
- aux personnes qui n'ont pas en France de domicile et n'y disposent pas de résidences : elles sont imposables si elles perçoivent des revenus de source française ;
- aux fonctionnaires ou agents de l'Etat qui exercent leurs fonctions ou sont chargés de mission dans un pays étranger ;
- aux sociétés ou personnes morales qui exercent une activité en France sans y avoir d'établissement.

Lorsqu'une retenue à la source a été effectuée sur vos revenus de source française, portez cette retenue dans la rubrique 8, ligne n, case G et joignez à votre déclaration une note indiquant :

- le détail des sommes portées sur la déclaration et, pour chacune, le nom et l'adresse de la partie versante ;
- le montant des retenues correspondantes.

**REMARQUE :** transfert du domicile à l'étranger. Si vous quittez la France définitivement, vous devez déclarer, dix jours avant votre départ, vos revenus de l'année du transfert de votre domicile à l'étranger, faute de quoi vous n'obtiendrez pas le « quinqu fiscal » vous permettant de quitter le territoire français.

### REVENUS ENCAISSÉS HORS DE FRANCE

Après avoir rempli l'annexe n° 2047, reportez ces revenus sur votre déclaration d'ensemble sous la rubrique correspondant à leur nature, en les ajoutant éventuellement à vos autres revenus.

Si ces revenus ont été encaissés en monnaie étrangère, ils doivent être déclarés pour leur contre-valeur en francs français, calculée d'après le cours du change à Paris au jour de l'encaissement.

### REVENUS PERÇUS DANS LE CADRE DE CONVENTIONS INTERNATIONALES ou par des salariés envoyés à l'étranger par leur employeur et fiscalement domiciliés en France

Si vous êtes dans un des cas prévus pour bénéficier de l'exonération des revenus « étrangers », déclarez ligne N, case P de la rubrique à ces revenus exonérés qui doivent être pris en compte pour le calcul du « taux effectif » d'imposition applicable à vos autres revenus normalement imposables (excluez toutefois de ce montant les indemnités d'expatriation). Donnez le détail de ces revenus annexé page 6 de votre déclaration.

**REVENUS 1989**

**CALCULEZ VOS IMPÔTS**

avec

**Le Monde**

sur minitel  
36.17 code IMP



## DOSSIER

## Comment calculer vos impôts sur les revenus de 1989



Quel montant d'impôt paierons-nous cette année sur les revenus de 1989 ? La loi de finances pour 1990 publiée au « Journal officiel » daté du 29 décembre 1989 permet théoriquement à chaque contribuable de calculer son impôt, puisqu'elle contient notamment le barème de l'impôt sur le revenu (article 2-1 de cette loi). Mais ce barème (pour deux parts) est difficilement utilisable. Outre que le calcul de l'impôt nécessite la décomposition du revenu en tranches, il n'intègre pas des modifications importantes de la législation comme le plafonnement des effets du quotient familial.

Le tableau que nous présentons ci-dessous permet, lui, un calcul simple de l'impôt intégrant les effets de plafonnement du quotient familial pour les contribuables domiciliés en métropole.

En revanche, les effets de la minoration, comprise selon le cas entre 11 % et 3 %, ne sont pas intégrés dans le calcul, ni évidemment les réductions au titre des dépenses faites pour les intérêts des emprunts logement ou les assurances-vie. De même, la

décote dont peuvent bénéficier tous les contribuables aux revenus modestes doit être calculée distinctement. Les chiffres de revenus indiqués qui permettent le calcul de l'impôt sont des revenus imposables, c'est-à-dire après déduction des 10 % et 20 % auxquels vous avez droit (plus les déductions spéciales pour certaines professions) et après arrondissement à la dizaine de francs inférieure.

Si vous avez plus de huit parts ou si vous êtes domicilié(e) dans les DOM, une autre formule vous permet de calculer votre impôt. Mais cette formule ne tient pas compte du plafonnement du quotient familial (nous vous donnons les moyens d'en tenir compte dans un deuxième temps).

**BARÈME POUR CALCULER VOTRE IMPÔT :** recherchez dans la colonne qui correspond à votre nombre de parts et à votre situation le montant de votre revenu imposable et appliquez alors les opérations indiquées dans la colonne gauche.

VOUS AVEZ	1 part	1,5 part	2 parts	2,5 parts	3 parts	3,5 parts	4 parts	4,5 parts	5 parts	5,5 parts	6 parts	6,5 parts	7 parts	7,5 parts	8 parts
<b>I • VOUS ÊTES MARIÉ (E)</b>															
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	36 740	45 920	55 110	64 290	73 480	82 660	91 850	101 030	110 220	119 400	128 590	137 770	146 960	156 140	165 320
- Multipliez R par 5 % et déduisez	1 837	2 296	2 755	3 214	3 673	4 132	4 591	5 050	5 509	5 968	6 427	6 886	7 345	7 804	8 263
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	34 903	43 624	52 355	61 074	69 805	78 536	87 267	95 998	104 729	113 460	122 191	130 922	139 653	148 384	157 115
- Multipliez R par 9,4 % et déduisez	3 281	4 092	4 903	5 714	6 525	7 336	8 147	8 958	9 769	10 580	11 391	12 202	13 013	13 824	14 635
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	31 622	39 532	47 452	55 362	63 272	71 182	79 092	87 002	94 912	102 822	110 732	118 642	126 552	134 462	142 372
- Multipliez R par 14,4 % et déduisez	4 547	5 688	6 829	7 970	9 111	10 252	11 393	12 534	13 675	14 816	15 957	17 098	18 239	19 380	20 521
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	27 075	33 844	40 623	47 402	54 181	60 960	67 739	74 518	81 297	88 076	94 855	101 634	108 413	115 192	121 971
- Multipliez R par 19,4 % et déduisez	5 261	6 556	7 851	9 146	10 441	11 736	13 031	14 326	15 621	16 916	18 211	19 506	20 801	22 096	23 391
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	21 814	27 288	32 762	38 236	43 710	49 184	54 658	60 132	65 606	71 080	76 554	82 028	87 502	92 976	98 450
- Multipliez R par 24,4 % et déduisez	6 744	8 407	10 070	11 733	13 396	15 059	16 722	18 385	20 048	21 711	23 374	25 037	26 700	28 363	30 026
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	15 070	18 881	22 692	26 503	30 314	34 125	37 936	41 747	45 558	49 369	53 180	56 991	60 802	64 613	68 424
- Multipliez R par 29,4 % et déduisez	6 404	8 067	9 730	11 393	13 056	14 719	16 382	18 045	19 708	21 371	23 034	24 697	26 360	28 023	29 686
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	8 666	10 814	12 962	15 110	17 258	19 406	21 554	23 702	25 850	27 998	30 146	32 294	34 442	36 590	38 738
- Multipliez R par 34,4 % et déduisez	3 000	3 763	4 526	5 289	6 052	6 815	7 578	8 341	9 104	9 867	10 630	11 393	12 156	12 919	13 682
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	5 666	7 051	8 437	9 823	11 209	12 595	13 981	15 367	16 753	18 139	19 525	20 911	22 297	23 683	25 069
- Multipliez R par 39,4 % et déduisez	1 133	1 410	1 687	1 964	2 241	2 518	2 795	3 072	3 349	3 626	3 903	4 180	4 457	4 734	5 011
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	4 533	5 641	6 749	7 857	8 965	10 073	11 181	12 289	13 397	14 505	15 613	16 721	17 829	18 937	20 045
- Multipliez R par 44,4 % et déduisez	2 066	2 583	3 100	3 617	4 134	4 651	5 168	5 685	6 202	6 719	7 236	7 753	8 270	8 787	9 304
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	2 567	3 258	3 949	4 640	5 331	6 022	6 713	7 404	8 095	8 786	9 477	10 168	10 859	11 550	12 241
- Multipliez R par 49,4 % et déduisez	1 066	1 333	1 600	1 867	2 134	2 401	2 668	2 935	3 202	3 469	3 736	4 003	4 270	4 537	4 804
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	1 501	1 925	2 349	2 773	3 197	3 621	4 045	4 469	4 893	5 317	5 741	6 165	6 589	7 013	7 437
- Multipliez R par 54,4 % et déduisez	833	1 041	1 249	1 457	1 665	1 873	2 081	2 289	2 497	2 705	2 913	3 121	3 329	3 537	3 745
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	668	864	1 100	1 336	1 572	1 808	2 044	2 280	2 516	2 752	2 988	3 224	3 460	3 696	3 932
- Multipliez R par 59,4 % et déduisez	366	458	550	642	734	826	918	1 010	1 102	1 194	1 286	1 378	1 470	1 562	1 654
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	302	406	500	592	684	776	868	960	1 052	1 144	1 236	1 328	1 420	1 512	1 604
- Multipliez R par 64,4 % et déduisez	166	208	250	292	334	376	418	460	502	544	586	628	670	712	754
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	136	178	220	262	304	346	388	430	472	514	556	598	640	682	724
- Multipliez R par 69,4 % et déduisez	66	84	102	120	138	156	174	192	210	228	246	264	282	300	318
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	70	94	118	142	166	190	214	238	262	286	310	334	358	382	406
- Multipliez R par 74,4 % et déduisez	36	46	56	66	76	86	96	106	116	126	136	146	156	166	176
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	34	48	62	76	90	104	118	132	146	160	174	188	202	216	230
- Multipliez R par 79,4 % et déduisez	16	20	24	28	32	36	40	44	48	52	56	60	64	68	72
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	18	28	38	48	58	68	78	88	98	108	118	128	138	148	158
- Multipliez R par 84,4 % et déduisez	8	10	12	14	16	18	20	22	24	26	28	30	32	34	36
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	10	18	26	34	42	50	58	66	74	82	90	98	106	114	122
- Multipliez R par 89,4 % et déduisez	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	14	23	32	41	50	59	68	77	86	95	104	113	122	131	140
- Multipliez R par 94,4 % et déduisez	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	12	21	30	39	48	57	66	75	84	93	102	111	120	129	138
- Multipliez R par 99,4 % et déduisez	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	12	21	30	39	48	57	66	75	84	93	102	111	120	129	138
- Multipliez R par 104,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 109,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 114,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 119,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 124,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 129,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 134,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 139,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 144,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 149,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 154,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 159,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 164,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 169,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 174,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 179,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 184,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 189,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	110	119	128	137
- Multipliez R par 194,4 % et déduisez	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
- Votre revenu imposable R n'exécute pas	11	20	29	38	47	56	65	74	83	92	101	11			







## COMMUNICATION

## Le parquet de Paris requiert un non-lieu en faveur de M. Michel Droit

Le parquet de Paris a requis auprès de M. Philippe Jeannin, juge d'instruction à Paris, le jeudi 15 février, un non-lieu en faveur de M. Michel Droit, de M. Yves de Chaisemartin, directeur du groupe Hersant, aujourd'hui directeur général de la Cinq, et de M. Pascal Valléry-Radot, ancien chargé de mission à la CNCL, aujourd'hui au CSA.

M. Michel Droit avait été inculpé le 27 mai 1988 de corruption passive par le juge d'instruction Claude Grellier. Une

enquête judiciaire avait révélé l'existence sur les comptes bancaires de M. Michel Droit de versements réguliers émanant du groupe Hersant, dont l'académicien avait été longtemps le salarié avant sa nomination à la CNCL. Pour justifier le maintien de ces liens financiers, apparemment contraires à l'obligation de stricte indépendance imposée aux membres de la commission, M. Droit avait avancé deux explications : d'une part, il s'agissait du versement d'indemnités diverses qui lui étaient dues par le groupe Hersant dans le cadre de son départ à la retraite ; d'autre part, ces sommes étaient constituées par les versements échelonnés de droits d'auteur anticipés sur une éventuelle édition et commercialisation des cahiers de « Figaro histoire », une rubrique hebdomadaire créée pour lui par le Figaro-Magazine. Ce système de justification était le seul capable d'éviter à l'académicien de tomber sous le coup de la loi de 1986. Celle-ci, en effet, n'autorisait aux membres de la CNCL d'autres rémunérations que le traitement versé par la commission, à l'exception justement de droits d'auteur.

L'argument avait cependant été largement contredit par un rapport de police remis à la justice à

l'issue d'une longue enquête (le Monde du 4 octobre 1988) et qualifiant certains documents avancés par M. Droit pour expliquer les versements opérés sur son compte de « faux fabrications dans la précipitation ». L'enquête avait conclu à la complicité de M. Yves de Chaisemartin, directeur adjoint de la Socpresse, qui, soupçonné d'avoir facilité ces divers paiements à l'académicien, avait été inculpé, le 12 juillet 1988, de corruption passive. Inculpé de trafic d'influence le 23 novembre 1987, pour un voyage au Maroc offert par Radio-Orient, M. Valléry-Radot n'était qu'indirectement concerné dans ce dossier. Une ordonnance de non-lieu avait été rendue en sa faveur, le 2 août 1988, par le juge Grellier, ordonnance annulée pour des raisons de procédure.

Au cours de l'instruction, l'affaire avait connu de nombreux rebondissements et fait l'objet de vives polémiques. M. Pierre Arpaillange, alors procureur général de la Cour de cassation, avait lui-même stigmatisé le dessaisissement du juge Grellier décidé dans la première phase de cette affaire par la Cour de cassation, mettant en garde les magistrats contre le risque de se voir transformer en « bouffons de la République ».

ANNICK COJEAN

## Mettant fin au monopole public

## Le gouvernement portugais veut créer deux chaînes de télévision privées

## LISBONNE

de notre correspondant

Le gouvernement portugais a annoncé son intention de déposer au Parlement un projet de loi sur la télévision permettant la création de deux chaînes privées. D'après ce projet, la compétition serait ouverte à des sociétés anonymes disposant d'un capital social minimum de 40 millions de francs. Chaque associé ne pourra détenir plus d'un quart de ce capital. La participation étrangère sera limitée à 10 %.

Le projet détermine en outre que 50 % des programmes seront diffusés en langue portugaise ; 10 % devront être produits par la chaîne privée elle-même et 35 % seront

d'origine européenne. Enfin, la publicité ne pourra pas occuper plus de 15 % du temps quotidien d'émission. Une clause spéciale sera introduite dans le règlement du concours accordant la priorité à des candidatures liées d'une manière ou d'une autre à l'Eglise catholique.

La décision finale sur l'octroi des chaînes appartient à une haute autorité sur la communication sociale dont la structure est actuellement en débat à l'Assemblée. D'après le calendrier déjà fixé par le gouvernement, la loi sur la télévision doit être promulguée avant le mois de juin et l'attribution des chaînes aura lieu au cours de l'année prochaine.

JOSE REBELO

## SPORTS

## ATHLÉTISME : crise en Allemagne de l'Est

## La fin de l'âge d'or

La défaite des équipes masculine et féminine lors du Match des six nations disputé à Bercy le 10 février (le Monde du 13 février) a semblé-t-il ouvrir une crise dans l'athlétisme est-allemand qui, en septembre dernier, dominait encore lors de la Coupe du monde à Barcelone.

« Pas une des trente-sept médailles d'or que nous avons gagnées à Séoul ne nous aide à résoudre les problèmes des années 90, comme d'avoir le téléphone chez soi », écrivait un journaliste du mensuel sportif Star peu après la chute du mur de Berlin. « Il faut en finir une fois pour toutes avec cette conception qui fait du sport la manifestation exacerbée du prestige national (...). » déclarait Gregor Gysi, président du Parti communiste rénové, dans une interview accordée le 20 janvier dernier au magazine sportif est-allemand Sportecho.

Deux jours après, en rendant compte de la réunion à Berlin-Est de la Fédération gymnique et sportive est-allemande (DTSB) qui a été, sous Walter Ulbricht et Erich Honecker, l'organisme de gestion du sport et qui va être remplacée par un Office de la jeunesse et des sports, le quotidien Junge Welt écrivait que « la RDA avait longtemps vécu largement au-dessus de ses moyens dans le sport de haute compétition car il en allait du prestige national », mais que « désormais elle ne participera certainement plus dans toutes les disciplines, en avion ou en lutte pour ne prendre que ces deux exemples ».

Dans une Allemagne de l'Est qui venait de découvrir avec stupeur que le champion olympique de décathlon 1988, Christian Schenk, avait touché pour sa médaille d'or une prime de 35 000 marks (environ 38 000 F), soit près de trois fois le salaire annuel moyen d'un ouvrier, cela ne pouvait rester proposé en l'air : le gouvernement est-allemand a annoncé le 13 février que le budget des sports, qui selon certaines sources représentait un quart des dépenses du gouvernement, allait être réduit de 60 millions de marks (environ 66 millions de francs) et que cent cinquante entraîneurs allaient être licenciés.

Sans attendre d'être remercié, l'entraîneur en chef de l'athlétisme est-allemand, Ekkehard Arbeit, membre de l'ancien appareil communiste qui l'avait mis en place en 1989, a donné sa démission dès son retour de Paris après une défaite des équipes au mailloil bleu gris qu'il avait commentée en notant : « Toute comparaison avec le passé est actuellement impossible, nous avons des problèmes de budget, de motivation ; les esprits sont préoccupés par d'autres sujets que ceux qui décalaient du sport ».

Les commentaires des champions présents à ce match allaient dans le même sens. « Nous ne savons plus où nous allons, le sport est-allemand est actuellement en suspens », a déclaré la championne du monde du 100 et du 200 mètres, Silke Moeller-Gladish, qui a terminé bonne dernière du 60 mètres au POPB.

Un autre témoignage de la déstabilisation de l'appareil sportif de RDA : la participation de Wolf-

gang Schmidt, l'ancien recordman du monde de lancer du disque et qui reste à trente-six ans l'un des meilleurs dans cette discipline, aux prochaines compétitions internationales - notamment les championnats d'Europe de Split (Yougoslavie) en septembre prochain - sous les couleurs de la RFA ne fait plus l'objet d'un veto alors que depuis son passage à l'Ouest, en 1987, après un séjour en prison, cela lui avait été impossible.

Dans un tel contexte il n'est pas surprenant que l'un des équipements sportifs secrets le mieux gardé de RDA ait été mis à la disposition des fédérations étrangères moyennant finance : il s'agit de salles d'entraînement dépressurisées où est simulée la raréfaction de l'oxygène jusqu'à des altitudes de 4 000 mètres. Les deux premières ont été construites en 1979 à Kienbaum près de Francfort-sur-Oder dans l'est de la RDA et avaient coûté 16,5 millions de marks. Depuis 1980 une autre salle abrite une piste de course et un bassin d'aviron.

De passage à Berlin-Est entre deux prises de vue du film qu'elle tourne en Espagne - une version de Carmen sur la glace - la championne olympique et mondiale de patinage, Katarina Witt, qui fut une des privilégiées du système, s'est inquiétée de cette évolution : « Notre système sportif était vraiment très bon, c'était ce que nous faisions de mieux. Y mettre un terme ne sera pas forcément la meilleure solution à nos problèmes. Si nos champions ne sont plus soutenus, ils iront à l'Ouest pour pouvoir s'exprimer, et je les comprendrai ».

ALAIN GRAUDO

## CARNET DU Monde

## Décès

— M<sup>me</sup> Moïse Cohen  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Aclache  
et leurs enfants et petits-enfants.  
M. Jean Benoit  
et ses enfants.  
M<sup>me</sup> Suzanne Amar  
et ses enfants.  
Et toute la famille,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jules ACHACHE,  
née Bellier-Hernandez Amar,

leur sœur, mère, grand-mère, arrière-grand-mère, tante et alliée,  
survenue le 13 février 1990, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont lieu vendredi 16 février, au cimetière nouveau de Vitry-sur-Seine, 75, avenue Mallet-Lafayette.

Réunion à la porte principale, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
M<sup>me</sup> Pierre Aclache et M<sup>me</sup>,  
75005 Paris.

— M. Jean-Pierre Badier,  
son épouse,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Michel Badier,  
M<sup>me</sup> Claire Badier,  
M. et M<sup>me</sup> Gérard Perrin-Badier,  
avocats à la Cour,  
ses enfants,  
Nicolas, Cécile et Isabelle Badier,  
Emmanuel et Pierre Perrin,  
ses petits-enfants,

Les familles Laffont, Bironet,  
Badier, Lancelot et Rousseaux,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> BADIER,  
née André Laffont,  
agréée de l'Université,  
directrice de lycée honoraire,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite,  
commandeur des palmes académiques,

survenue le 15 février 1990.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 20 février à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Prades (Pyrénées-Orientales), après une bénédiction en l'église Saint-Pierre-de-Prades, le mercredi 21 février, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue du Vieux-Colombier,  
75006 Paris.

— M. Jacques Bertin,  
M<sup>me</sup> Marie-Laure Bertin,  
M<sup>me</sup> Léonora Bertin,  
M. et M<sup>me</sup> Martial Badier  
et leur fille,  
Et toute la famille,  
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jacques BERTIN,  
née Micheline Badier,

leur épouse, mère, fille, sœur, belle-sœur, tante et parente,  
survenue à l'âge de quarante-neuf ans.

Priez pour elle.

Le service religieux sera célébré le lundi 19 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin, place Saint-Augustin, Paris-8, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans le cimetière de famille.

Théâtre du Gymnase Marie-Bell,  
38, boulevard Bonne-Nouvelle,  
75010 Paris.

— M<sup>me</sup> Jean Colmez,  
son épouse,  
Petits-enfants,  
Arrière-petits-enfants,  
La famille,  
Et ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean COLMEZ,  
ancien professeur

à la faculté des sciences de Bordeaux,

survenue à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le jeudi 15 février, à Antony (Hauts-de-Seine).

140, avenue François-Mollet,  
92160 Antony.

— M<sup>me</sup> Guy Der Megreditchian,  
Jacques et Philippe Der Megreditchian,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy DER MEGREDITCHIAN,

leur époux, père et parent,

survenue le 13 février 1990, à l'âge de cinquante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 19 février, à 15 h 30, en l'église Sainte-Thérèse, 62, rue de l'Académie-Mairie, à Boulogne (Hauts-de-Seine).

43, rue de Bellevue,  
92100 Boulogne.

— M<sup>me</sup> Maurice Daussey,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-François Daussey,  
Antoine,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe-Emmanuel Daussey,  
Anne-Frédérique,  
M. et M<sup>me</sup> Frank Rioufol,  
Jean et Juliette,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Claude Daussey  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Maurice Louisor  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Christiane Arbez,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. le docteur MAURICE DAUSSEY,  
chirurgien honoraire  
de l'hôpital Saint-Joseph de Paris,

décédé en son domicile à Nantes, à l'âge de soixante-cinq ans, le 15 février 1990.

La cérémonie religieuse et l'inhumation seront célébrées à l'église (Vendée), le samedi 17 février, à 16 heures.

18, rue Marie-Anne du Bocage,  
44000 Nantes.

— Son épouse,  
Son fils,  
Son sœur,  
Son tante, ses oncles,  
Ses cousins, ses cousines,  
Et ses alliés,  
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Frédéric GERAULT.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

Une pieuse pensée est demandée à ceux qui ont aimé sa mère.

Madeleine LEIRA.

— M<sup>me</sup> Claude de Hennezel,  
Catherine et Eric,  
Armand,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Parat,  
M<sup>me</sup> Madeleine Lizard,  
Ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,  
Ses neveux et nièces,  
Et toute la famille,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Claude de HENNEZEL,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,

leur époux, père, grand-père, fils, frère, beau-frère, oncle et parent,  
survenue le 12 février 1990, à l'âge de soixante-trois ans, à Paris-15.

Le service religieux sera célébré le mardi 20 février, à 15 h 30, en l'église Sainte-Monique de Bagneux (Hauts-de-Seine), rue-point des Martyrs-de-Châteaubriant, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière communal de Bagneux, dans la sépulture de famille.

9, allée des Orchidées,  
92220 Bagneux.

— Madeleine,  
son épouse,  
Jean-Bernard, Pierre, José-Marie,  
Jean-François, Catherine, Béatrice,  
ses enfants,  
Leurs époux et épouses,  
Ses petits-enfants,  
font part du décès de

Engèle HEYMANN,

le 14 février 1990.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont lieu le vendredi 16 février, à Boulogne-Billancourt.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Gilberte Minne,  
Ses filles,  
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Pierre MINNE,

membre du Collège de psychiatrique,

survenue le 14 février 1990.

Les obsèques auront lieu le 17 février, au cimetière du Grand-Saint-Jean, à Aix-en-Provence, à partir de 15 heures.

— Son épouse,  
Ses enfants,  
Petits-enfants,  
Et toute la famille,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Alexis P. MITROFANOFF,

survenue le 14 février 1990, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière orthodoxe de Sainte-Concève-des-Bas, dans la plus stricte intimité.

25, rue du Montier,  
95510 Villetel.

CARNET DU MONDE

Renouvellement : 42-47-85-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

Albums et actionnaires : 77 F

Communications diverses : 98 F

— Villars-les-Dombes. Besançon. Buelles. Paris.

M<sup>me</sup> Jean Saint Cyr,  
M<sup>me</sup> Philippe Viricel,  
M. et M<sup>me</sup> Paul Saint Cyr,  
leurs enfants et petits-enfants.  
Le docteur et M<sup>me</sup> Maurice Saint Cyr,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> René Saint Cyr  
et leur fils,  
M<sup>me</sup> Hélène et M. Delacroix  
et leurs fils,  
Les familles Viricel et Claude Saint Cyr,  
Leurs parents, leurs amis,  
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean SAINT CYR,

docteur vétérinaire,  
maître honoraire de Villars-les-Dombes,  
président honoraire  
du conseil général de l'Ain,  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur  
de l'Ordre national du Mérite,  
commandeur du Mérite agricole  
et des Palmes académiques,  
ancien sénateur,  
ancien député,  
président honoraire  
de l'Ordre national des vétérinaires,  
fondateur de la Caisse  
des retraites des vétérinaires,  
président d'honneur  
de la Régie départementale  
du Parc des oiseaux  
et de nombreuses associations  
sur le plan national et départemental,

survenue à Villars-les-Dombes, le 15 février 1990, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Ses funérailles auront lieu en l'église de Villars, le samedi 17 février, à 15 heures.

Corps déposé au maire de Villars-les-Dombes, à 11 heures.

Condoléances sur registre, ou à la mairie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> le 7 mars 1989, à Ambérieu-en-Bugey (Ain), Jean Saint Cyr, diplômé de l'École vétérinaire de Lyon, fut pendant dix-huit ans, de 1949 à 1966, président de l'Ordre national des vétérinaires. Il avait commencé sa carrière politique juste après la Libération, en tant que Parti radical socialiste. Maire de Villars-les-Dombes de 1945, Jean Saint Cyr a été élu le même année conseiller général de l'Ain et député du département de l'Ain de 1945 à 1976. En tant que conseiller général, il a été élu conseiller général de l'Ain de 1945 à 1951 et député de l'Ain de 1951 à 1956. Jean Saint Cyr s'est toujours consacré à son département, en fondant notamment le poste ornithologique de Villars-les-Dombes, l'une des principales réserves d'oiseaux d'Europe.

— Eveline et Paul Venturini,  
ont la grande peine de faire part du décès accidentel de leur fils

Eric VENTURINI,

survenue le 3 février 1990.

La cérémonie d'incinération aura lieu au columbarium du Père-Lachaise (entrée Gambetta), mardi 20 février, à 8 h 30.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons peuvent être adressés pour l'hôpital de l'Enfant, à Mangrove, au compte n° 271.73.743-73 de l'ambassade du Nicaragua, BNP, agence Victor-Hugo.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— Pour le vingtième anniversaire de la mort de

Joyeux Gabriel LE BRAS,

une pensée est demandée à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

Communications diverses

— HBC 89 : cinq majors

Le 19 février 1990, M. Georges Meyer, président-directeur général des Galeries Lafayette, membre de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, président de la commission administrative du groupe HEC, et M. Jean-Louis Scaringella, directeur de l'école HEC, adresseront leurs félicitations aux cinq élèves de la filière du président 1989 : Anne Auger-Thery, Bertrand Badre, Christine Benard, Joëlle Saadla, Frédéric Tcherneanu, au cours d'une cérémonie donnée en leur honneur.

— Cercle Bernard-Lazare : « Un siècle après, faut-il traduire le mot « situation » ? », Claude Klein, juriste, professeur de droit à l'université hébraïque de Jérusalem, qui vient de publier l'Etat des Juifs, de Theodor Herzl, retraduit et suivi d'un Essai sur le sionisme (éd. La Découverte), l'Etat des Juifs, Israël (éd. du Félin), le Droit israélien (éd. PUF Que sais-je ?), teneur avec Robert S. Wistrich, titulaire de la chaire d'histoire juive moderne de l'université hébraïque de Jérusalem d'apporter une réponse à cette question. N.B. dimanche 18 à 18 heures, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 42-71-68-19.

— Une conférence sur le thème « Nous faut-il des prophètes, des moines ou des rois ? » avec la participation de Saint Myrman et de Thomas Fersen aura lieu le 19 février, à 20 h 30, en l'église réformée de Port-Royal, 18, boulevard Arago, 75013, Paris (entrée libre).

1501

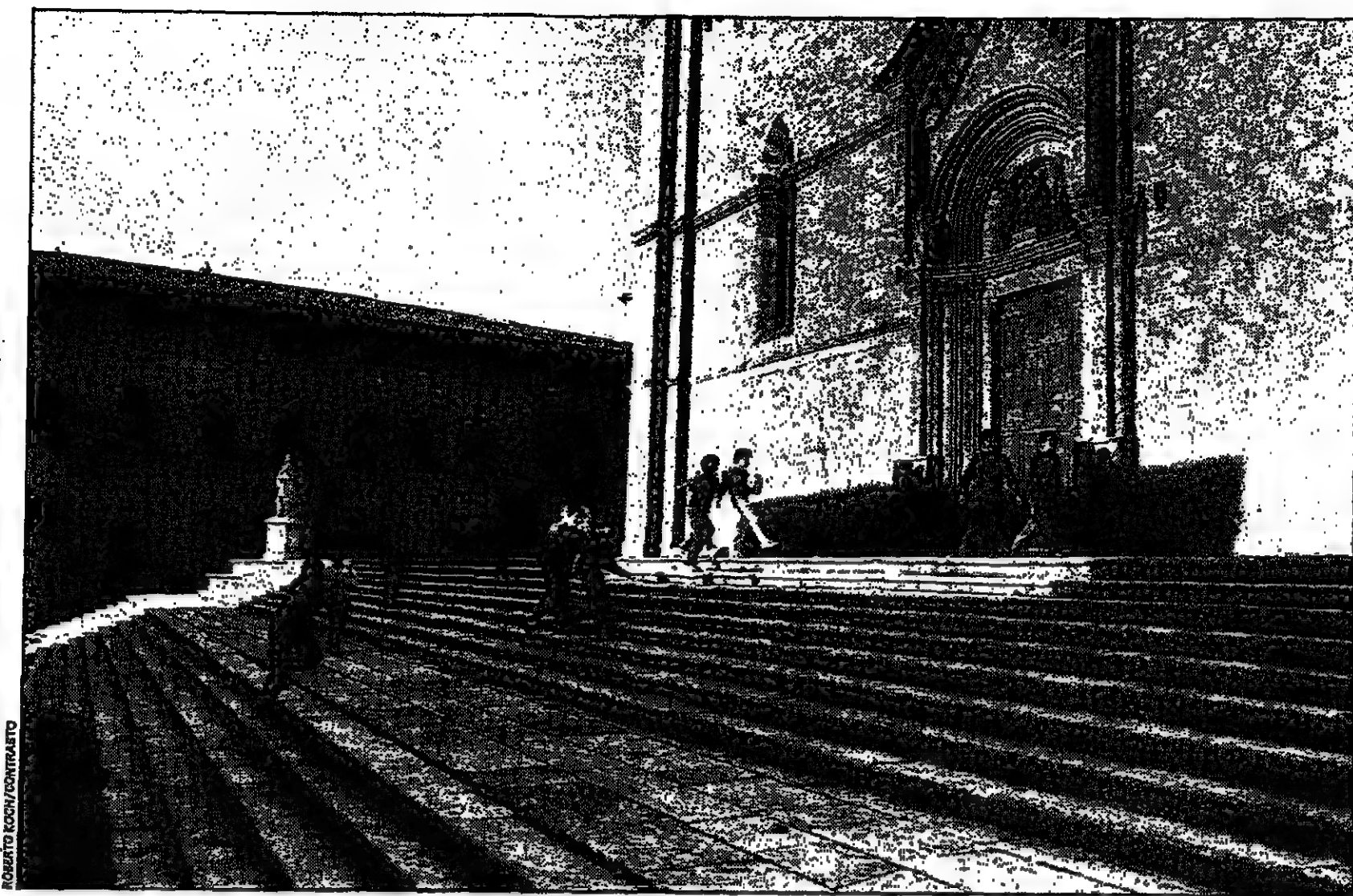


# Le Monde

## SANS VISA

... Le Monde • Samedi 17 février 1990 23

Ce que Piero della Francesca a réussi à San Francesco d'Arezzo n'a pas souvent été égalé. Le sujet est « l'Invention de la Vraie Croix ». C'est simple, c'est à deux pas de la Piazza Grande. Il suffit d'entrer.



# Piero d'Arezzo chez lui



**A**REZZO. Piazza Grande, à la terrasse d'un petit restaurant des loges Vasari, le soleil d'hiver nous enfane de lumière pâle. Chaque bouchée de tortelli à la panna apporte la preuve par la gourmandise de l'existence de l'homme. Mais encore ? Des voitures de police, des fourgons arrivent, sirènes beuglantes. Un homme enchaîné sort du tribunal, un palais du XVIII<sup>e</sup> qui prolonge le chevet de la Pieve di Santa Maria. Ils l'emmenent. Est-ce un brigand, un trafiquant de drogue ? L'Histoire continue. Stendhal disait d'Arezzo : elle n'a pas bougé depuis Dante. Depuis Stendhal, elle dévale la pente. Elle est devenue moderne, industrielle, autoroutière sur sa périphérie, ornée d'un Crocodile Aqua Park. Le centre reste immobile. Ses pierres témoignent pour les siècles lents, du Moyen Âge et de la Renaissance. Arezzo est moins atteinte que Florence ou Sienna par le ravinement touristique. Est-ce parce qu'il y a si peu d'hôtels ? L'Inghilterra a disparu. Ou bien est-ce parce que la ville n'est fréquentée que par les fous de Piero ? Piero della Francesca. Le Pierre de la François. La ville lui appartient. Il l'aimante, autour de la sombre chapelle de

San Francesco, où est enfoncé son grand œuvre mystérieux. On atteint Arezzo en suivant sa piste. A Rimini, l'on aura vu Saint Sigismond et Malatesta ; à Urbino : la Flagellation ; à San Sepolcro : la Résurrection ; à Monterchi : la Madonna del Parto, démasquée par deux anges en chaussettes, vertes sur tribord et rouges sur bâbord, tellement encastrée du Christ qu'elle va s'ouvrir comme une grenade trop mûre. Et l'on y retournera pour comparer, revoir, et revenir encore en cherchant le crescendo d'une œuvre poétique qui culmine à Arezzo avec le cri muet du fils d'Adam, à la mort de son père, premier homme à mourir, à découvrir ce qu'est la mort. On arrive à Arezzo en remontant le Tibre depuis Pérouse ou l'Arno depuis Florence, au large des monts de la Lune, dans des campagnes dessinées de fausses perspectives qui se coupent : rangées d'oliviers, sillons de vignes sur leurs « pali » bleus de sulfate de cuivre, alignement insistant de cyprès qui mène à une propriété invisible dans le vert-noir. Piero a-t-il vu la même campagne avec les épouvantails qui y font du sémaphore ? Ce qu'il a vu n'a certainement pas bougé

entre sa naissance à Borgo San Sepolcro en 1420 et sa mort à Borgo San Sepolcro en 1492. Le 12 octobre, comme on le lit aujourd'hui sur le livre d'enregistrement des morts de la Confraternité de San Bartolomeo del Borgo exposé sur une table à couvercle de verre dans le musée local. C'était l'automne. Un seul paysage Piero ne raconte la campagne que dans une échappée sur le Tibre. Il ne s'est intéressé qu'à un seul paysage, celui de la douleur stupéfaite dans le regard des hommes. Un étonnement qui dure, d'avoir été chassés du paradis terrestre. Vérifiez, c'est visible même dans les plus mauvaises reproductions. Nous sommes à peine éloignés de lui de quatre siècles et demi et il nous sidère. Comme il a sidéré ses contemporains. « Il famoso pittore », Théoricien de la perspective, certes, l'auteur de la Cité idéale, que l'on voit à Urbino, « le premier cubiste » d'après Lothé, amateur de mathématiques, mais surtout manipulateur de regard, prestidigitateur d'âmes. Ce qu'il a réussi à San Francesco d'Arezzo n'a pas souvent été égalé. A deux pas de la Piazza Grande. C'est simple, il suffit

d'entrer. L'église est sombre. Comme dans tous les monuments italiens, des ouvriers montent des échafaudages pour le « restauro ». Les clés à six pans qui leur échappent tombent en cascade métallique jusqu'au sol de marbre. Cling, cling, comme un cri aigre inattendu dans le silence des pierres. On y est presque.

### La Vraie Croix en vingt séquences

C'est dans ce recoin derrière le maître-autel, dans ce couloir vertical, cette cheminée enlaidie à la chaux, que le sponsor local, Giovanni Bacci, propose à Piero de peindre les péripéties d'une longue histoire dans laquelle, au milieu de centaines de personnages, apparaîtrait, une fois seulement, son visage gras et blême. Etant entendu que le lieu était si malaisé que personne ne verrait le haut de la fresque, ni même commodément le milieu.

Alors pourquoi ? Mais on pourrait se poser la même question à Lascaux ou à la Sixtine. Et à l'époque on ne disposait ni de l'éclairage artificiel, ni de jumelles, ni de livres d'art qui révèlent soudain l'œuvre comme on ne l'a jamais vue auparavant : proche, à hauteur du regard, en gros plan, disséquée, flagrante. Pourtant, il faut se souvenir du confinement pour lequel elle fut conçue, gisement d'imaginaire gardé par l'ombre. Et qui décida du sujet ?

Le sujet, c'est « l'Invention de la vraie Croix », la croix du Christ, telle que la raconte la « Légende dorée » de Jacques de Voragine, une compilation de légendes édifiantes produites par la ferveur des premiers chrétiens, mais dédaignées par l'Eglise romaine. Dans l'histoire de la vraie Croix, Piero choisit de raconter ce qui l'intéresse : la reine de Saba, Salomon, le rêve de Constantin, la bataille de Constantin et de Maxence, la défaite de Chosroes, etc. Vingt épisodes ou portraits pour montrer sur des visages humains l'amour, la peur, la mort mais surtout l'ennui, l'indifférence, l'incompréhension, le doute.

Le personnage principal qui est supposé donner un sens à toute l'action, le Christ, est absent. Voilà un étonnant montage romanesque sans person-

nage central. L'histoire s'arrête avec l'Annonciation et ne reprend que deux cents ans plus tard. Oubli volontaire. Les lumières électriques que notre époque projette sur la fresque, avec 200 litres que l'on doit faire tomber dans une boîte minuscule derrière le maître autel, n'ont pas ses mystères.

Si vous l'aviez oublié, « l'Invention de la Sainte Croix » se fête le 3 mai dans la liturgie romaine classique. C'est une longue histoire d'arbres, à versions multiples, qui remonte à avant le déluge. Lorsque Adam fut près de mourir, il envoya son fils Seth demander à l'ange Gabriel de l'huile de l'arbre de Miséricorde pour le guérir. L'ange refusa mais donna à Seth des graines, ou un rameau d'un arbre, qui était peut-être celui de la Science, du Bien et du Mal. Seth en rentrant trouva son père mort. Selon d'autres versions, il planta les graines dans la bouche d'Adam avant de l'enterrer. L'arbre qui poussa devait fournir

le bois de la croix du Christ. S'agit-il d'un seul arbre ou de plusieurs ? Certaines traditions énumèrent quatre arbres qui participèrent au bois de la croix : le palmier, le cyprès, l'olivier et le cèdre. Dans la fresque d'Arezzo, lorsque l'ange annonce à Marie la naissance du Christ, il ne tient pas dans la main le lys habituel, mais une palme, il annonce aussi sa mort.

Deux cents ans après la mort du Christ, l'empereur Constantin doit repousser les barbares qui arrivent au bord du Danube, conduits par Maxence. La veille du combat il s'endort sous sa tente. Deux guerriers et un page veillent sur son sommeil. Il dort chapeau en tête, les draps blancs remontés sur sa barbe. Lorsque soudain un ange descend du ciel. A bout de bras, il porte une croix minuscule, presque invisible à l'œil nu, sur la fresque.

ALAIN HERVÉ

Lire la suite page 24

On ne choisit pas AKIOU par hasard, les grands voyageurs le savent bien !

**AKIOU**  
L'ART DU BEAU VOYAGE

- des circuits lointains, classiques ou inédits en Orient, Asie, URSS, Amérique du Sud...
- des séjours balnéaires de rêve, Phuket, Bali, Polynésie, Jamaïque...
- des week-ends musicaux prestigieux, Milan, Berlin, Vienne...

Renseignements et catalogue AKIOU dans toutes des agences de voyages et au 47.59.47.47



## SANS VISA

## ESCALES

Béjart  
à Gizeh

Béjart n'est pas à court d'idées, on le savait. On sait aussi que, du 17 au 25 mai prochain, pour les huit représentations du Béjart Ballet Lausanne sur la site de Gizeh au Caire, au pied des pyramides, il puisera son inspiration dans l'islam, qu'il connaît bien. Un islam qu'il ne faut pas assimiler trop rapidement à la civilisation musulmane pulvisque, rappelle-t-il, « il existe un art, des musiques islamiques hindoues, persanes

ou égyptiennes ». L'Orient donc, et l'Égypte précisément, sera au cœur de ce ballet qui intégrera des airs d'Oum Kalsoum, la célèbre chanteuse égyptienne. Bona parte à la rencontre de l'islam : l'ambition universelle habituelle au chorégraphe est reflétée dans le titre de cette création placée sous le patronage des ministères égyptiens de la culture et du tourisme.

Plusieurs forfaits accompagnent ces représentations. De quatre jours au Caire (9 900 F), avec possibilité d'une prolongation de quatre

jours jusqu'à Louxor (3 500 F), à la soirée de prestige avec vol en Concorde (28 800 F) ou en Boeing-737 (9 950 F). Également une croisière de huit jours jusqu'à Assouan (13 500 F). Enfin, du 18 au 23 mai, cycle de conférences de l'historien Pierre Miquel sur l'histoire et la civilisation égyptiennes le dîner-conférence, 750 F.

Renseignements et réservations auprès de Laurens Conseil (360, rue Lecourbe, 75015 Paris, tél. : 40-60-96-25) et par minitel, 3615 Biletel. Il n'est pas indifférent de noter qu'un certain pourcentage du prix de chaque billet sera remis à l'association Enfance et Partage pour les enfants du tiers-monde.

Guides  
sachant guider

On a toujours besoin d'un plus savant que soi. Sur cette évidence se fonde l'existence des guides-interprètes. Ils feront la démonstration de leur science et de sa nécessité le mercredi 21 février, qui sera leur première journée internationale, en offrant aux citadins de plusieurs villes de France une visite guidée, gratuite, de leur ville. Il en sera ainsi à Rennes, Nice, Cannes notamment, et Paris.

Les Parisiens auront un avantage supplémentaire du statut de capitale de leur ville : français mais aussi italien, américain, japonais, en tout cas diplômé en France, le guide leur offrira en outre son regard différent. Cinq cents personnes environ, réparties

en une douzaine d'autocars, suivront le parcours obligé du parfait touriste à Paris : la tour Eiffel, les Invalides, l'Opéra, le Louvre, Notre-Dame, le Musée d'Orsay, etc. Le rendez-vous est fixé à 14 heures, place de la Concorde, devant le Musée de l'Orangerie.

Pour en savoir plus, s'adresser à la Fédération nationale des guides-interprètes, 267, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél. : 43-48-51-43.

Thaïlande  
à façon

Construire son voyage. Pacific Holidays (34, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris, tél. : 45-41-62-58) en donne les moyens : le billet d'avion, une voiture avec ou sans chauffeur, des bons d'hôtel. A chacun d'en disposer au mieux, aux dates et pour la durée qui lui conviennent.

Le vol charter est moins cher (4 300 F, un départ hebdomadaire), le vol régulier plus fiable et direct (5 700 F, quotidien). Pour la location de voiture, prévoir de 365 F à 1 300 F par jour selon la cylindrée, 880 F pour un minibus Nissan de 5 à 8 places. Si l'on veut être conduit, ajouter 270 F. Les bons d'hôtels coûtent 340 F par nuit avec petit déjeuner ; le luxe est possible dans les grandes villes, moyennant 130 F de plus par nuit dans un 4 étoiles. Il n'est pas



nécessaire de réserver à l'avance sauf dans les grandes villes. Pas de violence donc, on pourra s'occuper ou ralentir le rythme.

Pour ce qui concerne l'itinéraire, si l'on manque d'idées consulter sa collection de guides prêtée, l'organisateur — spécialiste de l'Asie — ou l'Office du tourisme de Thaïlande (90, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 45-62-87-48).

Opéra-Neige  
à Montgenève

La doyenne des stations françaises de sports d'hiver innova, Montgenève, où fut organisée en 1907 la première compétition internatio-

nale de ski alpin, a choisi l'insolite : l'organisation de spectacles en plein air sur un espace scénique de plus de 3 hectares de neige.

Commencées en 1980 avec Rains des neiges, un conte d'Andersen, les Fêtes de Montgenève présentent cet hiver Pierrot ou les secrets de la nuit, inspiré d'un conte de Michel Tournier, avec l'Orchestre régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Quelque trois cent cinquante chanteurs, choristes, acteurs, figurants, acrobates à ski ou surfeurs évoluent sur un site éclairé par trois cents projecteurs et sonorité par quarante enceintes acoustiques. La technique se met au service de la magie de ce Son et

lumière inattendu, à plus de 1 800 mètres d'altitude. A la frontière franco-italienne, Montgenève, fièvre d'un passé qui l'a vu accueillir dans les années 30 Colette, Jean Gabin et Mistinguett, ne se contente pas du lancement d'une politique d'animation culturelle de qualité ; la station des Hautes-Alpes a le souci d'y associer ses habitants qui participent étroitement à la réalisation des spectacles.

Les représentations de Pierrot ou les secrets de la nuit, opéra spécialement écrit pour ces Fêtes, seront données les 21, 23, 28 février et 2 mars. L'Office de tourisme se charge des réservations par courrier ou par téléphone : (16) 92-21-90-22.

## VACANCES VOYAGES

## HÔTELS

## Côte d'Azur

06160 CAP-D'ANTIBES  
HOTEL ROUSSELL  
A 500 m de la mer. Studios et apt. Parcs, piscine, 2 pers. 1 150 F la sem. 1 780 F 2 sem. 3 100 F. 4 pers. 4 500 F (sauf juil., août, sept.). Tél. : 93-61-68-38.

## 06400 CANNES

HOTEL LIGURE \*\*\*  
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
FAX 93-39-19-48  
A 300 m de la célèbre croisière et des plages. Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur, Tél. direct, minibus.

## NICE

HOTEL LA MALMAISON  
Best Western \*\*\*  
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.  
TGV et aéroport d'Avignon.  
Séjours détente et fuge à prix doux dans le petit hôtel de charme du Lubéron.  
Espace gourmande.  
Renseignements et réservations : 90-85-63-22  
FAX : 90-85-7061

## HOTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. 93-88-39-60  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, climatisé, insonorisé, chambres, téléphone direct, minibus.

## Montagne

05350 SAINT-VÉRAN  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste. Fond. Plus lue comm. d'Europe 2040 m.  
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08  
Appt et chambres avec cuisine. Grill. De 650 à 1 500 F/pers./sem.  
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62  
Au départ des pistes de fond, demi-pension à partir de 1 400 F/pers./sem.

## Paris

SORBONNE  
HOTEL DIANA \*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c., TV couleur. Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

## Provence

AUX-EN-PROVENCE  
HOTEL RESIDENCE  
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.  
Prestations de qualité.  
L'HOTEL PARTICULIER  
Tél. : 42-36-29-92

## DROME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar). Site exceptionnel, micro-climat, prom. muscul. UVA saua. Cuis. à votre goût.  
On ne fume pas à table.  
Chambres gd et petit d'hiver. Mireille Colombis. Tél. : 75-26-12-89.  
Angeborge du vieux village d'Aubres, 26110 Nyons - Fax : 75-26-39-10.

## 26740 MONTBOUCHER

CHATEAU DE MONTBOUCHER  
Restaurant-Hôtel \*\*\* à 5 km de Montélimar (TGV)  
Tél. : 75-46-08-16 / Fax : 75-01-44-09  
A 1 500 m du golf de La Valdaire, belle demeure du XIX.  
PARC-PISCINE-TENNIS-EQUITATION

## ROUSSILLON 84220 GORDES

Vacances d'hiver au MAS DE GARRIGON \*\*\*  
TGV et aéroport d'Avignon.  
Séjours détente et fuge à prix doux dans le petit hôtel de charme du Lubéron.  
Espace gourmande.  
Renseignements et réservations : 90-85-63-22  
FAX : 90-85-7061

## Suisse

CH-1938 CHAMPEX-LAC VALAIS  
Paradis des promeneurs, du ski de fond, ski de piste. Un hôtel familial qui vous procure bien-être et détente.  
Pres. compl. 7 j/sem : 450 à 590 FS (seu. 1800 à 2 350 FF). Demi-pens. : 400 à 540 FS (seu. 1600 à 2 160 FF).  
HOTEL SPLENDIDE  
Tél. 19-41/26/83-11-45.

## LEYSIN (Alpes vaudoises)

HOTEL SYLVANA \*\*\*  
A 50 m des pistes de ski  
Chambres tout confort. Prix modérés.  
Fam. Bonelli  
Tél. : 19-41/25/34-11-36  
Fax : 19-41/25/34-16-14  
CH-1854 Leysin

## TOURISME

SKI DE FOND  
HAUT-JURA

3 HEURES DE PARIS PAR TGV  
Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. maxi) dans ferme du XVII<sup>e</sup> s. confortablement rénovée, chamb. av. s. de bain, w.c., table d'hôtes, cuis. mijotée et légère, pain maison cuit au feu de bois.  
De 2 200 F à 2 700 F par pers. et sem. et compris, pension complète + vin, matériel et matériel de ski.  
Tél. (16) 81-38-12-51 ou écrire :  
LE CRET L'AGNEAU  
25650 MONTBENOIT

## DÉCOUVERTE

## Piero d'Arezzo chez lui

Suite de la page 23

L'ange projeté avec cette croix une lumière vers le dormeur qui la reçoit comme un rêve à travers ses paupières. Le rêve dit « in hoc signo vinces », « par ce signe tu vaincras ». Mais devant le fragment de fresque, on ne peut pas se pas se demander si cette histoire n'est pas là pour en dire une autre.

Depuis des années que j'ai découvert une reproduction de cette scène, elle ne me quitte plus. Elle me réjouit, m'intrigue, tient compagnie à mes réflexions, comme aucune autre représentation picturale. Le sommeil paisible de l'empereur, l'ombre calme que portent sur leurs visages les casques des soldats : le rôle du page, que veille-t-il ? Il ne semble pas voir passer le rayon lumineux de la vision.

Le dernier  
des Etrusques ?

La scène est campagnarde, comme une veillée auprès d'un feu de bois. Mais elle est aussi plus intime. Ce mat de tente qui jaillit du lit du dormeur pour pénétrer l'arche de la tente formée de deux draperies, les mêmes que celles de la vierge du Parto, c'est une figuration de rêve érotique assez évidente.

Il se trouve que les Promenades étrusques de D. H. Lawrence m'accompagnent ici, à Arezzo. Arretium, lucumonie étrusque. J'y lis : « ... Et c'est peut-être l'importance de ces deux symboles dans la civilisation étrusque qui est cause de sa totale destruction. Le monde nouveau voulait se débarrasser de ces symboles qui avaient dominé le vieux monde physique. La conscience étrusque prenait racine dans ces symboles : le phallus et l'arche... »

Piero est-il le dernier des Etrusques ? Sous les dalles des églises d'Arezzo dorment intactes les ruines d'une cité étrusque. Piero eut-il connaissance des fragments ? A-t-il vu des fresques de la première civilisation toscane ? Ou bien était-il simplement un artiste, un médium qui mélange les genres, le sachant ou l'ignorant ? Piero n'était pas un naïf, toute la fresque le démontre.

On ne sait rien de sa vie. Vasari nous assure qu'elle fut retirée, méditative. Il ne reste de sa vie que son œuvre. Il a mis sept ans à réaliser la fresque de San Francesco, de 1452 à 1459. Il n'a pas tout peint de sa main. Mais c'est bien lui qui a peint le rêve de Constantin, grâce lui en soit rendue pour le bonheur qu'il continue de nous donner.

On se fatigue vite à regarder une fresque dans la pénombre, la tête renversée vers le ciel. Ce sont les nouvelles reproductions de l'œuvre qui permettent d'en jouir en détail, d'y découvrir que le sommeil en est une clé possible. Ils ont les yeux ouverts et quels yeux, les hommes de Piero. Les plus beaux yeux, les plus graves regards du monde. Ce qu'ils nous disent c'est que toute la fresque, toute l'aventure humaine, est peignée de dormeurs les yeux ouverts. Alors passent la vie, le vieillissement, voyez la tête d'Eve, la mort, les batailles, le soupçon de l'existence de Dieu. Tout n'est que rêve.

Voyez ces mains molles qui tiennent à peine les épées, ces égarés paisibles, comme au talent. Il est tentant de penser que cette peinture ne se référerait à rien sinon à l'âme humaine.

Lorsqu'on ressort à la lumière de dehors, que l'on descend le corso d'Italie, que l'on flâne le long de tous ces magasins d'abbigliamento, on ne peut s'empêcher de regarder ces visages contemporains d'Arétine, de Tosca, d'Ombria, et de les rapporter à ceux des fresques, pour établir une filiation avec les paysans du seizième siècle qui servirent de modèles à Piero. Oui, ce sont les mêmes. Non, ce ne sont pas les mêmes. Ce sont des hommes quelconques. Et leur regard, ils ne le doivent qu'à la peinture.

Piero est devenu l'une des ressources naturelles d'Arezzo. On le voit, on le vend partout, sur les calendriers de la Banca Popolare dell'Etruria, dans les assiettes peintes et sur les posters. On prépare partout le « Quinto centenario della morte di Piero della Francesca » pour 1992, avec colloques, congrès et symposiums.

Que va-t-on découvrir et faire découvrir ? Va-t-on connaître des révélations sur les œuvres perdues de Piero, à Ferrare et à Rome ? Sur son éventuelle participation aux fresques du palais Schifanoia de Ferrare ? Sur ses autoportraits ? L'homme qui dort la gorge renversée, offerte au conteur, dans la résurrection de Borgo San Sepolcro, est-ce vraiment lui ? Est-ce par hasard qu'il s'est représenté en dormeur ?

Cinq centennaires, qu'importe. Peut-être vaut-il mieux le silence pour fréquenter Piero. Un jour

d'hiver à Arezzo, pour rencontrer cette troupe de somnambules qui tuent sans haine, qui meurent sans peine, ces chevaux qui ouvrent la bouche pour parler, ces hommes qui semblent n'avoir jamais connu l'usage de la parole et qui, à la suite de leur père Adam, continuent de crier en silence. Mais encore ? Comme si le temps d'un instant, le plan de Dieu pour le monde et ses créatures devenait soudain visible.

ALAIN HERVÉ

## Carnet de route

Quatre livres indispensables ou intéressants :  
- Piero della Francesca, de Roberto Longhi (éditions Hazan, collection 35/37). Réédition d'une étude ancienne et remise à jour. Traduite dans un français qui sent la phrase italienne. C'est l'instrument d'exploration de l'œuvre.  
- Piero della Francesca, poète de la forme. Les fresques de San-Francesco d'Arezzo par Jacqueline et Maurice Guillaud (Guillaud éditeur). Jamais, depuis que Piero lui-même peignit ses fresques, on ne les a vues aussi parfaitement.

- Promenades étrusques, de D.H. Lawrence (Gallimard). - Enquête sur Piero della Francesca, de Carlo Ginzburg (Flammarion).  
La Foire aux antiquités d'Arezzo, célèbre dans toute l'Italie, a lieu le premier dimanche de chaque mois sur la Piazza Grande.

Autour d'Arezzo, on peut visiter les villages du Val d'Arno, du Casentino, du Val di Chiana et du Valdichiana.

Les autres œuvres de Piero della Francesca se trouvent à Citta-di-Castello, Pérouse, Lugano, Florence, Rome, Venise, Milan, Londres, Oxford, New-York, Washington, Boston. Un Christ rédempteur attribué à Piero della Francesca se trouve à Bayonne au Musée Bonnat.

Le castello di Gargone, à 22 kilomètres d'Arezzo (52048 Monte-Savino, Arezzo) : tél. (0575) 847021/22/53/54, est un hôtel étonnant. Ce village médiéval, avec ses remparts, son château et son donjon, a été transformé en hôtel et centre de congrès par son propriétaire, le comte Giacomini. Une chambre coûte environ 100 000 lire. Le restaurant est excellent. Demi-pension possible.

## RÉSIDENCES

CAMPAGNE  
MER  
MONTAGNE

Port-Grimaud - Cité Lacustre (Var)  
TYPIQUE MAISON DE PÊCHEUR AVEC AMARRAGE  
4 chambres. 2 s.d.b. Jardin. Quel 15 m. Proche plages. Bon état. P. : 2 850 000.  
SOL LANT MARCIEUX DU PONT. Tél. : 94-06-35-40  
16, rue Octogone (83300) Port-Grimaud

St-Pons-les-Mures - Grimaud, Var  
Grande propriété. En très bon état général. 2 appartements + 1 app. T 4 + L. App. T 3. Piscine. 2 garages.  
Terrasse. 1 300 m. plages.  
IDÉAL LOCATION ANNÉE OU SAISONNIÈRE.  
Lotissement calme. P 2 400 000  
Séa Lamy Agence du Port. Tél. : 94-06-35-40  
16, rue Octogone (83300) Port-Grimaud

سكنى في الامم



سكزا عنة الازهر

## SANS VISA

### LA TABLE

## Cartes de carnaval

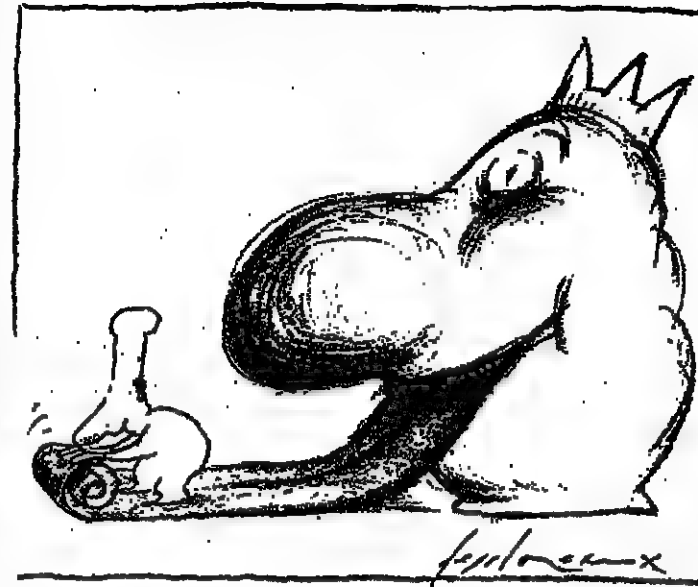
A Nice, défilé de chars et fourchettes en l'air

Dès l'aéroport ou presque, dès l'entrée de la ville, d'un côté le bleu de la Méditerranée, de l'autre le blanc éclatant des immeubles avec, au loin, un dôme rose : celui de l'hôtel Negresco. C'est l'un des derniers vrais palais de province, ouvert en 1913, je crois, par un Roumain du nom de Negresco. Aujourd'hui, merveilleusement réajouté et entretenu par M. et M<sup>me</sup> Angier, le Negresco, avec son salon Royal enrichi d'un lustre étincelant (unique, avec une réplique, paraît-il, au Kremlin), son salon Louis XIV au magnifique plafond, son bar anglais qui eût enchanté les premiers apôtres des cocktails, son restaurant, le Chantecler, au tout nouveau décor (mais aux magnifiques boiseries d'époque !), le Negresco, donc, est une sorte d'hôtel-musée encore qu'il au confort bien d'aujourd'hui.

Les Britanniques, qui ont pratiqué mieux que nous l'art de vivre, ont été les premiers à découvrir la Côte d'Azur en hiver. La Promenade des Anglais n'a pas volé son nom, surtout en ces temps de Carnaval. Carnaval ! Le mot vient de l'italien *carnavale*, période de divertissement entre l'Épiphanie et le carême, et n'a fait, dit le Petit Robert, son apparition chez nous qu'en l'an 1595. Même si, dès le XIII<sup>e</sup> siècle, on était, à Liège, le « carnavelle ».

Le carnaval de Nice a ses « amoureux ». Regardez les défilés des fenêtres du Negresco est plaisir de dilettante. Puisque carnaval doit aussi se piquer d'être gourmand, même s'il ne s'agit que de la « socca », ces grandes crêpes de farine de pois chiches qui régalaient les Nîçois « par sang » à la Merenda (4, rue de la Terrasse - pas de téléphone) ou les touristes avisés chez M<sup>me</sup> Garat (39, rue Beaumont - tél. : 93-89-17-94).

Alors on passera par le Bistrot d'Antoine (26, boulevard



Victor-Hugo - tél. : 93-88-49-75) pour goûter ses petits farcis ; au Don Camillo (5, rue des Ponchettes - tél. : 93-85-67-95), où la cuisine régionale s'italianise quelque peu ; au Gourmet lorrain (7, avenue Santa-Fior - tél. : 93-84-90-78) dont je parle par ailleurs (voir la Semaine gourmande). Et puis, bien entendu, chez Jacques Maximin (2/4, rue Sacha-Guitry - tél. : 93-80-70-10), son « Bistrot », son « restaurant-

théâtre ». J'en ai parlé ici même avec enthousiasme. Qui goûtera sa charlotte d'écrevisses en bouillabaisse aux fleurs de courgettes à la truffe et son mille-feuille à la polenta ne me contredira pas.

Mais revenons au Negresco, où, justement, après le départ de Maximin, il fallait « maintenir ». M. et M<sup>me</sup> Angier et Michel Palmer, l'actif directeur, ont eu la main heureuse en choisissant Dominique Le Stanc, bien adapté au régionalisme gour-

mand avec un menu « Impressions de Provence et d'Azur » et un menu « Retour du marché », notamment. Nous retrouvons ici les produits du pays dans leur rigueur et leur pureté : blettes, asperges en primeur, stockfish (mieux vaut dire ici « estoffado »), morilles en saison, agneau de Haute-Provence participant ainsi à des plats, des créations bien savoureuses, exaltées en salle par un directeur efficace, un sommelier de classe et, le soir, le sourire convaincant de M<sup>me</sup> Danielle Le Stanc.

Et n'oublions pas non plus que Dominique surveille la carte de la Rotonde (37, Promenade des Anglais - tél. : 93-88-39-51), version familière du Chantecler donnant directement sur la rue et où, sous une coupole d'autrefois, un menu au déjeuner (140 F) et une carte midi et soir permettent de se régaler pour 200 F environ.

Et comme Nice est le pays des fruits confits, vous irez en acheter - ou vous en ferez envoyer à vos amis - chez Henri Auer, maison plus que centenaire (7, rue Saint-François-de-Paule - tél. : 93-85-77-98).

LA REYNIERE

► La Chantecier, (Hôtel Negresco), 37, Promenade des Anglais. Tél. : 93-88-39-51. Salon 30 couverts. Votier. CB-AE-DC. Compter 500/600 F.

► RECTIFICATIF. Le numéro de téléphone du restaurant le Grand Chinols (6, avenue de New-York, Paris 16<sup>e</sup>), mentionné par La Reynière dans sa chronique « Laque de Chine » (« le Monde sans visa » du 3 février), est le 47-23-98-21.

## MIETTES

► EN SUISSE. — Selon la Lettre de J. Souvran, Genève aurait perdu quelque treize hôtels en un quart de siècle. Mais au Bon-Rivage, Palace de Lausanne-Cubby, toujours en vedette, on vient d'inaugurer le Janus, un night-club superbe.

► « LE REPAIR DE CAR-TOUCHE » (rue Amelot) vient d'être vendu. Raymond Pocus se consacre plus encore à ses *Sac-chantes* (21, rue Caumartin, 75009 Paris ; tél. : 42-65-25-35) où l'on trouvera désormais, avec ses vins « au verre », l'occasion de se régaler à toute heure d'une tranche de son foie gras frais de canard.

► NOTES DES LECTEURS. — L'un d'eux n'a pas reconnu le Terminus (Lyon) devenu Hôtel Pullman où il a fait un triste réveil. Mais un autre me signale l'intérêt de l'Hôtel de France à Gironde, ainsi que, proche de Valence-d'Agay, à Goudourville, la Campagnette (tél. : 63-39-65-87). Une étoile au Bistrot Gourmand vient d'ailleurs, cette année, de récompenser la cuisine de Gérard Larchand.

► SLOW FOOD. — Sont-ce des Italiens qui ont créé ce Mouvement international pour la sauvegarde et le droit au plaisir gourmand ? En tout cas, c'est dans le *Soleil*, journal bruxellois, qu'une correspondante a relevé l'écho.

► SATISFECIT. — Compliments d'un lecteur pour l'Orange-rie du Châteauneuf (11, avenue J.-Léonard à Blois ; tél. : 54-78-05-36) qu'il n'a point vu sur le *Michelin* gourmand ni chez Gault Millau ! Compliments aussi pour la Granouillère (à La Madeleine-sous-Montreuil, Pas-de-Calais ; tél. : 21-06-07-22) et pour le restaurant Noël (à Réalmont ; tél. : 63-55-82-80).

► « LES CHANTS DU PIANO » : l'excellent (mais particulier) restaurant de Michel Derbanc (10, rue Lambert, 75018 Paris ; tél. : 42-62-02-14) ouvre au premier étage un salon pour 20/25 convives. Excellente occasion de découvrir une cuisine originale.

► LE « BURLINGHAM » est le nouveau bar très anglais du Méridien (81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 Paris) où Georges et son équipe, dans un cadre propice au kilt, présentent des whiskies de quarante ans d'âge (pur malt, évidemment).

L. R.

Bouchard Père & Fils



## A bord d'Avianca destination soleil

Vous êtes au-dessus de la Sierra Nevada de Santa Marta, vous pouvez apercevoir la mer des Caraïbes et droit devant au-delà des trois Cordillères la plus grande réserve d'oxygène au monde : l'Amazonie. Vous êtes déjà en Colombie. AVIANCA vous souhaite un agréable séjour et espère vous retrouver très prochainement sur ses lignes.

Avianca  
9, bd de la Madeleine  
75001 PARIS  
Tél. : 42 60 35 22.

## LA COTE D'AZUR EN PROMOTION AVEC FRANTOUR VOYAGE

Sur la Côte d'Azur, surplombant le Cap-Ferrat, Beaulieu-sur-Mer offre, dans un site grandiose, ses ruelles typiques, son marché provençal, sa chapelle romane Santa-Maria-de-Olivo.

FRANTOUR VOYAGES ouvre son Hôtel FRANTOUR VICTORIA \*\* le 1<sup>er</sup> février 1990 et vous propose de bénéficier des promotions suivantes.

du 1 <sup>er</sup> février 1990 au 6 avril 1990	1 420,00 F
du 22 septembre 1990 au 13 octobre 1990	1 520,00 F
du 6 mai 1990 au 19 mai 1990	1 520,00 F

Ces prix comprennent une semaine en demi-pension (sauf boisson), en chambre double, prix par personne en accès direct. (Assurance comprise.)

### RENSEIGNEZ-VOUS :

- dans les agences de voyages FRANTOUR VOYAGES
- par téléphone : JEAN n° 45-63-03-14
- par correspondance : FRANTOUR VOYAGES  
B.P. 62-08-75362 Paris Cedex 08

# L'autre catalogue

UNE SEMAINE TOUT COMPRIS  
EN GRECE 2600 F\*  
A DJERBA 3620 F\*  
A TENERIFE 3640 F\*  
EN EGYPT 5130 F\*  
A LA MONTAGNE 1420 F\*\*

3615 Aquarius

\* Prix à partir de, départ à dates fixes, prix par personne, en chambre double, pension complète.  
\*\* Station-ski.

Je désire recevoir gratuitement la brochure printemps-été 90

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

coupon réponse à renvoyer à :

club  
aquarius  
113 avenue de Verdun  
92441 Issy-les-Moulineaux Cedex



d'ail et, au dessert, le chaud-froid de pommes à la crème de pistache. Bien belle cave et cordial accueil. A la carte compter 400/500 F, avec en semaine un menu du déjeuner à 240 F et un menu à 390 F tous les jours, midi et soir.

► ISSAUTIER, sur la nationale 202, 06870 Saint-Martin-du-Var. Tél. : 93-08-10-85. Fermé dimanche soir et lundi. CB-AE-DC. Chiens acceptés.

## Le Gourmet lorrain à Nice

Entièrement rénové, ce petit hôtel devenu « le palais des étoiles » en méritait deux officiellement. Quant au restaurant, il reste un des plus intéressants de Nice, grâce à la cave exceptionnelle (peut-être unique en France de par ses millésimes de vins et d'eaux de vie), à la cuisine solide et savoureuse d'Alain Leloup et à l'accueil de Brigitte Leloup, une des rares sommelières françaises.

Fois gras au naturel, brouillade aux truffes, scampis « Poêle d'Or », quiche lorraine, langoustes au Saint-Emilion, tournedos Rossini, volaille aux morilles, canard au sang (sur commande) sont autant d'occasions de goûter aux vins prestigieux, tout comme l'exceptionnel plateau des fromages. A la carte compter 300 F avec un menu gastronomique à 160 F et un menu « Autour d'un vin » à 200 F.

► LE GOURMET LORRAIN, 7, avenue Santa-Fior, 06000 Nice. Tél. : 93-84-90-78. Fermé le dimanche soir et lundi. CB-AE-DC. Chiens acceptés.

L.R.



## SANS VISA

## JEUX

## échecs

N° 1372

COURAGEUX  
OU TÉNÉREUX

(Terminé le 10 décembre 1989)

Blancs : R. BRITTON

Noirs : G. FLEAR

Partie espagnole

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Cc7 4. Fd3 Fc8 5. e5 d6 6. e6 f6 7. Cg5 g6 8. Fh5 Fg7 9. Fg4 Fg8 10. Fh4 Fh8 11. Fg5 Fg7 12. Cg6

## NOTES

a) Une continuation historique de l'école allemande (de Andersen à Smirnov) peu jouée de nos jours en raison de sa légèreté : on aspire aujourd'hui à obtenir dans l'ouverture avec les Blancs un certain avantage de position, ce à quoi ne prétend pas l'avance tranquille d2-d3.

b) La suite la plus simple pour les Blancs consiste en 5... d6 suivie du fianchetto-R : par exemple, 5... d6 ; 6. e3 ; 6... f6 ; 7. Cg5 ; 7... g6 ; 8. Fh5 ; 8... Fg7 ; 9. Fg4 ; 9... Fg8 ; 10. Fh4 ; 10... Fh8 ; 11. Fg5 ; 11... Fg7 ; 12. Cg6 ; 12... Fg8 ; 13. Fh4 ; 13... Fh8 ; 14. Fg5 ; 14... Fg7 ; 15. Fh4 ; 15... Fh8 ; 16. Fg5 ; 16... Fg7 ; 17. Cg6 ; 17... Fg8 ; 18. Fh4 ; 18... Fh8 ; 19. Fg5 ; 19... Fg7 ; 20. Cg6 ; 20... Fg8 ; 21. Fh4 ; 21... Fh8 ; 22. Fg5 ; 22... Fg7 ; 23. Cg6 ; 23... Fg8 ; 24. Fh4 ; 24... Fh8 ; 25. Fg5 ; 25... Fg7 ; 26. Cg6 ; 26... Fg8 ; 27. Fh4 ; 27... Fh8 ; 28. Fg5 ; 28... Fg7 ; 29. Cg6 ; 29... Fg8 ; 30. Fh4 ; 30... Fh8 ; 31. Fg5 ; 31... Fg7 ; 32. Cg6 ; 32... Fg8 ; 33. Fh4 ; 33... Fh8 ; 34. Fg5 ; 34... Fg7 ; 35. Cg6 ; 35... Fg8 ; 36. Fh4 ; 36... Fh8 ; 37. Fg5 ; 37... Fg7 ; 38. Cg6 ; 38... Fg8 ; 39. Fh4 ; 39... Fh8 ; 40. Fg5 ; 40... Fg7 ; 41. Cg6 ; 41... Fg8 ; 42. Fh4 ; 42... Fh8 ; 43. Fg5 ; 43... Fg7 ; 44. Cg6 ; 44... Fg8 ; 45. Fh4 ; 45... Fh8 ; 46. Fg5 ; 46... Fg7 ; 47. Cg6 ; 47... Fg8 ; 48. Fh4 ; 48... Fh8 ; 49. Fg5 ; 49... Fg7 ; 50. Cg6 ; 50... Fg8 ; 51. Fh4 ; 51... Fh8 ; 52. Fg5 ; 52... Fg7 ; 53. Cg6 ; 53... Fg8 ; 54. Fh4 ; 54... Fh8 ; 55. Fg5 ; 55... Fg7 ; 56. Cg6 ; 56... Fg8 ; 57. Fh4 ; 57... Fh8 ; 58. Fg5 ; 58... Fg7 ; 59. Cg6 ; 59... Fg8 ; 60. Fh4 ; 60... Fh8 ; 61. Fg5 ; 61... Fg7 ; 62. Cg6 ; 62... Fg8 ; 63. Fh4 ; 63... Fh8 ; 64. Fg5 ; 64... Fg7 ; 65. Cg6 ; 65... Fg8 ; 66. Fh4 ; 66... Fh8 ; 67. Fg5 ; 67... Fg7 ; 68. Cg6 ; 68... Fg8 ; 69. Fh4 ; 69... Fh8 ; 70. Fg5 ; 70... Fg7 ; 71. Cg6 ; 71... Fg8 ; 72. Fh4 ; 72... Fh8 ; 73. Fg5 ; 73... Fg7 ; 74. Cg6 ; 74... Fg8 ; 75. Fh4 ; 75... Fh8 ; 76. Fg5 ; 76... Fg7 ; 77. Cg6 ; 77... Fg8 ; 78. Fh4 ; 78... Fh8 ; 79. Fg5 ; 79... Fg7 ; 80. Cg6 ; 80... Fg8 ; 81. Fh4 ; 81... Fh8 ; 82. Fg5 ; 82... Fg7 ; 83. Cg6 ; 83... Fg8 ; 84. Fh4 ; 84... Fh8 ; 85. Fg5 ; 85... Fg7 ; 86. Cg6 ; 86... Fg8 ; 87. Fh4 ; 87... Fh8 ; 88. Fg5 ; 88... Fg7 ; 89. Cg6 ; 89... Fg8 ; 90. Fh4 ; 90... Fh8 ; 91. Fg5 ; 91... Fg7 ; 92. Cg6 ; 92... Fg8 ; 93. Fh4 ; 93... Fh8 ; 94. Fg5 ; 94... Fg7 ; 95. Cg6 ; 95... Fg8 ; 96. Fh4 ; 96... Fh8 ; 97. Fg5 ; 97... Fg7 ; 98. Cg6 ; 98... Fg8 ; 99. Fh4 ; 99... Fh8 ; 100. Fg5 ; 100... Fg7 ; 101. Cg6 ; 101... Fg8 ; 102. Fh4 ; 102... Fh8 ; 103. Fg5 ; 103... Fg7 ; 104. Cg6 ; 104... Fg8 ; 105. Fh4 ; 105... Fh8 ; 106. Fg5 ; 106... Fg7 ; 107. Cg6 ; 107... Fg8 ; 108. Fh4 ; 108... Fh8 ; 109. Fg5 ; 109... Fg7 ; 110. Cg6 ; 110... Fg8 ; 111. Fh4 ; 111... Fh8 ; 112. Fg5 ; 112... Fg7 ; 113. Cg6 ; 113... Fg8 ; 114. Fh4 ; 114... Fh8 ; 115. Fg5 ; 115... Fg7 ; 116. Cg6 ; 116... Fg8 ; 117. Fh4 ; 117... Fh8 ; 118. Fg5 ; 118... Fg7 ; 119. Cg6 ; 119... Fg8 ; 120. Fh4 ; 120... Fh8 ; 121. Fg5 ; 121... Fg7 ; 122. Cg6 ; 122... Fg8 ; 123. Fh4 ; 123... Fh8 ; 124. Fg5 ; 124... Fg7 ; 125. Cg6 ; 125... Fg8 ; 126. Fh4 ; 126... Fh8 ; 127. Fg5 ; 127... Fg7 ; 128. Cg6 ; 128... Fg8 ; 129. Fh4 ; 129... Fh8 ; 130. Fg5 ; 130... Fg7 ; 131. Cg6 ; 131... Fg8 ; 132. Fh4 ; 132... Fh8 ; 133. Fg5 ; 133... Fg7 ; 134. Cg6 ; 134... Fg8 ; 135. Fh4 ; 135... Fh8 ; 136. Fg5 ; 136... Fg7 ; 137. Cg6 ; 137... Fg8 ; 138. Fh4 ; 138... Fh8 ; 139. Fg5 ; 139... Fg7 ; 140. Cg6 ; 140... Fg8 ; 141. Fh4 ; 141... Fh8 ; 142. Fg5 ; 142... Fg7 ; 143. Cg6 ; 143... Fg8 ; 144. Fh4 ; 144... Fh8 ; 145. Fg5 ; 145... Fg7 ; 146. Cg6 ; 146... Fg8 ; 147. Fh4 ; 147... Fh8 ; 148. Fg5 ; 148... Fg7 ; 149. Cg6 ; 149... Fg8 ; 150. Fh4 ; 150... Fh8 ; 151. Fg5 ; 151... Fg7 ; 152. Cg6 ; 152... Fg8 ; 153. Fh4 ; 153... Fh8 ; 154. Fg5 ; 154... Fg7 ; 155. Cg6 ; 155... Fg8 ; 156. Fh4 ; 156... Fh8 ; 157. Fg5 ; 157... Fg7 ; 158. Cg6 ; 158... Fg8 ; 159. Fh4 ; 159... Fh8 ; 160. Fg5 ; 160... Fg7 ; 161. Cg6 ; 161... Fg8 ; 162. Fh4 ; 162... Fh8 ; 163. Fg5 ; 163... Fg7 ; 164. Cg6 ; 164... Fg8 ; 165. Fh4 ; 165... Fh8 ; 166. Fg5 ; 166... Fg7 ; 167. Cg6 ; 167... Fg8 ; 168. Fh4 ; 168... Fh8 ; 169. Fg5 ; 169... Fg7 ; 170. Cg6 ; 170... Fg8 ; 171. Fh4 ; 171... Fh8 ; 172. Fg5 ; 172... Fg7 ; 173. Cg6 ; 173... Fg8 ; 174. Fh4 ; 174... Fh8 ; 175. Fg5 ; 175... Fg7 ; 176. Cg6 ; 176... Fg8 ; 177. Fh4 ; 177... Fh8 ; 178. Fg5 ; 178... Fg7 ; 179. Cg6 ; 179... Fg8 ; 180. Fh4 ; 180... Fh8 ; 181. Fg5 ; 181... Fg7 ; 182. Cg6 ; 182... Fg8 ; 183. Fh4 ; 183... Fh8 ; 184. Fg5 ; 184... Fg7 ; 185. Cg6 ; 185... Fg8 ; 186. Fh4 ; 186... Fh8 ; 187. Fg5 ; 187... Fg7 ; 188. Cg6 ; 188... Fg8 ; 189. Fh4 ; 189... Fh8 ; 190. Fg5 ; 190... Fg7 ; 191. Cg6 ; 191... Fg8 ; 192. Fh4 ; 192... Fh8 ; 193. Fg5 ; 193... Fg7 ; 194. Cg6 ; 194... Fg8 ; 195. Fh4 ; 195... Fh8 ; 196. Fg5 ; 196... Fg7 ; 197. Cg6 ; 197... Fg8 ; 198. Fh4 ; 198... Fh8 ; 199. Fg5 ; 199... Fg7 ; 200. Cg6 ; 200... Fg8 ; 201. Fh4 ; 201... Fh8 ; 202. Fg5 ; 202... Fg7 ; 203. Cg6 ; 203... Fg8 ; 204. Fh4 ; 204... Fh8 ; 205. Fg5 ; 205... Fg7 ; 206. Cg6 ; 206... Fg8 ; 207. Fh4 ; 207... Fh8 ; 208. Fg5 ; 208... Fg7 ; 209. Cg6 ; 209... Fg8 ; 210. Fh4 ; 210... Fh8 ; 211. Fg5 ; 211... Fg7 ; 212. Cg6 ; 212... Fg8 ; 213. Fh4 ; 213... Fh8 ; 214. Fg5 ; 214... Fg7 ; 215. Cg6 ; 215... Fg8 ; 216. Fh4 ; 216... Fh8 ; 217. Fg5 ; 217... Fg7 ; 218. Cg6 ; 218... Fg8 ; 219. Fh4 ; 219... Fh8 ; 220. Fg5 ; 220... Fg7 ; 221. Cg6 ; 221... Fg8 ; 222. Fh4 ; 222... Fh8 ; 223. Fg5 ; 223... Fg7 ; 224. Cg6 ; 224... Fg8 ; 225. Fh4 ; 225... Fh8 ; 226. Fg5 ; 226... Fg7 ; 227. Cg6 ; 227... Fg8 ; 228. Fh4 ; 228... Fh8 ; 229. Fg5 ; 229... Fg7 ; 230. Cg6 ; 230... Fg8 ; 231. Fh4 ; 231... Fh8 ; 232. Fg5 ; 232... Fg7 ; 233. Cg6 ; 233... Fg8 ; 234. Fh4 ; 234... Fh8 ; 235. Fg5 ; 235... Fg7 ; 236. Cg6 ; 236... Fg8 ; 237. Fh4 ; 237... Fh8 ; 238. Fg5 ; 238... Fg7 ; 239. Cg6 ; 239... Fg8 ; 240. Fh4 ; 240... Fh8 ; 241. Fg5 ; 241... Fg7 ; 242. Cg6 ; 242... Fg8 ; 243. Fh4 ; 243... Fh8 ; 244. Fg5 ; 244... Fg7 ; 245. Cg6 ; 245... Fg8 ; 246. Fh4 ; 246... Fh8 ; 247. Fg5 ; 247... Fg7 ; 248. Cg6 ; 248... Fg8 ; 249. Fh4 ; 249... Fh8 ; 250. Fg5 ; 250... Fg7 ; 251. Cg6 ; 251... Fg8 ; 252. Fh4 ; 252... Fh8 ; 253. Fg5 ; 253... Fg7 ; 254. Cg6 ; 254... Fg8 ; 255. Fh4 ; 255... Fh8 ; 256. Fg5 ; 256... Fg7 ; 257. Cg6 ; 257... Fg8 ; 258. Fh4 ; 258... Fh8 ; 259. Fg5 ; 259... Fg7 ; 260. Cg6 ; 260... Fg8 ; 261. Fh4 ; 261... Fh8 ; 262. Fg5 ; 262... Fg7 ; 263. Cg6 ; 263... Fg8 ; 264. Fh4 ; 264... Fh8 ; 265. Fg5 ; 265... Fg7 ; 266. Cg6 ; 266... Fg8 ; 267. Fh4 ; 267... Fh8 ; 268. Fg5 ; 268... Fg7 ; 269. Cg6 ; 269... Fg8 ; 270. Fh4 ; 270... Fh8 ; 271. Fg5 ; 271... Fg7 ; 272. Cg6 ; 272... Fg8 ; 273. Fh4 ; 273... Fh8 ; 274. Fg5 ; 274... Fg7 ; 275. Cg6 ; 275... Fg8 ; 276. Fh4 ; 276... Fh8 ; 277. Fg5 ; 277... Fg7 ; 278. Cg6 ; 278... Fg8 ; 279. Fh4 ; 279... Fh8 ; 280. Fg5 ; 280... Fg7 ; 281. Cg6 ; 281... Fg8 ; 282. Fh4 ; 282... Fh8 ; 283. Fg5 ; 283... Fg7 ; 284. Cg6 ; 284... Fg8 ; 285. Fh4 ; 285... Fh8 ; 286. Fg5 ; 286... Fg7 ; 287. Cg6 ; 287... Fg8 ; 288. Fh4 ; 288... Fh8 ; 289. Fg5 ; 289... Fg7 ; 290. Cg6 ; 290... Fg8 ; 291. Fh4 ; 291... Fh8 ; 292. Fg5 ; 292... Fg7 ; 293. Cg6 ; 293... Fg8 ; 294. Fh4 ; 294... Fh8 ; 295. Fg5 ; 295... Fg7 ; 296. Cg6 ; 296... Fg8 ; 297. Fh4 ; 297... Fh8 ; 298. Fg5 ; 298... Fg7 ; 299. Cg6 ; 299... Fg8 ; 300. Fh4 ; 300... Fh8 ; 301. Fg5 ; 301... Fg7 ; 302. Cg6 ; 302... Fg8 ; 303. Fh4 ; 303... Fh8 ; 304. Fg5 ; 304... Fg7 ; 305. Cg6 ; 305... Fg8 ; 306. Fh4 ; 306... Fh8 ; 307. Fg5 ; 307... Fg7 ; 308. Cg6 ; 308... Fg8 ; 309. Fh4 ; 309... Fh8 ; 310. Fg5 ; 310... Fg7 ; 311. Cg6 ; 311... Fg8 ; 312. Fh4 ; 312... Fh8 ; 313. Fg5 ; 313... Fg7 ; 314. Cg6 ; 314... Fg8 ; 315. Fh4 ; 315... Fh8 ; 316. Fg5 ; 316... Fg7 ; 317. Cg6 ; 317... Fg8 ; 318. Fh4 ; 318... Fh8 ; 319. Fg5 ; 319... Fg7 ; 320. Cg6 ; 320... Fg8 ; 321. Fh4 ; 321... Fh8 ; 322. Fg5 ; 322... Fg7 ; 323. Cg6 ; 323... Fg8 ; 324. Fh4 ; 324... Fh8 ; 325. Fg5 ; 325... Fg7 ; 326. Cg6 ; 326... Fg8 ; 327. Fh4 ; 327... Fh8 ; 328. Fg5 ; 328... Fg7 ; 329. Cg6 ; 329... Fg8 ; 330. Fh4 ; 330... Fh8 ; 331. Fg5 ; 331... Fg7 ; 332. Cg6 ; 332... Fg8 ; 333. Fh4 ; 333... Fh8 ; 334. Fg5 ; 334... Fg7 ; 335. Cg6 ; 335... Fg8 ; 336. Fh4 ; 336... Fh8 ; 337. Fg5 ; 337... Fg7 ; 338. Cg6 ; 338... Fg8 ; 339. Fh4 ; 339... Fh8 ; 340. Fg5 ; 340... Fg7 ; 341. Cg6 ; 341... Fg8 ; 342. Fh4 ; 342... Fh8 ; 343. Fg5 ; 343... Fg7 ; 344. Cg6 ; 344... Fg8 ; 345. Fh4 ; 345... Fh8 ; 346. Fg5 ; 346... Fg7 ; 347. Cg6 ; 347... Fg8 ; 348. Fh4 ; 348... Fh8 ; 349. Fg5 ; 349... Fg7 ; 350. Cg6 ; 350... Fg8 ; 351. Fh4 ; 351... Fh8 ; 352. Fg5 ; 352... Fg7 ; 353. Cg6 ; 353... Fg8 ; 354. Fh4 ; 354... Fh8 ; 355. Fg5 ; 355... Fg7 ; 356. Cg6 ; 356... Fg8 ; 357. Fh4 ; 357... Fh8 ; 358. Fg5 ; 358... Fg7 ; 359. Cg6 ; 359... Fg8 ; 360. Fh4 ; 360... Fh8 ; 361. Fg5 ; 361... Fg7 ; 362. Cg6 ; 362... Fg8 ; 363. Fh4 ; 363... Fh8 ; 364. Fg5 ; 364... Fg7 ; 365. Cg6 ; 365... Fg8 ; 366. Fh4 ; 366... Fh8 ; 367. Fg5 ; 367... Fg7 ; 368. Cg6 ; 368... Fg8 ; 369. Fh4 ; 369... Fh8 ; 370. Fg5 ; 370... Fg7 ; 371. Cg6 ; 371... Fg8 ; 372. Fh4 ; 372... Fh8 ; 373. Fg5 ; 373... Fg7 ; 374. Cg6 ; 374... Fg8 ; 375. Fh4 ; 375... Fh8 ; 376. Fg5 ; 376... Fg7 ; 377. Cg6 ; 377... Fg8 ; 378. Fh4 ; 378... Fh8 ; 379. Fg5 ; 379... Fg7 ; 380. Cg6 ; 380... Fg8 ; 381. Fh4 ; 381... Fh8 ; 382. Fg5 ; 382... Fg7 ; 383. Cg6 ; 383... Fg8 ; 384. Fh4 ; 384... Fh8 ; 385. Fg5 ; 385... Fg7 ; 386. Cg6 ; 386... Fg8 ; 387. Fh4 ; 387... Fh8 ; 388. Fg5 ; 388... Fg7 ; 389. Cg6 ; 389... Fg8 ; 390. Fh4 ; 390... Fh8 ; 391. Fg5 ; 391... Fg7 ; 392. Cg6 ; 392... Fg8 ; 393. Fh4 ; 393... Fh8 ; 394. Fg5 ; 394... Fg7 ; 395. Cg6 ; 395... Fg8 ; 396. Fh4 ; 396... Fh8 ; 397. Fg5 ; 397... Fg7 ; 398. Cg6 ; 398... Fg8 ; 399. Fh4 ; 399... Fh8 ; 400. Fg5 ; 400... Fg7 ; 401. Cg6 ; 401... Fg8 ; 402. Fh4 ; 402... Fh8 ; 403. Fg5 ; 403... Fg7 ; 404. Cg6 ; 404... Fg8 ; 405. Fh4 ; 405... Fh8 ; 406. Fg5 ; 406... Fg7 ; 407. Cg6 ; 407... Fg8 ; 408. Fh4 ; 408... Fh8 ; 409. Fg5 ; 409... Fg7 ; 410. Cg6 ; 410... Fg8 ; 411. Fh4 ; 411... Fh8 ; 412. Fg5 ; 412... Fg7 ; 413. Cg6 ; 413... Fg8 ; 414. Fh4 ; 414... Fh8 ; 415. Fg5 ; 415... Fg7 ; 416. Cg6 ; 416... Fg8 ; 417. Fh4 ; 417... Fh8 ; 418. Fg5 ; 418... Fg7 ; 419. Cg6 ; 419... Fg8 ; 420. Fh4 ; 420... Fh8 ; 421. Fg5 ; 421... Fg7 ; 422. Cg6 ; 422... Fg8 ; 423. Fh4 ; 423... Fh8 ; 424. Fg5 ; 424... Fg7 ; 425. Cg6 ; 425... Fg8 ; 426. Fh4 ; 426... Fh8 ; 427. Fg5 ; 427... Fg7 ; 428. Cg6 ; 428... Fg8 ; 429. Fh4 ; 429... Fh8 ; 430. Fg5 ; 430... Fg7 ; 431. Cg6 ; 431... Fg8 ; 432. Fh4 ; 432... Fh8 ; 433. Fg5 ; 433... Fg7 ; 434. Cg6 ; 434... Fg8 ; 435. Fh4 ; 435... Fh8 ; 436. Fg5 ; 436... Fg7 ; 437. Cg6 ; 437... Fg8 ; 438. Fh4 ; 438... Fh8 ; 439. Fg5 ; 439... Fg7 ; 440. Cg6 ; 440... Fg8 ; 441. Fh4 ; 441... Fh8 ; 442. Fg5 ; 442... Fg7 ; 443. Cg6 ; 443... Fg8 ; 444. Fh4 ; 444... Fh8 ; 445. Fg5 ; 445... Fg7 ; 446. Cg6 ; 446... Fg8 ; 447. Fh4 ; 447... Fh8 ; 448. Fg5 ; 448... Fg7 ; 449. Cg6 ; 449... Fg8 ; 450. Fh4 ; 450... Fh8 ; 451. Fg5 ; 451... Fg7 ; 452. Cg6 ; 452... Fg8 ; 453. Fh4 ; 453... Fh8 ; 454. Fg5 ; 454... Fg7 ; 455. Cg6 ; 455... Fg8 ; 456. Fh4 ; 456... Fh8 ; 457. Fg5 ; 457... Fg7 ; 458. Cg6 ; 458... Fg8 ; 459. Fh4 ; 459... Fh8 ; 460. Fg5 ; 460... Fg7 ; 461. Cg6 ; 461... Fg8 ; 462. Fh4 ; 462... Fh8 ; 463. Fg5 ; 463... Fg7 ; 464. Cg6 ; 464... Fg8 ; 465. Fh4 ; 465... Fh8 ; 466. Fg5 ; 466... Fg7 ; 467. Cg6 ; 467... Fg8 ; 468. Fh4 ; 468... Fh8 ; 469. Fg5 ; 469... Fg7 ; 470. Cg6 ; 470... Fg8 ; 471. Fh4 ; 471... Fh8 ; 472. Fg5 ; 472... Fg7 ; 473. Cg6 ; 473... Fg8 ; 474. Fh4 ; 474... Fh8 ; 475. Fg5 ; 475... Fg7 ; 476. Cg6 ; 476... Fg8 ; 477. Fh4 ; 477... Fh8 ; 478. Fg5 ; 478... Fg7 ; 479. Cg6 ; 479... Fg8 ; 480. Fh4 ; 480... Fh8 ; 481. Fg5 ; 481... Fg7 ; 482. Cg6 ; 482... Fg8 ; 483. Fh4 ; 483... Fh8 ; 484. Fg5 ; 484... Fg7 ; 485. Cg6 ; 485... Fg8 ; 486. Fh4 ; 486... Fh8 ; 487. Fg5 ; 487... Fg7 ; 488. Cg6 ; 488... Fg8 ; 489. Fh4 ; 489... Fh8 ; 490. Fg5 ; 490... Fg7 ; 491. Cg6 ; 491... Fg8 ; 492. Fh4 ; 492... Fh8 ; 493. Fg5 ; 493... Fg7 ; 494. Cg6 ; 494... Fg8 ; 495. Fh4 ; 495... Fh8 ; 496. Fg5 ; 496... Fg7 ; 497. Cg6 ; 497... Fg8 ; 498. Fh4 ; 498... Fh8 ; 499. Fg5 ; 499... Fg7 ; 500. Cg6 ; 500... Fg8 ; 501. Fh4 ; 501... Fh8 ; 502. Fg5 ; 502... Fg7 ; 503. Cg6 ; 503... Fg8 ; 504. Fh4 ; 504... Fh8 ; 505. Fg5 ; 505... Fg7 ; 506. Cg6 ; 506... Fg8 ; 507. Fh4 ; 507... Fh8 ; 508. Fg5 ; 508... Fg7 ; 509. Cg6 ; 509... Fg8 ; 510. Fh4 ; 510... Fh8 ; 511. Fg5 ; 511... Fg7 ; 512. Cg6 ; 512... Fg8 ; 513. Fh4 ; 513... Fh8 ; 514. Fg5 ; 514... Fg7 ; 515. Cg6 ; 515... Fg8 ; 516. Fh4 ; 516... Fh8 ; 517. Fg5 ; 517... Fg7 ; 518. Cg6 ; 518... Fg8 ; 519. Fh4 ; 519... Fh8 ; 520. Fg5 ; 520... Fg7 ; 521. Cg6 ; 521... Fg8 ; 522. Fh4 ; 522... Fh8 ; 523. Fg5 ; 523... Fg7 ; 524. Cg6 ; 524... Fg8 ; 525. Fh4 ; 525... Fh8 ; 526. Fg5 ; 526... Fg7 ; 527. Cg6 ; 527... Fg8 ; 528. Fh4 ; 528... Fh8 ; 529. Fg5 ; 529... Fg7 ; 530. Cg6 ; 530... Fg8 ; 531. Fh4 ; 531... Fh8 ; 532. Fg5 ; 532... Fg7 ; 533. Cg6 ; 533... Fg8 ; 534. Fh4 ; 534... Fh8 ; 535. Fg5 ; 535... Fg7 ; 536. Cg6 ; 536... Fg8 ; 537. Fh4 ; 537... Fh8 ; 538. Fg5 ; 538... Fg7 ; 539. Cg6 ; 539... Fg8 ; 540. Fh4 ; 540... Fh8 ; 541. Fg5 ; 541... Fg7 ; 542. Cg6 ; 542... Fg8 ; 543. Fh4 ; 543... Fh8 ; 544. Fg5 ; 544... Fg7 ; 545. Cg6 ; 545... Fg8 ; 546. Fh4 ; 546... Fh8 ; 547. Fg5 ; 547... Fg7 ; 548. Cg6 ; 548... Fg8 ; 549. Fh4 ; 549... Fh8 ; 550. Fg5 ; 550... Fg7 ; 551. Cg6 ; 551... Fg8 ; 552. Fh4 ; 552... Fh8 ; 553. Fg5 ; 553... Fg7 ; 554. Cg6 ; 554... Fg8 ; 555. Fh4 ; 555... Fh8 ; 556. Fg5 ; 556... Fg7 ; 557. Cg6 ; 557... Fg8 ; 558. Fh4 ; 558... Fh8 ; 559. Fg5 ; 559... Fg7 ; 560. Cg6 ; 560... Fg8 ; 561. Fh4 ; 561... Fh8 ; 562. Fg5 ; 562... Fg7 ; 563. Cg6 ; 563... Fg8 ; 564. Fh4 ; 564... Fh8 ; 565. Fg5 ; 565... Fg7 ; 566. Cg6 ; 566... Fg8 ; 567. Fh4 ; 567... Fh8 ; 568. Fg5 ; 568... Fg7 ; 569. Cg6 ; 569... Fg8 ; 570. Fh4 ; 570... Fh8 ; 571. Fg5 ; 571... Fg7 ; 572. Cg6 ; 572... Fg8 ; 573. Fh4 ; 573... Fh8 ; 574. Fg5 ; 574... Fg7 ; 575. Cg6 ; 575... Fg8 ; 576. Fh4 ; 576... Fh8 ; 577. Fg5 ; 577... Fg7 ; 578. Cg6 ; 578... Fg8 ; 579. Fh4 ; 579... Fh8 ; 580. Fg5 ; 580... Fg7 ; 581. Cg6 ; 581... Fg8 ; 582. Fh4 ; 582... Fh8 ; 583. Fg5 ; 583... Fg7 ; 584. Cg6 ; 584... Fg8 ; 585. Fh4 ; 585... Fh8 ; 586. Fg5 ; 586... Fg7 ; 587. Cg6 ; 587... Fg8 ; 588. Fh4 ; 588... Fh8 ; 589. Fg5 ; 589... Fg7 ; 590. Cg6 ; 590... Fg8 ; 591. Fh4 ; 591... Fh8 ; 592. Fg5 ; 592... Fg7 ; 593. Cg6 ; 593... Fg8 ; 594. Fh4 ; 594... Fh8 ; 595. Fg5 ; 595... Fg7 ; 596. Cg6 ; 596... Fg8 ; 597. Fh4 ; 597... Fh8 ; 598. Fg5 ; 598... Fg7 ; 599. Cg6 ; 599... Fg8 ; 600. Fh4 ; 600... Fh8 ; 601. Fg5 ; 601... Fg7 ; 602. Cg6 ; 602... Fg8 ; 603. Fh4 ; 603... Fh8 ; 604. Fg5 ; 604... Fg7 ; 605. Cg6 ; 605... Fg8 ; 606. Fh4 ; 606... Fh8 ; 607. Fg5 ; 607... Fg7 ; 608. Cg6 ; 608... Fg8 ; 609. Fh4 ; 609... Fh8 ; 610. Fg5 ; 610... Fg7 ; 611. Cg6 ; 611... Fg8 ; 612. Fh4 ; 612... Fh8 ; 613. Fg5 ; 613... Fg7 ; 614. Cg6 ; 614... Fg8 ; 615. Fh4 ; 615... Fh8 ; 616. Fg5 ; 616... Fg7 ; 617. Cg6 ; 617... Fg8 ; 618. Fh4 ; 618... Fh8 ; 619. Fg5 ; 619... Fg7 ; 620. Cg6 ; 620... Fg8 ; 621. Fh4 ; 621... Fh8 ; 622. Fg5 ; 622... Fg7 ; 623. Cg6 ; 623... Fg8 ; 624. Fh4 ; 624... Fh8 ; 625. Fg5 ; 625... Fg7 ; 626. Cg6 ; 626... Fg8 ; 627. Fh4 ; 627... Fh8 ; 628. Fg5 ; 628... Fg7 ; 629. Cg6 ; 629... Fg8 ; 630. Fh4 ; 630... Fh8 ; 631. Fg5 ; 631... Fg7 ; 632. Cg6 ; 632... Fg8 ; 633. Fh4 ; 633... Fh8 ; 634. Fg5 ; 634... Fg7 ; 635. Cg6 ; 635... Fg8 ; 636. Fh4 ; 636... Fh8 ; 637. Fg5 ; 637... Fg7 ; 638. Cg6 ; 638... Fg8 ; 639. Fh4 ; 639... Fh8 ; 640. Fg5 ; 640... Fg7 ; 641. Cg6 ; 641... Fg8 ; 642. Fh4 ; 642... Fh8 ; 643. Fg5 ; 643... Fg7 ; 644. Cg6 ; 644... Fg8 ; 645. Fh4 ; 645... Fh8 ; 646. Fg5 ; 646... Fg7 ; 647. Cg6 ; 647... Fg8 ; 648. Fh4 ; 648... Fh8 ; 649. Fg5 ; 649... Fg7 ; 650. Cg6 ; 650... Fg8 ; 651. Fh4 ; 651... Fh8 ; 652. Fg5 ; 652... Fg7 ; 653. Cg6 ; 653... Fg8 ; 654. Fh4 ; 654... Fh8 ; 655. Fg5 ; 655... Fg7 ; 656. Cg6 ; 656... Fg8 ; 657. Fh4 ; 657... Fh8 ; 658. Fg5 ; 658... Fg7 ; 659. Cg6 ; 659... Fg8 ; 660. Fh4 ; 660... Fh8 ; 661. Fg5 ; 661... Fg7 ; 662. Cg6 ; 662... Fg8 ; 663. Fh4 ; 663... Fh8 ; 664. Fg5 ; 664... Fg7 ; 665. Cg6 ; 665... Fg8 ; 666. Fh4 ;



150

28 La balance commerciale de l'automobile française  
La France va se compter le 5 mars

29 Le taux de syndicalisation des salariés  
31 L'offensive nipponne en Europe

32 Marchés financiers  
33 Bourse de Paris

BILLET

Coups d'éponge sur la dette

Sur le tableau très noir de la dette des pays pauvres, nombreux sont les pays créanciers qui passent, ici et là, un coup d'éponge plus ou moins discret. Le ministre français de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, a profité jeudi 15 février d'une visite au Kenya pour annoncer que la France annule la dette publique d'un montant de 1,33 milliard de francs qu'elle détenait sur ce pays (capital et intérêts). C'est la première application dans un pays anglophone du plan d'annulation de la dette publique envers la France des trente-cinq pays d'Afrique les plus démunis, annoncé en mai dernier à Dakar — lors du sommet de la francophonie — par le président François Mitterrand. Cependant, la France n'est pas le seul pays occidental à effacer les créances qu'elle détenait sur l'Afrique (16 milliards de francs au total). Dans le cas du Kenya, elle a été précédée par le Canada, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la RFA. Les États-Unis, pour leur part, ont annulé récemment 735 millions de dollars (environ 4 milliards de francs) de créances sur douze pays africains. Quelle est la bonne approche du problème de la dette ? Cette question qui se pose dramatiquement depuis bientôt huit ans reçoit pour l'instant deux types de réponse. Les États, même ceux qui ont la réputation d'être durs en affaires, passent l'éponge sur les petites créances, et accordent des délais de grâce sur les plus grosses (voir en dernière page l'accord signé ce jour entre la Pologne et ses créanciers publics). Les banques, quant à elles, on l'a vu récemment pour le Mexique dans le cadre du plan Brady, cherchent surtout une porte de sortie honorable. Or, pour une banque, renoncer à une créance n'est jamais honorable. Alors on se contorsionne, on « swape », on décaisse, on provisionne pour ne pas boire la tasse en cas de défaut de paiement. Mais on n'efface pas. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, dictées par la politique. Jusqu'à présent, depuis 1982, on n'en est pas arrivé là.

Lire également page 29

Incertitude sur la poursuite du chantier

Nouvelle querelle autour du tunnel sous la Manche

Le torchon flambe une fois de plus entre les entreprises chargées de la construction du tunnel sous la Manche et le concessionnaire de celui-ci, Eurotunnel, au point que les banquiers ne peuvent débiter les 4 milliards de francs nécessaires à la poursuite du chantier et que l'action d'Eurotunnel a perdu 5 points le 16 février.

Ce coup-ci, l'attaque est venue du consortium Trans Manche Link (TML), qui regroupe les cinq entreprises françaises et les cinq entreprises britanniques en charge du percement et de l'équipement du tunnel. Elles ont refusé de signer le protocole d'accord, élaboré le 10 janvier et portant sur une nouvelle répartition des compétences et des dépassements de devis entre elles et Eurotunnel.

TML exprime ainsi sa mauvaise humeur à l'égard du nouvel organisme publié par Eurotunnel, selon lequel M. André Bénard devient seul président d'Eurotunnel, son ancien alter ego, M. Alastair Morton, prenant le titre de vice-président et de directeur général. TML supporte de moins en moins l'agressivité de M. Morton à l'égard des entreprises, car celui-ci les a publiquement et à plusieurs reprises, accusées de faire preuve d'incompétence et de ne respecter ni les coûts ni les délais contractuels. TML demande donc qu'un autre directeur général s'interpose entre M. Morton et elles-mêmes. De son côté, M. Morton ne désarme pas.

Par la même occasion, le 15 février, TML a cité Eurotunnel devant le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) pour non-paiement des sommes dues pour les travaux déjà effectués, soit 600 millions de francs. En réalité, en refusant de signer l'accord conclu avec Eurotunnel au mois de janvier, TML empêche le pool bancaire de débiter les 4 milliards de francs qui avaient été annoncés.

Il est tout de même étonnant de voir se multiplier querelles de personnes et communications rageuses autour du chantier de travaux publics le plus important de la planète, dont le devis approche les 75 milliards de francs. Chez Eurotunnel, on critique les dépassements de coûts par les entreprises et les lenteurs des travaux côté britannique, et l'on déclare vouloir défendre les intérêts des cinq cent mille actionnaires qui ont investi dans le tunnel. Chez TML, on réplique qu'une partie des surcoûts est imputable aux exigences exorbitantes d'Eurotunnel. Et l'on ajoute qu'Eurotunnel n'est pas géré de façon convenable.

Cette épreuve de force permanente commence à devenir dangereuse. Tant qu'elle alimentait les colonnes de la presse britannique, qui n'est guère favorable au tunnel, elle ne portait pas à conséquence. Si elle aboutit à la paralysie du chantier, elle pourrait conduire le consortium des deux cent huit banques bailleurs de fonds à reconsidérer les risques financiers d'une infrastructure qui s'annonçait comme fructueuse. Au moment où les problèmes techniques semblent résolus — un lien des 150 kilomètres de galerie est percé — le tunnel sous la Manche peut-il échouer pour des raisons humaines ?

ALAIN FAUJAS

Ouverture des négociations salariales

Malaise autour du déroulement de carrière des employés de banque

L'Association française des banques (AFB) et les syndicats se rencontrent vendredi 16 février afin de définir la politique salariale pour 1990. A cette occasion, la CFDT appelle à des arrêts de travail.

Au-delà des négociations sur les augmentations générales de salaires, pour 1990, les banques sont confrontées à un problème peut-être plus difficile à résoudre : celui des déroulements de carrière, qui explique une bonne part du malaise social actuel. Les établissements bancaires, qui ont considérablement relevé le niveau de leur recrutement, rencontrent en effet un double mécontentement. Les salariés embauchés il y a dix ou quinze ans redoutent d'avoir leur avenir derrière eux, car les bouleversements de l'organisation du travail favorisent les agents plus jeunes et mieux formés récemment embauchés pour occuper les mêmes emplois. Or ces derniers sont, eux aussi, insatisfaits. La pyramide des âges de la profession limite sérieusement les promotions, alors que les banques réduisent chaque année leurs effectifs de 1 à 2 %.

Les nouvelles embauches, près de 40 % sont tirées du bac, 30 % ont un niveau bac + 2, et 30 % ont un niveau bac + 4. Parmi les grades (catégorie intermédiaire entre employés et cadres), 9 % des nouveaux venus n'avaient pas le bac, et 76 % disposaient d'un diplôme supérieur ou égal à bac + 2. Pour les directions des banques, il s'agit de disposer d'un personnel aux qualités d'adaptabilité accrues et donc le niveau de culture générale soit plus proche de celui de la clientèle.

Ces nouveaux venus sont généralement embauchés à des niveaux de rémunération relativement modestes (environ 85 000 F à 120 000 F brut par an). S'ils peuvent prétendre à un avancement plus rapide, la structure de la pyramide des âges impose de sévères contraintes. « La tranche vingt-cinq-quarante ans est anormalement gonflée », souligne l'AFB. Cette tranche d'âge regroupe ainsi deux tiers environ des effectifs.

Mme Agnès Guéry, quarante ans, entrée il y a vingt-trois ans au Crédit lyonnais avec son BEPC, reconnaît que l'évolution du recrutement ne va pas « sans poser des problèmes aux gens de [sa] génération ». « Certains nouveaux embauchés sautent des étapes et, s'ils n'ont pas des salaires mirobolants, ils se retrouvent à des niveaux hiérarchiques que nous avons parfois mis vingt ans à atteindre ». « Non seulement nous n'avons pas bénéficié des gains de productivité, mais notre horizon, en termes de carrière, n'est pas des plus radieux... », constate-t-elle.

« Flux tendus et zéro stock »

A l'AFB, on s'efforce de relativiser le problème. « A force d'entendre parler d'adaptation aux nouveaux métiers, on a fini par créer une psychose », souligne M. Peltier. De plus, avec les bons résultats des banques, « il est encore plus difficile de faire comprendre qu'une banque n'est pas une institution et qu'elle peut être vulnérable par manque de fonds propres ».

Pour sa part, la CGT considère que « les mutations technologiques s'expliquent par tout ». « Nouveaux et anciens salariés, tout le monde y perd », assure M<sup>me</sup> Annie Roblin, responsable CGT de la BNP. Elle dénonce « l'orientation

politique des banques axée sur le sous-financement du service à la clientèle, l'accroissement de la charge de travail » et relève que certains spécialistes (brokers, informaticiens, swapiers) sont recrutés « hors convention collective ».

« Les banques, considère M. Jean-Luc Wabant, secrétaire général de la fédération CFDT (première organisation syndicale de la profession avec 31,7 % des voix), gèrent le social comme l'industrie gère ses approvisionnements : flux tendus et zéro stock. Or réaliser de la vraie formation nécessite de tolérer quelques surcoûts et une réduction du temps de travail ».

Plus de l'élite au maréchal

Comment les partenaires sociaux peuvent-ils faciliter les déplacements de carrière ? Dans le cadre d'un « toilettage » de la convention collective, qui devra être achevé avant le 1<sup>er</sup> janvier 1992, l'AFB propose de revoir les règles de licenciement, de passer de quatorze et demi à treize mensualités (sans incidence sur les rémunérations) mais aussi de simplifier la grille de classification.

« Il ne faut plus que tout changement d'activité implique un coefficient hiérarchique supplémentaire. Il faut favoriser les passerelles et la mobilité », suggère M. Peltier. De son côté, la CFDT propose que l'on reconnaisse « les compétences liées à l'emploi, mais aussi la formation acquise par chacun » et met l'accent sur les bas salaires.

« On n'entre plus dans la banque avec un bâton de maréchal dans sa giberne. Les nouveaux recrutés admettent désormais qu'ils ne feront pas forcément carrière dans le même établissement », constate-t-on à l'AFB.

Certes, mais le turnover des bac + 2 et bac + 4, qui est 4,6 fois supérieur à celui de l'ensemble de la profession, ne risque-t-il pas d'engendrer de sérieux effets pervers ? A l'instar de la fonction publique, le secteur bancaire est à la recherche d'une réforme de sa grille. Cependant, une telle modernisation coûte cher. L'Etat, qui exerce une étroite tutelle sur la politique salariale de l'AFB, est bien placé pour le savoir.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Les établissements membres de l'AFB regroupent quelque deux cent cinquante mille salariés. Banques mutualistes, caisses d'épargne, institutions et sociétés financières ne font pas partie de cette association professionnelle.

Pour la première fois depuis dix ans

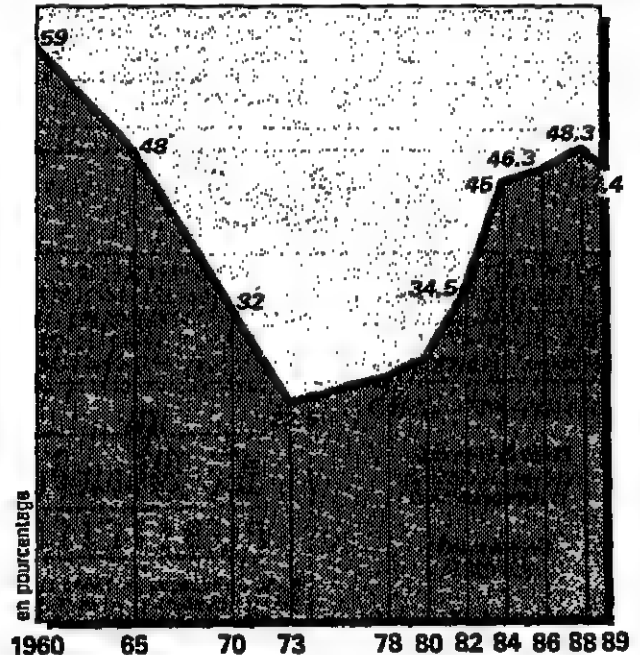
L'indépendance énergétique de la France s'est dégradée en 1989

Reprise de la consommation, sécheresse, difficultés du parc nucléaire, tension sur les prix du pétrole et alourdissement de la facture énergétique, tous les clignotants sont au rouge. Pour la France, l'ère de l'énergie facile est déjà en train de se terminer. « Le bilan de l'année 1989 montre la vulnérabilité de l'économie française en matière énergétique. Nous devons rester vigilants », a déclaré M. Jean-Daniel Levi,

contre-choc pétrolier de 1986. La consommation énergétique totale, qui avait déjà progressé de 3,1 % en 1988, a encore augmenté de 2 % l'an dernier (en données corrigées des variations climatiques) 206,5 millions de tonnes équivalent pétrole (tep).

Cette détérioration, jointe à la remontée des cours du brut et du dollar, a eu pour conséquence un alourdissement très

LA COUVERTURE DES BESOINS PAR LA PRODUCTION NATIONALE



directeur de l'énergie au ministère de l'Industrie, en présentant, le 15 février, les résultats de 1989.

Pour la première fois depuis dix ans, le taux d'indépendance énergétique de la France s'est dégradé : la production nationale (d'origine essentiellement nucléaire et hydraulique) n'a couvert la consommation qu'à hauteur de 47,4 %, soit un point de moins que l'année précédente (48,3 %). Depuis la montée en puissance du programme nucléaire en 1979, ce taux d'indépendance n'avait cessé de s'améliorer, passant en dix ans de moins d'un quart à près de la moitié des besoins du pays.

Cette dégradation s'explique largement par des facteurs exceptionnels : la sécheresse a réduit la production d'électricité hydraulique de 35 %, tandis que les incidents survenus dans les centrales nucléaires de 1 300 mégawatts diminuaient la disponibilité du parc.

Mais elle traduit aussi la forte reprise des consommations, notamment dans le secteur des transports, depuis le

net de la facture énergétique : 83 milliards de francs en 1989, contre 66,5 milliards en 1988, soit une augmentation de près de 17 milliards (+ 25 %). Ce déficit énergétique, équivalent au déficit industriel, représente presque un mois d'exportations totales françaises et 1,8 % du PIB marchand.

Ce retournement est inquiétant. Si la facture énergétique reste beaucoup moins lourde qu'elle ne l'était au plus fort de la crise pétrolière (en 1981, il fallait 3,4 mois d'exportations et 6 % du PIB pour couvrir une facture de 161 milliards de francs), elle n'avait cessé de s'alléger depuis le retournement du marché en 1986. Le transfert de revenu dont a bénéficié l'économie française depuis le contre-choc, estimé récemment par l'INSEE (1) à plus de 120 milliards de francs, soit en moyenne 0,75 % du PIB par an, a pris fin.

V. M.

(1) Solde manufacturé et contre-choc pétrolier, par Michèle Debono, INSEE.

Drexel Burnham Lambert ferme ses portes

« On ferme », a annoncé jeudi 15 février le porte-parole de Drexel Burnham Lambert, M. Steven Aneder, alors que les employés de la maison de courtage la plus en vue de Wall Street dans les années 80 achevaient de faire leurs bagages. Il a annoncé le licenciement de « plusieurs milliers » des cinq mille trois cents employés dès la fin de la semaine.

Les salariés des trois filiales, Drexel Burnham Lambert Inc. (valeurs mobilières), Drexel Burnham Lambert Government Securities Inc. (bonds du Trésor) et Drexel

Burnham Lambert Trading Corp (négoce des métaux et matières premières) vont être réduits à un effectif squelettique chargé de la liquidation de la suite de la décision de la direction de se mettre sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites aux États-Unis (Le Monde du 15 février).

« La firme se sera complètement retirée des affaires d'ici six mois à un an », lorsque les positions de l'entreprise sur les marchés auront été liquidées, a expliqué le porte-parole. Drexel détient en portefeuille plusieurs milliards de dollars de valeurs diverses.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330







150 de 100

## ÉCONOMIE

### SOCIAL

Selon un sondage de la SOFRES

## Le taux de syndicalisation des salariés a diminué de moitié de 1981 à 1989

Selon un sondage de la SOFRES (1) publié le 16 février par l'hebdomadaire *Espace social*, le taux de syndicalisation aurait été de 11 % en France en 1989 contre 20 % en 1981. Encore faut-il s'entendre sur la définition du taux de syndicalisation : il recouvre, dans ce sondage, salariés et non-salariés mais aussi inactifs et retraités. Si l'on considère les seuls salariés actifs, le taux de syndicalisation était de 14 % en 1989 (26 % dans le secteur public et 8 % dans le secteur privé) contre 28 % en 1981 (44 % dans le public et 18 % dans le privé).

Une autre enquête réalisée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), en janvier 1989, avait montré que « 10 % des actifs adhèrent à un syndicat en 1984-1986 au lieu de 14 % en 1978-1980 ». Pour cette dernière période, l'enquête du CREDOC — réalisée sur des bases différentes de celles de la SOFRES — indiquait des taux d'adhésion de 5,6 % chez les salariés du secteur privé, de 20,6 % chez les salariés du secteur nationalisé et de 17,2 % chez les salariés de l'Etat. De ces deux enquêtes se dégage une même tendance : une réelle et forte désyndicalisation depuis le début de la décennie 1980 ; et l'apparent redressement enregistré de 1986 à

1989, notamment chez les salariés, par rapport à l'enquête du CREDOC, doit être accueilli avec le maximum de prudence, la comparaison entre les deux études n'étant pas rigoureuse.

### 12 % de syndiqués chez les ouvriers

Le plus intéressant dans le sondage de la SOFRES est l'évolution de la syndicalisation qui, de 1981 à 1989, est à la baisse pour toutes les catégories. Le taux de syndicalisation est passé de 29 % à 15 % chez les hommes, de 11 % à 7 % chez les femmes, de 21 % à 11 % chez les 25-34 ans, de 27 % à 19 % chez les 35-49 ans. La chute est également forte si l'on considère la profession de l'interviewé : de 48 % à 40 % chez les agriculteurs (très largement en tête), de 30 % à 16 % chez les commerçants, artisans et industriels, de 38 % à 31 % chez les cadres et professions intellectuelles, de 36 % à 23 % chez les professions intermédiaires, de 22 % à 7 % chez les employés et... de 25 % à 12 % chez les ouvriers. Parmi les personnes qui déclarent une préférence pour le Parti communiste, le taux de syndicalisation est passé de 34 % à 24 %. Evolution identique pour le PS (de 23 % à

12 %), pour l'UDF (de 16 % à 12 %) et pour le RPR (de 19 % à 9 %). Soit pour cent de ceux qui affirment une préférence pour le Front national se déclarent syndiqués (mais il peut s'agir d'une organisation patronale ou agricole).

La structure des syndiqués fait apparaître certaines constantes : sur cent syndiqués, soixante-huit sont des hommes et trente-deux des femmes ; 26 % travaillent à leur compte tandis que 58 % sont salariés (39 % pour le public et 19 % pour le privé) et 16 % sont inactifs. Le poids relatif des non-salariés et des inactifs augmente au détriment des salariés. Parmi les syndiqués, ce sont les ouvriers qui pèsent le plus de la désyndicalisation (14 % contre 25 % en 1981) devant les employés (de 14 % à 8 %) et les cadres et professions intellectuelles (de 12 % à 10 %), tandis que les agriculteurs (de 12 % à 16 %), les cadres et professions intellectuelles (de 12 % à 15 %) et les professions intermédiaires (de 18 % à 23 %) gagnent du terrain. Mais tout est relatif...

MICHEL NOBLECOURT

(1) Enquêtes effectuées par la SOFRES en octobre 1989 auprès d'un échantillon national de 3 000 personnes et en avril 1981 auprès d'un échantillon national de 3 000 personnes.

Lancement du trente-deuxième recensement, le 5 mars

## La France va de nouveau se compter

Attention, les recenseurs seront bientôt parmi nous. À partir du 5 mars et jusqu'au 4 avril (du 15 mars au 12 avril dans les départements d'outre-mer), armés de leurs questionnaires, cent dix mille agents recrutés par les mairies, encadrés par quatre mille délégués de l'INSEE, vont parcourir villes et campagnes, visiter foyers, casernes et couvents pour effectuer le trente-deuxième recensement de la population de la France. Traités et malaxés par les ordinateurs, les myriades de chiffres vont ensuite être compilés, soustraits, analysés par les statisticiens et les économistes de l'INSEE.

Cette vaste opération dont M. Millon, directeur général de l'INSEE, a donné le coup d'envoi vendredi 16 février ne coûtera pas moins d'un milliard de francs, essentiellement pour le recensement des données. Tous les pays de la communauté européenne vont s'y livrer en 1990 et 1991 (1) comme si chacun voulait compter ses forces et ses faiblesses à la veille du grand marché unique.

Ces dénombrements, renouvelés tous les six ou huit ans en France depuis 1801, ne sont pas des pratiques récentes : les premiers écrits connus, les premières tablettes mésopotamiennes ou hittites, sont des comptes à objectifs militaires et fiscaux. Avec des rejets de sac et surtout de pouvoir : compter les hommes, mesurer les lieux, c'est contrôler les terres et les peuples. Rien d'étonnant à ce que l'usage s'en soit étendu avec les

monarchies et les Etats centralisés comme avec le siècle des Lumières. Les recensements modernes ont permis de mesurer et de suivre la croissance de la population et d'anticiper son évolution, de connaître les conditions du logement et son équipement (un constat important). Ils ont aussi permis de marquer les changements économiques et sociaux.

Mais ils fournissent aussi des outils pour l'Etat, les collectivités et même les entreprises : des bases pour évaluer les besoins en matière de lycées ou d'hôpitaux, calculer des programmes de logements ou de crèches, connaître des marchés et installer des usines.

Pour vérifier ces données, l'INSEE va comparer avec les fichiers de la taxe d'habitation,

avec l'accord de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). Mais, bien que le recensement soit obligatoire, il tient à rassurer les futurs recensés en garantissant le caractère confidentiel et anonyme des informations recueillies — par définition puisque ce sont les membres qui comptent. Il fait appel aussi à leur sens des responsabilités comme à celui des recenseurs : « Imaginons que chacun des cent dix mille agents recenseurs oublie une seule personne, c'est une ville de la taille de Méthuse ou de Perpignan qui disparaît de la carte... »

GUY HERZLICH

(1) Toutefois, le Danemark et les Pays-Bas utilisent un fichier réactuel.

Grève des pilotes d'Air France pendant 48 heures. — Le syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) appelle les équipages d'Air France à faire grève, le samedi 17 et le dimanche 18 février, pour protester contre la dégradation continue des conditions de travail et la perte de leur pouvoir d'achat.

La direction prévoit d'assurer la quasi-totalité des vols long-courrier et la moitié des vols moyen-courrier prévus. Renseignements : (1) 43-20-11-55 pour les vols du samedi, (1) 43-20-15-55 pour les vols du dimanche.

### ETRANGER

Près de 9,4 milliards de dollars de dette rééchelonnés

### Accord très favorable pour la Pologne au Club de Paris

La Pologne et ses créanciers publics rassemblés au sein du Club de Paris sont parvenus dans la matinée du vendredi 16 février à un accord sur un rééchelonnement de dettes qualifié d'« exceptionnel ».

Il porte sur une somme de 9,4 milliards de dollars (52,5 milliards de francs), qui représente les arriérés de dette et les remboursements normaux dus d'ici au 31 mars 1991.

La plus grande partie de cette somme, 8,92 milliards de dollars, est consolidée sur quatorze ans, avec un délai de grâce de huit ans, le reste étant étalé sur dix ans avec un délai de grâce de deux ans.

La dette totale de la Pologne se monte à 40 milliards de dollars, dont 27 envers le Club de Paris. Cette instance, qui a déjà rééchelonné depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983 110 milliards de dollars de dettes au total, a tenu à marquer par cet accord son soutien politique à l'égard du gouvernement de M. Mazowiecki.

Malgré une nouvelle baisse du chômage à 5,7 %

### L'économie britannique donne des signes de ralentissement

Le chômage a diminué en Grande-Bretagne en janvier pour le quarante-deuxième mois consécutif. Selon les données corrigées des variations saisonnières, publiées jeudi 15 février par le ministère de l'emploi, 1 611 400 personnes étaient au chômage (soit 5,7 % de la population active contre 5,8 % un mois plus tôt). Le nombre de sans-emploi était monté jusqu'à 3,2 millions, soit 11,7 % de la population active à l'été 1986.

Toutefois le mouvement de baisse du chômage devrait bientôt prendre fin. En données brutes, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 48 000 en janvier, la deuxième hausse mensuelle consécutive. En outre, la production industrielle a diminué de 0,6 % en décembre par rapport à novembre et n'a progressé que de 0,8 % sur l'ensemble de 1989, si bien que le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier s'est réduit de 6 000 en décembre et de 49 000 pour l'année.

Autre signal de ralentissement de l'activité, la progression des salaires sur douze mois a été de 9,25 % en décembre, comme les deux mois précédents.

**Le Journal des Finances**

**QUE RÉSERVE 1990 À LA BOURSE ?**

**Samedi je lis.**

**Lundi j'agis.**

Financièrement, pour moi, la semaine commence le samedi. Le samedi, tout est calme, je lis le Journal des Finances. Dimanche, bien assis, tranquille, je réfléchis.

Lundi, place à l'action, j'agis. Je téléphone, j'achète, je vends, je négocie. Avec le Journal des Finances, l'action est bien une réalité.

**LE JOURNAL DES FINANCES**  
**JE LE LIS, J'AGIS.**







150

## ECONOMIE

L'offensive nippone en Europe

POINT DE VUE

### Les Japonais se sentent mal aimés des Français

Les industriels américains développent une nippophobie aiguë (le Monde du 15 février). Les Européens sont déçus face à l'offensive japonaise sur le Vieux Continent (le Monde du 16 février). Troisième volet de notre enquête : à Tokyo, les Japonais se sentent mal aimés des Français.

TOKYO

de notre correspondant

Les Japonais avaient déjà tout lieu de s'interroger sur la consistance de la politique française à leur égard, des « envolées » de M. Cresson, dénotant leur ambition de « conquête du monde », aux déclarations de M. Fauroux en faveur d'un développement de leur présence en France. A la suite des commentaires de M. Mitterrand sur leur politique d'aide au développement, qui furent ressentis à Tokyo comme une caution présidentielle à l'offensive de « lobby » anti-japonais de Paris, ils ont le sentiment d'une dégradation du climat des relations entre les deux pays.

Les propos tenus le 31 janvier par M. Mitterrand au sujet de « pays comme les Etats-Unis et le Japon qui proposent de vastes plans mais déboursent très peu », et surtout une phrase attribuée au président « le Japon voudrait nous faire pleurer lorsqu'il parle des pays pauvres », ont provoqué une réaction irritée du ministère des affaires étrangères qui a rappelé que le montant de l'aide japonaise était le plus élevé du monde et croissait rapidement même s'il représentait encore une part moins importante du produit intérieur brut qu'en France. Cette crispation des relations préoccupe d'autant plus Tokyo qu'elle fait suite à la « froideur » de l'accueil (du moins a-t-il été ressenti ainsi) réservé par l'Elysée au premier ministre Kaifu lors de sa tournée européenne début janvier.

Paradoxalement, sur un sujet qui cristallise les frictions entre Paris et Tokyo, l'automobile, les Japonais avaient eu, début février, un interlocuteur plus conséquent que le gouvernement français en la personne d'un industriel qui s'emploie pourtant à contrer leur avance en Europe. M. Jacques Calvet, président du groupe Peugeot-Citroën, a parlé à ses interlocuteurs de rapports de forces, un discours qui porte plus que les florilèges de clichés.

#### L'implantation allemande

M. Calvet n'a pas nié la qualité de la production japonaise et n'a pas accusé les constructeurs de « tricherie ». Il estime que si certains retards technologiques ont été rattrapés, la productivité reste largement en deçà de celle des Japonais malgré les progrès accomplis et que, déjà confrontés au grand marché d'après 1992, les constructeurs européens sont vulnérables. Peugeot-Citroën entend se donner, finalement, les moyens de pénétrer le marché japonais et y vendre 40 000 voitures en 1992 (à condition, souligne-t-on de source japonaise, que la qualité et la finition des voitures s'améliorent).

La quasi-absence des voitures françaises sur le marché nippon est, le résultat d'un rattachement des investissements nécessaires pour attaquer ce marché hautement concurrentiel (et non plus fermé comme autrefois ou protégé par des barrières non tarifaires telles que les normes antipollution des années 1970). Les Allemands recueillent aujourd'hui les bénéfices d'une implantation coûteuse : ils vendent, en valeur, autant que les Japonais en Allemagne et détachent 65 % du marché des automobiles étrangères sur l'archipel. Celui-ci a représenté l'année dernière 150 000 véhicules (dont à peine 10 000 venus de France) contre 1,4 million d'unités vendues par les Japonais en Europe.

Une accentuation de la percée de l'automobile japonaise en Europe, dont le marché n'est pas extensible même s'il est en progression, se traduira-t-elle par de graves difficultés pour les plus faibles des constructeurs européens ou bien le « vent froid de la concurrence » serait-il salutaire ? Dans ce domaine comme en d'autres, plutôt que de se cacher derrière des diatribes rassurantes sur un « complot nippon », mauvais argument au service d'une cause qui mérite d'être défendue (la compétitivité industrielle française), il serait plus productif, estime-t-on à Tokyo, d'avoir

des explications franches en évitant les amalgames réducteurs.

Les autorités japonaises sont conscientes à la fois de l'ambivalence des réactions que leur pays suscite en Europe et du risque politique qu'entraînerait un déséquilibre provoqué par une pression accrue de sa part. Le ministère de l'Industrie et du Commerce international (MITI) semble prêt à une autodélimitation négociée de la pénétration japonaise sur le marché automobile européen au cours d'une période de transition d'une dizaine d'années. « Encore faut-il que les Européens s'entendent entre eux », ajoute notre interlocuteur. Absence de politique ou, ce qui revient au même, politique à courte vue, en quête de « coups » plus que de continuité : telle est trop souvent la caractéristique de l'attitude de Paris à l'égard de Tokyo. Il est clair, à voir la méconnaissance de la réalité japonaise, conjuguée souvent à l'ignorance des dossiers dont font preuve beaucoup d'hommes politiques de passage, que les dépêches de diplomates restent dans les tiroirs.

#### Les « lobbies » et les lobbies

Plus gravement, désormais, ce sont les lobbies « lobbies » (qui veut des investissements nippons pour sa région, qui semble préparer le futur congrès du PS) et les lobbies du moment qui paraissent déterminer l'attitude vis-à-vis du Japon plus qu'une politique cohérente. Même sur le plan culturel, la France est en train de gaspiller un capital d'estime et de risque, ayant bien du

mal à réorganiser sa présence à Tokyo (Institut franco-japonais, maison franco-japonaise, lycée), de saborder un réseau de relations qui date de plus d'un demi-siècle. Dans le domaine économique, les progrès accomplis en matière de concertation multilatérale, de coopération avec les pays tiers et de développement des échanges ne peuvent que pâtir d'un dérapage de plus en plus incontrôlé du discours qui nuit à la crédibilité des autorités françaises.

Les Japonais ont certes leurs responsabilités dans cette dégradation : l'agressivité de leurs méthodes, les difficultés parfois décourageantes auxquelles sont confrontées nos entreprises au Japon ou le contentieux sur les établissements français à Tokyo (Paris n'a pas tous les torts) en sont quelques exemples. Mais le manque de cohérence de la politique française ne facilite guère le rétablissement d'un rapport de forces en notre faveur. Nos interlocuteurs, parfois sarcastiques, n'ignorent certes pas que les propos de certains dirigeants français sont à consommation interne : du « folklore » de M. Cresson, selon l'expression d'un haut fonctionnaire, au soudain courroux de M. Delors contre un Japon qui ne respecterait pas les règles du jeu.

Et sans doute est-ce avec une même placidité que les Japonais recevront le mois prochain M. Mitterrand qui se rend à Tokyo en visite privée mais aussi pour entretenir des contacts avec les Japonais si vilipendés qui contribuent néanmoins à financer la Fondation Franco-Liberté qu'elle préside. Le malaise dans les relations franco-japonaises n'en est pas moins réel.

PHILIPPE PONS

### Automobiles : le mauvais choix

par Christian Montet

APRÈS avoir annoncé une forte avancée en direction d'une ouverture totale du marché européen à la concurrence japonaise, la Commission européenne vient de faire des propositions plus mitigées, ou « plus raisonnables », comme on dit en France, qui devaient servir de base à une délibération des ministres des affaires étrangères des Douze le 18 décembre 1989. Ces propositions se résument ainsi : remplacement des actuels quotas nationaux (3 % des nouvelles immatriculations annuelles en France, 0,5 % en Italie...) par des « restrictions volontaires d'exportation » (RVE) de la part du Japon, destinées à s'étendre du début 1991 à la fin 1998 et devant aboutir à une part du marché européen d'environ 20 %, soit le double du niveau actuel.

Les véhicules produits par les firmes japonaises dans leurs usines situées en Europe se trouveraient inclus dans l'accord d'autolimitation ; en revanche, les véhicules que ces mêmes firmes produisent sur le territoire américain ne seraient pas concernés, sauf si le volume des importations de ce type de véhicules venait à s'accroître rapidement. En échange de cette plus grande ouverture du marché européen, la Commission envisage des efforts pour obtenir un accès plus facile au marché japonais, et cela pas uniquement pour les véhicules automobiles.

Bien que ce projet de négociations bilatérales contribue à l'affaiblissement des règles du GATT, rejoignant en cela le type d'actions aujourd'hui très prisées des responsables politiques américains, on pourrait y trouver matière à se réjouir dès lors qu'il semble aller dans le sens d'un accroissement de la concurrence et des échanges internationaux. Mais la politique proposée reste encore protectionniste, au moins jusqu'en 1998. Le protectionnisme étant en général défavorable à l'intérêt général du pays qui le pratique, on peut se demander quel peut bien être l'intérêt de l'industrie automobile, hormis l'intérêt à court terme évident des producteurs européens.

#### Les moyens de négocier

Passons rapidement en revue les différents arguments qui pourraient justifier une telle politique. Certaines industries peuvent être protégées dans le cadre d'une stratégie de défense nationale, même si leur compétitivité est faible. Il est clair que ce type d'argument ne correspond pas au cas de l'industrie automobile.

On peut encore défendre la protection européenne en usant de l'argument de « l'industrie naissante » ou plus exactement, dans ce cas, de « l'industrie malade en voie de guérison ». Une certaine

protection serait nécessaire avant de relancer le patient dans la tourmente internationale. L'industrie automobile américaine a usé de cet argument pour obtenir les accords d'autolimitation japonais de 1981 à 1985. Le malade ne semble pourtant pas avoir retrouvé la santé. En règle générale, la protection qui dure trop longtemps ralentit les changements qui s'imposent, et de ce fait tend à être continuellement reconduite.

Il y a bien sûr l'argument de la défense de l'emploi, cher au président Jacques Calvet. Sur ce point aussi, l'expérience américaine est instructive. Les RVE des années 80 ont permis de sauver quelques dizaines de milliers d'emplois, mais elles ont entraîné aussi une hausse sensible des prix des véhicules. Pour la première année, chaque emploi sauvegardé dans l'industrie automobile a coûté au minimum 50 000 dollars aux consommateurs et 38 000 à la collectivité, ce qui, à l'époque, correspondait au montant annuel d'un salaire de cadre supérieur. Il est évident qu'il existe de meilleures politiques de création d'emplois.

Parmi les arguments dits « stratégiques » en faveur du protectionnisme, il y a l'idée selon laquelle il ne faut pas ouvrir complètement le marché aux Japonais afin de conserver des moyens de négociation pour l'obtention de concessions réciproques au Japon. Cela suppose que les quotas ou autres restrictions quantitatives nuisent plus aux Japonais qu'à nous-mêmes. En réalité, le niveau élevé des prix permis par ces mesures conduisent à un accroissement sensible des profits des firmes, y compris japonaises, qui utilisent cette subside pour maintenir leur avance en terme de compétitivité. Ce ne sont pas nos menaces de quotas qui forceront les portes du marché japonais, mais plutôt la compétitivité de nos firmes et la qualité de nos produits.

#### Concurrence faussée

Il reste un dernier argument applicable aux industries oligopolistiques (c'est-à-dire caractérisées par un petit nombre d'acteurs) qui réalisent des profits supérieurs à la normale. Divers travaux récents suggèrent que, dans ce type de situation, certaines formes d'interventionnisme se justifient lorsqu'elles entraînent une redistribution des profits oligopolistiques en faveur des firmes nationales, même si, au passage, les consommateurs doivent en souffrir un peu. Or l'industrie automobile est un oligopole et les profits peuvent y être supérieurs à la normale.

On peut calculer en effet qu'un tarif douanier un peu supérieur à l'actuel tarif extérieur commun (10 %) pourrait aider à transférer des profits des firmes étrangères vers les européennes, les gains ainsi obtenus pour le pays dépassant les pertes qui en résultent pour les consommateurs. Que le quota ou les RVE accordent aux étrangers une part de 5 %, de 10 % ou de 20 %, la concurrence s'en trouve toujours faussée.

Il en résulte un prix excessif dont les effets positifs sur les profits des firmes étrangères ne peuvent être récupérés par les Européens, à la différence des tarifs qui procurent au moins des recettes supplémentaires aux gouvernements (mais sont interdits par le GATT). En outre si l'on impose un quota, il vaut mieux qu'il soit le plus limitatif possible. En effet, il y a actuellement en France ou en Italie une forte demande potentielle pour les véhicules japonais, ce qui signifie que les producteurs japonais ne vont avoir aucune peine à atteindre les 10 % ou 15 % du marché qui leur seront alloués. Ils n'auront pas à baisser sensiblement leurs prix pour réaliser cet objectif.

Le consommateur français ou italien ne va quasiment rien gagner à cette politique, alors que Renault, PSA et le groupe Fiat vont perdre des profits substantiels. Autrement dit, à pratiquer la mauvaise politique des quotas ou des RVE, autant limiter la part des Japonais à 3 % ou même à 0,5 % ou 1 % comme en Italie jusqu'à ce jour. La seule façon d'aller vraiment vers une Europe plus concurrentielle, c'est de pratiquer plus rapidement le libre-échange.

► Christian Montet est professeur à l'université Montpellier-I.

### XIV<sup>e</sup> SEMAINE EUROPÉENNE POUR UN NOUVEAU CONTINENT : L'EUROPE

du 19 au 23 février 1990 à l'École Centrale Paris

lundi 19 février

14 h 00 : Quel projet d'avenir pour l'Europe ?

Débat animé par Jean-Pierre Eliebach, d'Europe 1

Edward HEATH, Ancien Premier Ministre Britannique  
Henning CHRISTOPHERSEN, Vice-président de la Commission Européenne  
Andrzej WIELONIEWSKI, Vice-président du groupe parlementaire ODP  
Dorothée WILMS, Ministre des relations inter-allemandes  
Jean-Louis BIANCO, Secrétaire Général de la Présidence de la République

André FONTAINE, Directeur du journal « Le Monde »  
Cecilia TABAJA, Vice-Ministre de la Hongrie  
Général VERNON-WALTERS, Ambassadeur des Etats-Unis en RFA  
Bronislaw GEREMEK, Président du groupe parlementaire ODP  
Peter UHL, Porte-Parole du Forum Civique

mardi 20 février

11 h 30 : Tribune

Lionel JOSPIN, Ministre de l'Éducation Nationale

14 h 00 : Sécurité européenne et désarmement

Débat animé par Jacques Isnard, du journal « Le Monde »

Guennady GERASSIMOV, Porte-Parole du Président Gorbatchev  
Charles GOEBELS, Président de l'Assemblée de l'Europe Occidentale  
Wojtek LAMONTOWICZ, Spécialiste de la défense de Solidarnosc  
Hubert VEDRINE, Porte-Parole de la Présidence de la République  
Général RICAUD-CHAGNAUD, Conseiller en défense de M. Chevènement

Stefano SILVESTRI, Président de l'Institut Affari Internazionali  
Ian TAYLOR, Spécialiste de la défense du parti conservateur britannique  
Bohuslav KUCERA, Vice-président de l'Assemblée Fédérale et Tchèqueoslovaque  
Francis RILON, spécialiste de la défense du RPR  
Bernardino GOMES, Président de l'Association du traité Atlantique

17 h 30 : L'Europe et le Sud

Claude CHEYSSON, Commissaire Européen chargé de la Coopération  
Michel AUBILLAC, Ancien Ministre de la Coopération

mercredi 21 février

14 h 00 : Nouvelles perspectives pour la construction de l'économie européenne

Vidéotransmission Modis-Sudopress-Pans animée par Alain Weiler, de l'IFI

Modis  
Ouverture par Felipe GONZALEZ, Premier ministre de l'Espagne  
Claudio ARANZADI-MARTINEZ, Ministre de l'Industrie de l'Espagne  
Mario CONDE, Président de la Banca Borsato  
Marcelino OREJA, Ancien Président du Conseil de l'Europe

Budapest  
Ouverture par Imre POZSGAI, Ministre d'Etat de la Hongrie  
Gyula HORN, Ministre des Affaires Étrangères de la Hongrie  
Peter REINIGER, Ministre de l'Industrie de la Hongrie  
György BALAZS, D.G. du Ministère du Commerce de la Hongrie  
György HANON, D.G. de la Compagnie Hongroise d'Électricité

Paris  
Ouverture par Michel BOCARD, Premier Ministre  
Edith CRESSON, Ministre des Affaires Européennes  
Tadeusz SYRJZYK, Ministre de l'Industrie de la Pologne  
Pierre JACQUET, Directeur-Adjoint de l'IRSI  
Fritz GAUTIER, spécialiste de l'économie du SPD  
Riedrich MERZ, député européen du CDU

16 h 30 : Tribune

André GRACHON, Conseiller en défense du Président Gorbatchev

17 h 30 : La région, entité européenne

Jean VERNIER, Président du Conseil Régional d'Aquitaine  
Jordi PUJOL, Président de la Catalogne

jeudi 22 février

14 h 00 : L'Europe et les opinions publiques

Débat animé par Bernard Bruguier, de France-Inter

Jorge SEMPRUN, Ministre de la Culture de l'Espagne  
Robert MAXWELL, Président de Maxwell Communication Corporation  
Jacques RUPNICK, Polittologue, spécialiste de l'Europe de l'Est  
Jacques SEGUELA, Président de l'agence de publicité RSCG  
André PLESU, Ministre de la Culture de la Roumanie

Egor VAKOVLEV, Rédacteur en chef des « Nouvelles de Moscou »  
Jean-Marc LECH, Président d'IPSO  
Jiri HAJEK, Président du « Mouvement de Helsinki »  
Thierry BAUCE, Secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales

Cloûture : Jacques DELORS, Président de la Commission des Communautés Européennes

Avec le soutien de la Commission des Communautés Européennes, de BOUYGUES, GDF, MATRA, PSA, SNCF et du CONSEIL RÉGIONAL d'AQUITAINE

ÉCOLE CENTRALE PARIS - GRANDE VOIE DES VIGNES - 92295 CHATENAY-MALABRY  
RER B : ANTONY puis navette gratuite - RENSEIGNEMENTS : 46 83 62 74



[illegible]

هكذا قال الامم



## BOURSE DU 15 FEVRIER

elle.  
c'est le  
elle  
ique  
rle-  
l, le  
de  
égie  
lent  
ni

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330



## Nouvelle passe d'armes entre Bruxelles et Strasbourg pour le siège du Parlement européen

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, s'est « élevé avec vigueur », jeudi 15 février, dans un communiqué, « contre toute tentative d'insinuer ou non avouée qui serait pour lui de revenir sur les accords conclus entre les gouvernements et qui font de Strasbourg une des capitales européennes ».

Ce communiqué de M. Dumas fait allusion à un rapport établi par le secrétaire général du Parlement européen, M. Enrico Vinci, selon lequel il est nécessaire, pour l'Assemblée, de disposer rapidement de deux mille cinq cents bureaux et d'un hémicycle à Bruxelles.

De son côté, M<sup>me</sup> Catherine Trautmann, députée européenne et maire de Strasbourg, a décidé de lancer la contre-offensive et se prépare à annoncer de nouvelles propositions, dont la construction d'un autre hémicycle à Strasbourg, malgré l'opposition déclarée de M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre française des affaires européennes. (AFP, Reuters).

□ Trois navires porte-conteneurs pour Delmas-Vieljeux. — Le groupe maritime Delmas-Vieljeux vient de signer avec les chantiers navals Trois MAJ de Yougoslavie une lettre d'intention pour la commande de trois navires porte-conteneurs. Deux autres navires sont en option. Le groupe français bénéficie entre plusieurs chantiers, notamment sud-coréens et polonais. La commande — à un prix très compétitif — n'a pas pu être passée à un chantier d'un pays de la CEE à cause du faible niveau des subventions autorisées par la Commission de Bruxelles.

## Les difficultés du RPR et de l'UDF La volonté d'union divise l'opposition

La volonté d'union n'aurait-elle pour effet que d'accentuer les divisions ? Le nombre de « partis uniques » de l'opposition va-t-il se multiplier ? La querelle sémantique autour des concepts d'« union » et de « fusion », ou encore celle qui porte sur les notions de « rassemblement », de « personnalité » et de « sensibilité », qui, selon M. Juppé, « frise le ridicule », révèle d'abord les difficultés que rencontre l'opposition à s'organiser. Elle souligne ensuite la persistance des ambitions rivales entre les personnes, notamment de la part de ceux qui aspirent à prendre la relève de dirigeants nationaux dont l'autorité est contestée.

Ainsi M. Michel Noir, maire RPR de Lyon, qui envisage avec quelques anciens « rénovateurs » de lancer la semaine prochaine un « forum civique », souhaite toujours aboutir à la fusion en un parti unique de toutes les formations de l'opposition. M. Lottard, président du Parti républicain, qui s'est joint à l'opération après avoir, au printemps dernier, refusé de soutenir les « rénovateurs », voudrait que des maires, élus à l'Assemblée nationale par l'addition des députés RPR, centristes et UDF.

M. Lottard propose dans une lettre à M. Chirac qu'un sein d'un éventuel groupe unique de l'opposition soient choisies les personnalités qui feront office de membres du contre-gouvernement. Le maire de Fribourg est d'accord avec la proposition du maire de Paris de réunir une convention nationale des élus pour définir la procédure de choix du candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle.

Le président du groupe UDF, M. Charles Millon, qui n'a pas participé aux dernières réunions autour de MM. Noir et Lottard, a fait préciser par son entourage qu'il ne prendrait part qu'à « une initiative sérieuse et collective ».

Les promoteurs de l'idée de fusion n'ont en effet pas reçu l'approbation formelle des partis actuels. Ainsi M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a rappelé jeudi 15 février que son mouvement s'était prononcé contre toute fusion puisque cette éventualité a été rejetée lors des assises du 11 février, aussi bien par la motion Chirac que par la motion Pasqua.

Le président du RPR estime, dans un éditorial de son journal corrézien *l'Essor du Limousin*, que « la France a plus que jamais besoin d'un mouvement gaulliste », et affirme que « le combat pour l'alternance serait voué à l'échec sans l'organisation de l'union de l'opposition ». Assurant que le RPR est le seul à « représenter tous les milieux de notre société », M. Chirac en déduit que cela lui « donne des obligations particulières vis-à-vis de notre pays et vis-à-vis de l'opposition ». Il ajoute qu'il « ne comprend pas toujours sur quelles idées portaient les critiques de MM. Pasqua et Séguin ».

Le conseil national du RPR, qui se réunit samedi 17 février à

Paris, doit notamment approuver la ligne politique du mouvement adoptée par les assises, ratifier la nomination de M. Juppé comme secrétaire général et élire les trente membres du bureau politique. Les conversations qui se sont déroulées depuis le 11 février entre M. Chirac et les différentes personnalités du RPR ont abouti à un accord de principe pour présenter aux sept cent trente-cinq membres du conseil national une liste commune de trente noms représentant les « sensibilités » du mouvement.

Les amis de MM. Pasqua et Séguin pourraient avoir environ neuf représentants et la tendance de MM. Noir et Carignon, quatre. Mais à ces trente élus s'ajoutent neuf membres de droit : le président et le secrétaire général du mouvement, les présidents des groupements parlementaires (MM. Pasqua pour le Sénat, Pons pour l'Assemblée nationale, de La Malène pour l'Assemblée de Strasbourg) ainsi que les anciens premiers ministres (MM. Debré, Chaban-Delmas, Couve de Murville et Messmer), ce qui aura pour effet d'accroître la « sensibilité Pasqua » de trois ou quatre voix.

C'est le 21 février que M. Juppé désignera l'équipe de la « commission exécutive » qui constituera le « gouvernement » du RPR.

ANDRÉ PASSERON

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Invitation au voyage

BON, allez, je me casse, là, les enfants, je vais prendre huit jours de vacances. Tiers, à propos, vous avez vu les dernières nouvelles en matière de tourisme dans le *Wall Street Journal* ? Non ? Alors, écoutez voir, ça peut vous donner des idées.

Toujours très en vogue, les week-ends-Alps-Police permettent aux fans d'Hercule Poirot, de Maigret et de Colombo d'écarter leurs talents autour d'un cadavre servi chaud par une chaîne de relais-châteaux en Grande-Bretagne. Et les mordus du wargame trouveront ragnas à leurs pieds. Certains hôtels mettent à la disposition de leur aimable clientèle des trilles, des gabelles et des pistolets à eau rouge.

Une étude réalisée à Stockholm révèle que l'usage des lignes intérieures audacieuses pèse lourd. Dix kilos de plus que la moyenne arrêtée il y a quelques années. Si la tendance se confirme, la SAS devra diminuer le nombre des sièges disponibles ou réduire le poids des bagages autorisés.

Le British Airways tire la sonnette d'alarme. Trop de GP (gratuits passagers) étaient en

classe affaires et même en première des vieux jeans dégués, des blousons cra-cra et des t-shirts douteux strictement interdits par le règlement. Du coup, elle envisage d'inscrire sur ses invitations au voyage la mention : Tenue de ville exigée.

A Tokyo, l'agence Nikkei propose une nouvelle lune de miel aux Roméo et Juliette japonais qui rêvent de se passer ou de se repasser le bague au doigt dans le cadre romantique du château de Montagu, au nord de l'Italie. Le forfait de 2 000 dollars, non compris, donne droit à un guide bilingue, à une limousine avec chauffeur et à une excursion à Venise. Pour l'aubade en gondole, prévoir un supplément.

Enfin, quelle est, d'après vous, la compagnie aérienne la plus priée des Européens, tant sur les longs que sur les moyens-courriers ? La Sabena. Ensuite ? La Lufthansa et la Swissair. Et Air France ? J'ai cherché, elle figure nulle part. Stupéfiante, l'appelle mon copain Joël, il bosse à Sélecteur : le fait pas trouver sur la liste, comment ça se fait ?

— Parce qu'en anglais ça se dit Air Chances... Air Loto, si tu préfères.

## AUTOMOBILISME : le premier Paris-Moscou-Pékin

### Le raid le plus long

Le premier raid-marathon Paris-Moscou-Pékin est programmé pour septembre 1991. Cette course de 18 000 kilomètres devrait réunir quelque deux cent cinquante voitures tout-terrain et camions.

Pékin, le 10 juin 1907. A l'initiative du journal français *le Matin*, une fois, deux de Dion Bouton, une triplée Contal et une Spyker avaient pris le départ de la première épopée automobile du siècle : un raid Pékin-Paris de 16 000 kilomètres à travers la Chine, la Sibirie, la Russie et l'Europe. Deux mois plus tard, il ne restait plus que trois voitures en course et, le 10 août, Paris avait réservé un accueil triomphal au prince italien Scipione Borghese et à son itala qui avaient devancé les deux de Dion Bouton.

Depuis, quelques expéditions comme la péenne du Clusone en 1931-1932 ont tenté de reprendre la course, mais les diffé-

cultés climatiques dans certaines régions à traverser, l'insécurité et les situations politiques en Union soviétique ou en Chine n'avaient plus permis de rééditer cette course grandiose.

Quatre-vingt-quatre ans après l'odyssée du prince Borghese, le premier « West-East-Paris-Moscow-Beijing-raid-marathon » devrait partir de la place de la Concorde en septembre 1991. La puissante holding japonaise Mitsubishi Corporation, qui a créé pour cette épreuve une société de droit français, la MAPS SARL, a obtenu les accords et surtout les concours des autorités chinoises et soviétiques et de la Fédération internationale du sport automobile. — Le budget de cette organisation serait, de source japonaise, de quelque 20 millions de dollars. L'épreuve devrait être dirigée par René Metge, trois fois vainqueur du Paris-Dakar, dont il a aussi été le directeur de course en 1987 et 1988.

D'après les premières reconnaissances effectuées en septembre et octobre 1989 par les Chinois et les Soviétiques, ce raid-marathon serait de 18 000 kilomètres et durerait entre vingt-deux et vingt-cinq jours avec deux journées de repos. Pour privilégier l'aventure et ne pas trop désavantager les « privés » par rapport aux équipes d'usine, les assistances aériennes et les départs d'essence seront gratuits. Le tracé évitera le plus possible les villes pour favoriser les bivouacs.

La première partie du parcours jusqu'à Moscou (3 000 kilomètres) s'effectuera en étapes de liaison à travers la France, la Belgique, la RFA, la RDA, la Pologne et l'URSS. Le trajet soviétique (8 000 kilomètres) se prolongera par les grandes steppes puis le désert du Kara-Koum. Après l'entrée en Chine par la chaîne montagneuse du Tian Shan (3 700 mètres), les rescapés traverseront le désert du Takla-Makan et emprunteront la route amicale de la soie puis longeront la Grande Muraille pour arriver à Pékin par le nord après avoir franchi le désert de Gobi.

## EN BREF

□ FOOTBALL : sanctions pour les violents. — La commission de discipline de la Ligue nationale de football a décidé d'infirmer deux mois de suspension ferme au stop pour canotiers Pierre Dréossi, coupable d'une agression envers le joueur stéphanois Guy Claveloux, vendredi 9 février, lors d'un match avancé de la vingt-cinquième journée du championnat de France de division 1. Pierre Dréossi, auteur d'un « coup de ciseaux », sur son adversaire, lui occasionnant une fracture du péroné et un arrachement ligamentaire, n'avait pas été sanctionné par l'arbitre de la rencontre.

**LATREILLE**  
Promotion Avant - Saison  
Jusqu'au 24 Février  
Costumes à vos mesures  
**1100**  
Fabrication artisanale  
62 rue St André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
Tel. 43.29.44.10  
PARIS (5<sup>e</sup>)

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 16 février

**Indécision**  
La dernière séance de la semaine a été marquée par l'indécision durant la matinée. L'indice CAC-40 se maintenait à - 0,07 % dans un marché calme. Les plus fortes hausses étaient enregistrées par SAT (+ 3,7 %), Nord Est (+ 3,4 %) et Pechiney (+ 3,3 %). Les baisses étaient enregistrées par Eurotunnel (- 6,5 %), la Compagnie bancaire (- 4,6 %) et Centrest (- 4 %).

## MODE, LE BAROQUE MÈNE LE BAL !

Admirez ce que le monde des tissus offre de plus fascinateur et de plus « in ». Sophistiqués brocarts, imprimés style « Traviata », cachemires voluptueux... Oubliez (pour une fois) les prix plus élevés, mais archi-justifiés par un luxe véritablement fabuleux. Et si vos souhaits sont différents, vous choisirez d'autres merveilles, depuis 30 F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## L'ESSENTIEL

### SECTION A

**Un entretien avec le premier ministre roumain**  
L'agitation « fait partie de la démocratie », nous déclare M. Petre Roman. .... 4

**Les élections législatives au Japon**  
Les socialistes ne semblent pas en mesure de profiter du recul des conservateurs. .... 6

**Assemblée nationale**  
Divergences entre M. Fabius et M. Poperen. .... 7

**Le journal d'un amateur**  
La chronique de Philippe Boucher. .... 7

### SECTION B

**Intempéries**  
Des tempêtes de neige et des inondations ont provoqué plusieurs morts et de nombreux dégâts en Europe de l'Ouest. .... 10

**Négociations médicales**  
Des syndicats proposent une carte du pauvre. Le gouvernement et l'abbé Pierre sont hostiles à ce projet. Portraits de médecins. .... 10

**Le Livre bleu de l'île-de-France**  
Après le Livre blanc, le Livre bleu. Les élus de droite de la région parisienne accusent le gouvernement d'avoir dressé un tableau catastrophique de la vie des Franciliens et de vouloir mettre la main sur la région. .... 11

**Avocats en grève**  
Un mouvement diversément suivi. .... 11

**Le nez de Belmondo**  
Belmondo avait-il besoin d'exco pour jouer Cyrano ? .... 12

**La mort de Michel Drach**  
Cinéaste sensible, metteur en scène du *Pull-Over rouge*, des *Violons du bal*, entre autres, Michel Drach est mort d'un cancer du poulmon à l'âge de cinquante-neuf ans. .... 12

### SECTION C

**Les salaires dans les banques**  
Les négociations salariales dans les banques s'ouvrent le 16 février. Au centre du mois des employés : les déroulements de carrière. .... 21

**Balance commerciale automobile**  
La balance commerciale de l'industrie automobile s'est dégradée en 1989, enregistrant son plus mauvais résultat depuis quinze ans. .... 22

**La désyndicalisation des salariés**  
Selon une enquête de la Sofres, le taux de syndicalisation des salariés est passé de 28 % en 1981 à 14 % en 1989. .... 23

**Comment déclarer vos revenus de 1989**  
Un supplément de six pages. .... 25 à 30

### SANS VISA

**Piero della Francesca chez lui, à Arezzo** .... 13

**Gastronomie** .... 15

### Services

Abonnements ..... 28  
Annonces classées ..... 30  
Campus ..... 21  
Carnet ..... 22  
Jeux ..... 26  
Loto, loterie ..... 21  
Marchés financiers ..... 32-33  
Météorologie ..... 21  
Philatélie ..... 21  
Radio-télévision ..... 14  
Spectacles ..... 13

La télématique du Monde :  
3815 LEMONDE  
3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 15 février 1990 a été tiré à 541 620 exemplaires.

## Bernard Wouts prendra dans quelques mois la présidence du « Point »

Bernard Wouts, administrateur général du *Monde*, a annoncé, vendredi 16 février, lors de la conférence de rédaction de notre journal, qu'il avait accepté l'offre qui lui a été faite de devenir président du *Point*. Il a indiqué que cette décision prendrait effet dans quelques mois.

Lorsque Bernard Wouts, il y a cinq ans, est entré au *Monde*, notre journal connaissait de très graves difficultés financières. Au poste d'administrateur général il a joué un rôle essentiel dans son redressement, comme dans la modernisation technique entreprise dans la foulée.

Avec la régularité montante en puissance, après une difficile période de rodage de l'usine d'Iry, avec le prochain déménagement de la rédaction rue Falguère et la généralisation de la saisie directe des textes par les journalistes, la mutation ainsi engagée approche de son terme. Restent certaines négociations à conclure dont il est convenu avec Bernard Wouts qu'il continuera de les traiter jusqu'à leur aboutissement.

Ce lutteur chargé d'affektivité résiste mal à l'attrait d'un nouveau défi. Il l'a montré il y a cinq ans en nous rejoignant sans fanfare d'une hélistation dans des circonstances que certains jugent quasi désespérées. Quelque regret que puisse nous causer son départ, sa décision ne regarde que lui.

A. F.

**M. Jean-Pierre Chevènement invité du « Grand Jury RTL-le Monde »**

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 18 février, de 19 h 30 à 19 h 36.

Le maire de Belfort, qui saluait le courant Socialiste et Républicain, se sera du PS, répondra aux questions d'André Paturet et de Jacques Lottard, du *Monde*, et de Dominique Pennequin et d'Isabelle Deth, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

**PASSAGES**  
Le mensuel

Vous conviendrait-il le Mardi 20 février 1990 à 20 h 30 au cinéma Le Village, 4, rue de Chezy, Neuilly-sur-Seine à une

**GRANDE SOIRÉE-TÉMOIGNAGE LIBERTÉ POUR LES JUIFS DE SYRIE**

Avec la participation de : Alain POHIER, Guy BEART, Jean PIERRE-BLOCH, Robert PONTILLON, Nicolas SARKOSY, Emile MALET, Serge KLARSFELD, Pierre BERCIS

**LICRA**  
Neuilly

Vous conviendrait-il

le Mardi 20 février 1990 à 20 h 30 au cinéma Le Village, 4, rue de Chezy, Neuilly-sur-Seine à une

**GRANDE SOIRÉE-TÉMOIGNAGE LIBERTÉ POUR LES JUIFS DE SYRIE**

Avec la participation de : Alain POHIER, Guy BEART, Jean PIERRE-BLOCH, Robert PONTILLON, Nicolas SARKOSY, Emile MALET, Serge KLARSFELD, Pierre BERCIS

**LITRERIES CHEZ CAPELOU**  
Les meilleures marques, aux meilleurs prix  
**TRECA EPEDA SIMMONS PIRELLI**  
Livraison expéditive très rapide dans toute la France  
37, Av. de la République 75011 PARIS Tél. (1) 43.57.44.35 Métro : PARENTIER

سلافة الأصل